

Le Chagrin des Flamands

Le Vlaams Blok de 1938 à nos jours,
Hugo Gijssels Jos Vander Velpen, EPO, 1989



Préface de Johan Anthierens

[Mail](#) [Table des matières](#) [Boeken/Livres](#)

Web-version: [paginé](#), [continu](#)

PDF-version: [paginé](#), [continu](#)

Avertissement au lecteur.

Le vocabulaire nationaliste flamand abonde en expressions archaïques telle "Dietsland" ("Pays thiois") difficiles à rendre en français.

Un glossaire, p.179, explique certaines des expressions figurant dans le livre et traduit les noms des très nombreux partis et organisations flamands qui y sont mentionnés.

Couverture: GAL et Compagnie Paul Verrept
Photocomposition: EPO Impression: EPO, Titre original: © Het Vlaams Blok 1938-1988, Het verdriet van Vlaanderen, EPO, Berchem, 1989 Traduit du néerlandais ©1992 Editions EPO, 1080 Bruxelles - Belgique 2600 Anvers - Belgique ISBN 2-87262-066-4 D 1992/2204/26

Table des matières

[Préface](#) 7

I. [Les Racines du Vlaams Blok, Dillen, gardien de l'héritage de la collaboration](#) 11

1. [Le réveil de l'extrême droite](#) 12
 - [Les "vacances" et le "temps des catacombes"](#) 12
 - [Le Sint-Arnoutsvendel](#) 17
 - [La Concentration Flamande](#) 21
 - [Opstanding](#) 25
 - [Le JNG - La Jeune Communauté Flamande](#) 29
 - [Dietsland-Europa](#) 40
2. [Une relation d'amour et de haine avec la VU](#) 44
 - [La Volksunie](#) 44
 - [Le VMO](#) 49
 - [Were Di](#) 52
 - [1968](#) 55
 - [La dernière allocution](#) 58
 - [Les adieux à la VU](#) 60
3. [La phase finale de la lutte: le Vlaams Blok](#) 64
 - [Le Stracke Noodfonds et Pro Vita](#) 64
 - [Le Vlaams Nationale Raad](#) 68
 - [Le racisme lève la tête](#) 71
 - [Le Vlaams Nationale Partij](#) 76
 - [Le Vlaams Blok](#) 80

II. [La percée d'un parti raciste](#) 85

1. [Le réservoir de l'extrême droite](#) 86
 - [Le VMO](#) 86
 - [Were Di et Voorpost](#) 95
 - [Le KVHV et le NSV-NJSV](#) 100
 - ["Alte Kameraden"](#) 106
2. [Le racisme supplante la "cause flamande"](#) 112
 - [Le sixième congrès du Parti](#) 115
 - [Les élections de 1987 et 1988: plus aucun frein](#) 121
 - [Chameliers et tchouc-tchoucs](#) 126
 - [Den Blokduvel et le docteur](#) 131
 - [Tensions](#) 140
3. [Les principes du Vlaams Blok](#) 143
 - [La grève nuit, le travail profite](#) 143
 - [La vie avant la naissance](#) 148
 - [Mouchardage](#) 150
 - [Un missile dans le jardin](#) 152
 - [Les médias](#) 154

4. [Le Groupe des Droites Européennes](#) 156
 [Dans le giron de Le Pen](#) 156
 [Le Parti du Progrès, DVU, NPD](#) 160
5. [Les bêtes de concours du Vlaams Blok](#) 164

[Gerolf Annemans](#)
[Filip Dewinter](#)
[Xavier Buisseret](#)
[Marijke Dillen](#)
[Karim Vanovermeire](#)
[John Spinnewyn](#)
[Luk Van Nieuwenhuyzen](#)
[Filip De Man](#)
[Joris Van Hauthem](#)
[Frans Wijmeersch](#)
[Jan Cauberghe](#)
[Francis Van den Eynde](#)
[Wim Verreycken](#)
[Roeland Van Walleghem](#)
[Roeland Raes](#)
[Roger Bosman](#)
[Walter Peeters](#)
[Isidoor Buelens](#)

[Glossaire](#) 179

[Notes](#) 185

I. [Les Racines du Vlaams Blok](#)

II. [La percée d'un parti raciste](#)

[Index](#) 193

[A](#) [B](#) [C](#) [D](#) [E](#) [F](#) [G](#) [H](#) [I](#) [J](#) [K](#) [L](#) [M](#) [N](#) [O](#) [P](#) [Q](#) [R](#) [S](#) [T](#) [U](#) [V](#) [W](#) [Z](#)

Préface - [Table des matières](#)

La droite revient au galop - [Table des matières](#)

La droite existe. J'en connais l'intérieur pour avoir été élevé en son sein. La droite, comme nous l'entendons ici, c'est la phase de débordement d'une idéologie conservatrice, paralysante. L'extrême droite, cime d'un iceberg d'égoïsme, genre Margaret Thatcher, Helmut Kohl ou Guy Verhofstadt.

Mon père prédisait tous les jours les pires calamités. Lorsqu'un tel augure se réalisait, il jubilait. Il n'aimait pas les enfants. Il en a fait douze (à la même femme) parce qu'une famille nombreuse suscitait l'admiration, était citée en exemple. Et, avantage complémentaire, il pouvait, à la maison, s'insurger contre une micro-société. Jouer le maître, en être le dompteur.

Le plaisir lui était étranger, la joie était suspecte, la gaieté avait des relents de péché, l'ironie était tabou. Il prenait un malin plaisir lorsque le sort lui fournissait un contradicteur. Et misanthrope comme il était, il ne manquait pas d'ennemis. Il

présageait que seul le travail, sans lever les yeux, apportait la béatitude. Et de combler de corvées nos heures de loisirs, et d'imposer des devoirs, pendant les vacances, à des enfants en mal d'ébats. Sa revanche sur le soleil et le jardin, ces démons tentateurs d'enfants. Lui-même, fonctionnaire, faisait les quatre cents pas, sans vergogne. Il se plaignait de son boulot, jouait le chef à la maison et vivait en désaccord perpétuel avec les propriétaires, ce qui fait que nous vivions avec un camion de déménagement stationné en permanence devant notre porte.

Ma mère rêvait d'avoir deux enfants. Son mari lui en a "offert" douze, sans voir que l'"objet" de son amour disparaissait sous un amoncellement de travaux ménagers. Sans assistance, sans moyens, sans le secours d'appareils électro-ménagers, maman devait chaque matin sortir du lit avant le chant du coq pour lessiver, torcher les derrières, repasser, reprendre, cuisiner pour un mari, sept filles et cinq fils et, entre toutes ces activités, être son mur des lamentations et son refuge. En homme qui se respecte, papa ne levait pas le petit doigt à la maison, se contentant de distribuer des claques et de sortir de ses gonds, le soir, lorsque sa progéniture n'était pas assez tôt sous l'édredon.

Dans nos maisons, la famille occupait le sous-sol et papa le bel-étage où il se retranchait avec des bananes et autres douceurs, "parce que sa santé l'exigeait". Une santé fragile, se plaignait-il (à attribuer à la mauvaise qualité des pommes de terre qu'on lui avait servies à l'armée belge), une constitution précaire qui nécessitait des petits soins, médicaux et culinaires. En attendant, Jeanne, son épouse, dépérissait sous ses yeux, sans qu'il ne débourse pour elle le moindre centime. Papa est mort très âgé, râlant sur ses filles qui, dévouées, l'entouraient dans ses derniers moments; il est mort vêtu d'un pyjama impeccable et de son inaltérable mauvaise humeur.

Mon père honorait Adolf Hitler, Allemand hystérique. Hurler et menacer et couper la parole et enfermer dans des camps et faire périr ceux qui ne vous reviennent pas! Quel traitement sublime pour un ulcère à l'estomac!

Après la guerre, garçonnet de huit ans, je me représentais l'histoire comme dans un miroir: nous, citoyens exemplaires, "bons" Flamands et "bons" chrétiens, étions livrés aux huées de la rue, réduits à la mendicité parce que nous étions des "idéalistes", qui voulions "le meilleur" pour la Flandre et l'Europe et étions prêts à sacrifier notre vie pour la défense de l'Occident, contre les Bolcheviques aux yeux de Mongols.

Après la libération, j'ai partagé, à la maison, de nombreux moments de déception et d'amertume mais je ne me souviens pas d'un seul mot d'autocritique sincère. A fortiori, jamais au grand jamais je n'ai entendu le moindre mot de pitié pour ce que le régime nazi avait fait subir à son prochain juif.

Si je ranime ce passé personnel, c'est parce que mon père n'était pas une exception mais bien le prototype d'une mentalité qui n'a pas totalement disparu en Flandre et qui reprend vie aujourd'hui. Dans le corps social national-flamand, cette mentalité continue à proliférer parce que jamais des personnalités flamandes n'ont eu le courage de battre leur coulpe pour avoir "officiellement" sympathisé avec ce Khomeiny germanique et les siens. Dans les milieux flamands de droite, la libération est ressentie comme "répression"; et le fait de provenir d'une famille "fautive" est encore considéré comme une lettre de noblesse. N'étions-nous pas les enfants adoptifs d'un pays libertin et francophile, qui éprouvait une allergie agressive pour la région vertueuse au long tablier à carreaux?

Aujourd'hui, les cartes flamandes se présentent tout autrement. La patrie ennemie est dirigée depuis des décennies par des Flamands catholiques (Martens-Tindemans) et s'est ouverte, telle une mère pélican géographique, pour livrer les régions à leur propre sensibilité. Depuis 1989, la Flandre est un Etat quasi indépendant.

Elle a ses propres régents qui se présentent en tenue irréprochable et sont connus, par delà les frontières, comme des défenseurs de l'environnement, ennemis de la duperie populaire, frileux pour avoir donné à la Flandre jusqu'à leur dernière chemise.

Etrangement, on remarque peu cette ambiance de victoire. C'est que nous devons nous habituer à avoir notre propre pays de cocagne, débarrassé du croque-mitaine de l'autre bord linguistique et du paternalisme bruxellois.

Peut-être, dans cette phase transitoire, Mère Flandre a-t-elle besoin de la gifle qui lui faisait aussi rougir les oreilles. Peut-être en rêve-t-elle parfois, maintenant qu'entourée de grands fils qui la protègent de toutes parts, elle fait sa propre cuisine, mendiant un bout de papier officiel qui lui garantirait l'inviolabilité...?

De ce paysage paisible, l'extrême droite devrait avoir disparu pour de bon, mais l'ultra-droite, dans son portillon, fait son apparition au moment le plus inattendu.

Parce qu'aujourd'hui, dans la structure belge, il n'est plus de mise d'avoir l'air dépité, la droite légitimise son existence grâce au joker de la xénophobie. Parce que la politique "respectable" a joué la carte de la cohabitation mais pas de l'intégration de cultures mutuellement incompréhensibles - le Petit Château, centre d'accueil pour étrangers demandeurs d'asile, est un vivier de racisme - le Vlaams Blok et consorts reprennent du cœur à l'ouvrage. Et qui donc sympathise avec le malheureux Turc ou Marocain battu à d'autres fins par le Vlaams Blok?

La droite est inextirpable. Elle est comme l'ivraie qui se nourrit de pesticide. Vers la mi-88, je pensais que ce turbulent 20ème siècle se clôturerait sur un "happy end": la glasnost soviétique, les négociations encourageantes sur le désarmement, la fin (?) de l'interminable boucherie entre l'Irak et l'Iran, les Soviétiques qui se retiraient d'Afghanistan, les Cubains et les Vietnamiens qui voulaient plier bagage de l'Angola pour les uns, du Cambodge pour les autres, et bien d'autres revirements imprévus qui indiquaient que la détente, c'était du sérieux.

Soit. Depuis le printemps de 1988 le jardin européen grouille à nouveau de diverses variétés de petits hommes bruns. L'effondrement spectaculaire de l'Union soviétique, confirmée en 1991 par son implosion, est compris par une Internationale fasciste comme l'accomplissement tardif de la justice: la prise, enfin, de Stalingrad, après un siège de cinquante hivers. (Ouf! on a eu chaud, pardon, froid.*) * en français dans le texte.

A l'aube du vingt-et-unième siècle le nationalisme est plus florissant que jamais. Des peuples dont nous ne soupçonnions même pas l'existence, des peuples dont le nom nous fait rater la montre en or lors d'un jeu télévisé parce que nous n'arrivons même pas à le prononcer, des peuples se rassemblent sur la place du village sous des drapeaux flambant neufs et proclament qu'ils veulent poursuivre leur propre chemin, séparés d'autres places de village.

C'est sur ces convulsions caricaturales du genre humain - européen principalement - que Jos Vander Velpen vient d'écrire un livre très sérieux (à paraître au printemps 1993), *Et voici là-bas qu'ils viennent*. Au travers d'une analyse globale, il dépeint la bave fraîche écumant sur les lèvres baltes, croates, lombardes, allemandes-réunies, françaises et flamandes.

Ce livre vous installe pour quelque temps en compagnie de Karel Dillen. Dillen est un obstiné, une figure que rien n'arrête, sa persévérance possédée ne peut que forcer le respect. Mais une question capitale reste posée: où veut en venir cet homme? Quelle utopie poursuit-il, au détriment de qui? Quelle Flandre Dillen a-t-il à l'esprit? Un paysage de carte postale de mers éternellement mouvantes, où toutes les filles ont les cheveux tressés, un chapelet et des chaussettes blanches? Un pays d'abondance où chacun va à l'église et où l'Angélus a encore un sens?

Dillen ment et il le sait comme vous et moi. Si le Vlaams Blok est sérieux quand il parle d'une Flandre propre, il faut s'en prendre immédiatement aux BASF, Phillips Tessenderlo et autres pollueurs de grande taille. Le Blok doit immédiatement devenir vert et communiste. Mais son idéal est autre part. Le Vlaams Blok veut tenir les Flamands dans leur étroitesse d'esprit, leur myopie et leurs frayeurs. Le Vlaams Blok aime

parader, aboyer, suspecter; il ne veut pas d'un soleil qui brillerait pour tous.

L'ultranationalisme est une forme de bestialité. Voyez la Flandre où l'extrême droite se drape dans une peau de bête - un lion en l'occurrence - pour se hisser en étendard.

Le Vlaams Blok aura encore du fil à retordre avec nous, la société protectrice des animaux.

Johan Anthierens
Le 11 novembre 1992.

I. Les racines du Vlaams Blok, Dillen, gardien de l'héritage de la collaboration - [Table des matières](#)

Jos Vander Velpen

1. Le réveil de l'extrême droite - [Table des matières](#)

***Les "vacances" et le "temps des catacombes"* - [Table des matières](#)**

Né le 16 octobre 1925 à Anvers, Karel Dillen fréquente l'Athénée d'Anvers dès 1938. 1938, l'année de Munich, de l'"Anschluss" autrichien et de l'annexion du pays des Sudètes au Grand Empire Germanique. Les nazis ont déjà éliminé le mouvement ouvrier de gauche. Maintenant, ils veulent résoudre "le problème des étrangers".

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, la fameuse "nuit de cristal", une centaine de Juifs, selon les estimations, sont assassinés. La SA pille et détruit plus de sept mille magasins et habitations de Juifs. Deux cent quatre-vingt synagogues sont incendiées et septante-six autres détruites d'une autre manière. Trente mille Juifs sont arrêtés. Les Juifs pourchassés et les opposants politiques affluent en Belgique.

Après l'Anschluss, la presse de droite entre en campagne contre les étrangers. Sous le titre éloquent *"Dix-sept mille demandes de permis de séjour"*, on lit dans la *Gazet van Antwerpen*, en mai 1938: "N'oublions pas que 9.000 Juifs habitent déjà en Belgique, dont plus de quatre-vingt mille à Bruxelles et à Anvers. Ne pense-t-on pas, à Bruxelles aussi, que c'est plus qu'assez? La population d'Anvers - et pas seulement ses éléments d'extrême droite comme on veut à tort le faire croire - est excédée. Si l'on ne met pas fin à la politique de la porte ouverte, les débordements ne tarderont pas".

Sans hésiter, notre gouvernement adopte des mesures radicales à l'encontre de cet afflux d'immigrés "illégaux". En juin 1938, des unités de gendarmerie viennent renforcer le contrôle aux frontières et, dès le 2 août, les réfugiés qui ne

disposent pas des documents nécessaires sont même "refoulés". Direction: l'Allemagne nazie.

Au cours des années précédentes, le racisme avait été propagé par des national-socialistes, parmi lesquels Ward Hermans. En bons termes avec les dirigeants nazis, les SS et le Vlaams Bureau de Berlin qui collabore avec l'Abwehr (le service d'espionnage et de contre-espionnage de la Wehrmacht allemande), il est l'auteur de deux ouvrages - *Boek der stoute waarheden, Le livre des vérités méchantes* de 1935, et *Jodendom en communisme zonder masker, Juiverie et communisme sans masque* qui paraît un an plus tard - qui comptent parmi les expressions les plus saisissantes de la prose raciste et de l'idolâtrie nazie qui sévissent en Flandre avant 1940. Etant donné le sort qu'Hermans propose d'infliger aux Juifs, il serait même étonnant que ses lecteurs n'aient pas vu venir la "solution finale": "Dehors, ou le ceinturon. Il est regrettable que de grands peuples comme les Allemands et les Français n'unissent pas leurs efforts pour le grand travail de nettoyage, qui serait en même temps une grande œuvre de paix", écrit-il.⁽¹⁾ Son racisme revêt des formes extrêmes. Il souligne que "depuis des années, l'Allemagne pourrissait lentement, moralement minée, financièrement exploitée et envahie par la crème du ghetto galicien, polonais et ukrainien..." Il en vient même à blâmer les nazis qui, selon lui, agissent trop "patiemment et doucement"!

Mais Hermans ne se contente pas d'écrire pour le plaisir; il se révèle être un véritable instigateur. Dans *Jodendom en communisme zonder masker*, il s'en prend violemment à ce qu'il appelle la "décadence juive": "Le Dr Magnus Hirschfeld a plaidé en faveur des échanges sexuels entre élèves dès les bancs de l'école. Hitler aurait sûrement dû réagir avec douceur face à une telle racaille?!" Et plus loin: "Il s'agit ici d'une pollution largement délibérée, systématique de l'âme d'un peuple par des salopards sémites". Et de conclure: "Le véritable symbole du Juif est le vilain oiseau qui se glisse sans honte dans le nid que d'autres ont bâti".

Lors des élections communales d'octobre 1938, à Anvers, le VNV (Vlaams Nationaal Verbond) lance une campagne sous le slogan "Les Juifs dehors". Le bourgmestre Camille Huysmans interdit que les panneaux d'affichage communaux soient placardés de matériel électoral scandaleux, stigmatisant les "profiteurs, cumulards et parasites étrangers". Railleur, le journal du VNV, *Volk en Staat*, publie la photo d'un groupe de Juifs assortie du commentaire: "Les protégés de Huysmans. Dommage pour eux qu'ils ne puissent participer aux élections".⁽²⁾ Et encore: "Nous, Flamands, nous voulons être et rester les maîtres dans notre pays".⁽³⁾

Le VNV décore son local, le Malpertuis, d'une banderolle proclamant: "Anvers aux Anversoï! Les Juifs dehors. Votez Vlaams Volksblok n°5". Le Vlaams Volksblok (Bloc populaire flamand) est une liste commune du VNV, de l'organisation des classes moyennes Eenheidsfront (Front uni) et de quelques

catholiques flamands. Sur ordre du bourgmestre Huysmans, les pompiers font disparaître la banderolle.

Mais il n'y a pas qu'au sein du VNV - dont Hermans est membre depuis 1935 - que le racisme triomphe. En 1938, le virus a déjà atteint une partie de la droite "respectable". Ainsi, le KVV (Katholieke Vlaamse Volkspartij, Parti populaire catholique flamand), du tête de liste Léo Delwaide, s'est emparé de la question juive pour faire le plein d'électeurs. A en croire sa propagande électorale, les Juifs envahissent Anvers, ils règnent en maîtres au parc municipal, ils sont de mèche avec les communistes et "nous volent notre travail".[\(4\)](#)

Sur un tract électoral catholique, une caricature représente Huysmans et ses amis juifs poussés dans l'étang du parc. C'est ainsi que le KW cherche à se rapprocher du programme raciste du VNV et de REX. Le 22 novembre 1938, un débat a lieu à la Chambre sur la problématique de l'immigration et des étrangers.

Charles du Bus de Warnaffe reconnaît sans difficulté que la Belgique ne peut accepter davantage de réfugiés et qu'un réflexe raciste est inévitable si le seuil de tolérance est dépassé en raison de la poursuite de l'immigration. Cet aveu est un encouragement à l'adresse du VNV. Romsée, le "modéré", expose le point de vue du VNV: la gauche l'accuse de racisme, mais c'est faux, dit-il. Contrairement aux nazis, qui considèrent les Juifs comme des "sous-hommes", le VNV tente d'édulcorer son racisme grâce à des arguments économiques et nationalistes "respectables".

Romsée: "Notre attitude repose exclusivement sur les besoins impératifs de protection économique et sociale de notre propre communauté nationale face à l'immigration massive d'étrangers. Cette immigration représente un danger non seulement sur le plan économique, mais encore sur le plan national". Le VNV joue sur les sentiments nationalistes tels que la "pureté de la race", "l'identité et la culture nationales propres" et "notre peuple d'abord". Les étrangers et les autres cultures menaceraient, selon lui, l'existence et la communauté des "vrais" Flamands.

De surcroît, toujours selon Romsée, les immigrés sont indésirables parce qu'ils ne sont plus utiles économiquement et qu'ils prennent le travail de nos "compatriotes". Après ce débat à la Chambre, les Juifs ne sont plus "officiellement" refoulés vers l'Allemagne nazie : ils sont désormais transférés vers des centres pour réfugiés à Merksplas, Wortel, Halle et Eksaarde.

Le 10 mai 1940, Hitler envahit la Belgique. "Pour nous, c'était comme si les vacances commençaient prématurément", déclarera Dillen.[\(5\)](#) Bien vite, des Juifs, des résistants, des patriotes sont enfermés dans "l'enfer" de Breendonk, aux mains de bourreaux SS, allemands et flamands. Entre le 22

juillet 1942 et la libération, 25.257 Juifs, dont 5.093 enfants, sont arrêtés dans des razzias, transférés à la caserne Dossin à Malines puis déportés vers Auschwitz et les camps de la mort.(6) Pendant les razzias, la Gestapo passe systématiquement au peigne fin des quartiers entiers d'Anvers et de Bruxelles.

Il y a mille manières de soustraire sa conscience aux scrupules, de détourner les yeux, de se taire. Dillen se consacre à la lecture de *De Leeuw van Vlaanderen, Le Lion des Flandres* d'Henri Conscience. Dans sa tour d'ivoire du Godefriduskaai à Anvers, où habitent ses parents, la terrible réalité de 1942 cède la place à la bataille des Eperons d'or de 1302. On dirait que ce qui se passe n'a aucune prise sur lui. Quand, finalement, l'insupportable réalité de l'holocauste éclate au grand jour, il feint de n'avoir rien su, rien soupçonné. Il dit: "On voyait bien que des Juifs disparaissaient, mais à Anvers, ça passait bien plus inaperçu qu'aux Pays-Bas. Nous n'avions aucune idée de ce qui se passait avec ces gens-là".(7)

Elève zélé, Dillen poursuit ses études à l'Athénée jusqu'en 1943. Sa formation "flamingante" lui est dispensée par des professeurs tels qu'Oswald Everaert, qui deviendra plus tard responsable de l'éducation physique au NSJV (Nationaal-socialistische Jeugd in Vlaanderen, Jeunesse national-socialiste de Flandre) et l'incivique Oscar van der Hallen, le frère d'Ernest van der Hallen qui, après la mort de Dosfel en 1925, est devenu le leader spirituel du mouvement de jeunesse nationaliste flamand AKVS (Algemeen Katholiek Vlaams Studentenverbond). L'AKVS, qui combat fermement le KSA, est très proche de Wies Moens, le co-fondateur, en 1931, du Verdinaso (Verbond van Dietse Nationaal-solidaristen), une formation politique fasciste. Dans ces années noires, l'Athénée d'Anvers est un foyer d'agitation extrémiste. Après la guerre, pas moins de vingt-cinq professeurs "fautifs" seront mis sur le pavé.(8) Dillen se fait membre d'Ontwikkeling (Développement), une organisation étudiante nationaliste flamande dont l'emblème est le "*goedendag*", la masse d'armes.

Sous l'influence de ses professeurs, il devient profondément antibelge.(9) L'anticommunisme lui est inculqué à la petite cuiller. Bien qu'il soit convaincu que le nazisme conduira à l'émancipation de la Flandre, il ne verse pas réellement dans la collaboration. Mais on est en 1943 et tous ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre ont désormais compris qu'après Stalingrad, Hitler a perdu la guerre.

Sur ces entrefaites, le groupe clandestin Nederland Eén voit le jour. Il compte notamment dans ses rangs Walter Bouchery, qui dirige l'école des cadres de l'AVNJ (Algemeen Vlaams-nationaal Jeugdverbond), l'organisation de jeunes du VNV. Nederland Eén est un mouvement marginal qui s'insurge

contre la germanisation et le langage par la direction du VNV de la volonté de réunification des Pays Bas, "*de Lage Landen*".

Entre 1943 et la libération, Dillen travaille à Malines à la Juridiction administrative, un service de l'administration provinciale d'Anvers qui réprime les infractions au ravitaillement alimentaire.

En mai 1945, les Allemands capitulent définitivement. Le moment est venu de dresser le bilan de cinq années d'occupation et de collaboration. 40.998 Belges ont été déportés en Allemagne. 13.750 n'en sont pas revenus. Des 25.257 Juifs déportés, seuls 1.205 ont survécu à l'horreur. 2.019 résistants ont été exécutés sans pitié. D'autres sont sortis des camps de concentration comme de véritables épaves humaines.

d'establishment économique, par contre, est sorti intact du conflit. Le grand capital belge, fidèle à la doctrine Galopin - du nom du gouverneur de la Société Générale, de loin le plus grand holding du pays — avait fait pendant la guerre ce qu'il avait toujours fait: produire et engranger des bénéfices. La machine de guerre allemande en avait bien tiré profit, mais les cercles les plus distingués ne s'en étaient pas formalisés outre mesure.

La classe dominante n'a qu'un seul commandement: assurer la continuité économique et politique. L'opposition de gauche est forte. Il faut la briser. Tel est le défi qui se pose au gouvernement après la libération. Le 13 novembre 1944, le gouvernement Pierlot donne l'ordre à la résistance de rendre les armes, ce qui se fait quatre jours plus tard. Peu après, le 26 novembre, le Front de l'Indépendance, soutenu par le Parti Communiste, manifeste à Bruxelles contre le démantèlement de la résistance. La gendarmerie, réarmée par les Anglais sur ces entrefaites, ouvre le feu sur les manifestants. Bilan: quarante-cinq blessés.[\(10\)](#)

Autre problème épineux qui se pose aux autorités: le jugement des collaborateurs. Il faudra pratiquement trois ans pour le résoudre. La justice dépose 346.283 dossiers. Finalement, 53.052 personnes seront condamnées, 241 collaborateurs exécutés: 122 Wallons, 105 Flamands, 14 Bruxellois. Quant aux collaborateurs économiques, à peine 1.100 seront punis.

De nombreux traîtres à la patrie parviennent à échapper aux poursuites. Degrelle (le dirigeant de REX et le la Légion SS wallonne) fuit vers l'Espagne de Franco. Robert Verbelen, condamné à mort, trouve refuge en Autriche, où il combattra l'Union soviétique pour le compte de la CIA entre 1946 et 1956. Ancien SS, il était le chef du fameux corps de sécurité DeVlag. A ce titre, il porte la responsabilité d'attentats terroristes sanglants et meurtriers contre la résistance.

Pas moins de mille inciviques flamands en fuite trouvent une nouvelle patrie en Argentine, alors péroniste. Parmi eux, des ténors de la collaboration comme Lagrou (fondateur des SS flamands), René van Thillo (dirigeant du Service du travail volontaire pour la Flandre), Léo Poppe (ex-rédacteur en chef de *Jonge Nationaal-Socialist*, l'organe de la Jeunesse national-socialiste en Flandre et pilier de la vie associative des collaborateurs immigrés et de leur journal, *Schakel*)([11](#))

Les collaborateurs qui étaient en contact étroit avec les responsables économiques s'en tirent généralement à bon compte. Léo Wouters (cofondateur du VNV et du Vlaams Blok) est condamné à un an de prison. Les Allemands l'avaient nommé délégué général au Travail. Dans la perspective de la mise en oeuvre d'une nouvelle politique du travail, il avait eu des entretiens avec le VEV (Vlaams Economisch Verbond, Union économique flamande) dont certains membres avaient une sympathie prononcée pour le VNV - notamment son administrateur-délégué E.F. Brieven et son secrétaire général Piet Bessem.

La libération met une fin radicale aux "vacances" sans souci de Dillen.([12](#)) C'est le temps des "catacombes", de la répression. Aux yeux de Dillen, les véritables malfaiteurs ne sont pas les nazis et leurs complices mais bien l'Etat belge, les patriotes et les résistants. Plein de rancune, il écrit: "Dans le cyclone d'un monde en déclin, à cause de l'inquisition et des conseils de sang, à cause de la populace déchaînée, à cause des pharisiens changés en bourreaux, le dernier carré de pouvoir flamand a été perdu".([13](#))

Après la libération, la Juridiction administrative est dissoute. Dillen veut découvrir d'autres langues et d'autres horizons. Il réussit un examen de l'armée britannique et, après une brève formation à Bruges, il se retrouve, à l'été 1945, au service de la censure britannique à Bonn. La petite histoire veut qu'il y ait rencontré la sœur de Toon Van Overstraeten. Ce dernier a combattu sur le front de l'Est en 1943 - il avait 17 ans - et, jusqu'en 1945, il a fait partie de la Légion Flamande ce qui, après la guerre, lui a valu deux ans de prison.

Après son service militaire, vers le milieu de l'année 1947, Dillen entre comme employé au service de ATM (Antwerpse Taxi Maatschappij Renault, Société anversoise de taxis Renault). Pour lui, l'heure de l'action politique a sonné.

Le Sint-Arnoutsvendel

Après la libération, tout porte à croire que le fascisme est définitivement vaincu. L'extrême droite en Flandre est totalement dans l'impasse. Lentement mais sûrement, les choses vont cependant changer. Certains jeunes, qui avaient été actifs au sein du mouvement de jeunesse du VNV, reprennent le flambeau de la lutte. Le mouvement de jeunesse est un lieu de rencontre au-dessus de tout soupçon et devient ainsi la couverture idéale d'une nouvelle agitation

radicale de droite. Quoi de plus innocent en effet que des randonnées pédestres et d'agréables soirées autour du feu de camp?

Dès 1945, des groupes de jeunes, extrémistes, voient le jour, à l'initiative de quelques anciens membres d'un mouvement contrôlé par les Allemands, les DBV (Dietse Blauwvoetvendels, Brigades des pieds bleus thiois), qui ont rejoint le NSJV en 1941. C'est ainsi que naissent, à Bruges, le Jeugdgeuzenstorm et, à Bruxelles, les Zilvermeeuwtjes.

Il faudra attendre 1946 pour que le Sint-Arnoutsvendel, la Brigade Saint-Arnaud, voie le jour à Anvers à l'initiative de Wim de Roy, 20 ans, ex-membre du DBV. Il se comporte en chef autoritaire ("*banleider*"). Au centre de ses préoccupations: marcher en rangs, donner des ordres et défiler en uniforme kaki. Les autres groupes de jeunes sont pleins d'admiration pour l'ordre et la discipline qui régissent au sein du Sint-Arnoutsvendel. Sa formation musicale défile régulièrement en ville. Les membres collectent de la nourriture, des vêtements et de l'argent au profit des collaborateurs condamnés, une préoccupation qui est aussi au centre de leurs oeuvres de Saint-Nicolas et de Noël.

Les fêtes annuelles de jeunesse dans la salle du jardin zoologique - où, après la guerre, des inciviques ont été brièvement enfermés dans des cages à lion - sont les premières expressions de l'activité de l'extrême droite à Anvers. Comment se fait-il que Dillen se retrouve dans le Sint-Arnoutsvendel? Pendant l'été 1947, il participe à une fête de la jeunesse. A l'automne de la même année, il devient membre de l'organisation. Il a alors 22 ans. "Une situation assez folle étant donné mon manque d'intérêt pour le sport", reconnaît Dillen qui ajoute, pour conclure: "Les deux années qui ont suivi, je me suis surtout consacré à ma formation".[\(14\)](#)

Le nom du Vendel est emprunté à Saint Arnoud. Sacré chevalier par le comte Baudouin V au onzième siècle, il troqua ensuite son armure pour le froc et entra comme moine au service du Seigneur Tout-Puissant. Le Sint-Arnoutsvendel condamne la répression sur un ton venimeux et exige l'amnistie, bien qu'on ne puisse pas dire que les collaborateurs se soient distingués par un excès de piété.

Le Sint-Arnoutsvendel baigne un mélange de catholicisme fondamentaliste et de conviction grand-néerlandaise. Parmi les groupes de jeunes radicaux de droite, le romantisme a la cote. Ils admirent la lutte des Gueux face à l'"oppresseur" espagnol, honorent Guillaume d'Orange, "père de la patrie" et rêvent du seizième siècle, quand le Nord et le Sud étaient unis.

A partir de 1947, le Jeugdverbond der Lage Landen (Ligue de la Jeunesse des Pays Bas) coordonne les différents groupements de jeunes radicaux de droite et diffuse la

revue *Vive le Gueux*, dont le premier numéro est imprimé par Walter Bouchery. Cet avocat anversois était, avant et pendant la guerre, un cadre supérieur de l'AVNJ, le mouvement de jeunesse du VNV. Condamné à mort par contumace en octobre 1945, il se remit cependant tout de suite au travail, fébrilement, pour redonner vie à l'extrême droite. Il vivait dans la clandestinité dans sa propre maison, y recevait régulièrement de grands noms de la collaboration, comme Victor Leemans, et allait lui-même visiter en prison, sans aucun problème, des amis condamnés. Quand, finalement, il se rendit à la police, on le mit en liberté provisoire. Après de nombreuses comparutions en justice, il fut finalement condamné à une peine très légère. Sur ces entrefaites, il fonda une imprimerie et une maison d'édition, Luctor, qui diffusa des livres en tous genres sur les procès de répression contre Borginon, Romsée, Van Dieren, etc.

La rédaction de *Vive le Gueux* compte parmi ses collaborateurs Manu Ruys, Rudolf van Moerkerke, plus tard le patron de Sunair, ainsi que deux anciens membres du DBV, Staf Vermeire et Jan Olsen, qui avaient aussi sympathisé avec le mouvement Nederland Eén. Le premier numéro est saisi par la justice et Manu Ruys émigre sur la pointe des pieds vers *De Standaard* - le quotidien au service de la société, de l'Etat et, à l'occasion, de la collaboration - qui recommence à paraître à partir du 1er mai 1947.

On retrouve aussi au *Standaard* l'ancien sénateur VNV Bert D'Haese, Léo Delwaide, bourgmestre de guerre d'Anvers, et Emiel de Winter qui était chargé du ravitaillement pendant la guerre. On remarque aussi, parmi les premiers collaborateurs du journal, la présence d'Henri de Man, chef de file socialiste qui s'était réfugié en Suisse. Le président du POB avait salué l'agression nazie en mai 1940 comme une "délivrance" et avait dissous le parti socialiste. Au cours du premier semestre, il publie huit éditoriaux non signés dans *De Standaard*.[\(15\)](#)

La reprise de la parution du *Standaard* est un signe du climat politique changeant dans le pays et à l'étranger. Le gouvernement catholique-socialiste, sous la direction de Spaak, inaugure la Guerre Froide en Belgique. Spaak est obnubilé par l'anticommunisme, comme en témoigne son intervention du 28 septembre 1948 à l'assemblée générale de l'ONU. "Savez-vous quel est le fondement de notre politique?", lance-t-il à l'adresse de l'Union soviétique. "C'est la peur. La peur de vous, la peur de votre gouvernement. La peur de votre politique".

Pour justifier sa collaboration, l'extrême droite a toujours avancé la nécessité de lutter contre le communisme "athée". Voilà qu'elle a maintenant le vent en poupe et qu'elle sort enfin de l'ombre. Elle s'adresse à un large public par le biais de différentes activités.

Caractéristique de cette conscience de soi retrouvée: l'extrême droite se sent à nouveau assez forte pour engager la lutte avec la droite classique, principalement avec le CVP.

Au grand mécontentement de l'extrême droite, le CVP tente d'asseoir son emprise aussi bien sur le mouvement de jeunesse nationaliste flamand que sur le pèlerinage de l'Yser et la Fête du Chant national-flamande, des manifestations qui, avant la guerre, étaient tombées dans la mouvance du VNV.

Début avril 1948, se tient un Congrès pascal des Jeunes, dans une salle de la Lange Gasthuisstraat à Anvers. L'initiative émane d'un groupe de jeunes radicaux flamands, parmi lesquels Wim Jorissen, Rudi van der Paal et Herman Todts, ancien membre de Dinaso. Ils parviennent à convaincre le Katholieke Vlaamse Landsbond (l'organisation de coordination des mouvements de jeunesse catholiques tels que le Patro, le WKS, le KAJ) de se joindre à eux. Le Congrès fait beaucoup de bruit. Avec d'autres extrémistes, le Sint-Arnoutsvendel acclame le sénateur Edmond van Dieren, sympathisant du VNV fraîchement libéré, et dénonce bruyamment le "flamingantisme d'eau douce" du Katholieke Vlaamse Landsbond.[\(16\)](#) Lors de la Fête du Chant qui se tient à la Bourse d'Anvers, à la veille du congrès, ils bafouent la Brabançonne et décrochent le drapeau belge de la salle de congrès.[\(17\)](#)

Quelques mois plus tard, le ANZ (Algemeen Nederlands Zangverbond, Lique de chant néerlandais) convoque la première Fête du Chant de l'après-guerre, à l'initiative de Herman Wagemans et de Willem De Meyer, un des instigateurs des Fêtes du Chant de la guerre. Wagemans était, en 1939-1940, président du KVHV louvaniste (Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond, Union des Etudiants catholiques flamands). Son intervention lors de l'enterrement de Mgr Ladeuze avait suscité beaucoup d'émotion dans les milieux nationalistes. Après la libération, il avait été l'avocat de plusieurs collaborateurs, jusqu'à ce qu'il atterrisse lui-même à la prison de la Begijnenstraat. Selon le journal *De Volksbeweging*, il était suspecté d'avoir été, pendant la guerre, officier de la Zwarte Brigade (Brigade noire).[\(18\)](#) La Cour martiale d'Anvers l'a acquitté le 21 juin 1946.

Les organisateurs approchent le mouvement de jeunesse catholique et parviennent à amadouer le commissaire du WKS, Maurits Vanhaegendoren. La première Fête du Chant de l'après-guerre se tient donc à Courtrai et rassemble deux mille intéressés. Le président Wagemans appelle à la réconciliation entre "blancs" et "noirs".[\(19\)](#)

C'est aussi en 1948 qu'a lieu le premier pèlerinage de l'Yser après la guerre. Le comité du pèlerinage compte parmi ses membres les CVP Jef Schuyffelee (ACW), Marcel van de Wiele (KAJ) et Karel van Cauwelaert (directeur du journal *Het Volk*). En dépit des violentes protestations émanant de

prisonniers politiques, de la résistance et d'associations patriotiques, rassemblés dans le Comité National d'Action et de Vigilance, le ministre socialiste de l'époque donne sa bénédiction. Dix à quinze mille personnes descendent sur Dixmude pour jurer fidélité au Christ et à la Flandre.(20)

La présence des extrémistes de droite du Jeugdverbond der Lage Landen (Ligue de la Jeunesse des Pays Bas) ne passe pas inaperçue. Au nombre d'une centaine, ils organisent, la veille du pèlerinage, un grand feu de camp avec danse, musique et allocutions. Le lendemain, ils parviennent à amener une partie de la foule à chanter le *Wilhelmus*, un chant non programmé.(21) Bien que les manifestations en uniforme soient interdites, la formation musicale du Arteveldevendel gantois pénètre jusque sur le terrain du pèlerinage.

En mars 1949, le Sint-Arnoutsvendel reçoit la visite du Arteveldevendel, qui avait organisé, en mai 1948, la première assemblée publique à la mémoire de l'ancien dirigeant du Verdinaso, Joris van Severen. Ils défilent en rangs et en uniforme à travers Anvers, Dillen en tête.

Les tendances "noires" du Sint-Arnoutsvendel sont frappantes. En 1949, par exemple, il refuse de vendre le numéro de juillet de *De Blauwvoet*, qui plaide en faveur d'une réconciliation entre "blancs" et "noirs". Peu après, Dillen quitte le mouvement de jeunesse. Il est prêt pour le grand travail.

La Concentration Flamande - [Table des matières](#)

L'extrême droite attend une nouvelle occasion; elle se présentera en 1949-1950. La Guerre froide et la Question royale sont l'occasion d'une détente entre la droite "respectable" et la droite extrême, qui retrouve un nouveau souffle. Selon la propagande américaine, l'Occident libre est sur le point de tomber entre les griffes des armées soviétiques.

C'est ainsi que l'OTAN voit le jour en 1949. La Belgique en devient membre immédiatement.

Certains extrémistes de droite estiment que le moment est venu de rassembler leurs forces dans un nouveau parti, alors que d'autres hésitent, face à la "stratégie d'élargissement" du CVP. Les grands artisans de cette stratégie d'élargissement sont le dirigeant de l'ACW, P.W. Segers et Léo Delwaide, respectivement échevin de la guerre et bourgmestre de guerre du grand Anvers. La stratégie du CVP est destinée à rendre superflue une réédition du VNV, en attirant à lui tout le potentiel d'électeurs de droite, même si cela doit se traduire par une certaine "compréhension" à l'égard de la collaboration et par des attaques sévères contre les communistes et la résistance. Segers espère ainsi former un seul et unique parti conservateur puissant, susceptible d'emporter la majorité

absolue lors des élections du 26 juin 1949 et de faire rentrer ensuite Léopold III en Belgique. Les hommes de tête du VNV, comme Borginon (qui était, pendant la guerre, commissaire aux Grandes Agglomérations et est devenu plus tard président du comité du pèlerinage de l'Yser) et Romsée (ancien secrétaire général de l'Intérieur) s'opposent à la formation d'un nouveau parti radical de droite et exhortent à des négociations avec le CVP. A ce moment-là, tous deux sont encore sous les verrous et comptent sur le CVP pour recouvrer la liberté et pour que soit mis un terme à la répression. Ils font référence à la politique de concentration, à l'union entre le VNV et le KW avant la guerre: Borginon avait été, avec Gaston Eyskens, un des signataires de l'accord de principe KW-VNV, en décembre 1936. En 1952, Borginon et Borzée vont réunir d'anciens membres du VNV en vue de fonder le WB (Vlaamse Volksbeweging, Mouvement populaire flamand), qui voulait être un groupe de pression sur les partis politiques.

Si Dillen est partisan de l'unité avec le CVP dans le but d'obtenir une amnistie générale et la réhabilitation des collaborateurs, cela ne doit pas se faire, estime-t-il, aux dépens de la fondation d'un nouveau VNV. Engagé dans cette voie, il ne peut que se heurter au CVP, qu'il va même jusqu'à comparer à un vampire tuant tous ceux qu'il embrasse.

Il ne parvient pas à oublier, encore moins à pardonner l'attitude du CVP à l'époque de la répression. Pour décrire cette période, il trempe sa plume dans le vitriol: "Quand il s'agissait de liquider le cœur du mouvement flamand, les idéalistes les plus purs de notre peuple, nos ennemis se sont unis. Quand vint le 4 septembre 1944 et que - pour employer les mots d'un écrivain flamand - la libération éclata par-dessus nos têtes, ils mirent bas leurs masques et les ennemis de la Flandre montrèrent leur vrai visage". Sa haine viscérale à l'égard de la résistance le porte même à employer le jargon "*Untermensch*" peu engageant des nazis: "Tout comme ils avaient concocté ensemble, en Angleterre, les lois qui devaient étrangler la Flandre, tout comme ils en étaient venus, pendant la guerre, à commettre ensemble des assassinats, les braves dirigeants convenables et les domestiques primaires du cléricalisme politique se sont unis, après la guerre, aux sous-hommes marxistes et communistes et aux frères de loge fransquillons".[\(22\)](#)

Au printemps 1949, Victor Leemans et J. Custers engagent des négociations avec P.W. Segers et Léo Delwaide du CVP, ainsi qu'avec des représentants de la Concentration Flamande. Avant la guerre, Leemans était le théoricien national-socialiste du VNV et le dirigeant du Arbeids-orde (Ordre du travail) corporatiste. Sous l'occupation, il était secrétaire général des Affaires économiques. Custers occupait le poste de commissaire général à la Reconstruction. Tous deux entretenaient donc des contacts étroits avec le monde des affaires, si bien que personne ne s'étonna quand, en 1947, ils échappèrent à toute poursuite.

Finalement, les deux négociateurs se voient proposer un siège CVP au Sénat. Du coup, Custers et Leemans quittent la Concentration Flamande. Un choix qu'ils ne regretteront pas: après les élections de juin 1949, ils entrent au Parlement et, plus tard encore, sont promus au poste de ministres CVP. Leemans devient même président du Parlement européen. Manu Ruys le qualifie respectueusement de "serviteur du pays et du peuple".[\(23\)](#)

Dillen accueille plutôt froidement la nouvelle de la désertion de Custers et Leemans. "A ce moment, des renégats et des traîtres ont trouvé le courage de tourner le dos à la Flandre pour leur petit intérêt personnel! Nous crachons sur eux!", affirme Dillen mécontent.[\(24\)](#)

Du peu de temps qui reste avant les élections, il faut tirer le meilleur profit. Le 14 mai 1949, la Concentration Flamande est portée officiellement sur les fonds baptismaux. L'ingénieur Donckerwolcke, un homme au passé irréprochable, est nommé président. Le conseil d'administration compte plusieurs avocats, dont Van Dieren (Bruxellois bien connu pour avoir défendu des collaborateurs), Norbert de Witte de Bruges (ex-rédacteur en chef de *Dinaso-student*), Frans Matheessens (ancien conseiller communal VNV d'Anvers).[\(25\)](#)

En coulisses, certains membres de milieux VNV jouent un rôle actif. Par exemple Hector de Bruyne (rédacteur de l'organe du VNV *Volk en Staat*) et Paul-Félix Beeckman (commissaire des Salaires et des Prix dans l'administration de guerre). Les collaborateurs considèrent la Concentration Flamande comme "leur propre parti". Ainsi, le 10 septembre 1949, l'ancien Waffen-SS Bert van Boghout écrit à *Opstanding* du camp de Beverlo: "C'est un condamné à perpétuité qui vous le dit clairement: les meilleurs d'entre nous ne sont pas brisés et sont bien décidés à poursuivre la lutte politique, quoi qu'il en soit. Pour nous, la Concentration Flamande est l'incarnation politique de cette détermination".

Le programme politique de la Concentration Flamande est simple: amnistie générale pour les collaborateurs, retour de Léopold III sur le trône, personnalité juridique pour les syndicats. Sur ce point, la Concentration Flamande répand le mot d'ordre suivant: "Les entreprises, ateliers et firmes installés en Flandre qui, outre des ouvriers chrétiens, comptent aussi des membres de syndicats bolcheviques, ont un mois pour "épurer" leur personnel ou inciter celui-ci à quitter les machines rouges de combat politique. Si ces patrons continuent à se conduire comme les propagateurs du bolchevisme en Flandre, leurs produits seront refusés dans tous les magasins et maisons flamands". Aux élections du 26 juin 1949, la Concentration Flamande obtient 103.000 voix. Mais le grand vainqueur est le CVP qui, à un siège près, passe à côté de la majorité absolue à la Chambre.

Sa politique d'"élargissement" en direction de l'extrême droite a porté ses fruits. Ainsi, Emiel De Winter, du VNV (qui était

secrétaire-général au ravitaillement pendant la guerre)
engrange 26.831 voix de préférence sur la liste CVP à
Bruxelles.

Les résultats électoraux sont loin d'être décevants pour la
Concentration Flamande, étant donné la brièveté et les
faiblesses de la préparation. C'est qu'elle avait bénéficié du
soutien d'une légion de journaux d'extrême droite qui
s'étaient multipliés comme des champignons après la guerre,
en l'absence de toute opposition notoire de la part des
autorités.

Citons en premier lieu *Rommelpot*, un journal satirique qui
paraît de Noël 1945 à Noël 1949. Parmi ses fondateurs, deux
tout au plus ne proviennent pas des milieux de la
collaboration. Sa rédaction est assurée par Arthur de Bruyne
et des auteurs flamands célèbres comme Valère Depauw,
Albe et Ernest Claes. Son rédacteur en chef est Daniël
Merlevede, qui est aussi administrateur de la Concentration
Flamande.

't *Pallierterke* chante aussi les louanges de la Concentration
Flamande. Cet "hebdomadaire pour des gens qui ont un bon
cœur et un sale caractère" - comme l'indique son sous-titre -
paraît dès le mois de mai 1945. Son fondateur est Bruno de
Winter, un journaliste de *Het Handelsblad*.

Opstanding - [Table des matières](#)

Enfin, la Concentration Flamande est aussi soutenue
par *Opstanding*, une revue lancée le 18 juin 1949 par Walter
Bouchery (ancien dirigeant du AVNJ, fondateur, dans les
années 50, du Centre de la Construction
anversois). *Opstanding* devient l'organe officiel du parti. Le
quatrième numéro présente les candidats de la Concentration
Flamande aux élections. Il est diffusé à 300.000 exemplaires.
Dillen est un collaborateur très actif de *Opstanding* ainsi que
de la Concentration Flamande.

S'il consacre de longues colonnes admiratives à d'anciens
collaborateurs, le journal ne mâche pas ses mots quand il
s'agit de traîner les résistants dans la boue: "gangsters,
mendians, hypocrites et imposteurs".⁽²⁶⁾ Hendrik Tanrez,
alias Spartacus, le principal rédacteur de *Opstanding*, écrivait
pendant la guerre dans le journal pronazi *De Dag*. Tanrez est
aussi l'auteur d'un petit ouvrage, *De hel ontketend* (*L'enfer
déchaîné*), un pamphlet brutal contre la répression.

Citons encore, parmi les autres collaborateurs, Anton
Mermans et les frères Arthur et Hector de Bruyne. Tous trois
étaient, sous l'occupation, journalistes de l'organe du
VNV, *Volk en Staat*. Plus tard, ils écriront régulièrement dans
le journal de Dillen, *Dietsland-Europa*.

Arthur de Bruyne deviendra par la suite un historien bien
connu de la Flandre noire et écrira de nombreux articles

dans *'t Pallieterke*, sous le pseudonyme E.D.V. On le retrouvera aussi dans le European Freedom Council, étroitement lié au Anti-bolshevik Block of Nations. En 1971, il devient le président du Mouvement des Etats-Unis d'Europe, dont l'inspirateur est Walter Kunnen. La même année, son frère, Hector de Bruyne, devient directeur du journal *le Financieel Economische Tijd*. Il écrit aussi dans *'t Pallieterke*, où il est responsable des rubriques "*Uit de diplomatieke valies*" et "*De man in de kijker*", jusqu'à ce qu'il devienne ministre Volksunie en juin 1977.

L'année 1950 est entièrement placée sous le signe de la Question royale. L'extrême droite flamande qui, avec sa mentalité de "rien pour la Belgique, tout pour la Flandre", avait toujours considéré la royauté comme le symbole par excellence de l'Etat belge tant haï, s'affiche alors comme le plus fervent partisan de Léopold III, sur qui elle compte pour installer un régime autoritaire. *Opstanding* décrit le roi comme "un stratège qui a sauvé son peuple d'un bain de sang". Sa politique de capitulation face à Hitler se voit qualifiée d'"acte de grande humanité", parce que le roi est resté au pays contre la volonté explicite du "gouvernement décadent".[\(27\)](#)

Dans *Opstanding*, les premiers à écoper sont les communistes. Après avoir payé un lourd tribut en vies humaines au sein de la résistance, ils sont maintenant très actifs dans la lutte contre le retour de Léopold III. Cyniquement, *Opstanding* renverse les rôles. "Dans ce pays courent encore des milliers d'autres inciviques beaucoup plus dangereux que ceux qui ont été mis hors d'état de nuire pour quelque temps par la Cour martiale. Nous visons en première instance les complices de Moscou. Ce sont les inciviques d'aujourd'hui et de demain", écrit *Opstanding* le 18 février 1950.

Le 12 mars 1950, une consultation populaire a lieu: Léopold III le banni peut-il, oui ou non, revenir sur le trône? Une nette majorité flamande se prononce en faveur de son retour, mais la majorité des Wallons des centres industriels liégeois et hennuyers ne souhaitent pas le voir revenir. Les trois partis traditionnels ne trouvent aucune solution à la Question royale. Les élections deviennent inévitables. L'extrême droite réalise que, pour l'emporter, elle doit s'unir à un seul parti léopoldiste. Après négociations avec P.W. Segers, la Concentration Flamande décide de conseiller à ses membres d'émettre un vote utile: voter CVP. Lors des élections du 4 juin, le CVP obtient la majorité absolue, en partie grâce à la Concentration Flamande.

Dans le sillage de ces résultats électoraux, la Concentration Flamande tente d'entraîner le CVP et de préparer la voie à l'établissement d'un régime catholique autoritaire.

Le 24 juin 1950, *Opstanding* écrit: "Demain, le CVP sera placé devant un choix: soit nous accepter comme des alliés

organisés qui l'aident, loyalement et sincèrement, à réaliser intégralement son programme - ainsi que le nôtre - afin d'instaurer et de maintenir un régime social et chrétien jusque dans l'avenir le plus éloigné; soit s'engager une nouvelle fois dans une association monstre avec la franc-maçonnerie bleue et les internationales rouges et plonger à nouveau le pays dans la misère".

Le 21 juillet 1950, Léopold III revient en Belgique. Immédiatement, un large mouvement de grève éclate. Selon les estimations, 700.000 travailleurs débrayent à travers tout le pays. Une semaine plus tard, la gendarmerie abat trois ouvriers lors d'une manifestation à Grâce-Berleur, dans la périphérie liégeoise. Pour sauver la monarchie et le système politique, Léopold III accepte, deux jours plus tard, le compromis politique des trois partis traditionnels. Il abdique en faveur de son fils aîné, Baudouin.

La Concentration Flamande pousse les hauts cris à l'adresse du CVP et instaure un Comité Central de la Résistance Nationale, pour briser la prétendue "dictature bolchevique de la rue".[\(28\)](#)

La Concentration Flamande décide désormais de prendre part aux élections en tant que parti indépendant et de combattre activement le CVP, partout où c'est possible. La Concentration Flamande ne fait pas le moindre effort pour dissimuler sa parenté idéologique avec la collaboration. Ainsi, le parti organise, le 24 janvier 1951, une cérémonie retentissante à la mémoire de Reimond Tollenaere, commandant de la Dietse Militie-Zwarte Brigade (Milice thioise-Brigade noire), tué en Russie. Des incidents éclatent avec des résistants, des prisonniers politiques et des victimes de guerre venus manifester leur désaccord.

C'est à ce moment que la Concentration Flamande décide de créer le Vlaamse Militantenorde (VMO) avec, à sa tête, Bob Maes qui, pendant l'occupation, était membre des Jeunesses nazies de Flandre. Mais le véritable dirigeant est en fait Wim Maes, qui a gagné ses galons à la Dietse Militie-Zwarte Brigade. Vue de l'extérieur, le VMO se présente comme l'équipe de collage et de propagande de la Concentration Flamande. C'est en partie vrai puisque le VMO assure la distribution porte à porte des dépliants et autre matériel de propagande. Cependant, dès 1951, le VMO assied sa réputation d'équipe de choc et de service d'ordre de la Concentration Flamande.

Le 23 avril 1951, la Concentration Flamande organise un meeting au café *Hof van Engeland*, à Bruxelles. Quarante membres du VMO surveillent l'entrée. La réunion débute par un hommage à "tous ceux qui, au cours de la dernière guerre, sont tombés pour la Flandre". Dans une brève allocution, le leader du VMO, Bob Maes, indique que "si le puissant CVP disposait, proportionnellement, d'autant d'éléments combattifs

que la petite Concentration Flamande, il y aurait toujours un roi dans ce pays...".

Ensuite, Dillen s'adresse aux trois cents participants. Dans son intervention, il s'en prend violemment au CVP. "Depuis six ans, nous connaissons dans ce pays non seulement une atmosphère de persécutions mais aussi un climat de mensonge et de tromperie. On agite toutes sortes de formules trompeuses, telles que la prétendue "unité chrétienne flamande". En réalité, ce qui se cache derrière ces belles phrases, c'est la volonté d'une clique de parasites politiques de droite d'utiliser le chagrin des Flandres - duquel cette même clique est responsable - pour atteindre ses propres objectifs politiques. Des anciens partis de droite, nous n'avons rien à attendre. On y trouve les pharisiens, les hommes de ce cléricalisme politique malsain, qui, au fond, est tout sauf chrétien. L'attitude du CVP en matière de répression en est la preuve. Certains politiciens de droite - des bonzes du CVP - ont, avec les (francs-maçons et les marxistes, participé avec enthousiasme, en 1945-46, aux honteuses bacchantes de l'épuration. Mais ce qui se passe aujourd'hui est encore plus répugnant: ces mêmes dirigeants CVP se jettent comme des hyènes sur ce qui reste encore de notre mouvement afin de l'exploiter pour leur propre chapelle: le pèlerinage de l'Yser, les fêtes du chant national-flamandes et le mouvement de jeunesse", proclame Dillen sous les acclamations de la foule.[\(29\)](#)

Et de conclure: "Nous avons à choisir entre la mort et la vie, entre la honte et l'honneur. Face à ce choix, la jeunesse nationaliste valide n'hésitera pas, parce qu'elle a les yeux tournés vers le passé, vers le sacrifice pénible mais si beau d'un Reimond Tollenaere, d'un Karel de Feyter, d'un August Borms". Dillen a donné le ton. Il déclare la guerre au CVP et est prêt à tout faire pour obtenir l'amnistie des collaborateurs et faire revenir sous le contrôle de l'extrême droite le mouvement de jeunesse nationaliste, le pèlerinage de l'Yser et la Fête du Chant.

Le 7 avril 1951 se tient à Anvers le deuxième "Congrès pascal des jeunes Flamands". Il est mis sur pied par un Comité d'action national dans lequel peuvent siéger "tous les jeunes Flamands qui ont un rayonnement en Flandre". Le président de ce comité est Wim Jorissen, un homme fortement influencé par l'ancien membre de Dinaso, Herman Todts, promoteur du premier Congrès pascal. Dans le Comité d'action, siègent à la fois des radicaux et des plus modérés. On y retrouve notamment Karel Dillen, Herman Todts, Rudi van der Paal, Staf Verrept (ex-membre de la Vlaamse Wacht) et Staf Vermeire.

De vives discussions s'engagent au sein du comité sur le fédéralisme et "l'unité flamande avec les mouvements de jeunesse catholiques". Karel Dillen et Toon van Overstraeten sont des adversaires convaincus d'une telle unité dénuée de principes. Se référant à Reimond Tollenaere, Dillen décrit ainsi, dans *Opstanding*, la tâche du Congrès: "Un congrès

nationaliste doit mettre le doigt dans la plaie et proclamer haut et fort, non seulement à l'adresse de la jeunesse, mais encore à toute la Flandre: vous, messieurs les gratte-papier, vous, messieurs du CVP, pseudo-chrétiens, pseudo-hommes de droite, la Flandre n'a rien à attendre de vous, rien, dans aucun domaine. Vous ne marchez que sous le fouet. Vous êtes l'ombre, qui doit suivre, où que nous allions".⁽³⁰⁾ Mais tout le monde ne partage pas ces idées: Dillen et Van Overstraeten quittent le Comité d'action national avant même le congrès.

La figure centrale du congrès est Frans van der Elst, qui s'est taillé une réputation en se faisant l'avocat d'Elias, Romsée et autres ténors de la collaboration. 11 prononce un plaidoyer remarqué eh faveur de l'amnistie. "Nous ne voulons rien entendre de mesures de grâce ou d'améliorations individuelles. La seule solution est une amnistie générale et inconditionnelle", affirme-t-il. Et d'expliquer clairement de quoi il retourne: "L'amnistie, c'est tirer un trait sur la condamnation et donc sur toutes ses conséquences. Voilà ce qu'est l'amnistie et nous n'acceptons rien de moins".

Difficile donc de la considérer comme autre chose qu'une réhabilitation posthume de la collaboration. *Opstanding* du 14 avril 1951 publie intégralement ce plaidoyer en faveur de l'amnistie. Dans le même numéro, Dillen écrit: "M. van der Elst s'est fait le porte-parole de la Flandre nationaliste pure. Du moins en ce qui concerne la partie saine du Congrès pascal, elle se limite pour ainsi dire quasi exclusivement au congrès de van der Elst. Il ne s'est pas laissé mener par le bout du nez par quelques pâles individus qui se trouvent dans le comité d'action et qui veulent tout canaliser dans la voie du conformisme et de l'honnêteté".

Une nouvelle fois, il rejette tout rapprochement, si minime soit-il, avec le CVP et les mouvements de jeunesse catholiques. Dillen: "On parle à nouveau beaucoup de l'unité de la droite. Allons-nous encore nous laisser abuser? La Jeunesse pour l'action catholique souscrit-il à la revendication d'une amnistie générale pour les idéalistes flamands? Souscrit-il au contenu thiois du Mouvement Flamand? S'il répond oui à ces deux questions, la conversation peut continuer, sinon, il n'en est pas question!"

Le JNG - La Jeune Communauté Flamande

Pour rassembler les jeunes dans le giron de la droite, Dillen, Toon van Overstraeten et Herman Senaeve fondent la JNG (Jong Nederlandse Gemeenschap, Association jeune néerlandaise).

Six ans après la libération, une grande partie de la jeunesse est encore désorientée. Rares sont ceux qui comprennent vraiment ce qu'est le fascisme et cette ignorance fait le jeu des antidémocrates. Le JNG part de l'idée qu'une partie de la jeunesse peut encore être "sauvée" et formée comme une

"élite" et il se fait fort d'assumer cette mission, les jeunes étant une traie sur l'avenir. La montée du fascisme a du reste démontré que la jeunesse est un facteur à ne pas sous-estimer.

Le choix du nom de l'organisation ne relève certes pas du hasard. Dans les années 30, le JNG était un groupement autoritaire, anti-belge, dont le chef spirituel était le prêtre Robrecht De Smet. Ce dernier travaillait en étroite collaboration avec l'ancien séminariste et étudiant en droit gentois Reimond Tollenaere, qui entretenait des contacts étroits avec Léo Wouters, du groupe Jong Dietsland. Ils considéraient le JNG comme un moyen de former l'"élite" politique et militaire du VNV, fondé en 193.

La propagande et l'action du JNG d'avant-guerre a en partie contribué à ce que le nationalisme flamand s'engage dans la voie fasciste et pro-allemande et verse ainsi par la suite dans la collaboration.

Le JNG est principalement actif à Anvers mais il a aussi des cellules à Bruxelles et à Gand. Il se présente comme la branche "jeunesse" de la Concentration Flamande. Son organisation n'est pas rigide mais l'influence dominante de Dillen se fait sentir. Il est l'orateur, il est le dirigeant et on le considère comme tel. Comme un gardien de musée, Dillen veille soigneusement sur l'héritage de la collaboration qu'il veut transmettre, pur et intact, à la jeunesse.

A plusieurs reprises, le JNG réussit à faire la une de l'actualité. En cause: les cérémonies qu'il organise à la mémoire de collaborateurs notoires. Dans son manque de délicatesse, il semble même avoir une prédilection pour l'aile la plus fasciste de la collaboration. En témoignent les cérémonies à la mémoire de Cyriel Verschaeve et Reimond Tollenaere.

Ce dernier était le chef de la propagande du VNV. En 1941, il devient le premier commandant-général de la Dietse Militie-Zwarte Brigade. Au cours de la lutte entre le VNV et les SS flamands, il appelle à s'engager dans les Waffen-SS. Le 6 août 1941, il part pour le front de l'Est où il est tué le 22 janvier 1942, au poste d' *"Untersturmführer"*.

Le 6 octobre 1951, le JNG organise une cérémonie de commémoration en l'honneur de Cyriel Verschaeve, mort en 1949 en Autriche. Pour ce prêtre, "l'heure de la Flandre" avait sonné en 1940. Curieusement, il ne soutenait pas le VNV, mais bien *DeVlag* et les SS flamands, tous deux partisans inconditionnels du national-socialisme et du "Reich de Mille ans".

Lors de la cérémonie, à Anvers, Toon van Overstraeten et Karel Dillen prennent la parole. Pour Dillen, les cérémonies de ce genre sont plus qu'un innocent hommage à la mémoire de disparus; leur but est d'inciter les jeunes générations à

s'engager sur les traces de collaborateurs décédés. Dillen: "Nous ne sommes pas rassemblés, en ce jour, pour une séance académique. Mais si nous nous jurons de nous engager dans leur voie et de lutter à leur exemple, si nous nous considérons comme leurs exécuteurs testamentaires, alors seulement cette commémoration, chaque commémoration de Verschaeve ou d'un des grands du Mouvement Flamand aura quelque signification".

Les commémorations se suivent à un rythme accéléré. Le 3 novembre 1951, Toon van Overstraeten et Dillen célèbrent, au nom du JNG, la mémoire des combattants gantois tombés au front de l'Est. Dans son allocution, Dillen exige une fois encore l'amnistie générale mais il n'a pas le moindre mot de réprobation à l'égard de la terreur nazie.

Il termine son long discours - il paraîtra intégralement, comme tant d'autres, dans les colonnes *d'Opstanding*-sur ces mots: "Camarades, il ne peut y avoir d'hésitation à choisir entre le sénateur CVP Victor Leemans et Jeroom Leuridan (ancien parlementaire VNV), mort pour la Flandre. Entre le président du CVP Théo Lefèvre et Le Dirigeant, Staf de Clercq, qui toute sa vie n'a éprouvé que de l'amour pour la Flandre. Entre un Marcel van de Wiele dans le comité de pèlerinage de l'Yser et Karel De Feyter (figure de proue de la Garde flamande), qui a été exécuté. Enfin, on n'hésitera pas entre Van Cauwelaerts, ministre d'Etat et président de la Chambre, et le Christ flamand, le Dr August Borms. Debout, camarades. Luttez avec acharnement et fanatisme pour le pays thiois et l'Europe, pour le mouvement national-flamand et pour un nouvel esprit en Occident. Luttez dans l'esprit des anciens dirigeants, sur les traces des idéalistes qui ont tout sacrifié. Camarades, exécutez le testament de nos morts et du Dr Borms. Luttez dans l'esprit de ses dernières paroles. Fidélité à la Flandre jusqu'à la mort. Pays thiois, camarades, *hou zee*".[\(32\)](#)

Tout homme sensé pense sans doute que de telles vénération de héros néo-fascistes devraient être interdites. Mais non. Les autorités préfèrent fermer les yeux, manquant ainsi l'occasion de tuer dans l'œuf le néo-fascisme naissant.

A voir le télégramme de félicitations envoyé par Dillen, le 27 septembre 1951, aux fidèles de Franco, à l'occasion du quinzième anniversaire de la libération de l'Alcazar de Tolède, on se rend compte du caractère néo-fasciste du JNG. L'Alcazar n'est pas seulement le sanctuaire de Franco, il est aussi celui des chemises brunes et noires de tous les pays. C'est ici qu'a commencé la victoire de Franco et des généraux rebelles. Pendant dix-sept jours, les franquistes ont fait face aux assaillants républicains, jusqu'à ce que le général franquiste Varela délivre le fort.

Dillen n'est pas avare de vœux. "Des Thermopyles à l'Alcazar, l'Europe a toujours trouvé, à travers son histoire, des héros et des martyrs qui, au prix de leur sang et de leur vie, ont

défendu l'Occident. Leur lutte est un exemple pour la jeunesse d'aujourd'hui", affirme Dillen au nom du JNG. [\(33\)](#)

En janvier 1971, Dillen remercie encore avec émotion le Généralissime Franco pour l'asile qu'il a offert après 1944 à maints collaborateurs flamands. La lettre a été publiée intégralement dans *Dietsland-Europa*. L'un de ces exilés n'est autre que son ami Jan Brans, le rédacteur en chef condamné à mort de *Volk en Staat*, qui deviendra plus tard rédacteur en chef de l'organe du Vlaams Blok.

L'amnistie est un point de programme idéal pour mobiliser l'extrême droite et cravacher le CVP qui, sur ces entrefaites, s'est déjà fort mobilisé pour obtenir la libération de collaborateurs condamnés et "résoudre" certains cas individuels de répression et d'épuration.

Inlassablement, le JNG mène campagne en faveur de l'amnistie. Il tient un grand meeting sur ce thème à Gand, le 1er mars 1952. Dillen met l'accent sur le fait que la question de l'amnistie ne peut être réduite à des solutions individuelles ou juridiques, inspirées par des principes humanistes ou l'amour du prochain: en agissant ainsi, on évite ainsi le cœur du problème. Dillen: "Ce cœur, c'est la vérité éclatante et irréfutable que la collaboration et la répression qui lui est associée ne peuvent être dissociées du Mouvement Flamand et en font partie intégrante".

A cette époque, en mars 1952, on retrouve encore Dillen dans le "comité d'hommage aux héros" qui rassemble de l'argent afin d'inaugurer, le 28 mars 1952, une pierre tombale pour Théo Brouns, à l'occasion du sixième anniversaire de son exécution. Théo Brouns est le principal dirigeant du VNV à avoir été condamné à mort après la guerre. En tant que "*gouwleider*" du VNV du Limbourg, il est co-responsable de représailles sanglantes contre la résistance. A plusieurs reprises, il avait incité la jeunesse catholique limbourgeoise à rejoindre le Front de l'Est pour y combattre les communistes "athées". Dans son testament politique, Brouns continue de défendre avec passion sa collaboration comme un "bel idéal". Par contre, il qualifie le refoulement des nazis par l'Armée rouge comme "la pire tragédie de cette époque".

Le JNG publie intégralement ce testament politique dans *Opstanding*. Dans un *In Memoriam*, le JNG écrit: "En Brouns, nous honorons le dirigeant conséquent. Il reste pour la jeunesse thioise un symbole de combativité et d'abnégation". On retrouve la même admiration pour Brouns dans une brochure de Dillen intitulée *Théo Brouns en de terreur in Limburg (Théo Brouns et la terreur au Limbourg)*.

Inlassablement, Dillen se démène pour faire libérer des criminels de guerre. Lors d'un meeting fort fréquenté du JNG, en faveur de l'amnistie, qui se tient le 7 juin 1952 dans la salle Gruter à Anvers, il déclare: "L'homme qui a fait respecter la loi pendant la guerre, l'homme qui a livré des

malfaiteurs aux mains de la justice, l'homme qui a défendu l'arme au poing sa famille et ses camarades n'est pas un "dénonciateur" ni un "tueur", mais un homme de l'ordre".³⁴ Ce qui lui vaut un tonnerre d'applaudissements de la part des quelque six cents participants, solennelles parmi lesquels la veuve de Brouns, l'ancien notaire anversois et membre de Verdinaso Belmans, Walter Bouchery, Staf Vermeire, l'avocat Wilmots et le président de la Concentration Flamande, l'ingénieur Donckerwolcke.

Le 14 juin 1952, *Opstanding* titre en première page: "Sous un tonnerre d'applaudissements, devant une salle comble, Karel Dillen exige l'amnistie totale de tous les idéalistes flamands". Le VMO est présent en masse pour tenir à distance les manifestants antifascistes. Son dirigeant, Bob Maes, appelle le public à "soutenir, par une petite offrande, l'action de sa milice en faveur de l'amnistie". Enfin, Toon van Overstraeten prend la parole. "Il est de notre devoir, dit-il, de placer des cérémonies solennelles telles que la Fête du Chant et le pèlerinage de l'Yser sous le signe de l'amnistie. Si nous ne le faisons pas en cette année de commémoration de la bataille des Eperons d'or, les centaines de commémorations seront autant de mensonges".

Le JNG adresse une lettre en ce sens à Herman Wagemans, président d'honneur de l'ANZ, à l'occasion de la Fête du Chant qui doit se tenir au Palais des Sports de Bruxelles. Le 25 mai 1952, Dillen écrit dans *Opstanding* que la Fête du Chant doit être une "épreuve de force" entre les nationalistes et les "valets cléricaux politiques".

Le 22 juin 1952, juste avant la Fête du Chant, le JNG tient une "réunion de lutte" au café *Hof van Engeland*. Pas moins de cinq cents activistes y participent. Le président de l'ANZ, Valeer Portier (ancien échevin de guerre d'Ostende, détenteur de la "*Gouden Trouwtekenteken*", une haute distinction du VNV; il deviendra après la guerre une figure de proue du VEV, l'organisation patronale flamande) est lui aussi de la partie. Afin de mettre de l'ambiance dans la salle, on lit d'abord le poème de Wies Moens, *De Dietse Boog (L'arc thiois)*. Ensuite, Dillen monte à la tribune. "Nous ne nous sommes pas rassemblés ici pour formuler de profondes considérations philosophiques", explique-t-il. Il va directement au but en proposant que les militants se mêlent au public, en petits groupes, pour faire de la manifestation une Fête du Chant retentissante en faveur de l'amnistie.

La Fête du Chant attire une dizaine de milliers de flamingants. Au premier rang siègent le président d'honneur Herman Wagemans, le président général Valeer Portier, Victor Leemans, sénateur CVP et ancien membre du VNV et le chef de file du VEV, Zegers. Pendant la fête, les militants et sympathisants du JNG ne cessent de provoquer des incidents. Ils crient sans arrêt "Amnistie", "Libérez Elias", "A bas le CVP". Le calme ne revient que quand on entonne le fervent *Lieve Vrouw der Lage Landen* d'Emiel Hullebroeck et quand, dans son intervention, Herman Wagemans plaide

clairement en faveur de l'amnistie générale. "Pourquoi ne comprend-on pas, huit ans après la guerre, que la seule chose qui compte pour un Flamand, c'est *comment* on s'est comporté pendant l'occupation, et pas ce qu'on a été à cette époque".[\(35\)](#)

Dans la ville, des résistants et des victimes de guerre tiennent une manifestation de protestation. Ils en viennent aux mains avec des membres du VMO qui manifestent encore en ville après la Fête du Chant. Les coups pleuvent. L'action antifasciste est sévèrement condamnée par *De Standaard*. "Le petit zoo de l'ULB et la racaille communiste ont profité de la circonstance pour faire du grabuge. Fidèle à la tradition, la police a laissé la rue à la populace rouge", peut-on lire dans ce journal de qualité.

Pour sa part, Dillen ne peut cacher sa haine et son dégoût. Dans *Opstanding*, il accuse les antifascistes de tous les maux. Il écrit: "La populace, la vermine sans nom a encore été plus loin et s'en est prise à des jeunes gens et des jeunes filles qui portaient sur leur vélo de petits drapeaux flamands. Rassemblés en troupeau, les lâches se transforment en bêtes. Tout le monde le sait. Un moment donné, ces rats d'égouts ont voulu s'en prendre à trois personnes, un garçon et deux filles, et des putains hystériques (qui, pendant la guerre avaient fait bien autre chose) se sont mises à hurler "Coupez les tresses!" Pouah! Deux fois pouah pour ces chanteurs de Marseillaise!"³⁶

L'action de Dillen et du JNG en faveur de l'amnistie suscite des commentaires acerbes dans la presse sociale-chrétienne flamande. Bert D'Haese, lui-même ancien membre du VNV, la désapprouve dans *De Standaard*. "Extraordinairement indéfendable et regrettable, cet abus de confiance commis par une bande d'irresponsables. C'était une tentative bien préparée de détourner la Fête du Chant à leurs propres fins de mesquinerie politique. Ils ont abusé d'une manière intolérable de la bonne foi du comité pour faire dégénérer la fête en un braillement extrémiste".

Cette sortie impressionne peu Dillen. Dans *Opstanding*, il écrit des articles triomphants aux titres éloquentes: "Les nationalistes marquent de leur sceau la Fête du Chant!" et "Le coup de pied dans le nid de guêpes clérical!" Pour lui, la Fête qui vient de se dérouler est "la première véritable Fête du Chant nationaliste depuis la guerre". Et de conclure: "C'est bien, les nationalistes!!! C'est très bien! Rendez-vous à Dixmude, au pèlerinage de l'Yser! *Hou zee!*". Dillen et le JNG ont d'ores et déjà atteint leur but car, début juillet 1952, l'ACW et les organisations de jeunesse catholiques flamandes annoncent qu'elles quittent l'ANZ.

Le 11 juin 1952, à l'occasion du 650ème anniversaire de la bataille des Eperons d'or, Dillen publie, dans *Opstanding*, une lettre ouverte au professeur Franssen, le président du pèlerinage de l'Yser. Dillen lui fait savoir sèchement qu'il ne le

reconnaît pas comme président, "parce que la Flandre combative et radicale n'accepte qu'un seul homme au poste de président du Comité du pèlerinage: le professeur Frans Daels". "Aucune condamnation à mort n'y changera quoi que ce soit", ajoute Dillen. Le 22 octobre 1942, le dirigeant du VNV Staf de Clercq mourait à l'hôpital de Frans Daels, à Gand. A l'occasion du dixième anniversaire de ce décès, le JNG tient une cérémonie de commémoration à Anvers, le 25 octobre 1952. Lors de cette réunion, on lit le récit de la mort de Staf de Clercq, écrit par Frans Daels.

Toon van Overstraeten avait commencé par rappeler la signification de la cérémonie. "Quand nous, de l'Association jeune néerlandaise, nous vous appelons à vous rassembler ici aujourd'hui, ce n'est pas tellement pour faire acte de piété et de fidélité à l'égard de Staf de Clercq, à l'occasion de cet anniversaire, mais surtout parce que nous estimons qu'il est utile, nécessaire et urgent de donner l'idéal du "*Leider*" (chef) en exemple à la Flandre nationaliste d'aujourd'hui".

Dans son discours, Dillen aborde la décadence de la jeunesse, un thème qui lui tient à cœur. Dillen estime qu'il est catastrophique que la plupart des jeunes se moquent des idées nationalistes et des valeurs traditionnelles. "La toute grande majorité de la jeunesse flamande est tombée dans un misérable égoïsme, un misérable individualisme. La jeunesse flamande de 1952 a non seulement renié 1 exemple de ses grands hommes décédés, pire encore, elle ne connaît plus le passé. Oui, elle s'en moque même. Là où l'on pourrait attendre d'elle à tout le moins une réaction idéaliste, elle est au contraire blasée et cynique et elle n'a rien à reprocher aux masses du swing et du jazz, car ces pauvres types ne connaissent rien de mieux, ce qui est une excuse nulle et sans valeur pour la jeunesse flamande consciente", soupire Dillen sur le ton d'un moralisateur en colère.

Dillen a aussi une recette: "Engageons-nous à nouveau, acharnés et tenaces, puisant nos forces dans l'exemple sacré de nos morts, dans la voie du radicalisme et de la lutte nationaliste".

L'exemple sacré par excellence, pour le JNG, c'est celui de Reimond Tollenaere. Le 18 janvier 1953, le JNG commémore à Gand, comme chaque année, l'anniversaire de la mort du Untersturmführer, tué au front de l'Est. "En Tollenaere, nous honorons le combattant pour une solidarité germanique et européenne", dit Dillen dans son allocution.

Dillen aspire à l'instauration d'un "Ordre Nouveau" en Europe, qui doit devenir un bastion contre le communisme: "Pour des dizaines de milliers de gens a vécu l'espoir d'une Europe forte, d'une Europe des peuples libres. A travers Tollenaere, nous nous souvenons de tous les volontaires flamands, thiois et européens qui ont sacrifié leur vie pour un ordre nouveau et sain, tant national qu'européen".

Sur ces entrefaites, la lutte pour la reconquête de la Fête du Chant et du pèlerinage de l'Yser se poursuit, sans faiblir. Le 14 juin 1953, les mouvements de jeunesse catholiques prévoient de tenir leur propre Fête du Chant sur la Grand Place de Bruxelles, sous le nom de "*Dag van het Vlaamse Lied*" (Journée du Chant flamand). Dillen et ses partisans n'hésitent pas à commettre les pires arnaques et provocations pour torpiller cette initiative catholique. Systématiquement, ils sèment la confusion entre les deux fêtes du chant, au point de faire croire à la résistance que cette Journée du Chant est bien la fête de l'extrémisme flamingant.

La stratégie de Dillen vise à monter les antifascistes contre la Journée pour faire le jeu de la Fête du Chant de l'ANZ. Aussi, le groupe des radicaux qui constitue l'entourage de Dillen diffuse à Bruxelles, au nom des organisateurs de la Journée, un tract falsifié dans lequel le dirigeant fasciste Jef van Hoof est représenté comme une sorte de Neptune qui, avec un marteau qu'il utilise comme un bâton de chef d'orchestre, frappe sur la tête du bourgmestre de Bruxelles, Van de Meulebroeck. On lit encore dans ce tract: "Tous les Flamands à la fête de la vengeance où, sous la direction de Jef van Hoof, nous formulerons nos revendications: "*Amnistie*" et "*Brussel Vlaams*" ("*Bruxelles flamand*"). Et en même temps sont transmises à la presse des informations sur le passé de Weyler - un collaborateur de la Journée - pendant la guerre.

Ces informations et ce tract falsifié provoquent naturellement de grands remous parmi les francophones et les résistants. Sur ce, paraît dans *De Volksgazet* un article caustique intitulé "*De monseigneur en de SS-man*" ("Le monseigneur et le SS"), qui s'en prend violemment à Weyler et à monseigneur Van Wayenbergh. *Le Peuple* remarque que le comité organisateur comporte deux collaborateurs notoires: Van Hoof et Weyler. "Nos associations patriotiques nous ont fait remarquer qu'elles considèrent la Fête du Chant du 14 juin comme une provocation en règle", ajoute *Le Peuple*.

Le groupe d'action constitué autour de la personne de Dillen a donc entièrement atteint son objectif qui était de semer la confusion. Mieux encore: par crainte de bagarres, le bourgmestre de Bruxelles interdit la "Journée".³⁷ La propagande spectaculaire des journaux catholiques flamands en faveur de la "Journée" a été un coup dans l'eau.

Peu après, début juillet 1953, la traditionnelle Fête du Chant de l'ANZ a lieu au Palais des Sports d'Anvers. Une dizaine de milliers de participants viennent écouter le président, Valeer Portier, plaider avec passion en faveur de l'amnistie et de l'autodétermination du peuple flamand. Dans *Vlaanderen*, le journal de la Concentration Flamande, Rudi van der Paal chante les mérites de Karel Dillen pour la "bataille gagnée des Fêtes du Chant".⁽³⁸⁾

Dillen ne perd pas de temps. Après la Fête du Chant, le voilà qui veut aussi ramener dans le giron de l'extrême droite le pèlerinage de l'Yser. Lors d'un meeting de la Jong Nederlandse Gemeenschap, qui se tient le 14 mars 1953 au Rubenshof à Anvers, Dillen tient un discours dans lequel il annonce une offensive destinée à "épurer" le comité de pèlerinage de l'Yser de tous les politicards CVP. "Dixmude est en fait devenu un chapiteau de cirque où se joue chaque année une comédie qui, pour la Flandre, est une tragédie", affirme Dillen avec la rhétorique qu'on lui connaît. Puis il en vient au cœur de l'affaire: "Nous devons en revenir à l'esprit du pèlerinage de l'Yser d'avant-guerre. Nous avons un devoir d'honneur envers la génération de l'Yser. Dans son invitation au pèlerinage de l'Yser en 1939, Tollenaere écrivait: "Soyez prêts à Dixmude". L'allocution de Dillen, précédée d'une préface de Rudi van der Paal, paraît dans une édition spéciale de *De Schans*, un journal d'Aalter qui, pour la circonstance, est diffusé à des milliers d'exemplaires.

En effet, Dillen et son entourage sont prêts à Dixmude et ils veillent à ce que le pèlerinage de l'Yser devienne une manifestation tapageuse en laveur de l'amnistie. Sur la prairie du pèlerinage sont placés des portraits de Frans Daels. En 1940, Daels était membre du Conseil de Direction du VNV. En tant que président du Comité du pèlerinage de l'Yser, il exigeait que le pèlerinage continue à avoir lieu pendant la guerre. A la libération, il est passé dans la clandestinité et a émigré vers la Suisse. Le conseil de guerre l'a condamné à mort par contumace.

On distribue aux pèlerins des tracts dans lesquels les personnalités du CVP présentes sont conspuées: "Ils viennent parader ici avec insolence alors qu'à la Chambre, leur porte-parole, August de Schrijver, rejette hautainement l'amnistie". Plus loin: "La Flandre n'a rien à attendre d'aucun parti traditionnel. Jeunes gens, adhérez donc maintenant au VMO qui compte déjà des divisions dans presque toute la Flandre".

En guise de protestation contre ce pèlerinage de l'Yser "nul" et contre la renaissance du néo-fascisme, un Comité voor Beroep op het Land en het Volk (Comité d'Appel au Pays et au Peuple), sous la direction de l'ancien résistant Demany et du journaliste Fosty, tient une "manifestation de réhabilitation" à Dixmude, le 25 octobre 1953. Les initiateurs ont l'intention d'exprimer leurs protestations antifascistes à proximité de la Tour de l'Yser puis de se rendre à Breendonck pour commémorer les victimes de la terreur nazie.

L'extrême droite veut, coûte que coûte, entraver cette action. Le 25 octobre, jour de la "manifestation de réhabilitation", de nombreux extrémistes flamands tentent, seuls ou en groupes, de déjouer les contrôles de gendarmerie et d'atteindre Dixmude. Plusieurs membres du VMO, parmi lesquels Wim Maes, sont trouvés en possession de toutes sortes d'objets dangereux et interdits. A Dixmude, on compte 4.300 antifascistes accourus de tous les coins du pays et quasiment autant de gendarmes et d'agents de police venus contenir les

radicaux flamands. Une chose est sûre: l'extrême droite fait à nouveau partie du paysage.

Comme si une expérience fasciste n'avait pas suffi, les autorités laissent aller les choses. N'ont-elles donc rien retenu de l'histoire? Leur passivité contraint le mouvement antifasciste à réagir et à alerter à temps l'opinion publique. L'action du 20 septembre 1953 prouve bien qu'il y réussit parfois.

Ce jour-là, quelques jeunes organisent une journée national-flamande au Billiard Palace. Le président du comité organisateur n'est autre que Rudi van der Paal et les autres organisateurs, Toon van Overstraeten, Karel Dillen et l'ancien Verdinaso Dries Bombeke. Au programme figurent des interventions de Wagemans ("L'amnistie"), Dillen ("Directives pour aujourd'hui et demain") et van der Elst ("Le fédéralisme").

Sous la pression antifasciste, l'exploitant du Billiard Palace ferme les portes, si bien que les organisateurs sont contraints, en dernière minute, d'émigrer vers le Palais des Sports.

Là, les antifascistes présents leur réservent un accueil passionné. Ils expriment en masse leur mécontentement à propos de la manifestation qui rappelle immanquablement le souvenir sinistre des "*Landdagen*" d'avant-guerre au cours desquelles les dirigeants du VNV exposaient les points de leur programme et de leur action. Seules quelques centaines de participants parviennent à assister au meeting du Palais des Sports. Et les orateurs prennent la parole devant une salle quasi déserte.

L'action antifasciste a fortement refroidi la température dans la salle. L'organisateur Rudi Van der Paal essaie de garder contenance. "Nous voulons montrer que les Flamands conscients ne se soumettent plus à la dictature de la rue", lance-t-il. Puis il s'en prend aux antifascistes. "Il convient de poursuivre la lutte pour l'amnistie et l'émancipation populaire plus obstinément que jamais, sans tenir compte du chantage de terroristes au service de l'étranger ou de patriotes détachés du peuple. Ces derniers sont, comme le dit Dosfel, des pharisiens du patriotisme. Ils sont des profiteurs de l'Etat qui leur fournit considération et avantages".

En présence du président de la Concentration Flamande, Donckerwolcke, *Het lied der Vlamingen* est entonné avec ardeur. Dans son speech, Herman Wagemans, membre de la Concentration Flamande, dit que toutes les formes de collaboration ne sont pas condamnables et il conseille aux instigateurs de la répression de balayer devant leur propre porte. A ceux qui pensent que l'extrême droite est seulement anticommuniste, Toon van Overstraeten apporte la preuve qu'elle est aussi antisocialiste, antichrétienne, antilibérale. "Nous devons dénoncer sans relâche: les mensonges

matérialistes du marxisme, le cléricalisme politisé et efféminé et le libéralisme borné et égoïste", dicit Van Overstraeten. Van der Elst prône le fédéralisme comme solution miracle à tous les problèmes économiques, sociaux et politiques. Selon lui, la chance est grande que le fédéralisme apporte l'amnistie et la clémence pour les collaborateurs.

Enfin, le "prophète", Bert Wagemans, donne la parole au "porte-parole de notre jeunesse combative, à l'homme qui est pour beaucoup un cauchemard, l'honnête, l'intègre, l'inflexible Karel Dillen". Les mots retentissent à travers le Palais des Sports, comme s'ils devaient être profondément inculqués à l'arrière-ban. Dans le langage de campagne nationaliste qui lui est familier, Dillen aborde le thème: "Notre peuple et notre sol d'abord". Dillen: "Nous ne sommes pas des démocrates. Nous ne sommes pas des fascistes. Nous sommes des Flamands, sans plus, et nous construisons un front national-flamand dans lequel il y a place pour tous ceux de notre peuple qui partagent le slogan *"Vlaanderen eerst"* (La Flandre d'abord). Ce premier *"Landdag"* est une main tendue aux Flamands de bonne volonté, mais un poing brandi en direction des ennemis de la Flandre. Nous restons fidèles aux anciens dirigeants du Mouvement Flamand, pour autant qu'eux-mêmes restent fidèles à notre idéal".

La cérémonie terminée, van der Elst, Dillen, van Overstraeten et Van der Paal vont noyer leur déconfiture au Rubenshof. Dans ses mémoires, van der Elst décrit ainsi ses sentiments: "J'aurais voulu les consoler, leur donner courage et confiance. Mais l'avenir s'annonçait encore sombre. Et pourtant, ils ont compris que leur foi dans le nationalisme flamand était encourageante pour moi". C'est ainsi que naît une sympathie réciproque qui débouchera plus tard sur une coopération longue et fructueuse.

En dépit de toutes les concessions faites par le CVP, après la Question royale, pour le maintien de "l'unité catholique flamande", Dillen et la direction de la Concentration Flamande continuent à traiter le CVP de manière singulièrement rude. En outre, la Concentration Flamande annonce qu'elle va présenter une liste propre aux élections d'octobre 1952. Elle tient son premier meeting électoral le 6 avril 1952, au Billiard Palace, à Anvers. Bob Maes, membre du Comité Central, appelle les participants à prendre exemple sur le VMO et le JNG qui, "côte à côte, prouvent concrètement que la solidarité populaire et la combativité ne sont pas de vains mots". A Anvers, le scrutin fournit un conseiller communal à la Concentration Flamande: Herman Wagemans. Pourtant, la preuve est ainsi faite que la Concentration Flamande, en tant que parti purement anti-répression, n'est pas en mesure de réaliser une percée électorale. Frans van der Elst surtout comprend que, d'un point de vue tactique, il est nécessaire de se présenter comme un parti plus démocratique et plus modéré, si l'on veut être électoralement acceptable pour la classe moyenne flamande.

Le 2 mars 1954, un mois à peine avant les élections parlementaires, il parvient à décrocher un accord de principe entre la Concentration Flamande, le Boerenfront (Front des paysans) et l'Algemeen Christelijk Middenstandsverbond, le concurrent du NCMW, partisan du CVP.

C'est ainsi que naît la Christelijke Vlaamse Volksunie. Aux élections du 11 avril 1954, elle décroche 113.785 voix et obtient un élu à Anvers: le même Herman Wagemans.

Dietsland-Europa - [Table des matières](#)

De nouvelles discussions entre les partisans de la Concentration Flamande et le groupe formé autour de van der Elst conduisent à la fondation de la Volksunie, le 21 novembre 1954. Son président est Walter Couvreur, un professeur au passé irréprochable. Frans van der Elst et Herman Wagemans en sont les vice-présidents; le secrétaire est Rudi van der Paal, de la Concentration Flamande. Wim Jorissen, précédemment actif au sein du WB, siège au Conseil d'administration.

Van der Elst ne vise pas seulement les inciviques. Il souhaite élargir la base électorale de la VU, ce qui exige que le parti ne revendique pas purement et simplement l'amnistie, mais aussi qu'il joue la carte des aspirations séparatistes thioises, qui rêvent de rattacher politiquement la Flandre aux Pays-Bas.

Dillen assiste avec grand regret à la liquidation de la Concentration Flamande et le glissement politique en cours lui donne des frissons. C'est en raison de cette suspiscion idéologique que Dillen ne rejoint pas immédiatement les rangs de la VU, même s'il assiste, le 21 avril 1955, à son premier congrès à Gand. Il se lance maintenant dans d'autres initiatives.

Avec quelques rédacteurs de *Opstanding* tels que Karel Senaeve et les frères De Bruyne, il fonde la section anversoise de l'Association Erasme, dont il devient le vice-président. Cette société aime tenir ses réunions dans un décor approprié, par exemple la prestigieuse salle Jaspers de la Kredietbank. Cette prétendue organisation "culturelle" grand-néerlandaise, fondée en 1947 par l'ancien Verdinaso Dries Bombeke notamment, s'adresse principalement à l'intelligentsia flamande réactionnaire.

Néanmoins, Dillen a peu d'estime pour les intellectuels qui, selon lui, se limitent à "chuchoter et susurrer des histoires bien emballées". Dillen préfère s'identifier à des militants de la trempe du VMO. Eux au moins sont "animés par de grands sentiments". Pour rassembler ces militants extrémistes de droite, Dillen et Toon van Overstraeten publient, début 1955, un manifeste intitulé *Waarheen? (Vers où?)*.

De ce manifeste, il ressort qu'ils ne tiennent pas la VU en grande estime. "Aujourd'hui, en 1955, nous ne sommes pas plus avancés qu'il y a dix ans", constate Dillen sombrement. Il reproche à la VU de "sacrifier l'intégrité et le radicalisme du programme à l'attrait d'un succès électoral rapide".⁽³⁹⁾ Il souligne encore que la construction d'un "véritable noyau au service de Dietsland et de l'Europe" et "la formation" des membres ont la priorité.

Bref, Dillen et la Jong Nederlandse Gemeenschap se situent provisoirement à l'extérieur de la Volksunie et cherchent leur salut dans un mouvement d'extrême droite pur et dur. Dillen et le JNG rêvent d'éditer, dans un avenir proche, leur propre journal afin de propager plus efficacement leurs idées. Ils s'inspirent pour cela de *Nation Europe*, créé en 1951 par l'ancien nazi allemand Arthur Ehrhardt, et du journal français *Défense de l'Occident*, du fasciste français Maurice Bardèche. C'est que Dillen a un urgent besoin de se trouver un nouveau podium politique parce qu'en ce milieu de l'année 1955, *Opstanding* n'est plus qu'un journal marginal, le porte-parole rabougri du Vlaams Blok.

Ce minuscule parti d'extrême droite, fondé juste avant les élections de 1954 par Piet Van Rossem, un ancien partisan du parti fasciste néerlandais NSB (Nationaal Socialistische Beweging) a, à peu de chose près, le même programme et les mêmes activités que le JNG (comme par exemple la commémoration de Borms). En fait, il n'est pas plus qu'un club d'amis de Van Rossem et de son fils et disparaîtra du reste sans gloire en 1947.

Maintenant, début 1956, Dillen et son JNG n'ont pas le vent en poupe. Leurs commémorations, comme celle du 22 février 1956 en l'honneur de Rudolf Hess, lieutenant de Hitler, attirent un public sans cesse plus clairsemé.⁴⁰ Pendant la cérémonie, Dillen et Toon van Overstraeten chantent la "grandeur" du "héros" Hess, qui a fait un grand sacrifice pour l'Allemagne. Plus tard, Dillen louera encore à plusieurs reprises la "grande humanité" de Hess et exigera sa libération. On ne s'étonnera donc pas de voir figurer un article du fils de Hess dans le livre d'honneur que Dillen reçoit en 1987, lors de la célébration du dixième anniversaire du Vlaams Blok.

En mai 1956, Dillen et le JNG disposent enfin des fonds nécessaires pour lancer sur le marché leur nouveau mensuel *Dietsland-Europa*. Au début, toute la rédaction est assurée par une équipe réduite: Dillen, Senaeve et les frères de Bruyne. Jusqu'en septembre 1975, Dillen en sera le rédacteur en chef. Dans les premiers temps, on y lit aussi, à l'occasion, un article d'Albert van Boghout qui écrit régulièrement des lettres à *Opstanding* et à *Dietsland-Europa* sous le pseudonyme de "Boudewijn". Plus tard, van Boghout deviendra la force vive de *Dietsland-Europa* et il l'est encore de nos jours.

En 1937, Albert van Boghout avait fondé le DOB (Dietse Opvoedkundige Beweging, Mouvement d'éducation thiois), qui avait pour mot d'ordre de "trahir la Belgique de manière aussi conséquente que possible".⁴¹ Selon van Boghout, John van den Eynde, qui est devenu plus tard secrétaire syndical du PMB, appartenait lui aussi au DOB. Pendant la guerre, van Boghout avait en charge la direction des Ecoles flamandes anversoises, qui avaient été ouvertes sous l'impulsion de *DeVlag* et pour lesquelles le journal *De SS-man* faisait de la publicité. Après l'occupation, van Boghout a été condamné à la prison à perpétuité, mais a été libéré après seulement cinq ans.⁽⁴²⁾

Après sa libération, il ouvre une librairie au 3, Jordaenskaai à Anvers, où l'on trouve encore aujourd'hui de la littérature fasciste. Pendant sa captivité, Bert van Boghout n'a pas abandonné ses convictions. Toujours sous le charme des théories nazies des races, il écrit dans *Opstanding*, le 31 mars 1956: "Le coeur de l'existence de notre peuple, c'est le maintien de notre substance biologique en quantité et en qualité. L'Europe, il est vrai, est menacée de l'extérieur (Russie, Asie, Afrique) mais le danger vient, en première instance, de son déclin biologique, du mélange de sang de plus en plus large, de plus en plus envahissant, avec des éléments non européens".⁽⁴³⁾

Si cela ne tenait qu'à lui, Hitler pourrait revenir aujourd'hui encore. "Nous devons à nouveau oser manier la pensée socialiste, attachée au sol et au sang", suggère-t-il dans *Opstanding*, le 22 septembre 1956. Comme l'auteur français raciste et antisémite Rassinier, van Boghout considère l'extermination de six millions de Juifs comme une fantaisie dénuée de toute preuve. Avec l'ancien nazi Arthur Ehrhardt, il est convaincu que "tout au plus seulement 350.000 Juifs" ont été tués par les nazis.⁽⁴⁴⁾

2. Une relation d'amour et de haine avec la VU - [Table des matières](#)

***La Volksunie* - [Table des matières](#)**

A cette époque, van der Elst louvoie comme un marin ivre, entre les "modérés" et les "extrémistes de droite". Le résultat électoral stupéfiant de Pierre Poujade en France - lors des élections de 1956, il rafle d'un coup douze pour cent des voix - donne une nouvelle impulsion à l'extrême droite.

Avec cinquante et un autres, Le Pen est élu à l'Assemblée Nationale sur les listes de l'Union de Défense des Commerçants et Artisans de Poujade. Cette victoire électorale inattendue succède à une campagne démagogique contre le "système parlementaire pourri" et la prétendue pression fiscale étouffante. Les idées de Poujade sont teintées de néofascisme: aversion à l'égard du système parlementaire, haine des étrangers, nostalgie du système corporatiste qui

bride la lutte ouvrière et les syndicats, glorification de l'"homme fort".

La VU veut s'engager sur les traces de Poujade pour se gagner les faveurs de la classe moyenne, qui vote habituellement pour les libéraux et les catholiques. Dans la Volksunie de janvier 1956, on peut lire le commentaire suivant: "Dans notre pays aussi se dessine un mouvement poujadiste. Il est de notre devoir de rassembler ces forces au sein de la VU". Et plus loin: "Notre peuple doit avoir l'occasion de se débarrasser des profiteurs politiques qui sapent le régime. Nous devons suivre à notre manière l'exemple de Poujade".

Tout cela redonne à Dillen l'espoir de voir la VU s'engager dans une voie plus à l'extrême droite. Lors de la commémoration de la bataille des Eperons d'or, le 14 juillet 1956, Dillen surprend son auditoire en affirmant que "tous les nationalistes flamands devraient appartenir à une seule et même organisation". Bien entendu, ce parti doit être bâti sur le sacro-saint principe de l'"unité dans la différence".[\(46\)](#) Ce n'est qu'ainsi que l'extrême droite conserve le droit de proclamer ses idées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la VU.

Début 1957, Dillen est reçu à bras ouverts et aussitôt nommé président des VU-jongeren, les jeunes de la VU de la province d'Anvers.[\(47\)](#)

Que Dillen rende hommage à des quantités de collaborateurs de la trempe de Tollenaere ne constitue en rien un obstacle à sa progression rapide au sein du parti. Le 14 juillet 1957, Dillen et le président van der Elst prennent la parole lors d'un important meeting de la VU, juste avant la Fête du Chant. Sur le ton moralisateur qu'on lui connaît, Dillen parvient à chauffer la salle, qualité hautement appréciée dans les milieux nationalistes. Le commentateur du journal de la VU écrit, enthousiaste: "Ce jeune très prometteur rend hommage, dans son style non conformiste bien connu, aux champions nationalistes d'avant- et d'après-guerre. Notre jeune orateur, qui s'acclimate progressivement au sein de la VU, a fait l'objet d'une ovation retentissante et bien méritée".[\(48\)](#)

Et c'est vrai: jour après jour, Dillen se sent mieux dans les rangs de la VU. S'il en va ainsi, c'est en grande partie grâce à Wim Maes, le dirigeant du VMO. A cette époque, le VMO est fort considéré. Lors de la journée des cadres du 30 mars 1958, Van der Paal souligne la très bonne entente qui règne entre le VMO et les sections de propagande de la VU.[\(49\)](#) A cette réunion du VMO est présent Désiré Dijkstra, qui deviendra plus tard le pilier de l'Amicale de Zwartberg. A ce moment-là, la VU ne dispose pas encore d'un vaste réseau de volontaires et de collaborateurs, si bien que le VMO joue un rôle crucial

dans la campagne de propagande que mène la VU en vue des élections du 1er juin 1958.

Lors de la composition de la liste anversoise pour la Chambre, Wagemans perd sa place de tête de liste au profit du président van der Elst. Cet épisode avait été précédé d'une campagne haineuse à l'encontre de Wagemans, à laquelle Van der Paal et Dillen s'étaient livrés sans scrupules. De quoi s'agissait-il? Pour Dillen, Wagemans s'était rendu coupable d'une déviation "bourgeoise" en allant déposer des fleurs, en qualité de conseiller communal anversoise, sur les monuments municipaux à la mémoire de "tous" les morts de la Seconde Guerre mondiale, rendant ainsi hommage, indirectement, aux membres de la résistance de gauche tombés pendant la guerre.

Il faut ajouter à cela que, dans l'idéologie nationaliste de droite, on accorde beaucoup de valeur à la présence de grands dirigeants "naturels", comme le Teuton flamand Tollenaere, alors que, de l'avis de Dillen, Wagemans brille uniquement par sa passivité. Dillen: "Le seul mandataire qui aurait dû se distinguer par son dynamisme, sa ténacité, bref par ses caractéristiques dignes d'un Tollenaere, a en réalité surpassé le type le plus méprisable du parlementaire traditionnel". Pour lui, l'affaire est réglée. "Plus vite Wagemans deviendra un petit citoyen oublié par la Flandre, mieux ce sera", crache-t-il.[\(50\)](#)

Profondément déçu, Wagemans renonce à sa candidature et peu après, il quitte même temporairement la VU. Dillen, de son côté, occupe la cinquième place sur la liste pour la Chambre. Malgré le travail de propagande du VMO, les résultats électoraux sont peu satisfaisants. La VU remporte 113.632 suffrages et envoie à la Chambre un seul représentant, van der Elst.

Ce dernier tente tout de suite d'acquiescer une certaine respectabilité en permettant au gouvernement Eyskens d'atteindre la majorité requise au Parlement pour former un cabinet CVP homogène. En échange, Eyskens promet de libérer le chef spirituel de van der Elst, le dirigeant du VNV Elias.[\(51\)](#)

Les gens que van der Elst rassemble autour de lui constituent une combinaison astucieuse qui lui assure de toutes parts - surtout à l'extrême droite - une couverture politique. Ainsi, en 1958, deux personnalités importantes du VNV sont parachutées à la direction générale de la VU. Le premier est le co-fondateur du VNV, Léo Wouters, qui remplace tout de suite Wagemans à la vice-présidence. Le second, le docteur Ballet, ancien parlementaire VNV, s'est installé à Anvers après avoir été condamné pour collaboration.

Simultanément, van der Elst veille à ce que la VU ne s'isole pas de l'aile droite du CVP. Ainsi, lors des élections d'octobre 1958, la VU conseille à ses électeurs de voter pour Hugo

Schiltz, qui occupe, en tant qu'"indépendant", la dernière place sur la liste du CVP. Schiltz entre au Conseil communal d'Anvers avec 2.500 voix de préférence.

Le renforcement de l'aile d'extrême droite et le fait qu'Elias soit toujours emprisonné incitent la VU à mener campagne, sans discontinuer, en faveur de l'amnistie et de la libération des cent-vingt-huit collaborateurs encore sous les verrous à l'époque.[\(52\)](#)

Le 5 avril 1959, la VU projette d'organiser une manifestation en faveur de l'amnistie à Anvers. Sous la pression de la Résistance et de la FGTB, le bourgmestre Craeybeckx interdit la manifestation. Les organisateurs, Van der Paal et Wim Maes, veulent se déplacer vers Aartselaar, mais le gouverneur y interdit aussi la manifestation. Tandis qu'à Anvers et à Aartselaar, de petits groupes du VMO pratiquent des manœuvres de diversion, la VU parvient quand même à tenir, à Lier, une marche interdite.

Sur la place de la gare, van der Elst, Léo Wouters et Karel Dillen s'adressent aux participants. Van der Elst pourrait boire le sang des communistes. "Les communistes ont tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas d'amnistie pour détourner l'attention du fait qu'ils sont les véritables inciviques d'hier, d'aujourd'hui et de demain", s'exclame-t-il. Et Karel Dillen y va lui aussi de sa rhétorique. Le "benjamin", l'"orateur à l'émotion classique" accuse Jos van Eynde d'avoir voulu apporter sa contribution au grand journal de la collaboration, mais de jouer maintenant le grand patriote et de plonger le petit incivique dans la misère.[\(53\)](#)

Le rassemblement de Lier n'est que la répétition générale de la grande manifestation du 20 septembre 1959 en faveur de l'amnistie, à laquelle participent aussi des associations flamandes telles que le Davidsfonds, le comité de pèlerinage de l'Yser et le VTB. Environ quinze mille participants sillonnent Anvers aux cris de "Elias libre" et de "Eyskens dehors". Le VMO repousse brutalement quelques résistants venus protester. Dolf Cuypers les traitera, dans le journal de Dillen *Dietsland-Europa*, de "bande de Juifs paresseux qui n'ont rien à dire ici, tout simplement parce qu'ils ne sont pas ici chez eux".[\(54\)](#)

Cette agitation émanant de la VU ne manque pas de troubler le gouvernement CVP. Il laisse revenir de son exil suisse Frans Daels, le président du comité du pèlerinage de l'Yser, condamné à mort. A la grande colère de Dillen, son retour se passe dans le plus grand silence. Dillen libère ses frustrations en s'en prenant au fils de Daels, Paul, qui était, pendant la guerre, un des dirigeants du NSJV: "Je me demande si vous n'entrerez pas dans l'histoire comme étant l'homme qui est responsable du déclin de votre père", lance-t-il dans un accès de colère.[\(55\)](#)

A la veille de Noël 1959, Elias, l'ancien dirigeant du VNV est finalement mis en liberté provisoire. A ce moment, Dillen déploie une grande activité. Il écrit fiévreusement dans *Dietsland-Europa*. Il collabore à la nouvelle revue de la VU, *Strijd*, qui paraît depuis juin 1959 et dont le secrétaire de rédaction est Wim Maes.

Le 30 juin 1960, le Congo Belge accède à l'indépendance. La fin de l'empire colonial conduit à la naissance de toute une série de groupes d'extrême droite francophones comme le Parti National Belge (PNB) et le Mouvement d'Action Civique (MAC). D'anciens coloniaux sont actifs dans ces organisations où le racisme triomphe. Une figure de proue du PNB est le général Janssens, ancien commandant de la Force Publique au Congo. Au MAC, on trouve J.F. Thiriart, l'inspirateur de *Jeune Europe*, pour lequel *Dietsland-Europa* éprouve une grande admiration.

Partant du principe de la supériorité de la race blanche et de "l'inégalité indéniable entre les gens et les races", *Dietsland-Europa* considère la fin de l'époque coloniale comme "une autohumiliation et un déshonneur". En mars 1960, van Boghout entraîne les lecteurs de *Dietsland-Europa* dans un débordement raciste: "Nous devons établir des contacts avec des gens qui pensent comme nous à l'étranger. L'Europe est la patrie de l'homme blanc. Si l'évolution actuelle se poursuit, l'Europe deviendra bientôt le pays du café au lait".

Les banques et les industries belges engrangent de gros bénéfices au Congo. Par la loi unique, le gouvernement Eyskens veut faire compenser par la population la perte de la colonie, ce qui conduit, fin 1960, à une vague de grèves sans précédent. Des dizaines de milliers de travailleurs se croisent les bras pendant des semaines. Outre la gendarmerie, l'armée est appelée pour briser le mouvement. Trois travailleurs sont tués.

Cette grève historique contre la loi unique suscite le dégoût de Dillen et de *Dietsland-Europa*, qui parle de la "dégénérescence du prolétariat consécutive au progrès matériel non digéré". C'est que la lutte ouvrière ne trouve jamais grâce auprès de l'extrême droite flamingante qui préfère s'intéresser à la "lutte linguistique". Et celle-ci va faire beaucoup de bruit au cours des trois années suivantes.

La VU en profite et, lors des élections législatives de 1961, elle s'en tire avec cinq sièges à la Chambre. Les deux sièges qu'elle remporte au Sénat reviennent à deux figures de la collaboration, le docteur Roosens et l'architecte Diependaele. L'ami personnel de Dillen, l'ancien membre du VNV Léo Wouters, est élu à la Chambre. "Avec lui, c'est un des rares politiciens intègres qui fait son entrée au Parlement. Un phénomène peu courant dans cette baraque", commente Dillen.

Le cabinet Lefèvre-Spaak soumet des projets de tracé de la frontière linguistique et de l'emploi des langues dans l'administration et dans l'enseignement. Les lois linguistiques annoncées suscitent de grands remous. Le Vlaams Actiecomité (Comité d'action flamand) organise, en 1961 et 1962, de grandes "marches sur Bruxelles" au cours desquelles des membres de Were Di scandent leurs cris de guerre: "*Voor 't Belgiske Nikske*" (Pour la Belgique, rien) et "*Brussel Vlaams*" (Bruxelles flamand). Were Di en appelle à la reconquête de "Bruxelles la dégénérée", qui fut autrefois un "fier bastion thiois".

La loi du 8 novembre 1962 vient fixer l'emploi des langues. Dans vingt-cinq communes, des "facilités" sont instaurées pour les membres de l'autre communauté linguistique. Le transfert des Fourons de la province de Liège à la province du Limbourg provoque un grand tollé en Wallonie. Après une longue agitation et des tiraillements politiques, la nouvelle loi linguistique du 2 août 1963 est enfin votée. Elle prévoit la scission de l'arrondissement de Bruxelles en trois parties: Bruxelles-capitale, qui reste limité aux dix-neuf communes, la région néerlandophone de Halle-Vilvorde et un arrondissement distinct de six communes périphériques dans lesquelles les francophones bénéficient de facilités.

Dans la pensée de Dillen, fondée sur "le sol et le sang", ces péripéties «ont "la tantième défaite flamande", et la responsabilité en incombe, en première instance, à la "lâcheté" du CVP.

Le VMO - [Table des matières](#)

Sans cesse en quête d'une couverture au sein d'un parti officiel, l'extrême droite désorganise ainsi davantage la démocratie que, par exemple, les actes de violence du VMO. A cette époque - nous sommes en 1962 - elle est implantée au sein de la VU. En 1961, Toon van Overstraeten, partisan de la première heure de Dillen, est parvenu au poste de secrétaire de rédaction du *VU-weekblad*, dans lequel il assure notamment la rubrique "Lettre ouverte" sous le pseudonyme de "Diogenes". '

Dillen, alors âgé de trente-sept ans, joue lui aussi, de son côté, un rôle marquant. Ainsi, aux côtés de van der Elst et Jorissen, il prend la parole lors de la traditionnelle réunion populaire de la VU qui se tient le 1er juillet 1962, juste avant la Fête du Chant.⁽⁵⁶⁾ A cette occasion, l'ami de Dillen, Hector Goemans, apparaît pour la première fois sous les projecteurs. Goemans, fils d'un sénateur VNV et militant de Verdinaso avant la guerre, travaille depuis 1940 comme médecin généraliste à Berchem.

Une autre relation de Dillen, l'homme d'affaires Van der Paal, avance des fonds pour le tout nouveau secrétariat de la VU à Anvers. Quelques années plus tard, il sera impliqué dans un gigantesque scandale immobilier et disparaîtra de la scène

politique. Ultérieurement, il réapparaîtra après la fondation du Vlaams Blok, comme conseiller en coulisse de ce parti.

Pendant le week-end des 21 et 22 avril 1963, le nouveau secrétariat de la VU est inauguré en grande pompe. On ne peut imaginer de meilleure illustration de l'influence qu'exerce l'extrême droite sur la politique de la VU. Comme il se doit, le sénateur VU Roossens inaugure l'exposition VMO dans la salle "Peter Benoit".⁽⁵⁷⁾ Le soir, la VU convie son public au bal du VMO au Palladium. Le VMO y acclame à rideau levé Toon van Overstraeten. Et ça continue.

Le lendemain se tient sous un ciel ensoleillé une brève manifestation agrémentée par la formation musicale du VMO. Dans l'après-midi, on célèbre, avec les habituels hymnes de mauvais goût, les anniversaires de Léo Wouters, soixante ans, et de Ward Hermans, soixante-cinq ans. Walter Luyten raconte mielleusement comment Léo Wouters a transmis la bannière nationaliste à la jeune génération.

Le ton est donné. La réelle signification de l'événement n'est pas la célébration d'un anniversaire mais la glorification de la collaboration. "Les nationalistes flamands ont laissé voir, pendant la guerre, qu'ils sont - mieux que quiconque - en mesure de diriger le pays", s'exclame Wouters. Et il ajoute: "A Gand, je poursuivrai la politique de mon prédécesseur, M. Elias". La salle lui fait une ovation debout.

L'autre héros de la fête est Ward Hermans, co-fondateur, pendant la guerre, des SS flamands et rédacteur en chef de *De SS-Man*. Condamné à la prison à perpétuité, il est libéré début mai 1955 grâce notamment à l'intervention de Camille Huysmans, chef de file socialiste. Frappé d'une interdiction d'écrire, il recommence néanmoins sans tarder à pervertir la jeunesse par des publications provocantes.

Ce "poète de troisième rang mais fasciste de premier rang", comme l'a jadis décrit Boudewijn Buch, n'a jamais renié son passé nazi.⁵⁸ Devant le tribunal, Hermans n'a jamais reconnu s'être trompé et a affirmé n'avoir aucun regret. Néanmoins son défenseur a évoqué la parabole de l'enfant prodigue et a demandé la clémence pour son client, "comme il convient pour les enfants d'une civilisation chrétienne". Bref, Hermans est un homme qui a beaucoup de peine à baisser le bras droit...

Le 23 avril, on ne compte pas les coups d'encensoir dans sa direction. "Si seulement nous avions plus de gens de la trempe de Hermans...", soupire Arthur de Bruyne. Jef van Dingenen (ancien "*banleider*" et "*gouwcommandant*" de la Dietse Militie-Zwarte Brigade et animateur de Broederband, une association d'anciens collaborateurs) parle avec émotion de la relation entre Hermans et la Flandre. Lyrique, il compare Hermans à "un jeune homme, amoureux pour la première fois, et qui reste obstinément fidèle à son premier amour, loyal et beau". Le docteur Ballet (ancien parlementaire VNV)

range Hermans dans "la galerie des inoubliables chefs de file flamands". Au nom des jeunes, Karel Dillen loue la grande humanité d'Hermans. "Pendant votre procès, vous êtes devenu le symbole et le père des opprimés", dit-il. "Dans toute notre petite humanité, Ward, nous tenterons de satisfaire à la mesure que tu nous as donnée", lance Van Overstraeten.⁶⁰

Toutes ces louanges à la gloire de la collaboration desquelles se délecte l'extrême droite ne peuvent empêcher qu'une discussion acharnée éclate au sein de la VU sur la question d'un "large front flamand". Etonnamment, on trouve des partisans d'un tel front aussi bien dans l'aile droite (Wim Jorissen) que dans le groupe plus démocratique qui s'est constitué autour du parlementaire VU bruxellois Daniël Deconinck.

Ces gens pensent qu'il est possible de gagner à un tel front flamand la foule des "marches sur Bruxelles" et, pour y parvenir, ils sont disposés, nécessaire, à mettre un peu d'eau dans leur vin nationaliste. De plus, ils estiment que le flirt trop voyant avec le VMO, qui évoque les milices fascistes, fait plus de tort que de bien si l'on veut gagner la voix du Flamand moyen.

A cette époque, les troupes de choc du VMO choquent à plusieurs reprises l'opinion publique. Elles interviennent sans douceur lors de sermons en français; au cours d'une manifestation de la VU, le 22 juin 1963, à Wemmel, elles s'en prennent à des habitations de francophones, détruisent des clôtures et blessent plusieurs gendarmes. Le 13 septembre 1963, elles remettent cela.

Ce soir-là, le VMO prévoit un raid nocturne à Ostende, peu après le pèlerinage de l'Yser. A proximité de la Côte, le VMO est intercepté par la police. Dans la confusion, quelques membres du VMO parviennent à s'échapper et à atteindre Ostende. Là, ils barbouillent des dizaines de maisons et de panneaux d'affichage. Dix-sept suspects sont arrêtés. Les chefs de file du VMO, Kamiel van Damme, Wim Verreycken et Wim Maes sont ensuite condamnés à des amendes et à des dédommagements. Tout de suite, l'aile d'extrême droite au sein de la VU vient à la rescousse du VMO. Rudi van der Paal et Rik Ballet fondent un comité de soutien et rassemblent l'argent nécessaire pour adoucir la souffrance du VMO.

Mais les débordements du VMO ne laissent pas non plus indifférents les partisans d'un large front flamand. Le 5 octobre 1963, Jorissen s'exprime clairement: "Nous savons ce que le VMO a fait pour nous et nous lui en sommes reconnaissants. Mais nous voulons un ordre, pas une horde. Les militants doivent faire preuve de discipline, non seulement à l'égard des généraux mais aussi à l'égard de l'autorité politique. (Quiconque n'accepte pas cette règle n'est

pas un militant et peut s'en aller. Le plus tôt sera le mieux".(61)

Dillen est dans tous ses états. Dans une lettre ouverte au VMO, il l'en prend au "coup de sabot de l'âne" et promet de soutenir le VMO quoi qu'il arrive.(62) Et, tel Dieu avertissant Noé du déluge, il fait paraître dans *Dietsland-Europa* un article virulent à l'égard de la VU. "Les extrémistes et eux seuls ont, pour l'unité, consenti à des sacrifices sans cesse plus nombreux. L'amour ne peut pas toujours venir du même côté".(63) Le message de Dillen est clair et parvient rapidement au sommet de la VU. Le 19 octobre 1963 déjà, la direction générale décide de réincorporer les membres du VMO, sous l'autorité de Rudi Van der Paal, dans les équipes de propagande. Désormais, ils s'appelleront les Volksunie Militanten (VUM).

Were Di - [Table des matières](#)

A l'époque, c'est un peu comme si l'extrême droite avait disparu, diluée dans la VU plus "nette". Mais rien n'est moins vrai. Dillen n'a pas entièrement perdu sa méfiance à l'égard de la VU. C'est ce qui explique, en partie du moins, qu'après la disparition de la Jong Nederlandse Gemeenschap, il ait continué à se démenier sans compter pour remettre sur pied un mouvement élitair radical distinct de tout parti politique dans lequel il pourrait, sans retenue, agir à sa guise.

Dès 1962, Dillen est actif au sein de Were Di. En fait, Were Di se situe dans le prolongement idéologique du DOB, fondé le 24 juillet 1937 par Bert van Boghout et quelques enseignants et élèves de l'Ecole normale communale d'Anvers. Ce petit mouvement a édité le *Diets Opvoedkundig Tijdschrift*, dont l'éditeur responsable était la militante Rosa de Guchtenaere, et a diffusé dans les rangs de l'armée, pendant la mobilisation, des tracts appelant à n'offrir aucune résistance aux nazis. La plupart des membres du DOB, parmi lesquels van Boghout, sont passés, peu après la capitulation, au NSBiV (Nationaal-socialistische Beweging in Vlaanderen, Mouvement national-socialiste en Flandre), de Piet van Rossem. Le NSBiV entretenait d'étroites relations avec le NSB néerlandais d'Anton Mussert et prêchait une collaboration inconditionnelle avec les Allemands. En septembre 1942, van Boghout est devenu "*schoolleider*" de la Vlaamse School in Antwerpen (l'école flamande d'Anvers) qui dispensait à ses élèves une solide éducation national-socialiste. Fin juillet 1944, van Boghout atterrit à la Waffen-SS et part pour le front de l'Est.

Après la guerre, il fait cinq ans de prison et se voit privé de ses droits politiques.

En 1962, il devient secrétaire de la Landelijke Vereniging van Vlaams-nationale Ouders en Opvoeders (Union des parents et enseignants national-flamands), dont le nom se transforme bientôt en Verbond van Nederlandse Werkgemeenschappen Were Di. Le docteur Karel Delahaye

(ancien "*opperschaarleider*" du "*gouw Groot-Antwerpen*" - le Grand Anvers - des Dietse Blauwvoetvendels, le mouvement des jeunes du VNV) en devient le premier président. Delahaye, membre éminent de la VU, est aussi le fondateur de l'ANSAV. Très vite, Dillen lui succède. Il restera à la tête de Were Di, sans interruption, jusqu'en 1975.

Le 10 juillet 1964, Were Di organise pour la première fois une commémoration de la bataille des Eperons d'or à Anvers. Montent à la tribune Dillen et Van Leemputten, un parlementaire VU issu des milieux où la collaboration. Les autorités font montre d'une tolérance incompréhensible à l'égard de ce genre de manifestations où d'anciens collaborateurs sont à chaque fois couverts de louanges non déguisées.

Une seule fois, en 1968, la commémoration de la bataille des Eperons d'or sera interdite par le bourgmestre anversoïse Craeybeckx sous la pression du Parti Communiste et de la Résistance. [\(64\)](#)

A l'approche des élections du 17 avril 1965, la rivalité entre les partisans et les détracteurs d'un "large front flamand" reprend de plus belle. Le parlementaire VU Daniel Deconinck et un groupe qui se réunit sous le nom de Démocrates flamands veulent prendre leurs distances à l'égard du nationalisme exacerbé, du flamingantisme linguistique et de la mentalité extrémiste. Ils incitent à la constitution d'un front flamand dans le Brabant.

Immédiatement, la VU est confrontée à une action de Marcel Brauns. Cet ancien jésuite est convaincu que seule la Sainte Trinité peut sauver le "monde impie" du déclin. Sur base de son interprétation excentrique de la Bible, il combat les nouvelles idoles: le communisme, la démocratie et la technique. Depuis le début des années 60, il fait le tour des Flandres pour annoncer aux croyants sa bonne nouvelle et appeler à voter pour la VU. [\(65\)](#)

Le 17 janvier 1965, Brauns menace de se présenter à Bruxelles avec une "liste d'assainissement" au cas où la VU ferait front avec les Démocrates flamands, ce que Brauns considère comme une manœuvre pour faire passer dans la VU un flamingantisme de gauche et d'inspiration marxiste". [\(66\)](#) Partout il détecte le péril rouge et l'infiltration communiste. Mais il n'est pas le seul. Dans les rangs de la VU, il a grande audience chez Léo Wouters, Van der Paal et Karel Dillen.

Quoi qu'il en soit, le 20 février 1965, la direction générale de la VU, sous la houlette de van der Elst, exclut Daniël Deconinck et rejette tout rapprochement avec les Démocrates flamands. Il n'est pas étonnant que, lors de la journée provinciale des cadres du 13 mars 1965, Dillen rende

hommage au président van der Elst pour son soutien à l'extrême droite du parti aux moments les plus cruciaux. [\(67\)](#)

La VU réalise une grande percée lors des élections du 23 mai 1965. Elle recueille douze sièges à la Chambre et double son nombre d'électeurs. Les Démocrates flamands, par contre, n'obtiennent aucun siège. Dillen triomphe. Convaincu de la justesse de son point de vue, il met en garde: "Nous suivrons plus fermement que jamais la ligne nationaliste et nous jugerons plus impitoyablement que jamais les affaires, les situations et les personnes". [\(68\)](#)

Un langage dur que Dillen peut se permettre, car sa position au sein de la VU n'est nullement menacée. Il est déplorable de voir comment parti, en dépit de son assise populaire récemment acquise, continue d'entretenir des liens étroits avec des figures de la collaboration.

En décembre 1965, le nonantième anniversaire du père Stracke, un militant condamné après la Première Guerre mondiale, se transforme en un hommage inattendu, qui attire treize cents personnes. Le comité d'honneur regroupe pas moins de six cents "personnalités flamandes", parmi lesquelles Cappuyns (président du VEV), l'artiste Albert Servaes et les écrivains Ernest Claes et Stijn Streuvels, en compagnie d'anciens collaborateurs tels que Wies Moens, Léo Poppe et Ward Hermans. Karel Dillen prononce le discours de circonstance et célèbre Stracke comme un "prince". [\(69\)](#)

Bien que *Dietsland-Europa* et *Were Di* ne soient pas à proprement parler catholiques, ils ont cependant un faible pour les catholiques de droite, autoritaires, comme Stracke, le prêtre collaborateur Cyriel Verschaeve et le père Brauns. Ce dernier fait parler de lui, à cette époque, en raison de son témoignage enflammé en faveur du SS Verbelen. Se distinguant par l'élasticité de leur conscience, quoi de plus simple pour des gens comme Brauns de mettre au placard leurs objections de conscience lorsqu'il s'agit de prendre la défense d'un national-socialiste...

Verbelen était à la tête du redouté corps de sécurité DeVlag, responsable du meurtre de tant de résistants. Après la guerre, la justice belge le condamne à mort par contumace pour le meurtre de 101 Belges, parmi lesquels A. Galopin, le gouverneur de la Société Générale. Mais il parvient à prendre la fuite en Autriche où il met son talent et son expérience au service de la police d'Etat autrichienne et de la CIA américaine. Arrêté en 1962, il comparaît en décembre 1965 devant la Cour d'assises viennoise où il se défend, comme tant d'autres criminels de guerre, en se retranchant derrière le slogan "*Ein Befehl ist ein Befehl*", "Un ordre est un ordre".

Dans son livre *Mijn waarheid (Ma vérité)*, Brauns explique pourquoi il a pris la défense d'idéalistes à la Verbelen: "En tant que prêtre et témoin de la vérité, je me suis rendu à Vienne, convaincu que Verbelen croulait sous une montagne

de calomnies alors qu'en fait, il est aussi innocent qu'un commissaire de police qui, lors d'une action de police, est amené à abattre des malfaiteurs". Il poursuit fièrement: "Après avoir fredonné les deux premières mesures du *Vlaamse Leeuw*, j'ai vu les larmes venir aux yeux de quelques jurés". A la stupéfaction générale, la Cour d'assises acquitte Verbelen le 21 décembre 1965. Sur ce, le ministre de la Justice de l'époque, M. Wigny, déclare: "Le gouvernement belge méprise cet individu. Verbelen a été définitivement jugé par un tribunal belge".

Le penchant de Dillen et de Were Di pour un catholicisme autoritaire les rend allergiques aux croyants progressistes, qui prennent le parti du mouvement ouvrier. La lutte ouvrière est, aux yeux de Dillen, une hérésie de gauche. Sur les traces du VNV, il est un ardent défenseur du système corporatiste, qui garantirait la paix sociale en remplaçant les syndicats par des corporations. Bref, le retour aux guildes médiévales. L'aversion de Dillen pour le mouvement ouvrier apparaît clairement au début de 1966, quand les mineurs entrent en action contre la fermeture du charbonnage de Zwartberg. Dans son journal *Dietsland-Europa*, il n'y consacre qu'un misérable article. Et encore, c'est pour s'en prendre aux "syndicats de couleur".[\(70\)](#)

1968 - [Table des matières](#)

Outre Zwartberg, d'autres signes indiquent encore une intensification de la lutte sociale et un virage à gauche de la jeunesse. La marche anti-atomique connaît un tel impact que *Wij*, le journal de la VU, se voit contraint, à contre-cœur, d'inviter ses lecteurs à y participer. Roeland Raes (vice-président de Were Di et plus tard du Vlaams Blok) exprime sa colère dans *Dietsland-Europa*: "On prépare l'Occident à son déclin, à son envahissement par les peuples de couleur et au nivellement total".[\(71\)](#)

Autour du transfert de la partie francophone de l'Université de Louvain se développe un conflit qui va très vite dépasser le cadre nationaliste étroit du "*Walén buiten*" ("*Les Wallons dehors*"). Sous l'impulsion du SVB (Studenten-vakbeweging, Mouvement syndical étudiant) inspiré par Ludo Martens, le mouvement étudiant se radicalise rapidement dans la voie du front uni ouvriers-étudiants.

Ce déraillement donne la nausée à Dillen. Il fulmine: "cette bande d'immatures intellectuels" ont sur la conscience "la dévalorisation et la corruption de la lutte flamande". Selon lui, la jeunesse de notre "peuple noble et pur" est menacée par "le sale travail politique de ces déracinés".[\(72\)](#) "Pourquoi les étudiants chantent-ils *We shall overcome* plutôt que le noble *Gebed voor het Vaderland* de Feremans?" se plaint-il.

La protestation étudiante atteint son apogée lors de la révolte de janvier 1968, qui provoque la chute du cabinet Van den Boeynants. De nombreux jeunes élevés dans le romantisme

typique flamand réalisent soudain qu'ils vivent dans une société capitaliste où l'exploitation et l'oppression sont encore d'actualité. C'est le choc. Lors de réunions fort fréquentées, des slogans résonnent, "Si le peuple veut se libérer, il doit combattre la Société Générale".

Sous les coups de matraques de la gendarmerie, le concept de "répression" acquiert une tout autre signification que le "pogrom contre les collaborateurs flamands", que Dillen et les siens ont sans cesse sur la langue.

Les nationalistes de droite sentent lentement le sol glisser sous leurs pieds. Ils trouvent que la gauche n'a pas sa place en Flandre. Toon van Overstraeten, rédacteur en chef de *Wij*, le journal de la VU, fulmine contre Ludo Martens et le traite de "pédant révolutionnaire" et de "technicien es obstruction", qui n'a de cesse que de "miner l'unité flamande".⁽⁷³⁾ Il tente désespérément de susciter un soupçon de bienveillance à l'égard des gendarmes, qui interviennent sans ménagement: ceux-ci ne sont-ils pas eux aussi "des enfants de notre peuple"?⁽⁷⁴⁾

Dillen et Were Di voient s'effondrer leur audience. Certes, les refrains flamands retentissants de Hullebroeck et d'Armand Preudhomme figurent toujours au programme de leurs Fêtes du Chant, mais qui s'y intéresse encore après les Beatles, les Rolling Stones et Dylan? Les meetings de Were Di, "Budapest 56 - Louvain 66" ne rencontrent pas non plus le succès escompté, même si Dillen et Arthur De Bruyne font de leur mieux pour maintenir en vie leur anticommunisme primaire.

Le paysage politique se transforme à vue d'oeil, s'oriente à gauche, dans la voie progressiste, et même la VU n'est pas à l'abri du changement. En témoigne l'exorde du discours de Schiltz au onzième congrès du parti: "Il y a à peine un an, le drapeau rouge a été hissé à l'université. C'est le signe que de profonds changements se sont produits dans la mentalité, les problèmes et les besoins de la collectivité".⁽⁷⁵⁾

Conséquence directe de la contestation étudiante, les dixième et onzième congrès de la VU accordent une grande attention au pluralisme philosophique et à la démocratisation de l'enseignement. Dans les résolutions, il est précisé que l'enseignement a pour mission de former des gens pour une société pluraliste. Le corporatisme et le séparatisme disparaissent du vocabulaire de la VU. Sous l'impulsion de Schiltz et de Maurits Coppieters, la VU évolue: de parti-cravache radical qu'il était, il devient un parti politique circonspect.

Une évolution que le président van der Elst et Toon van Overstraeten ne peuvent éviter. Lors des journées des cadres d'octobre 1967, van der Elst affirme: "Nous ne pouvons pas nous limiter à n'être qu'un parti-cravache ou un groupe de pression. Nous devons nous efforcer de jouer un rôle dirigeant dans la réalisation de l'Etat fédéral". Simultanément,

il condamne la "violence extrémiste". "Laissez les morts enterrer les morts", lance-t-il à l'adresse de Dillen et de ses partisans. Lors des 'journées des cadres de 1968, van der Elst s'en prend à nouveau aux "belles-mères de la VU" qu'il qualifie de "groupe fermé de coreligionnaires qui s'isolent dans le culte d'une idée et veillent avec angoisse sur la pureté de la doctrine".

Dillen prend l'affaire au sérieux. Lors d'une journée portes ouvertes du parti, à Erwetegem, le 9 juin 1968, il prend fermement position contre le virage "à gauche". Dans son courroux, il égratigne même le président du parti, van der Elst qui, selon lui, a fait preuve de trop de laxisme à l'encontre des modernistes.⁷⁶

Le mépris de Dillen pour tout ce qui est progressiste transparaît dans sa rubrique hebdomadaire "*Ruhriek der dode zielen*" ("Rubrique des âmes mortes"), dans '*t Pallieterke*. Sous le pseudonyme de R. Sch., Dillen crache son fiel, de 1966 à 1978, sur "le système parlementaire décadent", les "partis de couleur" et "les syndicats de couleur". Il n'en a jamais assez. C'est pire qu'un asservissement. Par l'entremise de ce journal injurieux et sarcastique de la droite ultra, qui compte plus de 30.000 lecteurs, il atteint un large public. Dans '*t Pallieterke*, Dillen abandonne son ton pédant et doctoral. Il réussit à s'adapter parfaitement au style du journal, qui préfère la satire au sérieux et à l'objectivité, en partant du principe qu'elle a plus d'impact sur le grand public. Ce style narquois, badin convient parfaitement pour véhiculer son message d'extrême droite. Ainsi, dans le premier numéro de 1967, Dillen écrit ce message de nouvel an: "Nous serions injustes si nous n'adressions pas nos vœux à l'homme qui, en 1966, s'est avéré infatigable dans la lutte contre le fascisme, le noble professeur Halin. Nous souhaitons qu'il assiste cette année à l'écrasement définitif de tous les monstres à sept têtes, pré-, post- et néo-nazis. Nous espérons lui faire le plus grand plaisir en lui annonçant que nous avons consumé dans notre âme tous les démons fascistes. En signe réel de deuil sur notre passé, nous avons, en ce nouvel an, lâché Hitler en rue après l'avoir caché pendant vingt ans dans la cave de notre journal".

Chez '*t Pallieterke*, il est entouré de personnalités telles que le rédacteur en chef Jan Nuyts et Jan Merckx, ancien directeur-rédacteur en chef de *H et Handelsblad*. Peter Verlinden écrit dans son étude *Morfologie van de Vlaams-nationale, uiterst rechtse groeperingen* (*Morphologie des groupes nationalistes flamands d'extrême droite*) que, pendant des années, Jan Merckx a déterminé en coulisse la ligne politique de '*t Pallieterke* et qu'il en écrivait même les articles principaux. Actuellement, il est, au poste de président du conseil d'administration, le patron de la chaîne de télévision commerciale flamande VTM et l'administrateur délégué des revues *TVEkspres*, *Zie Magazine* et *TeVe Blad*.

En ces temps difficiles, Were Di et le VMO sont amenés à resserrer leurs liens de collaboration. Le 26 mai 1968, la VU tient sa traditionnelle manifestation matinale à l'occasion de la Fête du Chant. Avant le départ de la manifestation, le VMO célèbre son vingtième anniversaire. Le porte-étendard n'est autre que le parlementaire VU Goemans. Dans la manifestation, le VMO affiche une présence remarquée, avec sa formation musicale et ses calicots anticomunistes. Un véhicule de parade retrace les étapes marquantes de son "passé glorieux". Les membres du VMO défilent en uniforme et en bottes.⁷⁷ Pendant ce temps, des membres vendent des brochures de Were Di sur Wies Moens et "*Belgiske-Niekske*".

Révéléateur de l'esprit du temps: tout ceci soulève une vague de critiques à l'encontre du VMO et de Were Di. L'organe de la VU, *Wij*, reçoit d'innombrables lettres de mécontents qui regrettent que la VU continue à se compromettre avec cette "démonstration militariste stupide des boy-scouts grisonnants du VMO, qui ne parviennent pas à remiser leurs jeux de soldats".⁽⁷⁸⁾

Mais le VMO n'en a cure. "Le communisme représente toujours une grande menace pour l'Occident. Qu'il n'y ait à la VU que des petits progressistes, qui ont le crachoir pour le moment, nous n'en avons rien à cirer les bottes au VMO. Au regret de ceux qui l'envient", réagit un membre du VMO dans *Wij*.⁽⁷⁹⁾

La dernière allocution

Pour renverser la vapeur, Were Di et le VMO décident d'organiser une campagne de grande envergure en faveur de l'amnistie, qui constitue toujours le ciment entre l'extrême droite et une partie non négligeable de la droite "respectable". Lors de la commémoration de la bataille des Eperons d'or de Were Di, au début de juillet 1968, Wim Maes et Dillen appellent leurs troupes à prendre part à la grande marche en faveur de l'amnistie qui doit se tenir du 14 au 18 août.

Après cette marche, ils fondent un Comité pour l'amnistie, dont le parlementaire VU Goemans devient le président et Dillen le vice-président. Le comité réussit à enthousiasmer de nombreux nationalistes. Le professeur van Isacker, Valeer Portier (ANZ), Jozef van Overstraeten (VAB-VTB), Manu Ruys (rédacteur en chef de *De Standaard*), les écrivains Johan Daisne et Walschap et de nombreux autres le rejoignent. Le 27 octobre 1968, le comité tient un meeting au cours duquel Dillen et le professeur Derine, échevin CVP d'Anvers, plaident à l'unisson en faveur de l'amnistie.⁽⁸⁰⁾

Après le meeting, environ huit mille manifestants défilent dans les rues d'Anvers, protégés par un impressionnant cordon de police, par crainte des manifestants du AFF (Anti-fascistisch Front, Front antifasciste) récemment créé. Wim

Maes n'y assistera pas: il décède inopinément quelques jours auparavant, le 2 octobre.

La mort de son dirigeant est, pour le VMO, une occasion inespérée de redorer son blason, à la faveur des éloges qui fusent à la mémoire du disparu. *De Standaard*: "Wim Maes était un fils du peuple, sensible, très sincère. C'était un bel homme". Toon van Overstraeten: "Toute sa personnalité humaine était orientée, dans un élan parfois énorme, vers le beau, l'idéalisme".⁽⁸¹⁾

Tous les nationalistes quelque peu connus sont présents aux funérailles, à Brasschaat. Parmi le bon millier de participants, on distingue Ward Hermans, le père Brauns et pas moins de 18 parlementaires VU. Dans son discours au cimetière, Dillen jure de poursuivre imperturbablement l'œuvre de Wim Maes. Il fait l'éloge du dirigeant du VMO en le décrivant comme "l'homme qui, de tout le Mouvement flamand d'après la Seconde Guerre mondiale, a le plus aimé son peuple".⁽⁸²⁾ Les interventions des autres orateurs, Bob Maes et le docteur Goemans, sont des variations sur le même thème.

Après la mort de Wim Maes, c'est Armand Eriksson qui reprend le flambeau du VMO. Eriksson est un ancien membre des Jeunesses hitlériennes et vétéran de la guerre de Corée. Le 22 octobre 1967, il avait fondé le Vlaams Nationale Sportkring (VNSK), une couverture d'entraînement paramilitaire. Les résultats ne se font pas attendre.

Le 30 mars 1969, d'anciens résistants manifestent près du monument de guerre, à Stekene, contre le projet, émanant d'anciens combattants du front de l'Est du Sint-Maartensfonds, d'aménager un champ d'honneur à la mémoire de leurs compagnons disparus. Ils sont agressés par des membres du VMO, insultés et envoyés à l'hôpital à coups de karaté.

Cette intervention violente suscite une irritation croissante dans les milieux de la VU. Pourtant, Dillen est autorisé à prendre la parole lors du traditionnel meeting de la VU, le 1er juin 1969, à la salle Majestic. Avec réserve, il rend hommage à la mémoire de Wim Maes et de l'épouse de Wies Moens récemment décédée.⁸³ Son allocution ressemble étonnamment à son premier discours funèbre. Ce qui frappe de la part de Dillen, ce n'est pas tellement son acharnement, qui dure depuis vingt ans, mais la similitude de ses discours au fil de toutes ces années.

C'est la dernière grande intervention de Dillen à une manifestation de la VU. Désormais, il va se consacrer à Were Di et à *Dietsland-Enropa*, qui vont entièrement fusionner dès octobre 1968. Cette fusion est en fait la confirmation d'une situation de fait installée depuis longtemps. Were Di tente de compenser le manque d'audience et de sympathie dans son

propre pays en multipliant les contacts avec ses coreligionnaires en Europe.

Pour être plus forts, l'union sur le plan international est une nécessité. C'est à cet égard que Were Di et *Dietsland-Europa* jouent un rôle significatif. Dans leur aspiration à une collaboration européenne, ils restent fidèles à l'idée fondamentale que Dillen, sur les pas de l'écrivain fasciste français Robert Brasillach qu'il admire, formule ainsi: "Si le fascisme et le national-socialisme peuvent être adaptés aux conditions démocratiques d'après-guerre, ils sont les seules forces qui peuvent représenter un contre-poids actif face au communisme; ce n'est qu'ainsi que la culture a une chance de se maintenir en Occident; ce n'est qu'ainsi qu'on peut mettre un terme à la gauche et au mouvement ouvrier".

Un personnage-clé de cette orientation internationale est Roeland Raes, vice-président de Were Di et président de la section gantoise de la VU. Dans la vie quotidienne, il est directeur du département assurance incendie à la compagnie d'assurance "De Noordstar en Boerhaave", qui finance avec prodigalité les agitateurs flamands. C'est grâce à lui qu'Alain de Benoist, raciste d'avant-garde et rédacteur en chef de la revue *Nouvelle Ecole*, va inspirer Were Di.[\(84\)](#)

Avec ses théories sur le réalisme biologique, l'eugénisme et la pureté de la race, De Benoist s'efforce de dresser une façade scientifique afin de proclamer avec d'autant plus d'aisance ses idées racistes et antichrétiennes.

La Nederlandse Volks-Unie (NVU) voit le jour en 1971 à l'initiative de quelques nationalistes néerlandais, précédemment actifs dans la branche néerlandaise de Dietse Solidaristische Beweging (Mouvement solidariste thiois). Le président de la NVU est le fameux Joop Glimmerveen, qui, lors des élections communales de 1974, sera responsable de la campagne pour "Garder La Haye blanche". L'incontournable Raes devient vice-président de la NVU.[\(85\)](#)

En outre, Were Di entretient de bonnes relations avec des partis néofascistes étrangers comme le Nationaldemokratische Partei Deutschlands allemand (NPD) et le Movimento Sociale Italiano (MSI). Ces fructueux contacts internationaux ne parviennent cependant pas à cacher que l'extrême droite flamande est en piteux état à la fin des années 60.

Les adieux à la VU - [Table des matières](#)

En janvier 1970, les mineurs limbourgeois entament une grève de six semaines autour de revendications salariales. Pour la première fois, l'idée du mouvement étudiant de gauche se réalise: "Ouvriers et étudiants, un seul front". Dans les universités ont lieu de vastes actions de solidarité envers les mineurs. Dans les charbonnages, les étudiants révolutionnaires et les mineurs se sont rassemblés au sein du

Mijnwerkersmacht (Le Pouvoir des mineurs). Il existe aussi, à côté de cela, un comité de grève permanent soutenu par la VU, dont le président est G. Slegers.

Le comité de grève peut compter sur la collaboration bienveillante de Jef Olaerts (parlementaire VU et ancien bourgmestre de guerre de Genk), D. Dylst (chef de file de l'Amicale de Zwartberg et figure bien connue des cercles VMO et des clubs NEM francophones) ainsi que du partisan de Were Di Renaat Wenmeekers. On retrouvera plus tard le trio Slegers, Dylst et Wenmeekers dans les rangs du Vlaams Blok.

Aux élections communales du 11 octobre 1970, Slegers entre au conseil communal de Genk comme élu de la VU. L'année suivante, il devient même sénateur VU. Après la grève, Slegers sera un orateur apprécié lors des meetings de Were Di.

Sur les listes des élections communales d'octobre 1970, on note cependant la présence de candidats comme Nelly Maes et André de Beul, dont les idées sont relativement progressistes. Ils commencent à jouer un rôle important au sein de la VU. A ce moment-là, Maes est président des jeunesses de la VU. Le vice-président est Hugo Coveliers.

Dillen s'irrite de ce lent relâchement de la vigilance. "Au cours de ces dix dernières années, les nationalistes radicaux ont toujours mis de l'eau dans leur vin. Ils ont cédé par sens du devoir, parce qu'un parti national flamand est absolument nécessaire. Mais l'amour ne peut pas toujours venir d'un seul côté", lâche-t-il, à la fin juin 1979, lors de la commémoration de la bataille des Eperons d'or de Were Di.[\(86\)](#)

Ultime argument, il sort de son chapeau le spectre du "Péril Rouge". Sur un ton incantatoire, il poursuit: "C'est pourquoi nous dénonçons les agents du service de renseignements communiste au sein de la VU, grâce auxquels ce qui est décidé lors de réunions fermées de la VU est publié la semaine suivante dans *De Rode Vaan*. Nous ne tolérons pas que le silence soit imposé aux nationalistes de la VU par des gens qui reçoivent leurs ordres de Moscou".

Cette déclaration intempestive est le signe que pour Dillen, la "Paix du Seigneur", le lien entre l'extrême droite et les autres nationalistes, est gravement compromise. Il n'est pas décidé à se laisser dicter plus longtemps la loi par la direction déjà en grande partie "embourgeoisée" de la VU, comme il le dit lui-même. Dans *Dietsland-Europa*, il s'en prend au "totalitarisme" de la direction de la VU. Il traite Schiltz et Coppieters de marionnettes du monde politique.[\(87\)](#) Ces critiques incessantes de Dillen vont lui valoir une réprimande de la part du bureau du parti.[\(88\)](#)

La campagne électorale est assombrie par une action brutale du VMO. Dans la nuit du 10 au 11 septembre 1970, quatre colleurs d'affiches du FDF ont le malheur de se trouver face à

face avec une équipe de neuf personnes de la VU, dont quelques-unes appartiennent au VMO. Ils brutalisent le Bruxellois francophone Georgin, un enseignant, au point que ce dernier décède quelque temps plus tard, d'une crise cardiaque.

Les journaux ne sont pas tendres à l'égard du VMO et de la VU. Même *De Standaard* ne mâche pas ses mots.

"L'affirmation du VMO selon laquelle il s'agirait d'un incident électoral au cours duquel un coup malencontreux serait tombé, ne tient pas debout", note le journal. [\(89\)](#) Après le décès de Georgin, la VU prend immédiatement ses distances par rapport à la violence. Et elle déplore le "tragique incident".

Het Volk souligne cependant qu'il ne suffit pas à la VU d'exprimer sa compassion. [\(90\)](#) Le journal insiste sur la grande responsabilité de la direction de la VU. Si elle s'était distanciée à temps de Maes et de Dillen, si elle ne les avait pas soutenus, ils auraient disparu plus tôt de la scène politique. A ce sujet, *Het Volk* signale qu'à peine une semaine auparavant, l'hebdomadaire de la VU, *Wij* parlait en termes très élogieux du livre récemment sorti de presse, *Wim Maes*. [\(91\)](#)

Dans cette hagiographie de 190 pages, Dillen relate dans un langage musclé les actes héroïques du dirigeant du VMO trépassé et de ses troupes. Et *Wij*, à propos du livre de Dillen, approuve: "La voie choisie par Wim Maes avait des mérites indéniables et irremplaçables". [\(92\)](#)

Petit à petit, la situation de Dillen et des autres extrémistes de droite qui avaient toujours soutenu inconditionnellement le VMO, devient critique au sein de la VU. Le 12 juillet, quelques mois avant les élections législatives du 7 novembre 1971, Bob Maes dissout le VMO sous la pression du sommet du parti. De mauvaises langues affirment que c'est grâce à cela que Bob Maes doit de s'être classé en bonne position sur la liste du Sénat à Bruxelles. Ce qui est certain, c'est qu'il entre au Sénat après les élections, en compagnie d'autres élus VU comme Léo Wouters, Lode Claes, Hector de Bruyne et Gérard Slegers. Tout indique que la direction de la VU bannit ainsi du Sénat toute son aile d'extrême droite.

Pour Dillen, la dissolution du VMO est un fait inouï. Les mots lui manquent pour décrire cette "défaite nationale" et blâmer la direction de la VU. [\(93\)](#)

Une fois de plus, Dillen s'identifie aux prétendus petits militants idéalistes, que la direction du parti traite comme de la merde. "Certains politiciens nationalistes flamands ont trop souvent et trop longtemps considéré les militants comme des ordures, comme une sorte de serfs, comme de sales types pour de sales boulots auxquels ils peuvent encore donner un coup de trique quand bon leur semble". [\(94\)](#) Il se présente

ainsi comme le personnage idéal auquel l'extrême droite peut s'identifier et autour duquel elle peut se rassembler.

Dillen s'apprête à organiser ses adeptes hors de la VU. Il quitte définitivement les rangs de la VU. Dillen: "La direction de la VU porte la plus grande responsabilité. Elle a voulu devenir un parti comme les autres, et ce processus est entamé depuis des années. Aujourd'hui, elle peut être fière d'être entièrement parvenue à ses fins". Et de conclure sur un ton ravageur: "La VU est devenue un parti de couleur comme n'importe quel autre".[\(95\)](#)

3. La phase finale de la lutte: le Vlaams Blok - [Table des matières](#)

***Le Stracke Noodfonds et Pro Vita* - [Table des matières](#)**

Le 2 juillet 1971, un mois à peine après sa dissolution, Eriksson et Piet Peeters, un ancien du front de l'Est, refondent le VMO.⁹⁶ C'est précisément à ce moment qu'une asbl Stracke Noodfonds voit le jour, sous l'impulsion de Dillen, président de Were Di, et de son épouse, M. Koninckx. Son objectif est de "venir en aide, moralement et matériellement, aux Flamands éprouvés". Ce qui se traduit, dans l'appel lancé par les fondateurs, en ces termes: "Par le passé, nous avons été trop souvent surpris par les événements, et il n'est pas rare que la solidarité morale et l'aide effective se soient déclenchées avec trop d'hésitation ou trop de retard". En juin 1971, *Dietsland-Europa* publie les objectifs et la composition de ce fonds de secours.

La présidente en est Angela Dosfel, la veuve de Lodewijk Dosfel condamné pour activisme après la Première Guerre mondiale. Dillen voit en Mme Dosfel la femme d'honneur, la grande dame du nationalisme thiois. A quoi doit-elle ce renom? De 1926 à 1944, Mme Dosfel a été la dirigeante de la Dietse Bond voor Vrouwen en Meisjes, (Ligue thioise des femmes et des jeunes filles) et, jusqu'en 1942, la rédactrice en chef de la revue *Gudrun*. En 1944, elle a été internée pendant quelque temps à la Wollestraat à Gand puis relâchée sans autre forme de procès.

On retrouve aussi parmi les fondateurs M. Goossenaerts et le fondateur du VMO, Bob Maes, qui est en 1971 vice-président de Were Di et sénateur VU. En fait, pour la collecte de fonds politiques, l'asbl compte surtout sur deux autres membres fondateurs, les hommes d'affaires Leon Rochtus et Robert Orient. Tous deux vont appartenir au petit cercle particulier des banquiers influents. Rochtus devient directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas et Robert Orient devient membre d'Almanij, le syndicat qui rassemble quelques gros propriétaires de la Kredietbank.[\(97\)](#) Bref, le fonds de secours creuse un canal entre le capital et la politique d'extrême droite.

Le fonds de secours s'appuie sur un comité de patronage, une assemblée sélect de "*Alte Kameraden* " et de personnalités d'extrême droite. Il compte dans ses rangs quelques figures de la collaboration: H. Ballet, H. Borginon, Frans Daels, Wies Moens, Ward Hermans, Léo Wouters et Robert Van Roosbroeck (maître d'écolage des SS flamands). Ils sont flanqués d'une poignée de professeurs: K. van Isacker, R. Derine et H. de Vleeschauwer. Suivent une série de personnalités flamandes: Clem de Ridder (Davidsfonds), J. van Overstraeten (VTB-VAB), Ward Hermans, Arthur de Bruyne, Martha Dolfijn (éditeur responsable de *Rommelpot* et Paul Daels (président du Vlaams Volksbeweging). Et pour clôturer, une série de prélats et abbés: J. Goetghebeur, J. Boel et F. de Cloedt.

Le Stracke Noodfonds vole au secours des "Neuf de Laeken". Défendus par l'avocat Herman Wagemans, les Neuf de Laeken sont libérés après trois mois de détention préventive. Au printemps 1973, la Cour d'Appel de Bruxelles les accuse de la mort de Georgin, le membre du FDF. Ils sont condamnés à une peine de prison effective correspondant à la période de détention préventive déjà purgée. Une somme d'un million de francs est versée à la famille de la victime en guise de dommages et intérêts.

Répondant aux appels des Neuf de Laeken et du Stracke Noodfonds, *Wij*, le journal de la VU, crée à son tour un fonds de secours. Le 2 juin 1973, il dispose déjà de 1.262.058 francs. Pourtant, des appels au soutien financier paraîtront dans *Wij* jusqu'en 1979.

Sans le soutien moral et financier du Stracke Noodfonds, la remise sur pied du VMO en juillet 1971 et la parution de son organe, *Alarm*, en novembre 1972 auraient été difficilement imaginables. Le VMO nouvelle mouture exalte ouvertement le concept de l'élite, du leader, et imite, tant dans sa philosophie que dans son apparence extérieure, les milices fascistes d'avant-guerre. Les membres du VMO s'habillent de vestes de paracommando, portent ceinturons et bottes noires.

L'idéologie du VMO témoigne d'une hystérie anticomuniste: "Nous, les nouveaux VMO, nous considérons le communisme comme un danger plus grand pour notre peuple que les fransquillons", reconnaît Eriksson.⁽⁹⁸⁾ Au sein du VMO et de Were Di, la "question flamande" cède de plus en plus la place à l'anticommunisme.

Ses idées n'étant pas accueillies avec l'enthousiasme escompté, le VMO n'hésite pas à utiliser les grands moyens. Ainsi, le 6 mai 1972, il tente de sortir *manu militari* les parlementaires Nelly Maes et Hugo Coveliers d'une manifestation en faveur du Vietnam organisée par Oxfam contre les bombardements américains meurtriers au Nord-Vietnam.

En dépit de toutes ces brutalités, Dillen continue à porter Eriksson haut dans son estime. "Je connais Eriksson depuis vingt ans déjà et j'ai toujours trouvé que, dans ses actions, il était animé d'une passion désintéressée pour son peuple", écrit-il."

A l'irritation croissante de Dillen, la VU ne voit plus d'un très bon oeil ces "belles-mères" - c'est ainsi qu'elle qualifie narquoisement les groupements extrémistes style VMO et Were Di. Dillen attend l'heure de la revanche et il saisit l'occasion au début de 1973. En janvier de cette année-là, la justice procède à l'arrestation du gynécologue Willy Peers, après que ce dernier eut pratiqué une interruption de grossesse sur une jeune fille handicapée, victime d'un viol. Immédiatement, les motions pleuvent en faveur du gynécologue détenu. Peers souhaite que l'avortement ne soit pas un privilège pour les femmes aisées et instruites qui, du reste, peuvent aussi se permettre une meilleure éducation et un meilleur encadrement médical.

Rien ne trouble autant l'extrême droite que la question de l'avortement. Pro Vita entreprend immédiatement une croisade contre ce "massacre des innocents". Pro Vita voit le jour en 1973. Ceux qui tirent les ficelles au conseil d'administration de l'asbl sont des ultra-conservateurs tels que Charles Convent (parlementaire Rex avant la guerre), G. van Houtte (sympathisant du Front de la Jeunesse) et Dries Bombeke (ancien Dinaso).

Le comité d'honneur présente une ressemblance frappante avec la liste des invités à un quelconque cocktail huppé, dans les milieux catholiques conservateurs. Quelques gros bonnets de la scène politique y sont représentés: Pierre Harmel (président du Sénat), André Daquai (président de la Chambre), Albert Parisi (vice-président de la Chambre), le gouverneur Roppe (Limbourg), F. van Mechelen (président du Bond van Grote en Jonge Gezinnen, le pendant flamand de la Ligue des Familles) et Boon (président du Belgische Boerenbond, l'Union belge des paysans).

Ils se trouvent en compagnie du prince de Merode Westerloo, de la comtesse Hervé d'Ursel, du baron J. Snoy et d'Oppuers, de la baronne J. Richard, du baron Edouard de Streel et du baron De Villefagne de Vogelsanck ainsi que de bien d'autres représentants de la noblesse. Le père Werenfried van Straeten et l'entrepreneur Walter Kunnen (président des Etats-Unis d'Europe (BVSE)) sont aussi de la partie, ainsi qu'un invité inattendu, l'archiduc allemand Otto de Habsbourg.

Ce dernier avait fondé, en 1949, le groupe de pression anticomuniste "Centre Européen de Documentation et d'Information" (CEDI). Le personnage-clé de la branche belge de cette organisation est le chevalier Marcel de Roover qui, étant l'homme de confiance du baron de Launoit, est considéré comme l'un des principaux bailleurs de fonds de

l'extrême droite avant, pendant et après la guerre. Arthur de Bruyne, qu'on retrouve également dans le BVSE de Walter Kunnen, travaille comme historien au service du club de rencontre élitare CEDI.

L'agitation qui entoure l'arrestation du docteur Peers contraint les partis politiques à formuler chacun leur position sur la question de l'avortement. Le 10 mars 1973, le conseil de la VU approuve à la quasi-unanimité une proposition de Schiltz, selon laquelle l'avortement ne serait autorisé que dans des "cas de détresse extrême". Conformément à ses principes pluralistes, le conseil de la VU laisse à ses membres le droit d'avoir un point de vue propre sur l'avortement.[\(100\)](#)

La réaction est prévisible. Sur la question de l'avortement, la droite radicale refuse de mettre la moindre goutte d'eau dans son vin. Pas même pour préserver la paix sacrée dans le parti. "Celui qui cède aux démons de la mode, aux destructeurs de la culture et aux assassins de la communauté renonce à sa mission de nationaliste", écrit Dillen sur un ton qui ne laisse planer aucun doute sur sa répulsion.[\(101\)](#)

Dans une lettre ouverte marquante, publiée le 4 mai 1973 dans *De Gazet van Antwerpen*, Dillen exige que le conseil de la VU revienne immédiatement sur son point de vue. Dillen qui, selon le père Brauns, a rédigé la lettre, fulmine contre la "dévalorisation humaine" et la "dérobade face au nationalisme". Il condamne le conseil du parti, désireux, selon lui, d'assister à la décadence du peuple flamand. Menaçant, il conclut dans un néerlandais ampoulé: "Si en revanche la VU ne souhaite plus être un parti nationaliste, comme cela semble bien être le cas pour le moment au vu de la décision du conseil de son parti, c'est ainsi. Alors, il sera bien clair que les nationalistes radicaux devront en tirer les conclusions qui s'imposent. Les soussignés espèrent bien ne pas y être contraints. Mais en effet, ce qui a le plus de poids doit peser le plus lourd. L'existence du nationalisme, l'avenir de notre communauté populaire pèsent plus lourd que la décision criminelle d'un parti".[\(102\)](#)

Le texte est co-signé par les veuves de Lodewijk Dosfel et Théo Brouns ("*gouwleider*" VNV du Limbourg), ainsi que par l'incontournable Arthur de Bruyne et le père Brauns. Ce dernier avance encore un argument choc contre l'avortement: "A Hitler on ne peut pas reprocher d'avoir tué des enfants dans le ventre de leur mère", avance-t-il. Et sans scrupules, il poursuit: "Le régime hitlérien montre comment on peut accueillir les mères célibataires. Ceux qui pleurnichent aujourd'hui sur le meurtre des Juifs sont ceux-là mêmes qui veulent organiser un génocide dans le sein maternel".[\(103\)](#)

Désormais, Dillen utilisera tous les moyens pour s'en prendre à la VU et pour monter contre le parti les extrémistes "foncièrement à droite".

Le Vlaams Nationale Raad - [Table des matières](#)

En 1973, la "querelle linguistique" fait rage, surtout autour de Bruxelles. La VU et le Vlaams Overlegcentrum - qui regroupe les associations culturelles et le WB - partagent le même point de vue: la région bruxelloise doit rester circonscrite aux dix-neuf communes et ne peut bénéficier des mêmes compétences que la région flamande et la région wallonne.

Dillen et son entourage prennent la mouche. Ils parlent d'un vol de territoire au détriment de la Flandre. Dillen plaide en faveur d'une partition du pays sur base de la race. Selon la théorie du sang et du sol, Bruxelles est une région unilingue flamande. "80% des habitants du Grand-Bruxelles sont de descendance flamande. C'est décisif. Lors du prochain recensement, il faut poser à tous les habitants de Belgique la question suivante: où vos père et mère ont-ils vu le jour? D'où viennent vos grands-parents?", écrit Dillen.[\(104\)](#)

Le 23 novembre 1973, la VU tient un important congrès à Gand sur le thème "un parti moderne dans une Flandre démocratique". Depuis quelques années, Schiltz - surtout - a continuellement irrité Dillen et les nationalistes extrémistes avec ses remarques critiques sur le VMO, sur la nécessité d'une démocratisation au sein du parti, sur l'utilité de préparer la VU à une participation gouvernementale et sur le droit à l'avortement pour les femmes en détresse.

Il semble bien que cette ligne politique va définitivement triompher lors du prochain congrès. En désespoir de cause, Were Di et Dillen prennent l'initiative d'organiser un "*Landdag*" nationaliste flamand à Schepdaal, le 21 octobre 1973, juste un mois avant le congrès de la VU. Un cocktail bigarré de vingt-sept organisations, du VNJ (Vlaams-nationaal Jeugdverbond, Union des jeunesses nationaliste flamandes) participent à cette grand-messe d'extrême droite. A côté de nombreux groupuscules extrémistes et néo-fascistes, on note aussi la présence du TAK et de l'ANZ du chef de file du VNV, Valeer Portier.

Certains trépignent d'impatience de voir se créer un nouveau parti-cravache, mais Karel Dillen et Roeland Raes estiment que le temps n'est pas encore venu. Ils attendent bien davantage, provisoirement du moins, de la constitution d'un "front flamand radical", qui jouerait le double rôle de levier d'un futur parti et de taon dans la peau de la VU.[\(105\)](#)

La réunion de Schepdaal attire 800 à 1000 participants. Les allocutions du dirigeant du TAK, Piet de Pauw, et de Roeland Raes recueillent un grand succès, mais c'est Dillen qui récolte le plus d'applaudissements. Il souligne que, dans le passé, les radicaux ont souvent manqué de cohésion et que, pour cette raison, ils ont perdu de nombreuses batailles. Puis, il crache son venin sur "le pragmatisme et le pluralisme" de la VU et

menace de constituer un parti dissident si la VU s'entête à refuser "la main tendue".[\(106\)](#)

Pour bétonner l'extrême droite, rien de tel que d'inscrire au programme du "*Landdag*" ("Journée nationale") les slogans et revendications orthodoxes: réunification de la Flandre et des Pays-Bas, Bruxelles flamand, "*België barst!*" (la Belgique éclate), l'amnistie inconditionnelle, l'ordre social solidariste, à bas les syndicats du monopole, une Europe des Peuples forte et capable de se défendre, le refus de l'avortement et, last but not least, "le renvoi des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine". Un programme qui ressemble comme deux gouttes d'eau aux *Principes* de Were Di, dont Raes est le père idéologique.

Le "*Landdag*" débouche sur la création d'un VNR (Vlaams Nationale Raad, Conseil nationale flamand), qui doit coordonner les actions des diverses organisations. Une commission d'experts est mise sur pied sous la direction du président Herman Wagemans. Elle compte des représentants des principaux groupements: TAK (Piet de Pauw), VNJ (Ledy Broeckx), Braunsfonds (le père Brauns), VMO (Xavier Buisseret) et Were Di (Bert van Boghout).

Pourtant, le "*Landdag*" a peu d'effet sur la politique de la VU. Juste avant le congrès, la décision est prise: les plus hauts responsables du parti (le président van der Elst et le secrétaire Wim Jorissen) se retirent définitivement le 1er janvier 1976. Ils sont remplacés de fait par Schiltz, qui devient président de la direction du parti. Au congrès d'Ostende, on ne retrouve plus beaucoup de traces du romantisme "*Voor Outer en Heerd*" ("Pour l'autel et le foyer"), bien que van der Elst réussisse encore à infléchir la position sur l'avortement.

Le cours que prennent les choses renforce Dillen dans sa conviction qu'un nouveau parti d'extrême droite doit voir le jour. En guise de message de nouvel an pour 1974, il appelle les militants à renforcer sans relâche le VNR.[\(107\)](#) L'autre pilier de Were Di, Bert van Boghout, fait preuve d'un peu plus de retenue. A l'occasion des élections du 10 mars 1974, il conseille d'accorder une voie de préférence aux "candidats VU qui, dans les grandes lignes, partagent notre vision des choses".[\(108\)](#)

Ces élections représentent le premier recul pour la VU depuis 1958. Le parti perd 50.000 voix par rapport à 1971. Dillen n'en est pas fâché. Au contraire. "Les belles-mères avaient et ont encore raison", écrit-il avec hargne.[\(109\)](#) Mais ses mots ont peu à peu perdu toute signification pour Schiltz et les siens: ce ne sont plus que des billets de banque sans valeur.

Le 19 avril 1974 débute le conclave de Steenokkerzeel. Pour la première fois, la VU peut s'asseoir à la table des négociations en vue de la formation d'un gouvernement.

Dillen ne manque pas l'occasion de traiter Schiltz de "parvenu" et de "paillard avide des délices du pouvoir". [\(110\)](#)

Après la flamandisation de la Flandre, le point noir de la querelle linguistique se situe maintenant plus que jamais à Bruxelles. En toute logique donc, le second "*Landdag*" national-flamand qui se tient le 22 septembre 1974 dans la salle Roma à Borgerhout est placé sous le signe de "*Brussel, onze stad*" (Bruxelles, notre ville): "Pour toute la région de la frontière linguistique, et surtout pour Bruxelles, nous exigeons la restitution de ce que la Belgique nous a volé en 144 ans. Nous ne céderons pas une rue, pas une maison, pas un homme".

Le second "*Landdag*" aborde aussi le thème du "tragique travail de sape de la gauche". Les extrémistes du VNR souffrent d'un rétrécissement de la conscience: tout ce qui n'est pas du même avis qu'eux est communiste, crypto-communiste ou tout simplement un malheureux naïf qui se laisse avoir par Moscou.

Selon *'t Pallieterke*, Dillen traduit, lors du "*Landdag*", "les sentiments de milliers de nationalistes flamands découragés qui se demandent, après Steenokkerzeel, à quoi tout cela sert encore". Ce second "*Landdag*" réunit à peine six cents visiteurs. Quels en sont les résultats concrets? Pas grand chose, sauf que le VNR participera, comme une sorte de "cinquième province" à la manifestation du Overlegcentrum, le 24 novembre 1974 à Halle.

Le comité protecteur de cette manifestation compte quelques ténors tels que le président du VEV Vaast Leysen et Maurits Naessens, banquier et ami de Henri De Man. En dépit de l'interdiction formelle des organisateurs, les troupes du VNR défilent comme un "bloc national-flamand" distinct. Elles lacèrent le drapeau belge et lancent des slogans tels que "La Belgique éclate" ou "Bruxelles flamand". Le VMO et le groupe d'action de Were Di défilent en équipement para-militaire, précédés d'une vraie jeep militaire. [\(112\)](#) En lieu et place du "*Vlaamse Leeuw*" (chant patriotique flamand), beaucoup arborent la rune Odal, le symbole du VMO de "fidélité au peuple et au sol".

Dans *Dietsland-Europa*, Roeland Raes écrit que "les manifestants s'exprimaient d'une manière plus radicale que ce qu'on voulait bien leur distiller" et qu'ils scandaient avec enthousiasme les slogans de Were Di. En même temps, il se moque de l'organisateur Paul Daels, peu satisfait de l'intervention du VNR. "Cette grande bringue ridicule de Paul Daels a voulu mesurer ses modestes forces physiques à quelques porte-étendard", plaisante Raes.

Tout bien considéré, la sortie du VNR évoque un peu trop le "passé brun". L'ANZ et le TAK se voient l'un après l'autre contraints de tourner le dos au VNR. Dillen est blessé dans son amour-propre. Dans une lettre ouverte au président de

l'ANZ Valeer Portier, publiée dans *Dietsland-Europa* de janvier 1975, il n'a soudain plus un seul mot gentil à son adresse. Dillen le cloue ainsi au pilori: "Moi-même, je ne suis pas une victime de la répression. Moi-même, je n'ai jamais été membre du VNV, et je ne porte pas, comme vous, le "*Gouden Trouwtekens*" du VNV. Mais je pense avec trop de respect, de gratitude et d'admiration - en tant qu'homme et nationaliste - au dirigeant du VNV et à tant de ses disciples (et aux disciples d'autres formations!) pour ne pas être aujourd'hui à cent pour cent derrière la décision du VNR, étant donné surtout la présence de Willy Calewaert, un des acteurs les plus impitoyables de la répression flamande".

On peut déduire de cette citation corrosive que Dillen considère la collaboration nazie comme la continuation du mouvement flamand. Il est donc illogique qu'il se refuse - à lui-même et à son mouvement - le qualificatif de "néo-fasciste".

Le racisme lève la tête - [Table des matières](#)

Après Halle, le VNR perd progressivement sa qualité de ciment des groupuscules d'extrême droite et néo-fascistes.

Le VMO se considère comme une élite et qu'est-ce qu'une élite sans "actes héroïques"? En avril 1974, Xavier Buisseret succède à Eriksson à la tête du VMO. Plus de six mois auparavant, le VMO avait commis un sinistre exploit: il avait été déterrer au cimetière de Solbad-Hall, en Autriche, la dépouille de Cyriel Verschaeve, recrue du Front de l'Est, et l'avait ramenée clandestinement en Belgique. Dillen plaidait pour que le corps soit enterré dans la crypte de l'Yser.

A ce sujet, Buisseret cite fièrement Verschaeve: "Des corps de défense sont nécessaires, des corps de défense armés. Le reste, c'est du vent". Et d'ajouter: "C'est ce que doit rester le VMO: un corps de défense contre le minage moral de notre futur Etat flamand et contre le danger émanant de la gauche".[\(113\)](#)

Et Buisseret d'entreprendre sur le champ une opération de nettoyage politique. En témoigne la campagne de haine à l'encontre des immigrés, lancée par la direction du VMO en 1974. L'aile d'extrême droite nationaliste a toujours présenté une coloration raciste et elle n'en a jamais fait un secret. La preuve en est fournie par deux documents de base, écrits par Dillen et Roeland Raes, les numéros un et deux du Vlaams Blok.

En 1971, *Dietsland-Europa* publie un double numéro sur le nationalisme. Dans un article intitulé "La mission aristocratique du nationalisme", Dillen souligne l'inégalité des hommes et des races. "Aujourd'hui, on refuse de voir que la prétendue pensée égalitaire est creuse et fausse. Elle conduit à l'humiliation, à l'étroitesse d'esprit, au nivellement par le bas, au malheur et à l'asservissement moderne", écrit-il. Et il

poursuit: "Nous ne pouvons pas tolérer que des sous-colonies de déracinés nord- et centre-africains, proche- ou extrême-orientaux menacent d'envahir notre propre peuple". Selon Dillen, il faut qu'une "élite de garde" mette de l'ordre dans les affaires et veille notamment à ce que "l'ordre, la discipline et l'autorité continuent à faire partie intégrante du régime social".

La brochure écrite par Roeland Raes *Les principes de Were Di*. n'est rien d'autre qu'un manifeste raciste camouflé, qui plaide pour le "rapatriement, dès que le besoin d'aide étrangère ne se fera plus sentir". En d'autres termes, les conditions de séjour des immigrés correspondent précisément aux nécessités de l'économie capitaliste. Quand cette économie n'a plus besoin d'eux, les étrangers doivent quitter le pays.

On en est là en 1974. La crise économique éclate et l'extrême droite saute sur l'occasion pour lancer une campagne en faveur du renvoi des immigrés. Le journal du VMO, *Alarm* formule un programme anti-immigrés en dix points.⁽¹¹⁴⁾ Les préjugés et mensonges racistes sont répandus à foison. "En outre habitent ici pratiquement autant d'étrangers, principalement Nord-africains, qu'on ne peut qualifier autrement que de racaille. Dans leur propre pays, ils sont trop paresseux pour travailler, mais ils espèrent gagner facilement de l'argent dans notre pays. Ils le font en tant que maquereau, trafiquant de drogues ou gangster... Bien entendu, il y a une solution à ce problème: la police n'a qu'à retrouver et rassembler toute cette pègre et la reconduire à la frontière. Nous avons déjà bien assez de problèmes avec les gangsters de chez nous sans devoir encore nous charger de la racaille des *casbahs* nord-africaines", écrit *Alarm*.

Parallèlement à cette campagne de haine raciste, la gauche, le mouvement ouvrier et les chômeurs sont la cible d'attaques de plus en plus fréquentes. Dans un article de *Diestland-Europa* intitulé "*Werkloosheid en arbeidsdienst*" (Chômage et service actif), Maurits Cailliau parle des jeunes et des femmes sans emploi dans les termes suivants: "Une armée de profiteurs qui n'ont jamais appris le don, le don de soi. Les institutions étatiques sont des vaches à lait qui sont traitées avec virtuosité". Et plus loin: "Avec l'armée de jeunes chômeurs, il en va autrement. La transition des bancs de l'école au bureau de chômage ne signifie pas autre chose que l'Etat continue à payer l'argent de poche - un argent de poche princier". Les femmes chômeuses en prennent aussi pour leur compte, bien que l'extrême droite veuille essentiellement limiter le rôle de la femme "aux enfants, à la cuisine et à l'Eglise", selon l'expression consacrée. "L'autre grande armée de chômeurs est formée des mères au foyer allocataires, les seules qui soient parvenues, au détriment de leurs semblables, à s'octroyer une forme royale d'allocation socio-pédagogique". Cailliau conclut: "On fait usage des abus institués dans le système, sans aucune considération morale ou souci d'honnêteté, et avec le soutien des syndicats qui parlent du démantèlement des acquis sociaux quand une voix

critique s'élève à gauche ou à droite. Autrement dit: le droit au parasitisme est le dernier acquis social! Cette mentalité néfaste conduit à ce que les assistés se complaisent dans leur situation et acquièrent la conviction qu'on vit tout aussi bien en ouvrant la main. Le travail? Celui qui travaille comme une bête est un âne. Les autres travailleront bien à leur place". L'auteur plaide pour une revalorisation du sens du travail, suivi en cela par Dillen. Pour mettre un terme au chômage massif, Cailliau plaide pour une solution aussi primitive qu'autoritaire. Les jeunes chômeurs doivent, selon lui, être organisés de manière militaire et mis au travail forcé dans une sorte de "service actif"; après leur service militaire, les jeunes chômeurs devraient encore travailler six mois gratuitement pour la collectivité.

Si cela ne dépendait que d'eux, le VMO et Buisseret feraient une fois pour toutes le ménage en Flandre et la gauche n'aurait qu'à bien se tenir. "Il est temps que nous répondions à cette populace rouge... Nous mettrons alors à notre manière les camarades rouges à la place qui leur revient: à l'égout", écrit *Alarm*.¹¹⁶ Joignant l'acte à la parole, le VMO frappe un bon coup et envoie à l'hôpital quelques étudiants de gauche et sympathisants d'AMADA, le 8 octobre 1975.

De fil en aiguille, la VU en a assez de ces "punaises du mouvement flamand". Lors d'un débat retentissant avec l'hebdomadaire *Zie-Magazine*, le président de la VU Schiltz dit du VMO: "Une compagnie folklorique sans importance... Mais on ne peut pas empêcher que des punaises grimpent sur les murs. Partout, on rencontre toujours des fous qui se plaisent à jouer au soldat, ceignent le ceinturon et pensent alors qu'ils sont les plus forts".⁽¹¹⁷⁾

Se voyant dénigré de la sorte, Dillen laisse libre cours à son courroux. Il blâme la "bassesse préméditée" de Schiltz et écrit non sans pathos, qu'il portera désormais fièrement le titre honorifique de punaise.⁽¹¹⁸⁾

De son côté, lors d'une conférence de presse, Eriksson rend publique une lettre confidentielle de van der Elst et Wim Jorissen. Dans cet écrit, daté du 29 octobre 1975, ils formulent un réquisitoire interminable contre Schiltz, qu'ils dépeignent comme un "danger" mortel pour le parti.

Néanmoins, Schiltz est élu à la tête du parti le 22 novembre 1975, ce qui met un point final aux 16 ans de règne de van der Elst et Jorissen. Il faut toutefois à Schiltz trois tours de scrutin successifs pour être élu. Finalement, il l'emporte avec 62 voix contre 34 pour Hector de Bruyne.

Wim Jorissen, hors-jeu, se consacrera désormais à faire de la propagande en faveur de l'Afrique du Sud. Le système d'apartheid sud-africain est la forme de racisme la plus marquante et la plus systématique.

C'est un racisme institutionnalisé, "légitimé" par la supériorité prétendue de la race européenne. Les mariages mixtes sont interdits et, en vertu de la "*pasjeswet*", pour chaque pas en "territoire blanc", les Noirs doivent se justifier. Mais le fondement de tout le système d'apartheid, c'est la loi sur les territoires ethniques, prescrivant le lieu de résidence des membres des différentes communautés, ainsi que la loi sur l'enregistrement de la population, imposant à chacun de faire déterminer son appartenance raciale.

En 1976 et 1977, Jorissen est à la base de deux associations interparlementaires, België-Zuid-Afrika et Protea. Cette dernière œuvre à l'amélioration des relations entre la Belgique et l'Afrique du Sud. Parmi les 142 membres fondateurs, on trouve des banquiers, des industriels, des journalistes et pas moins de 46 parlementaires (20 CVP, 18 VU et 8 PW).

La droite classique et l'extrême droite se rejoignent: en effet, Dillen, van Boghout et Brauns sont de la partie. Dillen a traduit le livre de J.E. Holloway, *Apartheid, een uitdaging* (Apartheid, un défi). Le président de Protea est André Vlerick, qui est aussi président de la Kredietbank, professeur à l'université de Gand et ancien ministre des Finances CVP. Fin 1987, il reçoit l'"Ordie de la Bonne Espérance", la distinction honorifique la plus importante attribuée par le régime de l'apartheid à des amis étrangers.

Une autre figure de Protea est son trésorier, Leon Rochtus, directeur de la Banque Parisbas, et, tout comme Dillen, membre fondateur du Stracke-noodfonds qui finance l'extrême droite.

Avec l'élection de Schiltz, l'extrême droite perd pied au sein de la VU. La guérilla du Vlaams Nationale Raad contre l'aile plus démocratique de la VU n'a porté aucun fruit et van Boghout et Brauns assistent, impuissants, à la désintégration et à la disparition du VNR.

"La nouvelle orientation de la VU cause de grandes tensions dans les rangs de l'extrême droite et de Were Di. Dillen estime qu'il faut se presser de fonder un nouveau parti tandis que van Boghout rêve encore d'un grand "front radical flamand".

En septembre 1975, Dillen accède à la présidence de Were Di. Au même moment, il quitte *Dietsland-Europa* avec une partie de la rédaction. Immédiatement, il lance un autre journal du même genre, *Ter Waarheid*, dont il devient le rédacteur en chef. Le journal est édité par l'asbl Vriendenkring-Limburg-Voerstreek-Overmaas (VLVO). Les autres rédacteurs sont Ward Hermans, Gerda Vercauteren, Eric Verstraete (rédacteur à la *Gazet van Antwerpen*), Buisseret, Herman Senaeve (ancien rédacteur en chef de *Dietsland-Europa*), Frans van Elsacker (ancien du Front de l'Est), Renaat Wenmeekers

(Were Di) et Mia Dujardin (présidente de la section féminine de Were Di).

Luk Vermeulen, chef du groupe d'action de Were Di, entre lui aussi en conflit avec van Boghout. Vermeulen estime que Were Di joue trop de la tête et pas assez des poings pour parvenir à ses fins. A la mi-mars 1976, il fonde Voorpost, une organisation plus centrée sur l'action.⁽¹¹⁹⁾ Le président de Voorpost est l'incontournable Roeland Raes.

Peu après, Edwin Truyens se retire du KVHV-Antwerpen, pourtant ultra-réactionnaire, et fonde le NSV (Nationalistische Studentenvereniging, Association des étudiants nationalistes). Le NSV se révèle être la branche étudiante de Were Di. Il édite le journal *Signaal*, avec la collaboration du Noordstarfonds, une fondation de la compagnie d'assurance De Noordstar en Boerhaave, dont Raes est un des cadres.⁽¹²⁰⁾

Raes, qui est toujours membre de la VU à Gand, trône comme une araignée dans la toile de l'extrême droite. Il ne manque jamais de soutenir l'une ou l'autre initiative néo-fasciste. Ainsi, il collabore à la nouvelle revue *Haro*, lancée par Buisseret après sa sortie du VMO en octobre 1977, où Eriksson lui succède à nouveau.

Haro, "le mensuel de la révolution conservatrice", qui s'inspire notamment de la revue raciste *Nouvelle Ecole* d'Alain de Benoist, se propose de procurer un bagage intellectuel rudimentaire aux frustes bagarreurs néo-fascistes. Il diffuse donc des enregistrements de discours historiques de Hitler, Goebbels et Gôring et des publications telles que *Stierven er werkelijk zes miljoen? (Six millions sont-ils vraiment morts?)*, *Erfgoed en de Germaanse voorgeschiedenis (L'héritage de la pré-histoire germanique)*, *De Germaanse heldenleer*, etc.⁽¹²¹⁾ *Haro* publie aussi un numéro spécial dégoûtant intitulé *Holocaust... Hoelang nog? (L'holocauste, combien de temps encore?)*, qui ramène l'holocauste de six millions de Juifs au rang d'une broutille et le nie.⁽¹²²⁾ La raison d'une telle publication est que la "renaissance de l'escroquerie à l'holocauste a provoqué une indigestion chez *Haro*". Selon *Haro*, cette "escroquerie puante" a été entretenue par la "dictature des faiseurs d'opinion, la censure des démocrates et la lâcheté de beaucoup qui, à d'autres occasions, ont la bouche pleine de la Vérité". Plus loin, il affirme que "cette escroquerie a pour but d'étouffer dans l'œuf le réveil des forces allemandes et nationales en Europe".

En juin 1979, *Haro* disparaît. Grâce à Buisseret et à Roeland Raes, la plupart de ses membres rejoignent le Vlaams Blok.

Le Vlaams Nationale Partij

En 1977, la crise économique sévit toujours, sans désemparer. Le nombre de chômeurs approche les 300.000. A coup de "plans d'austérité", le gouvernement Tindemans I

tente de résorber la crise au détriment des salariés et des assurés sociaux. En réaction, les syndicats organisent du 25 février au 9 mars 1977, des "grèves du vendredi", qui conduisent à la chute du cabinet.

Après les élections anticipées du 17 avril 1977, la direction de la VU décide d'aller négocier au Palais d'Egmont avec les démocrates-chrétiens, les socialistes et le FDF. Les négociations en vue de la formation du gouvernement démarrent le 9 mai et, le 25 mai 1977, les présidents de parti signent le "Pacte d'Egmont", qui sera approuvé par la direction de la VU le 28 mai, aux deux-tiers des voix. Une semaine plus tard, le 3 juin, les ministres prêtent serment. Dans le gouvernement Tindemans II siègent deux ministres VU: Hector de Bruyne (Commerce extérieur) et Hendrik van de Kerckhove (Politique scientifique).

Avant que l'encre ait eu le temps de sécher, les chefs de file des "associations culturelles et de lutte" flamandes dénoncent l'accord communautaire. Ce qui les dérange le plus, c'est le découpage en trois régions et le "droit d'inscription" dans les communes de la périphérie bruxelloise. Immédiatement, le "*blauwvoet*" flotte au-dessus de la Flandre. Deux membres éminents de Protea, Clem de Ridder (président du Davidsfonds) et Paul Daels (président du WB) prennent la tête du mouvement anti-Egmont.[\(123\)](#)

C'est dans ce climat agité que le sénateur Lode Claes annonce, le 1er juin 1977, sa décision de quitter la VU.[\(124\)](#) Selon lui, les accords d'Egmont sont le résultat d'un profond "déraillement" de la VU et conduisent à une "minorisation" de la majorité flamande. Dans sa lancée, il annonce son intention de fonder un nouveau parti. Manifestement, il compte sur le fait qu'une part de l'aile droite anti-Egmont va le suivre, sous la direction de Wim Jorissen et Jef Valckeniers.

Son initiative provoque beaucoup de remous, car Claes est un personnage bien implanté dans les cercles flamands et financiers. Dans les années trente, il a été membre, pendant un certain temps, du Verdinaso de Van Severen. Sous l'occupation, il a brièvement collaboré au journal du VNV, *Volk en Staat*. Ensuite, il a été au service de Borginon, commissaire du Royaume aux grandes agglomérations, puis est devenu échevin de Bruxelles. Condamné après la guerre à quinze ans de prison, il a été libéré après cinquante-sept mois d'emprisonnement. Il a alors travaillé pendant trois ans comme journaliste au journal *De Standaard* et, de 1958 à 1964, il a été à la tête du Conseil économique flamand. Enfin, il a accédé à une importante fonction de direction au sein du groupe Bruxelles-Lambert.

L'extrême droite voit, dans la résistance au pacte d'Egmont, l'occasion idéale de sortir de son isolement et de vaincre ses dissensions internes. Les années précédentes, Were Di et le VMO se sont davantage préoccupés du néo-fascisme que de

la "question flamande". Ainsi, *Dietsland-Europa* publie des articles élogieux sur différentes organisations (Ordino Nuevo, par exemple) et écrivains d'extrême droite (comme Evola, éminence grise de Mussolini et auteur de l'œuvre de base du fascisme "Révolte contre un monde moderne").[\(126\)](#)

L'insatisfaction que suscite le pacte d'Egmont est un ferment idéal pour les militants d'extrême droite qui peuvent maintenant se présenter comme les "fers de lance" de la lutte flamande. Dillen manque de superlatifs pour décrire le "monstrueux pacte criminel" et il rappelle que si la VU a pu se développer, c'est grâce aux "noirs et aux inciviques" et qu'elle s'est maintenant rendue responsable de "la plus obscène saloperie morale" en entrant dans un gouvernement qui vote le Pacte d'Egmont et rejette l'amnistie.[\(127\)](#) Dillen attribue cela à une "infection qui a provoqué un affaiblissement du cerveau, un minage de la volonté et une destruction de caractère".[\(128\)](#)

C'est avec plus de finesse que Ward Hermans, co-rédacteur du journal de Dillen *Ter Waarheid*, exprime ses critiques à l'adresse de Schiltz et des signataires du Pacte d'Egmont: "Il y a trente ans, des dizaines de nationalistes flamands ont été fusillés pour moins que cela", explique l'ancien SS.[\(129\)](#)

Lors d'une réunion extraordinaire qui se tient à Anvers le 5 juin 1977, le VNR (Vlaams Nationale Raad, Conseil national flamand) alangui - qui tente de regrouper l'extrême droite - réfléchit aux actions à entreprendre contre le Pacte d'Egmont. Sur ces entrefaites, on apprend que Lode Claes et Dillen, chacun de leur côté, projettent de fonder un nouveau parti. Le VNR est divisé quant à la tactique à adopter. Certains, comme le père Brauns (président du VNR), van Boghout (secrétaire du VNR) et Truyens (président du NSV) s'élèvent tout d'abord contre la constitution d'un nouveau parti et veulent organiser l'opposition au pacte d'Egmont au sein de la VU.[\(131\)](#) C'est dans cette perspective qu'ils fondent, le 19 juin 1977, un VND (Vlaams Nationaal Directorium, Directoire national flamand).[\(132\)](#)

Mais Claes et Dillen refusent de s'entendre. Tous deux s'activent à la formation d'un nouveau parti, car la révolte contre le Pacte d'Egmont grandit à vue d'oeil. Le 14 septembre 1977 est officiellement formé le Comité d'Egmont qui regroupe trente-trois organisations dont le Davidsfonds, le Willemsfonds, l'ANZ, le Vlaamse Volksbeweging, le VTB-VAB et le comité du Pèlerinage de l'Yser. Son président général est Clem de Ridder, et Paul Daels dirige le bureau exécutif. Avec Voorpost et le NSV, l'extrême droite y est bien implantée.[\(133\)](#)

Entre temps, Were Di et 't *Pallieterke* s'efforcent de rapprocher Claes et Dillen. Ensemble, ils sont bien entendu plus forts, mais leurs antagonismes sont très grands. Le banquier Claes et le "militant" Dillen se considèrent chacun comme le dirigeant de la nouvelle formation d'extrême droite.

Et aucun ne se laisse facilement convaincre de plier face à l'autre.

Au courant du mois de septembre 1977, on assiste à un va-et-vient de négociations et de discussions.¹³⁴ Après une concertation très compliquée, Claes et Dillen se mettent finalement d'accord sur un programme commun.⁽¹³⁴⁾

Mais les discussions échouent sur une différence de conception du parti. Dillen veut un "parti dur, radical, nationaliste", une version améliorée de la Concertation Flamande.⁽¹³⁵⁾ Marqué par son expérience avec la VU, "où les non-nationalistes se sont idiotement engagés dans la voie progressiste et gauchiste", il veut réserver le parti à l'"élite" des militants radicaux.

Bref, il considère le parti comme la caisse de résonance politique d'organisations telles que Were Di, Voorpost, le VMO et le NSV. Il parvient difficilement à cacher son aversion latente pour les intellectuels. Dans une allocution prononcée devant le VMO, Dillen souligne qu'il veillera à ce qu'aucune racaille académique ne s'infilte dans le nouveau parti.⁽¹³⁶⁾ Le banquier Claes, quant à lui, aspire plutôt à un "parti populaire", susceptible de séduire un large électorat conservateur. En dépit de la pression externe, notamment de Were Di et de *'t Pallieterke*, Dillen se refuse à toute concession. Le 1er octobre 1977, lors d'une conférence de presse donnée au *Graaf van Egmont*, un café bruxellois flamboyant, il annonce la création du Vlaams Nationale Parti).⁽¹³⁷⁾ "Le VNP se veut un parti dur et il choisit la longue voie solitaire alors que Lode Claes opte pour le succès immédiat", dit-il.⁽¹³⁸⁾

Pour les postes de cadres du VNP, il peut compter sur l'équipe de son journal, *Ter Waarheid*, qui cesse de paraître peu de temps après. Mia Dujardin, qui a été, jusqu'en juillet 1970, membre VU du conseil d'arrondissement d'Anvers, devient l'éditeur responsable de l'organe du parti *De Vlaams Nationalist*, qui sous-titre: "C'est pourquoi nous sommes ici, rebelles" - une parole de Reimond Tollenaere, le premier commandant de la Dietse Militie-Zwarte Brigade, fondée en 1941.

Angela Dosfel, présidente du "Comité de patronage-Ter Waarheid" se range elle aussi derrière Dillen et appelle les milieux nationalistes à venir consolider le VNP. Le parti est provisoirement dirigé par un comité directeur composé de Dillen, Wim Verreycken (ancien membre du TAK) et de deux anciens sénateurs VU, Léo Wouters et G. Slegers.

Xavier Buisseret quitte le VMO deux jours après la fondation du VNP et est immédiatement accueilli par Dillen qui le nomme au poste de directeur de la propagande. Dans le numéro de juin 1977 d'*Alarm*, les directives suivantes sont données aux militants, sous la responsabilité du directeur de la propagande: "Selon nous, la tâche spécifique des membres

du VMO et de tous les jeunes nationalistes radicaux est d'en finir avec le scoutisme national-flamand avec lequel nous pensons faire peur aux adversaires... Par tous les moyens, nous devons créer un climat de terreur, de danger et d'insécurité pour les francophones et les transfuges flamands, de sorte qu'ils perdent le goût de s'installer dans nos champs comme des mers mouvantes. Dans la pratique, cela signifie: briser les vitres des villas avec des catapultes et des écrous, endommager et détruire des voitures et des propriétés, incendier des logements privés ou des entreprises ayant une influence francisante; détruire des locaux, des écoles, des institutions culturelles des fransquillons, détruire les équipements collectifs des lotissements habités par des fransquillons; utiliser lettres de menace, appels téléphoniques, campagnes de calomnie, intimidation, enlèvement, mauvais traitements de dirigeants fransquillons. ... Il va de soi qu'il s'agit d'une forme de guerre civile, mais en fait la guerre civile règne déjà maintenant. L'intégrité de notre territoire et de notre peuple est chaque jour soumise à des atteintes".

A l'occasion de la publication de ces directives "terroristes", la justice ouvre discrètement une enquête. Probablement Buisseret en a-t-il vent, car un rectificatif paraît dans le numéro suivant *d'Alarm*. Pour-! tant, Buisseret ne se résigne pas à prendre clairement ses distances par rapport à ces directives, car le rectificatif conclut: "Du reste, la valeur effective de telles actions - surtout dans les circonstances actuelles - est extrêmement douteuse. De plus, de telles pratiques exposerait les Flamands de la région bruxelloise à des représailles beaucoup plus dures, d'autant plus que les Francophones y disposent de dizaines de milliers d'alliés bon marché: les travailleurs immigrés".

Quoi qu'il en soit, cette prise de position n'empêche pas les militants de mettre ces conseils en pratique, surtout à l'encontre des immigrés et de la gauche.

Le rectificatif de Buisseret paraît aux côtés d'un article de Dillen dans lequel il incite le VMO à suivre son chemin et à ne pas se soucier de la calomnie et de l'opposition.

Le Vlaams Blok - [Table des matières](#)

Dillen et les siens participent à la manifestation que le comité d'Egmont tient à Dilbeek le 23 octobre 1977. Lode Claes, lui aussi, est présent à Dilbeek. La création de son nouveau parti, le Vlaamse Volkspartij (WP) est imminente. Il en a rédigé les statuts ainsi qu'une déclaration de principe avec seize initiateurs (3 avocats, 3 académiciens, 2 ingénieurs, 1 architecte et 7 hommes d'affaires).

Le 19 novembre 1977, le congrès de fondation du WP a lieu au Centre Culturel de Dilbeek. "Il est rare de rencontrer une telle société choisie de dames et de messieurs bien vêtus et

bien éduqués. Lode Claes n'a jamais caché que son objectif était de regrouper l'élite flamande", écrit *Wij*.[\(139\)](#)

Claes est entouré d'intellectuels tels que l'avocate limbourgeoise M. de Roo, le professeur anversois Detlev Hendrik Schmidt et l'ingénieur contesté André Mertens, originaire de Flandre occidentale. Les milieux de la collaboration et l'extrême droite sont eux aussi bien représentés au sein du WP. Marcel Deprins, Luc Pauwels et Frans de Hoon collaboreront plus tard à l'asbl Deltapers qui diffusera l'idéologie raciste de la revue *Nouvelle Ecole* et d'Alain de Benoist. A la suite du conflit Dillen-van Boghout, certains rédacteurs de *Dietsland-Europa*, comme Roeland Raes et Piet Bocken, se retrouvent eux aussi dans le WP de Claes.

Le Congrès, présidé par le professeur gantois Van Sumere, élit le conseil du parti, composé de 42 membres dont quelques échevins et conseillers communaux dissidents de la VU, notamment Chris Broeckart (ancien conseiller communal VU de Schaerbeek), Luc de Pesseroey (ancien bourgmestre de Deurle), Willy van Mossevelde (ancien échevin VU d'Alost) et Els Grootaerts (ancien membre VU du conseil de l'agglomération bruxelloise).

Selon le WP, les Flamands doivent faire usage de leur majorité numérique et ne pas se laisser "coloniser" par les syndicats. Le vice-président Pauwels manie un langage raciste à peine voilé. Il tente de "prouver" qu'il n'y a que 1,9 million Wallons de race pure. Les autres ne sont, à ses yeux, que des étrangers ou des Flamands francisés![\(140\)](#)

A part les professions de foi classiques de l'extrême droite contre l'avortement et en faveur de l'amnistie, le WP défend un libéralisme "thatchérien" pur et dur: "sobriété", "effort au travail", moins d'Etat, moins d'impôt, moins de "profitariat" et pas de "nivellement social".

Dans son discours de clôture, Claes affirme vouloir "perpétuer la tradition de Van Severen et de Borginon, même si c'est avec des aménagements".[\(141\)](#) L'avènement de deux partis distincts, le WP et le VNP, se fait au détriment de l'expansion de l'extrême droite. "En raison de leur séparation, les deux initiatives perdent de leur crédibilité pour l'électeur et de leur force d'attraction pour les éléments encore positifs au sein de la VU", affirme van Boghout, l'ancien Waffen-SS. Et le voilà qui commence à jouer les médiateurs dans l'espoir de réaliser la fusion entre les deux partis.

Le 4 mars 1978, Dillen a un entretien avec Claes lors du bal du VMO à Anvers. Le 19 mars 1978, la journée de contact de Were Di se tient en présence de représentants du WP et du VNP. Une fois de plus, van Boghout souligne qu'il serait fatal pour les deux partis de se présenter séparément aux élections.[\(142\)](#) Lors de cette journée, Dillen, Luc Pauwels (secrétaire du WP), Piet Bocken (vice-président du WP), le

père Brauns et van Boghout délibèrent d'une éventuelle fusion des deux partis. L'entremise de Dillen porte ses fruits. Début novembre 1978, Claes et Dillen confirment qu'ils participeront aux élections du 17 décembre sur une liste commune portant le nom de "Vlaams Blok".

La presse de droite ne réagit pas négativement. "Avec ses deux segments, le Vlaams Blok peut toucher un large éventail de nationalistes", avance Manu Ruys dans *De Standaard*.⁽¹⁴³⁾ Le 1er décembre 1978, le programme électoral est présenté et il ressemble de manière éloquente à la déclaration de principe du WP.⁽¹⁴⁴⁾ Il exige le rapatriement des immigrés chômeurs de longue durée. Avec quelque étonnement, *De Morgen* constate: "Si l'on pensait, jusqu'il y a peu, que seuls quelques rares individus partageaient ce genre de pensées au sein de ce mouvement de rassemblement flamand, il semble maintenant clair que c'est tout le Blok qui veuille ramener à la frontière les travailleurs immigrés".⁽¹⁴⁵⁾

Déterminés, VMO, Were Di et Voorpost se mettent en campagne contre la VU, pour le Vlaams Blok. Les dernières semaines avant les élections, Dillen et Claes luttent côte à côte pour grignoter toutes les voix possibles. Lors des meetings électoraux, on ne perçoit entre le groupe de Dillen et les partisans de Claes aucune distinction politique digne de ce nom, excepté que ce dernier utilise un ton et une formulation plus convenables. "Alors que le fougueux Marcel Brauns appelle au renvoi des travailleurs immigrés, le tempérament plus calme de Claes ramène le thème à l'affirmation "du travail dans leur pays d'origine pour les travailleurs immigrés", écrit Frans Verleyen.⁽¹⁴⁶⁾

Pour convaincre l'électeur de voter Vlaams Blok, Brauns manie le goupillon. Et il ne met pas de gants: "Renvoyez d'abord tous les immigrés illégaux et chômeurs pour donner leur place à nos chômeurs", déclare-t-il. "Puis, obligez ceux-ci à accepter ces emplois, même si le travail semble ne pas leur "convenir". Personne n'est trop élevé pour se salir les mains. A l'époque national-socialiste, on a au moins tenté de revaloriser le travail manuel. En cela, on a probablement imité inconsciemment les Juifs. En fin de compte, Notre Père était bien un menuisier".⁽¹⁴⁷⁾

Sous l'influence de la progression du Vlaams Blok, un dangereux virage à droite s'annonce au sein de la VU qui tente de limiter l'hémorragie à son flanc droit en offrant des places éligibles à de fervents détracteurs du pacte d'Egmont tels que Jef Maes, Jef Valckeniers et Hector Goemans. "Nous avons dû consentir beaucoup de sacrifices pour affaiblir la liste du Vlaams Blok. Cela signifie que nous avons placé sur les listes, autant que possible, les anciens clans nationalistes", commente Nelly Maes.

Ce bond à droite n'empêche pas la VU de perdre six sièges à la Chambre lors des élections du 17 décembre 1978. La VU

perd plus de 170.000 voix, dont 64.000 dans la province d'Anvers. A Anvers, le Vlaams Blok recueille 19.971 voix, ce qui vaut à Dillen son premier siège à la Chambre. Au total, le Vlaams Blok récolte 75.635 voix pour la Chambre.

Lode Claes, à Bruxelles, ne dépasse pas les 15.400 voix et n'est pas réélu.

Ces résultats électoraux mettent fin à son rêve de grand "parti populaire". Début janvier 1979, Claes dissout la coalition. Le WP participera encore aux élections européennes du 10 juin 1979. Lode Claes est tête de liste et Walter Kunnen - administrateur de l'Algemeen Bouwbedrijf Kunnen et, dans sa jeunesse, dirigeant du front étudiant du VNV à Louvain - occupe la seconde place. Le WP récolte à peine 34.710 voix. Après ce piètre résultat, Claes quitte la scène politique et s'en va écrire pour *Trends*. Le VNP de Dillen ne présente pas de liste aux élections européennes, mais soutient la liste d'Edgard Delvo en faveur de l'amnistie. Ce secrétaire-général, avant la guerre, de la Centrale pour l'éducation ouvrière était membre du Conseil de direction du VNV. Il a succédé à Henri De Man à la direction de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels". A la libération, il s'est enfui en Allemagne où il a encore siégé dans un gouvernement immigré de collaborateurs. Delvo écrit régulièrement des articles dans *Dietsland-Europa*.

Sur ces entrefaites, l'aile nationaliste du WP a entamé des négociations avec Dillen. Le 28 mai 1979, le VNP fusionne avec l'aile radical-nationaliste du WP, dont les principaux représentants sont: Piet Bocken (Were Di), Roeland Raes (Voorpost, Were Di), Edwin Truyens (NSV) et Reginald Jacobs (Were Di). Ils créent le Vlaams Blok avec les fondateurs du VNP, auxquels vient s'ajouter Jan Brans, ancien rédacteur en chef du journal du VNV, *Volk en Staat*. Dillen en est le président, Raes le vice-président.

Les vrais extrémistes de droite, les néo-fascistes sont toujours bien présents et peuvent maintenant se réfugier dans un parti légal. *Alarm* décrit ainsi cette nouvelle réalité: "Lorsque Karel Dillen s'est vu confier les rênes du Vlaams Blok, la situation a changé pour tous les militants flamands. Nous avons à nouveau le soutien d'un parti politique! C'est un avantage à ne pas sous-estimer. Là où, précédemment, chacun voulait être le Führer dans sa propre petite organisation, la personnalité de Karel Dillen a jeté des ponts tellement nécessaires". [\(148\)](#)

Le 31 mai 1979, le Vlaams Blok est présenté au public. Lors de la conférence de presse, le champagne coule à flots. [\(149\)](#)

II. La percée d'un parti raciste - [Table des matières](#)

Hugo Gijssels

1. Le réservoir de l'extrême droite - [Table des matières](#)

Le VMO - [Table des matières](#)

En Flandre, le Vlaams Blok offre l'asile politique à des militants de groupes d'extrême droite et néo-fascistes les plus divers, ce qui se remarque jusqu'au sommet de la pyramide du parti. Presque tous les parlementaires élus sur les listes du Vlaams Blok le 24 novembre 1991 plongent leurs racines politiques dans ces milieux. En ce qui concerne le curriculum de ces dix-huit mandataires, nous renvoyons le lecteur au dernier chapitre. En guise d'illustration, analysons les origines de quelques-uns de ceux qui faisaient partie du conseil du parti en 1984: Karel Dillen, président (ancien président de Were Di, ex-collaborateur de *'t Pallieterke*, ex-président du VNR); Roeland Raes, vice-président et responsable du service d'étude (président de Voorpost, rédacteur de *De Schakel* et de *Haro*); Xavier Buisseret, responsable de la propagande (ex-dirigeant du VMO, ancien secrétaire de rédaction de *Haro*); Léo Wouters (membre du comité de patronage de Were Di et du VND); Gérard Slegers (membre de l'Amicale de Zwartberg-Limbourg); Frans Wijmeersch (VNJ, Vlaams Republikeinse Partij-TAK); Luc Van Nieuwenhuyzen (dirigeant de Voorpost-Bruxelles); Albert Denhaerinck (co-fondateur du TAK); Rene Wenmeekers (Voorpost, Amicale de Zwartberg Limburg-Voeren-Overmaas); Frank Vanhecke (membre du NJSV). Ces figures jouent non seulement un rôle personnel dans la direction du parti, mais les organisations qu'ils représentent constituent, pour le Vlaams Blok, le réservoir par excellence où il recrute ses membres en grand nombre.

Ainsi, plusieurs dirigeants du VMO jouent un rôle important au sein du Vlaams Blok. Parmi eux, Bert Eriksson (un ami de Karel Dillen et un des membres les plus notoires du Vlaams Blok), Kamiel van Damme (ex-collaborateur), Luc Vermeulen (ancien membre du VMO et fondateur de Voorpost) et enfin Xavier Buisseret.

Parmi ceux-ci, Armand - alias Bert - Eriksson est évidemment un personnage important. Né à Anvers en 1931, on le retrouve en 1943 dans la Jeunesse hitlérienne où, selon ses propres dires, il fréquente André Leysen, qui deviendra plus tard le patron du VEV (l'organisation patronale flamande), et Leon Rochtus, le futur patron de Paribas. Dans l'immédiat après-guerre, il se tient tranquille pendant quelques années, rejoint ensuite le Patro et, en 1948, devient membre du VMO. Trois ans plus tard, en 1951, il devient militaire de carrière et le restera pendant dix ans. C'est ainsi qu'il sera caporal des paracommandos en Corée. Dans les années soixante, on retrouve Eriksson au VMO où il met son expérience militaire au service de l'organisation.⁽¹⁾

A peine trois semaines après la dissolution de l'organisation en 1971, Bert Eriksson et Piet Peeters (ancien combattant du Front de l'Est et exploitant du parking Quellin à Anvers)

présentent le VMO nouvelle formule: le Vlaamse Militanten Orde.

Eriksson a transformé le VMO en un corps paramilitaire qui se forge en un rien de temps une sinistre réputation en raison de ses agressions contre des Marocains et des Turcs, de ses opérations musclées en faveur de la cause flamande et de ses actions anticomunistes qui se succèdent à un rythme soutenu. A la tête de l'Ordre se trouve son "*algemene leider*" (Bert Eriksson). Deux "*gouwleiders*" (Roger Spinnewijn et Nand Verbeeck) sont placés sous son autorité directe. A leur tour, ils dirigent des "*kernleiders*" (dirigeants de cellule) qui sont chacun responsables d'une ville.

Comme toute armée dispose d'un régiment distinct de paracommandos, l'élite de combat du VMO est organisée dans une division spéciale, les para-VMO. Pour l'exécution des "opérations" violentes (elles sont innombrables), la direction désigne un commando. Le règlement du VMO exige des militants une discipline militaire:

- chaque militant obéit toujours immédiatement et inconditionnellement aux ordres;
- lorsque les circonstances l'exigent, le militant doit obéissance, même en dehors du service;
- les opérations ou les réunions sont considérées comme service obligatoire; elles ne sont interrompues par personne avant que l'ordre en soit donné par la direction;
- celui qui ne donne pas suite immédiatement à un ordre reçoit une remontrance; en cas de refus d'obéissance, c'est l'exclusion.

Par analogie avec la pratique militaire, les peines sont aussi prononcées par un conseil de discipline. Quiconque veut devenir membre du VMO doit remplir des formulaires, dont un questionnaire qui ne s'intéresse pas seulement au passé d'extrême droite du candidat militant mais aussi à sa formation militaire et à la pureté de l'origine européenne de sa fiancée ou de son épouse.[\(2\)](#)

En février 1980, la direction du VMO récapitule ainsi l'objectif de ces directives: "L'Ordre doit former une élite blanche, ce qui ne peut se faire qu'à travers une fidélité et une obéissance inconditionnelles envers le dirigeant et les principes de l'Ordre; le dirigeant conçoit, commande, concentre, réfléchit; les disciples agissent".[\(3\)](#) La formation militaire de cette "élite de pouvoir" consiste principalement en cours de combat en corps à corps, escalade et manipulation d'armes à feu. On y donne aussi des cours de "formation, composition, attaque et défense". Pour améliorer la formation de ses membres, le VMO fait appel, à plusieurs reprises, à des spécialistes d'organisations étrangères telles que les Groupes Nationalistes Révolutionnaires de Base (GNR) français, le

Wehrsportgruppe Hoffmann ouest-allemand, la Column 88 britannique et le Ulster Volunteer Force irlandais.

A cette époque, le VMO, sous la direction de Bert Eriksson, se fait une réputation particulière de violence. En décembre 1978, il commet une agression sur la personne du footballeur polonais Lubanski, au cours de laquelle quatre coups de feu sont tirés. Un des coupables est l'actuel dirigeant du Nationaal Front, Werner van Steen. En février 1979, le VMO en vient aux mains avec la police lors d'une manifestation anti-immigrés à Schilde. En avril de la même année, il s'en prend à l'école francophone Les Abeilles à Mortsel. En mai, trois de ses membres mettent le feu à un café d'immigrés à Anvers. Le même mois, la voiture d'un Fouronnais francophone est incendiée. En juin, le VMO, vêtu comme une milice privée, organise un camp d'entraînement militaire à Houffalize et en août, la préparation militaire est encore affinée lors d'un camp d'entraînement du groupe WSG-Hoffmann dans les environs de Neurenberg. En août 1979 toujours, des militants du VMO sont arrêtés au cours d'un transport illégal d'armes à feu. En septembre, deux camps d'entraînement sont encore au programme: à Nisramont en Wallonie et à Nismes en France. Le 21 octobre, la maison communale de Fouron-le-Comte est occupée par la force. Le lendemain, la police judiciaire de Termonde effectue une perquisition à Tamise, chez le dirigeant du VMO Léo Robbijns et y saisit du matériel militaire, une arme et un poignard SS. Enfin, le 21 octobre 1979, la chambre du conseil de Tongres place Eriksson sous mandat d'arrêt pour les violences commises dans les Fourons, sur base de la loi de 1934 sur les milices privées.[\(4\)](#)

En dépit de cet état de service violent que la presse, à l'époque déjà, contribue à faire largement connaître, le VMO continue à exercer une forte influence sur certaines personnalités du monde des affaires et de la politique qui, normalement, auraient dû être sur leurs gardes. Le 28 octobre 1979, le VMO organise une commémoration en l'honneur de Staf de Clercq, à Asse, sur la tombe de l'ancien dirigeant du VNV. Il a constitué pour la circonstance un comité d'honneur dont les membres sont pour la plupart présents. Citons notamment Jef François (dirigeant des SS flamands, Jan Brans (rédacteur en chef de *Volk en Staat*), Hector de Bruyne (ancien ministre VU du Commerce Extérieur), Jaak Gabriëls (à l'époque vice-président de la Volksunie et bourgmestre de Bree), Vie Anciaux (alors président de la Volksunie), Valeer Portier (administrateur du VEV), Leon Rochtus (directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, consul d'honneur d'Afrique du Sud et trésorier de Protea), Bob Maes, Oswald van Ooteghem, Carlo van Elsen et Jef Valckeniers (à ce moment tous les quatre parlementaires de la Volksunie).

A l'origine, il était prévu que Bert Eriksson s'adresserait à l'honorable assemblée, à Asse. Empêché par son séjour en

prison, il est remplacé par Karel Dillen qui, dans son discours, glorifie la politique de collaboration du VNV.

La présence massive de la Volksunie à cette commémoration organisée par le VMO est très remarquable quand on sait que, peu de temps auparavant, le parti et la milice privée étaient encore à couteaux tirés, verbalement s'entend.

Au même moment, a lieu au Sénat le débat faisant suite à l'interpellation du sénateur Périn du 24 octobre 1979 sur les milices privées et sur le fonctionnement des services de police. C'est ainsi que, le 13 mars 1980, le Sénat approuve, sur proposition du sénateur socialiste flamand Jos Wijninckx, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner aussi bien les problèmes de maintien de l'ordre en général que ceux "du respect et de l'application de la loi du 19 juillet 1934 sur l'interdiction des milices privées". La Volksunie n'approuve pas la constitution de cette commission. A la dernière minute, les sénateurs Wim Jorissen et Oswald van Ooteghem tentent encore, en vain, d'amender la proposition. Les deux parlementaires souhaitent élargir l'enquête à "toute forme de violence organisée" (lisez: y compris les piquets de grève).[\(5\)](#)

Au départ, le VMO ne se sent pas menacé par la commission d'enquête parlementaire. En témoignent les nombreux actes de violence à l'encontre des francophones, des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale et des immigrés, les multiples camps d'entraînement en Ardennes, en France et en Allemagne, les agressions perpétrées contre des librairies progressistes (le livre *Les Barbares. Les immigrés et le racisme dans la politique belge*, co-édition de EPO, Hait, Celsius, présente une liste chronologique assez complète de ces agressions). La Commission Wijninckx enquête sur plusieurs de ces actes et le monde politique est confronté à la réalité des faits. En 1980, plusieurs dossiers judiciaires distincts relatifs au VMO sont rassemblés et traités ensemble dans un seul et même procès.[\(6\)](#)

Le VMO ainsi que quelques organisations amies réagissent avec fureur. Dans *Alarm*, Bert Eriksson parle de chasse aux sorcières et compare le procès à la répression d'après-guerre. Il se permet de proférer des menaces: des bombes vont exploser une semaine avant le procès.[\(7\)](#) Mais on n'en arrive pas là. Le procès a lieu et, le 4 mai 1981, le tribunal de première instance d'Anvers rend son verdict: en vertu de la loi de 1934, le VMO est bel et bien une milice privée et il est interdit d'en être membre. Cent et un militants sont condamnés à des amendes. Les principaux dirigeants, Eriksson, Jef Gladiné, Flor Mulder, Ferdinand Verbeeck, Roger Spinnewijn, César Spitaels et Joost Pyck sont condamnés à des peines de prison ferme et à de fortes amendes.[\(8\)](#)

Les frais de procédure, les amendes et les dommages dépassent le million et demi de francs et on peut croire que le VMO va devoir jeter le gant face à cette débâcle financière. La

plupart des condamnés ont interjeté appel, il est vrai, mais un grand nombre de peines ont été confirmées.

Depuis longtemps cependant, Karel Dillen a vu venir le danger. Avec Léo Wouters, il a pris l'initiative, dans les années septante, de créer le Stracke Noodfonds (le VMO dispose lui aussi de son propre fonds de soutien) dont l'objectif est de rassembler de l'argent pour soulager les besoins financiers des militants condamnés. Le conseil d'administration de cette asbl provient en grande partie du Vlaams Blok et de ses organisations-sœurs: Léo Clinckemaijlie, Mia Dujardin, Bob Maes, Robert Orient, Walter Peeters, Renaat Vanheusden, Léo Wouters et Leon Rochtus. A l'époque, la présidente est Angela Dosfel, la veuve de Lodewijk Dosfel, âgée de nonante ans. Le nom de Karel Dillen ne figure pas sur cette liste, mais l'asbl est domiciliée - d'abord officieusement, puis, officiellement, à partir de 1986 - à son adresse et toute la correspondance relative au fonds de soutien doit être adressée à Madame Madeleine Dillen-Koninckx, l'épouse de Karel Dillen.

Pour donner encore meilleure allure à toute l'entreprise, le Stracke Noodfonds met en place un comité de patronage auquel prêtent leur nom aussi bien des néo-nazis notoires, des personnalités nationalistes flamandes que des membres qui, manifestement, ne trouvent pas mieux à faire. Ainsi, on retrouve le nom du père Phil Bosmans (Mouvement Sans Nom) en compagnie de Wies Moens, Léo Poppe, Clem de Ridder et Marcel Brauns; le professeur Karel van Isacker aux côtés de Ward Hermans, Arthur de Bruyne, le professeur Raymond Derinne, Flor Grammens, Jan Nuyts et Herman Wagemans.

La présence dans cette assemblée de Leon Rochtus, banquier à la Banque de Paris et des Pays-Bas, n'est pas sans importance. Grâce à ce co-fondateur de Protea, le Stracke Noodfonds peut disposer, le 28 mai 1981, de la prestigieuse *Ostemethhuis* à Anvers, propriété de la Banque de Paris et des Pays-Bas, pour y célébrer, par une séance académique, le nonantième anniversaire de la veuve de Lodewijk Dosfel. [\(9\)](#)

A en croire le carton d'invitation adressé aux bons amis et bienfaiteurs du Stracke Noodfonds, le véritable objectif de cette fête d'anniversaire est cependant bien étranger au cadre d'une séance académique: "Madame Dosfel a exprimé le vœu de ne recevoir aucun cadeau personnel. Elle espère cependant de tout cœur qu'en remplacement, vos dons iront au Stracke Noodfonds. Comme nous tous, Madame Dosfel sait aussi que dans les prochains mois, l'aide du - fonds de secours sera largement sollicitée. Beaucoup d'argent sera nécessaire maintenant que la troisième répression frappe fort et que des dizaines de jeunes Flamands sont menacés de peines et d'amendes exorbitantes. S'il est normal que tout le monde ne soit pas toujours d'accord avec les actes des jeunes Flamands et la manière dont ils les ont posés, le fait est qu'ils sont surtout condamnés en tant que Flamands. En tout cas,

notre jugement devra tenir compte de fortes circonstances atténuantes. C'est pourquoi il est de notre devoir de les assister humainement, eux et leurs familles, alors qu'ils doivent supporter les conséquences financières parfois très lourdes de leur engagement flamand. Nous espérons donc que vous répondrez à cet appel financier particulier en faisant un versement à ...".[\(10\)](#)

Ce n'est ni la première ni la dernière fois que le nationalisme flamand vient en aide au VMO. Ainsi, Juul Brogniet, membre du Vlaams Blok et ses amis Walter 't Jolijn et Frans Govaerts, tous trois militants du VMO, prennent l'initiative, au moment du procès, de fonder l'asbl HNG (Hulpcomité voor Nationalistische Politieke Gevangenen, Comité d'aide aux prisonniers politiques flamands), dont l'objectif est de rassembler des fonds afin de soulager les difficultés sociales et financières des membres du VMO condamnés à des peines de prison. C'est Werner van Steen qui succède à Brogniet au poste d'administrateur du HNG à la fin de 1985.[\(11\)](#)

Dans les milieux d'extrême droite, Juul Brogniet est connu pour être un personnage très occupé. A la fin des années septante, il joue un rôle important au sein du VMO et est aussi le chef du Vrijwillige Arbeidsdienst (WAD), un service d'aide aux collaborateurs dans le besoin et aux membres du VMO confrontés à des difficultés. Au cours de la même période, il est encore responsable du VMO pour la Campine et il dirige le service de pension du Sint-Maartensfonds - section Campine-Limbourg. Son adresse privée fait office d'adresse de contact pour le VMO. Outre toutes ces activités sociales, le plombier Brogniet ne craint pas l'action dure. Ainsi, en février 1980, il est, en compagnie de Johan Dijl, de Michel Cornelissen et d'Eric van der Keilen, l'un des auteurs de l'agression contre le *Café des Sports* à Moelingen. Il est du reste personnellement poursuivi lors du procès du VMO. En 1982, il se fait domicilier fictivement sous le nom d'Olenaer au *Café Schelderhof* à Anvers, afin de pouvoir figurer sur les listes du Vlaams Blok lors des élections communales. Et son nom figurera en effet en 47ième position sur les listes du Vlaams Blok à Anvers lors des élections communales d'octobre 1988.

Quand il apparaît que la Justice prend au sérieux le procès du VMO et que plusieurs de ses militants doivent purger des peines de prison ferme, une organisation-écran dénommée Uilenspiegelcomité voit le jour, à l'initiative du Vlaams Blok. Son but: défendre ces condamnés politiques. Ce comité sert en quelque sorte de parapluie au VMO, à Voorpost, à De Vrijbouter, au NSV et au NSJV. Actuellement en veilleuse, il est dirigé par Filip Dewinter et Francis van den Eynde, le dirigeant de Voorpost élu comme tête de liste du Vlaams Blok, à Gand, aux élections communales d'octobre 1988.[\(12\)](#)

Dans une tentative visant à susciter un élan de solidarité avec les membres du VMO condamnés, le HNG organise quelques manifestations à Anvers, Schaerbeek et Dendermonde à l'automne 1984, en collaboration avec le Uilenspiegelcomité

dirigé par Filip Dewinter. C'est l'occasion de réclamer la libération de Bert Eriksson, Jan Vandecauter, Jef Gladinné et Ludo Haenen. Eriksson purge alors une peine d'un an de prison pour sa participation au VMO et son rôle de dirigeant de l'organisation ainsi que pour les "promenades" violentes de celle-ci à Bruges, à Anvers et dans les Fourons.

Jan Vandecauter est un pur-sang nazi. Cet ébéniste d'Erpe-Mere, initialement membre du Taal Aktie Komitee (TAK), est ensuite passé au VMO. "Bon Flamand", il se distingue tout particulièrement lors des violentes démonstrations du VMO dans les Fourons. Interrogé à ce sujet par la police judiciaire, il déclare: "Je reconnais que j'ai des allures paramilitaires... Nous (le VMO, ndla) formons un groupe paramilitaire... J'ose affirmer que j'ai chez moi le *Deutschland über alles*, ou que je chante le *Horst Wessellied*".

Lors du procès du VMO, Vandecauter est condamné à une amende de 4.000 francs et à une peine de prison ferme de trois mois. Que Vandecauter doive purger intégralement sa peine, les manifestants du HNG et d'Uilenspiegel en font grand cas: Vandecauter est puni parce qu'il est Flamand; il est donc un prisonnier politique. La vérité est plus prosaïque: c'est le passé criminel de Vandecauter qui est à la base de sa condamnation ferme. En avril 1964, ce "combattant de la cause flamande" avait été condamné à deux ans de prison pour viol avec violence sur la personne d'un enfant et pour attentat à la pudeur en public. Trois ans plus tard, il était à nouveau condamné pour vol.

Au procès du VMO, Jozef Gladinné est condamné à une peine de huit mois de prison et à une amende de 8.000 francs. Ludo Haenen, quant à lui, n'a que 22 ans et est paracommando lorsque le conseil de guerre le condamne à quatre ans de prison, en 1984, pour une agression à main armée dans un café francophone des Fourons, *Chez Liliane*, au cours de laquelle sept personnes ont été blessées. Tout cela n'empêche pas Filip Dewinter d'affirmer que ces idéalistes flamands ont été condamnés "pour des affaires qui ne seraient pas reprochées à des Wallons". Lors de la manifestation du 20 octobre à Anvers, organisée par le HNG et Uilenspiegel, Dewinter présente ainsi les choses: "Cette troisième répression qui frappe actuellement le mouvement nationaliste de droite est la énième manifestation de la haine que porte l'Etat belge aux Flamands. Mais soyons clairs, même cette tentative désespérée d'un Etat moribond ne pourra pas briser notre mouvement. Au contraire, c'est pour nous un encouragement à poursuivre dans la voie adoptée. Nous ne nous laisserons pas intimider, même si on jette nos militants et nos responsables en prison".⁽¹³⁾ Dans un tract du NSV signé par Filip Dewinter et distribué lors de cette manifestation, les condamnés sont qualifiés d'"idéalistes" et de "victimes de la *troisième répression* qui frappe le mouvement national de droite dans ce pays de singes".

En dépit de tout le soutien qu'il reçoit, les rangs du VMO s'éclaircissent suite au procès et aux nombreuses

condamnations prononcées. Pour renverser la vapeur, le groupe ODAL voit le jour en décembre 1984. Officiellement, il est dirigé par Jef Eggermont, Jan Vandecauter, Jan Van Duynslager, Erwin Swillens et Jos De Bryne. Mais en coulisses, c'est toujours Eriksson qui tire les ficelles.[\(14\)](#)

Au sein du groupe ODAL se joue aussi une guerre des chefs entre Eriksson et Werner Van Steen, un partisan de la ligne ultradure. Sous la pression de l'opposition interne, Eriksson annonce en mars 1986 la résurrection du VMO. Mais il ne peut empêcher que Van Steen joue un rôle sans cesse croissant au sein de l'organisation et qu'il entraîne des militants toujours plus nombreux dans des aventures violentes sans issue.

Mais lorsque les militants de Van Steen font montre d'une violence toute particulière avant, pendant et après le Pèlerinage de l'Yser de 1987, Eriksson en a assez. Le lendemain, il démissionne du VMO en compagnie de Jef Eggermont.

Une partie non négligeable des troupes lui reste fidèle. Reste à savoir - c'est le seul point d'ombre - s'il y a encore de la place pour des organisations comme le groupe ODAL et le VMO. Le succès du Vlaams Blok va montrer on ne peut plus clairement que le rôle de telles organisations est périmé. Le VMO de Van Steen va s'éclipser et il ne restera finalement du clan Eriksson qu'un petit noyau qui va se regrouper au sein de l'asbl Alarm. Un noyau qui, sous la direction de Jef Eggermont, assure la parution du périodique *VMO* et 1 organisation de débats qui, en fait, peuvent être considérés comme des activités de promotion du Vlaams Blok.

Eriksson de son côté reste actif... derrière le comptoir de son café *ODAL*, un établissement de renommée internationale, point de rencontre des militants néo-nazis européens de tous bords. Eriksson ne serait pas Eriksson si, avant de fermer boutique vers la mi- 1992 pour prendre sa pension, il n'avait assuré sa succession. Après avoir organisé dans son café une grande vente d'objets nazis en tous genres, il renvoie les militants à Godelieve Kussé. Dans une circulaire, il signale que l'adresse privée de "Madame Godelieve", Kroonstraat 66 à Borgerhout, est, à partir du 1er mai, "le point de rencontre pour les camarades européens".[\(15\)](#) Certains n'avaient pas besoin qu'Eriksson leur donne ces renseignements. Le 18 avril 1992, Madame Godelieve avait organisé, au profit des camarades européens, une petite fête d'anniversaire. Pour commémorer l'anniversaire d'Adolf Hitler...

Were Di et Voorpost - [Table des matières](#)

En raison de la disparition du VMO, Were Di et Voorpost ont incontestablement gagné en influence, ces dernières années, au sein du Vlaams Blok. Aussi, parmi ses cadres moyens et supérieurs, compte-t-on beaucoup de militants qui ont gagné

leurs galons idéologiques dans les rangs de Were Di, du mensuel *Dietsland Europa* et du groupe d'action Voorpost.

Jusqu'à la fin des années septante, Were Di et *Dietsland Europa* étaient dirigés par Karel Dillen (Vlaams Blok), Roeland Raes (Vlaams Blok), Bert van Boghout, Luk Vermeulen (Vlaams Blok) et Karel Lacroix (18.11.1908-10.09.1977 - un des membres du VNV condamné pour son affiliation à la SS. Il est réinstallé à Deurne comme imprimeur après sa libération, a été membre actif de la VU et a siégé au conseil d'administration des asbl Were Di et Grensland).[\(16\)](#)

Ce petit noyau était assisté par Bob Maes (ancien du VMO), Alois Verbist (ancien résistant), Raf van Hulse (chef de La Jeunesse hitlérienne de Flandre), Marleen Vandommele (KVHV), Jef Vercauteren (centre Traditie), Staf de Lie (Volksunie), Francis van den Eynde (à l'époque membre de la Volksunie, maintenant du Vlaams Blok) et Kris Naudts (Alternatief).

En 1973, le programme de base, succinct et rudimentaire, de Were Di est approfondi par Roeland Raes dans la brochure *Nos principes*. En 1985, il est réécrit et actualisé par Gerhard, Ludo Gerits, Edwin Truyens, Guy van Gorp, Jos Vinks et Bert van Boghout. La nouvelle version est éditée sous le titre *Were Di -Nationalistische Grondslagen* (Were Di - Principes nationalistes). Le contenu des deux brochures présente des similitudes frappantes avec le programme politique du Vlaams Blok. Dans une interview accordée le 27 décembre 1978 à l'hebdomadaire *Knack*, Karel Dillen reconnaît ouvertement qu'il y a une grande parenté entre l'idéologie de Were Di et celle du Vlaams Blok: "Il va de soi que les deux se ressemblent. C'est ainsi que pensent les nationalistes flamands".[\(17\)](#)

Le concept clé des *Principes* est l'inégalité des hommes en matière de dons, de performances, de créativité et de force de caractère. Pour mettre au point ces concepts de base, les idéologues de Were Di se basent, selon leurs propres dires, sur des auteurs tels que Konrad Lorenz, Alain de Benoist, Alexis Carrel, Cyriel Verschaeve, Wies Moens, August Borms et Joris van Severen.[\(18\)](#)

En 1975, pour faciliter le recrutement de nouveaux membres, Were Di fonde, en guise de couverture, une organisation dénommée Grensland. Cette asbl organise des camps pour les jeunes provenant de régions dites de lutte flamande telles que les Fourons et Bruxelles. Les membres fondateurs de Grensland sont Roeland Raes (président), Reginald Jacob (secrétaire, issu de la direction du Vlaams Blok), Karel Maurissen (trésorier, issu de la direction du Vlaams Blok), Maurits Cailliau, Johan Mens et Lut van Vlierberghe-Vleminckx.[\(19\)](#)

L'influence de Were Di continue aussi à s'étendre à travers Aktiecentrum Delta, fondé en 1967, dans lequel on retrouve

notamment Roeland Raes, Herman Thuriaux et Paul Leenaards. Ce groupe a été fondé à l'origine en réaction au "virage à gauche" de la Volksunie. Delta présente un profil fortement anticomuniste, aspire à la réunification des "*Lage Landen*" (Les Pays-Bas et la Flandre) et à la réorganisation de la Belgique sur une base fédérale. Au début des années septante, le groupe travaille en étroite collaboration avec le NEM-Club d'Anvers, le VMO et Were Di.

Depuis quelques années, Delta est dirigé par Vie Eggermont et Dries Bombeke (tous deux membres du comité de patronage du CAW). Sous leur direction, Delta se soucie toujours davantage d'un "réveil éthique" qu'il estime être d'une urgente nécessité. C'est ainsi qu'il multiplie les prises de position contre l'avortement, la pornographie, le concubinage, la campagne des autorités sur le thème du sida, etc. Enfin, Delta se présente aussi comme l'héritier politique du dirigeant du Verdinaso, Joris van Severen, et de son successeur Louis Gueuning. En ce qui concerne les activités de formation, Were Di collabore essentiellement avec le KVHV, la WNA (Vereniging van Vlaams Nationale Auteurs, l'Association des auteurs nationalistes flamands), le Vlaams Nationale Debatclub (le club de débat nationaliste flamand), les Vlaamse Culturele Producties (les productions culturelles flamandes), le Vlaams Blok et le Sint-Maartensfonds.

Le Vlaams Nationale Debatclub, en tant que succursale idéologique commune de Were Di et du Vlaams Blok, est tout particulièrement important dans ce contexte. Dans le conseil d'administration de cette asbl fondée en 1980, on retrouve des personnages tels que Jan Brans, Arthur de Bruyne, Karel de Meulemeester, Mia Dujardin, Walter Peeters, Mia Uytterhoeven et Jef van Dingenen. La secrétaire du Vlaams Nationale Debatclub n'est autre que l'épouse de Rudi van der Paal, conseiller général du Vlaams Blok. Les orateurs qui prennent la parole dans le cadre de l'organisation sont des figures de proue de l'extrême droite tels que Karel Dillen, Roeland Raes, Arthur de Bruyne, Jos Vinks, Lode Claes et Jacques Isorni (l'avocat du Maréchal Pétain et de Le Pen). Il arrive cependant que des personnages respectables comme le professeur Herman van Rompuy, Jos Bouveroux, Herman Candries et Rene de Feyter exercent eux aussi leurs talents dans les salles du *Café Het Blazoen* ou du *Café Bristol* à Anvers. [\(20\)](#)

Ces dernières années, le Vlaams Nationale Debatclub fait office de paravent pour certaines activités du Vlaams Blok. Puisqu'un nombre sans cesse croissant de propriétaires de salles refusent, pour diverses raisons, de mettre leurs locaux à la disposition du parti, les locations se font de plus en plus souvent sous le nom du Debatclub. Ainsi, le 18 juin 1992, le parti organise à Ninove un débat entre Filip Dewinter et Vie Anciaux (Volksunie) et, le 25 juin 1992, un débat entre Léo Tindemans et Gerolf Annemans. Les deux fois, ils ont été organisés sous le nom du Vlaams Nationale Debatclub.

Au début des années septante, certains "jeunes" de Were Di, entraînés par Luc Vermeulen, commencent à trouver les activités de l'organisation trop tièdes et exigent plus d'action, ce qui débouche sur des tensions entre le dirigeant Bert van Boghout et Luc Vermeulen qui quitte l'association en 1976 pour aller fonder le groupe d'action Voorpost. En avril 1979, Voorpost prend la forme d'une asbl.²¹ Dans son conseil d'administration, on retrouve plusieurs figures déjà connues: Roeland Raes (président), Lidwina van Onckelen (secrétaire), Luc Vermeulen (trésorier), ainsi que Liliane Baertsoen, François van den Eynde et Guido Verbelen. Peu après, bien que toujours très actif au sein de Voorpost, Roeland Raes en cède la direction à van den Eynde.

Dès sa création, Voorpost se présente comme un groupe d'action radical et il se forge en un temps record une réputation de violence, essentiellement à cause de ses interventions musclées lors de bagarres dans les Fourons et à Comines, de ses immixtions brutales dans les conseils communaux en français à Kraainem et à Linkebeek, des manifestations contre les immigrés et en faveur de l'Afrique du Sud, des émeutes autour de la question de l'amnistie lors de la visite du roi Baudouin à Anvers, des commémorations tumultueuses aux cimetières de Stekene et de Lommel. Pour toutes ces actions, Voorpost peut bien entendu compter sur la présence de personnalités du Vlaams Blok telles que Veerle Dillen, Gerolf Annemans et Filip Dewinter.

Voorpost organise aussi des camps d'entraînement paramilitaires dans les Ardennes et à Wittgenstein en Allemagne (en compagnie des Junge Nationaldemocraten, la section jeunesse de l'organisation néo-nazie NPD). La condition physique des membres est du reste un souci permanent de l'organisation. Depuis octobre 1985, Voorpost dispose de sa propre école de sport, la Vlaams Nationale Sportschool, dirigée par Rudy Simons, de Borsbeek. Chaque semaine, les militants de Voorpost y pratiquent les sports de combat dans une salle de gymnastique mise à leur disposition par une école catholique locale, à la Sint-Amelberglaan, à Tamise.

Par analogie avec le VMO, Voorpost descend aussi dans la rue sous l'apparence d'une milice privée. Lors de manifestations, Luc Vermeulen remet aux membres de Voorpost des instructions écrites relatives au port d'armes, de ceinturons, de casques, à la manière de donner des ordres et de se former en "blocs" qui sont à la base de la manifestation.

Une des sources de financement de Voorpost est le "Boekendienst" ("Service les livres"), un service d'envoi fonctionnant comme une entreprise de vente par correspondance, dirigé par Ivo Collier et établie à l'étage du café d'extrême droite, *De Leeuw van Vlaanderen*, *Jez.ùitenrui* à Anvers. Ce service de livres propose notamment des ouvrages de Karel Dillen, d'Arthur de Bruyne, Bert Peleman, Jos Vinks et Clem de Ridder. Collier diffuse aussi des éditions dont la distribution est assurée par la

Librairie Française (François Duprat, Faurisson, Evola...) ainsi que les œuvres d'Alain de Benoist, du fasciste italien Romualdi et du criminel de guerre Robert Verbelen.

C'est aussi au départ du *Leeuw van Vlaanderen* que Collier organise, pendant l'été 1992, un voyage du Vlaams Blok en Ukraine.

A la même adresse anversoise est installée l'asbl Avondland (littéralement: Pays du couchant, Occident), une organisation qui assure la diffusion d'affiches d'extrême droite, de drapeaux, d'insignes et d'autocollants nazis. Cette asbl, dont le siège officiel est établi à Kieldrecht, est une succursale de Voorpost. L'organisation a été fondée le 20 février 1987 par Luc Vermeulen, Johan Vanslambrouck, Lidwina van Onckelen, Paul Stevenheydens, Rudy Simons et Ivo Collier.⁽²²⁾ Avondland est aussi le promoteur du livre de Karel Dillen, *Wij Marginalen* (Nous, les marginaux).

Les publications de Voorpost assurent une publicité incessante pour le matériel diffusé par Avondland et le Boekendienst. Ces "lectures conseillées" en disent long sur l'idéologie de l'organisation. Dans sa déclaration de principe, elle se présente comme antibelge, "grande-néerlandaise" et solidariste. Elle se donne pour objectif d'être à la fois un groupe de formation et d'action et s'attache principalement à former des "militants qualifiés". La lecture de la revue trimestrielle *Révolté* et du mensuel *Voorpost* révèle un nationalisme flamand crispé, couronné d'une solide dose d'antisocialisme et d'antisyndicalisme. Bien que l'asbl ait fait paraître une modification de ses statuts au Moniteur en 1981 (l'année où la loi Moureaux contre le racisme et la xénophobie a été ratifiée), modification affirmant que "l'association combat toute forme de racisme", c'est tout le contraire qu'on constate dans la pratique. Avec le VMO, Voorpost a organisé des manifestations contre les immigrés et en faveur de l'apartheid en Afrique du Sud. Elle est aussi le moteur de la campagne en faveur des fruits d'Afrique du Sud et perturbe régulièrement les actions anti-apartheid de l'AKZA et d'Oxfam.

C'est encore à l'initiative de Voorpost qu'un Comité des Pèlerins de l'Yser a été constitué, début 1987, pour réagir à une modification de la régie du Pèlerinage, prévoyant le déplacement du *Wilhelmus* et de *Die Stem van Suid-Afrika*. Sont aussi membres de ce comité, outre Voorpost, le NSV, le Oranjejeugd, les étudiants de Protea, le Vlaams Blok, le VNJ, les Amis de l'Afrique du Sud, les VUJO du Grand-Anvers et Were Di. La coordination en est assurée par Luc Vermeulen. Une dizaine de membres individuels, parmi lesquels Gerolf Annemans, ont fait la une de l'actualité pendant le week-end de Pâques 1987 en occupant symboliquement la Tour de l'Yser et en y faisant une grève de la faim. La même année, pendant le pèlerinage, le comité a tenté de perturber la cérémonie et d'agresser Paul Daels, le président du Comité du Pèlerinage de l'Yser. Depuis lors, le

Comité des Pèlerins de l'Yser végète en raison de son faible succès dans les cercles nationalistes flamands.

Quand, en décembre 1978, le cartel constitué du VNP et du WP se présente pour la première fois aux élections législatives sous la dénomination de Vlaams Blok, Voorpost fournit à la liste quelques candidats: Luc Vermeulen figure en treizième position à Anvers pour la Province et en dix-septième position sur la liste pour la Chambre. Lidwina van Onckelen est quatrième pour la Province et Fred van Raemdonck est premier suppléant pour la Chambre.

A Gand, Roelandt Raes est dernier sur la liste pour la Province et deuxième candidat pour le Sénat. Sur la liste pour la province, les troisième et dix-septième places sont occupées respectivement par Wim Vincken et Boudewijn Merckx, tous deux membres de Voorpost.[\(23\)](#) Lors des élections parlementaires du 13 octobre 1985, la collaboration entre le Vlaams Blok et Voorpost se resserre encore. C'est ainsi que, pas moins de 39 places sur les listes du Vlaams Blok sont occupées par des militants de Voorpost. Parmi eux, citons Filip Dewinter, Roeland Raes, Francis van den Eynde, Luc Vermeulen, Lutgard van Onckelen-Verelst, Rudy Simons, Liliane Verhulst-Baertsoen et Ivo Collier.[\(24\)](#)

Bien que le Vlaams Blok et Voorpost se présentent encore comme des organisations distinctes, Voorpost devient, au fil des ans, une composante de fait de ce parti. La direction de Voorpost est composée quasi exclusivement de membres du Vlaams Blok, comme Roeland Raes, Luc Vermeulen, Francis van den Eynde et Lidwina van Onckelen. Inversement, nombre de membres de Voorpost exercent des mandats au sein du Vlaams Blok. C'est notamment le cas de Filip Dewinter (parlementaire)...

La collaboration est également étroite sur d'autres terrains. Ainsi, le Vlaams Blok dispose d'un service de renseignements qui rassemble des informations sur des organisations, des personnes, des activités progressistes. Ce service, KOSMOS, dirigé par Jan Stalmans, ne peut être contacté que via deux boîtes postales: PB 45, 2100 Deurne et PB 69, 2200 Borgerhout. Il se fait que cette dernière boîte postale est également celle du service de renseignements de Voorpost, AUGIASSTAL, dirigé comme par hasard par le même Jan Stalmans.

Le KVHV et le NSV-NJSV - [Table des matières](#)

Un parti qui pense à l'avenir s'intéresse à la jeunesse. C'est aussi le cas du Vlaams Blok qui, depuis sa fondation, entretient de bonnes relations avec le KVHV et le NSV-NJSV. Au fil des ans, le Vlaams Blok a recruté des figures dont la formation politique a été assurée par l'une ou l'autre de ces organisations de jeunesse. C'est notamment le cas de Gerolf Annemans, Marijke Dillen, Karim Van Overmeire, Filip De Man, Joris Van Hauthem et Filip Dewinter[\(25\)](#) ainsi que des

cadres du parti Edwin Truyens, Hans Carpels, Franck Vanhecke, Pieter Huybrechts, Jurgen Ceder, Werner Marginet et Philippe van der Sande.

Au milieu des années septante, les sections gantoise et anversoise du Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV) évoluent: de petits clubs estudiantins vieillots et poussiéreux qu'elles étaient, elles se transforment en une organisation militante nationaliste flamande. Les occupations principales du KVHV consistent en l'organisation de fêtes du chant étudiantes et de meetings antimarxistes où des personnages comme Staf Vermeulen, Arthur de Bruyne, Bert van Boghout et Karel Dillen prennent la parole. Ce virage à droite a été amorcé par le président Edwin Truyens, membre de Were Di et collaborateur de *Dietsland-Europa*. A cette époque, le KVHV est une des organisations affiliées au Vlaams Nationale Raad (VNR, Conseil national flamand). En mars 1976, elle organise au profit du VNR un congrès sur le travail et en particulier sur le travail des immigrés dans une perspective nationaliste, avec comme orateurs Bart Vandermoere, Bert van Boghout et Marcel Brauns. Ces années-là, Bart Vandermoere assure aussi la promotion de ses actions et de ses activités dans *Dietsland-Europa*, dans une rubrique distincte réservée à l'organisation étudiante. Gerolf Annemans, alors étudiant en droit à l'UFSIA et à la UIA, militait dans ses rangs. Pendant ses années de licence, il était rédacteur en chef de *Tegenstroom*, le journal étudiant du KVHV, et siégeait au conseil d'administration du Studentenraad. C'est de cette époque que date le début de sa collaboration avec *'t Pallieterke*, pour lequel il assure d'abord la chronique estudiantine, puis la critique des programmes télévisés sous le pseudonyme de dr. ius Tinus van Bikschote.

Pendant l'année académique 1975-1976 s'engage, entre Vandermoere et Truyens, une rivalité intense dont l'enjeu est la direction du KVHV. Un courant plus modéré, dirigé par Vandermoere, ne partage pas l'orientation d'ultra-droite de Truyens, et finit par obtenir la bénédiction de la direction nationale. Truyens, évincé, quitte l'organisation pour fonder, au printemps 1976, le NSV, le Nationalistische Studentenverbond. Fin 1977, Truyens joue un rôle important dans le Vlaams Nationaal Directorium où, avec Bert van Boghout, le dirigeant de Were Di, il encourage les tentatives de fusion entre le WP de Lode Claes et le VNP de Karel Dillen, fusion qui va finalement déboucher sur la création du Vlaams Blok.

En 1982, le NSV absorbe le VSAG (Vlaamse Scholieren Aktiegroep, Groupe d'action des lycéens flamands) qu'il rebaptisé NJSV. Officiellement, le NSV et le NJSV sont encore des organisations distinctes mais dans la pratique, il s'agit d'une seule et même organisation qui, en fonction des circonstances, se présente sous l'un ou l'autre nom (ou les deux). Dès 1977, le NJSV-NSV peut compter sur le soutien de Voorpost, du VMO et de Were Di puis, plus tard, du Vlaams Blok, qui ne manquent pas de faire largement la publicité de leurs activités dans les colonnes de leurs revues respectives.

Inversement, le NJSV-NSV ouvre largement les colonnes de sa publication *Signaal* (qui, plus tard, deviendra *Branding*) aux militants d'extrême droite de divers plumages, comme Jef Eggermont (VMO), Karel Dillen (Vlaams Blok), Bert van Boghout (Were Di), Pieter Huybrechts (VMO), Pieter Moerman (Zuid-Afrika Magazine), Hans Carpels (Vlaams Blok). C'est ce dernier qui, en 1982, rédige avec Edwin Truyens la déclaration de principe idéologique du NSV, *Onze Levensbeschouwing* (Notre conception de la vie). A l'automne 1984, Hans Carpels succède à Edwin Truyens à la présidence du conseil d'administration du NSV national. Sur ces entrefaites, Truyens était devenu conseiller juridique d'une organisation patronale et avait rejoint le Vlaams Blok dont il dirigeait le service d'étude. *Signaal/Branding* publie des articles d'un certain Herakles, le pseudonyme de Jan Stalmans, espion du Vlaams Blok, qui écrit aussi sous ce sobriquet dans *Révolté*, la revue de Voorpost. On notera que ces publications notoirement d'extrême droite ont bénéficié du soutien financier de la Kredietbank, des assurances Mercator et de l'Erasmusschool (l'institution où Filip Dewinter a étudié le "journalisme" pendant quelques années), sous la forme d'encarts payants.

Le fait qu'en son temps le NSV se soit séparé du KVHV n'empêchait pas Annemans, membre du KVHV, d'entretenir de bons contacts avec le NSV. Lors d'une journée antimarxiste organisée en 1981 à Anvers par le NSV, l'étudiant Gerolf Annemans et le président du Vlaams Blok Karel Dillen figuraient sur l'affiche en tant qu'orateurs invités.

On ne doit se faire aucune illusion sur les éventuelles aspirations démocratiques du NSV. Voilà ce que dit à ce propos Edwin Truyens dans un discours: "La démocratie parlementaire et la démocratie tout court sont un mal qu'il faut encore supporter momentanément mais qui doit être remplacé au plus vite par une direction efficace de spécialistes..."

L'idéologie du NJSV-NSV telle qu'elle est couchée sur papier dans les textes *Onze Levensbeschouwing* (Notre conception de la vie, 1982) et *NJSV-Standpunten* (Positions du NJSV, 1984) présente du reste de grandes ressemblances avec les *Principes* de Were Di et avec le programme du Vlaams Blok.

Le NJSV est solidariste et nationaliste flamand et plaide en faveur de la réunification des Flandres, des Pays-Bas et de la Flandre française sur une base fédérale. Il voit bien l'Europe dans le rôle de troisième puissance, à côté des Etats-Unis et de l'Union soviétique. A long terme, l'Europe devrait aussi former un bloc militaire indépendant disposant de son propre armement nucléaire. Pour préserver la "pureté de la race" - "le maintien du caractère propre de notre peuple" - les immigrés doivent regagner leur pays d'origine dans le cadre de l'aide au développement. Le NJSV exige l'amnistie générale et inconditionnelle, est opposé à l'avortement et considère la famille traditionnelle comme la "cellule de base"

de la communauté. Enfin, il "croit" en "l'inégalité qualitative de l'homme et des peuples" et l'organisation se déclare "en tant que peuple apparenté, solidaire de l'Afrique du Sud blanche".²⁶ Dans *Onze Levensbeschouwing*, le NSV ajoute: "Nous estimons que l'actuelle politique d'apartheid qui veut donner son autodétermination à chaque peuple, est la meilleure politique à mener".⁽²⁷⁾

Le NJSV compte quelques dizaines de sections en Flandres. Celles de Bruges, Gand, Anvers, Louvain et Saint-Nicolas sont considérées comme les cellules les plus actives. Chaque section est représentée au conseil d'administration national par son président ou son vice-président. A la tête de chaque section se trouve un praesidium. Le président doit être réélu chaque année. Celui-ci nomme à son tour les autres membres du praesidium: le vice-président, l'abactis-secrétaire, le questor-trésorier, le président politique, le président culturel, etc. Le NJSV dispose aussi de sa propre milice privée, le Verbondswacht. Cette équipe de choc rassemble les militants actifs et veille à l'ordre et à la protection de la section. Chaque membre de la milice doit une obéissance inconditionnelle au président.⁽²⁸⁾

En 1983, le Brugeois Filip Dewinter devient président de la section anversoise du NSV. Il le restera pendant trois années consécutives et occupera aussi le poste de président du NJSV. A cette époque, le secrétariat national du NJSV est aussi installé à son adresse privée. C'est durant cette période que le NJSV-NSV se transforme progressivement en une unité de choc néo-nazie, dure et bagarreuse. Quelques extraits de *Signal/Branding* en disent long à ce sujet:

- "Ainsi, Eichmann admet que quand le sort l'a désigné pour diriger Auschwitz, on lui avait aussi demandé de le faire selon le principe: *Befehl ist Befehl* (Un ordre est un ordre). Jusqu'à quel point peut-on être d'accord avec cette position? Je laisse au lecteur le soin de l'apprécier... Y compris à Eichmann en qui, à la lecture de son récit choquant, on commence à reconnaître un idéaliste". (Koen Dillen, dans la critique d'un livre sur Adolf Eichmann).

- "Je ne suis pas mandaté pour épiloguer sur Goering. Etait-il un idéaliste? Un bourreau? Tirez vous-même la conclusion de son dernier plaidoyer: *Ma seule motivation était un amour ardent pour mon peuple, son bonheur, sa liberté et sa vie. Dieu Tout-Puissant et mon peuple allemand m'en soient témoins*". (Koen Dillen, dans la critique d'un livre sur Herman Goering).

- "Nous considérons la censure comme un instrument indispensable dans notre société. Une société qui fonctionne selon certaines règles établies. Une société dans laquelle toute une série de normes sont reconnues... Nous n'aspirons pas à un Etat totalitaire, mais bien à un Etat autoritaire..." (Hans Carpels, à propos de la censure).

- "Et bien entendu, des termes comme dirigeant, hiérarchie, ordre social, discipline, éducation, autorité sont qualifiés de fascistes. D'un tel fascisme, nous pouvons être fiers" (Anton de Grauwe, à propos de l'opposition entre la gauche et la droite).

La lecture du chant du NSV n'appelle elle non plus aucun commentaire:

*"Ecartez-vous! Le NSV va passer.
Ils sont la frayeur de tout le pays
pleins de combativité
Erwm marche en tête
plus noir que notre drapeau noir.*

*Un d'Amada, un Marocain,
un de la LRTet un nègre
un communiste, un étranger
nous les balançons dans leur cercueil
Un chien rouge à la grande gueule nous le faisons disparaître
sous terre!*

*Ohé, ohé, ohé, qui vient avec nous?
vers la patrie chérie
pour laquelle brûle notre cœur
Même si nous chantons, pour notre part
la Belgique peut exploser avec Bart*

*Un sale Juif, un maoïste un fransquillon, un socialiste la B RT
et le syndicat nous les écorcherons jusqu 'à l'os!
Et l'Unifac, cette sale baraque,
nous la réduisons en purée!"*

Ce chant du NSV est de la plume de Pieter Huybrechts, président de la culture et, à ses heures, membre du VMO. Le 1er mai 1981, en compagnie d'autres membres du NSV - Robert de Waele, Cari van den Ven et Filip vander Sande (trésorier des Jeunes du Vlaams Blok) - et de quelques membres du VMO, Huybrechts prend d'assaut un café d'immigrés à Saint-Nicolas, détruit tout le mobilier et boute le feu au bâtiment. En 1975, il s'était déjà distingué à Louvain lors de la manifestation violente du VMO, dont il conserve une lésion à l'oeil, et lors de l'occupation de l'école francophone Les Abeilles à Mortsel. L'instigateur de ces razzias est Jan Creve, membre du VMO, qui, en dépit de son jeune âge - il a à l'époque 22 ans - présente un passé judiciaire chargé. En 1979, il participe à des camps d'entraînement du VMO et à l'occupation de la maison communale de Fouron-le-Comte. En 1980, il est présent lors de l'occupation de la Tour des Halles de Bruges et, dès 1981, *Alarm* mentionne son nom comme personne de contact du VMO pour Tamise. Jan Creve était aussi l'éditeur responsable du magazine d'extrême droite *De Vrijbuiter*, édité par la section locale du NJSV. En 1984, il se signale comme éditeur responsable d'un tract distribué aux écoles de Saint-Nicolas, dans lequel les élèves sont appelés à dénoncer au NJSV les professeurs progressistes; il y décrète

qu'il faut mettre fin "par la manière forte" au "moulin" progressiste et que le NJSV va se charger de cette tâche. A sa sortie de la prison de Merksplas, le 6 janvier 1985, Bert Eriksson est accueilli - notamment-par une délégation du NJSV avec, à sa tête, Jan Creve.

Sous la direction de Filip Dewinter, le NJSV adopte une attitude radicalement antimarxiste, qui s'exprime à travers d'innombrables écrits et tracts et par l'organisation de plusieurs "Antimarxistische Boekenbeurzen" (Foire de livres antimarxistes), où l'antimarxisme est illustré d'une bien étrange manière. Pour la foire des 26 et 27 février 1982 à Bruges, Filip Dewinter, organisateur responsable, s'assure la collaboration de divers exposants: Bert Eriksson (VMO), Luc Vermeulen (Voorpost), Philippe Vandesande (NSV). Lors de cette bourse, des livres de Degrelle sont mis en vente, à côté des *Principes* du Vlaams Blok et de diverses revues et livres en faveur de l'apartheid. Sur ordre du parquet, les écrits de Degrelle (*Les âmes qui brûlent*) sont saisis par la police. Mais la partie de plaisir n'est pas terminée car, en guise de clôture, Filip Dewinter a convié van den Eynde, de Voorpost, R. Steuckens, de Nouvelle Ecole et R. Vögel, du NPD allemand, à une "soirée européenne antimarxiste". Bien qu'étudiant à Anvers, Dewinter organise, avec l'assistance de Frank Vanhecke, bon nombre d'activités à Bruges: deux promenades aux flambeaux en faveur de l'amnistie, des soirées pro-apartheid. Frank Vanhecke est licencié en communication sociale, membre du conseil national du Vlaams Blok, responsable des Jeunes du Vlaams Blok pour la Flandre occidentale, ancien du NSV et ancien du NJSV.

"Alte Kameraden "

Dans son livre *Wij Marginalen* (1987), Karel Dillen écrit: "C'étaient les années (les années cinquante, ndla) où, à Dixmude et ailleurs - lors de la Fête du Chant de Gand, par exemple - nous avions l'habitude de tendre le bras droit lorsque nous entonnions le *Vlaamse Leeuw*. Je me souviens d'une commémoration de Dosfel, à la *Gruterzaal* à Anvers. J'étais assis à côté du père Stracke. Lorsqu'on a entonné le *Vlaamse Leeuw*, il a aussi tendu le bras droit. Ce bras tendu n'avait aucun contenu idéologique, il n'était pas le prolongement d'un passé révolu, il n'était pas une vénération d'Hitler".[\(29\)](#)

Le congrès électoral du Vlaams Blok, le 11 septembre 1988 à Strombeek-Bever est rehaussé de la présence, aux côtés de Karel Dillen, d'un invité d'honneur, Jef François, figure de proue de la collaboration. Le service de presse de la BRT dispose d'un document filmé et l'hebdomadaire *Solidaire* a publié une photo du duo Dillen-François. En 1934, Jef François acquiert une certaine notoriété dans les milieux nationalistes flamands comme commandant de la milice Dinaso. Au début de 1941, il prend la direction du Verdinaso et, quelques mois plus tard, devient commandant de la Dietse Militie-Zwarte Brigade. Au cours de l'été de la même année, il part pour le Front de l'Est où il gravit les échelons de la

hiérarchie jusqu'au poste de *SS-Obersturmführer* dans la Brigade SS Langemark. Après son retour en 1942, il assure la direction des SS flamands et, fin 1943, il est transféré, en raison des services rendus, au quartier général SS à Berlin. Condamné à mort après la libération, il est libéré comme beaucoup d'autres en 1952.

La présence de Jef François comme invité d'honneur au congrès du Vlaams Blok n'est pas un hasard. Bien que les mandataires du parti déclarent toujours publiquement n'avoir rien à voir avec la collaboration, le nazisme et le néo-nazisme, tout dans la pratique prouve le contraire. Un épisode illustre bien cette ambiguïté. Le 7 octobre 1984, la RTBF diffuse l'interview de Bert Eriksson, filmée par la télévision VPRO, dans laquelle il affirme qu'Adolf Hitler n'a commis qu'une seule faute, celle de perdre la guerre. Le mensuel du Vlaams Blok, dont le rédacteur en chef de l'époque est Karel Maurissen, juge alors bon de prendre la défense d'Eriksson et attribue la faute aux médias. La RTBF et certains journalistes néerlandais auraient, selon eux, manipulé l'entretien avec Eriksson. Le même scénario se reproduit en 1987, quand Jean-Marie Le Pen déclenche une vague d'indignation en déclarant dans une émission radio à grande écoute - *Le Grand Jury* de RTL-Le Monde - que les chambres à gaz, lors de la Seconde Guerre mondiale, n'étaient qu'"un détail". Un des rares à voler au secours de Le Pen est Frank Vanhecke qui, dans le journal du Vlaams Blok, accuse la presse de gauche de lancer une chasse aux sorcières contre le dirigeant du Front National.

A la lecture des chapitres précédents, on se rend compte que les milieux de la collaboration - les anciens et les nouveaux nazis - ont tenu le nouveau parti sur les fonts baptismaux et lui ont fourni une quantité non négligeable de cadres. Afin d'assurer la permanence de cette adhésion, le Vlaams Blok s'associe aussi - ouvertement ou non - à certaines organisations spécifiques rassemblant d'anciens combattants du Front de l'Est et autres condamnés pour faits de collaboration.

Tout en assurant la présidence du Vlaams Blok, Roeland Raes trouve encore le temps de débusquer de nouveaux abonnés ainsi que des fonds pour la revue *De Schakel*, peu connue sous nos deux. Cette publication bimensuelle (mensuelle pendant quelque temps) a été fondée en 1954 par quelques Flamands, que la répression avait contraints à l'exil en Argentine, et quelques criminels de guerre qui, après avoir purgé leur peine en Belgique, avaient, par désœuvrement, tenté leur chance en Argentine. *De Schakel*, qui se présente comme le porte-parole des Flamands en Amérique latine, tente aussi de créer un lien avec les milieux collaborationnistes demeurés en Belgique. Le premier numéro paraît le jour de Noël 1954. A l'époque, la rédaction se compose de Willem Smekens (ancien journaliste à *Volk en Staat*), Jeanne de Bruyn, journaliste, Lode de Pauw, ingénieur (tous deux condamnés par contumace pour collaboration par le conseil de guerre), Karel Engelbeen, économiste, Achiel

Verstraete, ancien sénateur, Jet Claessens, ancienne dirigeante de jeunesse, Léo Friant et Léo Poppe, journaliste plus connu. Ce dernier {*Hier Dinaso, De Oorlogsvooruit*, membre du VNV et dirigeant de jeunesse au Dinaso) avait été pendant des années correspondant en Argentine de la *Gazet van Antwerpen*, membre du comité de patronage du mensuel de Were Di, *Dietsland-Europa*, et rédacteur en chef de *De Schakel*?[\(30\)](#) L'enveloppe contenant *De Schakel* était à cette époque frappée de l'emblème de Dinaso, le lion aux dix-sept flèches. Tout ceci, ainsi que le fait que le mensuel du Vlaams Blok publie des offres d'abonnement pour cette revue plus que suspecte, n'empêche pas *De Schakel* d'obtenir des fonds de la respectable asbl Vlamingen in de Wereld (Les Flamands dans le monde), du non moins respectable père Arthur Verthe.

Plus près de chez nous, le Vlaams Blok entretient d'étroites relations avec le Sint-Maartensfonds (SMF), une asbl fondée en 1953 dans le but d'accorder une aide à la fois matérielle et morale aux anciens combattants du Front de l'Est et à leurs familles. Selon ses propres dires - mais c'est à prendre avec précaution - le Sint-Maartensfonds serait une ligue de camarades rassemblant tous les anciens du Front de l'Est. Le SMF dispose aussi d'une section en Argentine, dirigée depuis l'archipel des Malouines par Herman Debusschere. Aux Pays-Bas, l'asbl existe aussi sous le nom de Homo Sapiens; en Wallonie, elle se nomme Les Bourguignons et, à Gand, Vriendenkring Sneyssens. A l'intention de ses membres et sympathisants, elle édite un mensuel intitulé *Berkenkruis*. Outre une rubrique au nom évocateur de "Frontnieuws" (Nouvelles du Front), *Berkenkruis* publie aussi des récits hagiographiques de nazis connus et moins connus ainsi que des considérations sur la collaboration, de la plume de Jef François, Jan Vincx, Léo Poppe, Ward Hermans. On peut en outre y lire des articles antisémites virulents, notamment de Frans Vierendeels. Les activités de l'asbl se limitent principalement aux bals de camarades, aux conférences sur le bon vieux temps, à l'exaltation du régime nazi, à des rencontres avec des "*Alte Kameraden*" des Pays-Bas ou d'Allemagne et à la participation au pèlerinage de l'Yser. Chaque année, le Sint-Maartensfonds organise des cérémonies commémoratives contestées aux cimetières de Stekene et de Lommel. Bert Eriksson, Léo Poppe, la "veuve noire" hollandaise Rost van Tonningen, Karel Dillen, Edgard Delvo et Juul Brogniet du VMO sont des orateurs appréciés lors des soirées de conférence ou de dias de l'association.

De toute évidence, le Sint-Maartensfonds est influencé politiquement. Fin 1985, quand la Commission d'enquête du Parlement européen sur la renaissance du racisme et du fascisme rédige son rapport final et élabore une liste d'organisations néo-nazies, elle reprend, dans son projet de rapport, le Sint-Maartensfonds. Après protestation écrite de Jaak van de Meulebroecke (Volsunie), Rika de Backer (CVP), Willy Vernimmen (SP) et Karel de Gucht (PW), il est retiré de

la liste, en dépit des protestations de Marijke van Hemeldonck (SP).

A côté du Sint-Maartensfonds, quelque peu suranné, on peut encore citer l'asbl Club Hertog Jan van Brabant, une scission brabançonne du SMF. Selon les statuts de l'association, le club est une assemblée de combattants flamands du Front de l'Est à laquelle d'autres volontaires, soldats politiques et sympathisants peuvent aussi se joindre. Ses objectifs sont comparables à ceux du Maartensfonds et sont ainsi décrits dans les statuts: "Créer parmi ses membres une communauté ayant pour principe l'assistance mutuelle sur le plan matériel et moral, favoriser la camaraderie, défendre les vraies valeurs pour lesquelles on a combattu en 40-45 et corriger l'injustice du passé". Dans la pratique, cela se traduit par une vénération sans relâche de la collaboration et du néo-nazisme actuel. Le mensuel du club, *Periodiek Contact*, se présente lui-même comme "nationaliste flamand, antimarxiste, non conformiste, militariste, instructif dans le domaine de l'histoire récente et favorisant la libre expression". Il publie notamment des articles affirmant que la responsabilité de la Seconde Guerre mondiale incombe aux Juifs, que le livre *De Vlaamssche Kronijken (Les chroniques flamandes)* est un "chiffon puant". On y trouve encore des souvenirs de guerre, l'inévitable vénération des dirigeants nazis et le tout aussi inévitable appel à l'amnistie et à la réhabilitation des collaborateurs condamnés.

Le président de l'asbl est André van Hecke. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, il dirigeait l'entreprise Eurinform, rachetée par le géant américain Dun and Bradstreet. On a remarqué sa présence lors de la commémoration de l'anniversaire d'Adolf Hitler précédemment citée, le 18 avril 1992. On s'en étonnera à peine quand on connaît son passé. Pendant la guerre, il était membre de la SS et a combattu au Front de l'Est, des faits pour lesquels il a été condamné à dix ans d'emprisonnement par le conseil de guerre en 1946. Lors des élections de 1985, il était en tête de la liste du Vlaams Blok pour la Chambre à Bruxelles. Son épouse, Jeanine Colson, était l'éditeur responsable de la traduction du livre du professeur révisionniste français Robert Faurisson, *Le journal d'Anne Frank - un faux?* lancé par l'organisation Vrij Historisch Onderzoek (Recherche historique libre). Lors des mêmes élections législatives, elle figurait en huitième position sur la liste du Vlaams Blok pour la Chambre. Le vice-président est Remi Leenarts, tête de liste du Vlaams Blok pour le Sénat lors des mêmes élections. Au début des années 80, Leenaerts était administrateur de Stahlhelm. Jef François, Bert Hendrickx et Norbert van Opstal sont les membres les plus connus du club.

Outre André van Hecke, le conseil d'administration de l'asbl se composait, en 1988, de Remi Leenaerts, Fons Eggers, Luc de Sutter, Marc Boels et Stefaan van Hecke.

Broederband se présente comme l'organisation qui coordonne les amicales national-flamandes et se considère comme

l'héritière idéologique du VNV. Elle a été fondée en 1956 par Arthur de Troyer. Jusqu'en 1974 - l'année où le VMO a exhumé les restes de Cyriel Verschaeve, ce prêtre-poète-collaborateur enterré en Autriche, et les a ramenés en Flandre - Broederband organisait chaque année un pèlerinage sur la tombe de Verschaeve, à Solbad Hal en Autriche.

L'organisation pratique du pèlerinage était confiée à un comité organisateur où siégeaient Arthur de Troyer, Jef van Dingenen, le père Dumon, Léo Wouters et Bert de Cremer. Afin de donner un peu d'ampleur à l'organisation, un comité de patronage et d'honneur avait été constitué, composé d'un bel assortiment de "personnalités flamandes": Wies Moens, Vie Anciaux, Karel Dillen, Frans Wildiers, Herman Wagemans, Léo Poppe, le père Stracke, Rik de Ghein, Jan Nuyts, Jozef van Overstraeten, Mic Babylon, Dries Bogaerts et Rik Borginon...

L'organisation édite un mensuel du même nom, *Broederband*, dont le contenu est comparable à celui de *Berkenkruis* et *Periodiek Contact*, bien que le ton en soit moins fanfaron. Depuis sa création, le journal publie des articles de personnalités telles que Léo Wouters, Ward Hermans, Dirk Vansina, Bert van Dijck, Léo Poppe, Angela Dosfel, le père Stracke et Jef van Dingenen. Depuis quelques années, la direction de la revue est assurée par Jef van Dingenen. Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, ce dernier était actif au sein du VNV. Après la mort du dirigeant du VNV, Staf de Clercq, et sa succession par Elias, il était "*gouw-commandant*" de la Dietse Militie-Zwarte Brigade. Pendant les derniers mois de la guerre, il s'est rendu à Lippstadt pour y rejoindre Elias. Le conseil de guerre l'a condamné à la réclusion à perpétuité mais il a été libéré après cinq ans. Aujourd'hui, van Dingenen est encore président du Vlaams Nationale Debatclub, une des branches de Were Di, souvent fréquentée par le Vlaams Blok.

Les nombreux débats et bals de camarades des organisations citées ci-dessus sont annoncés dans le mensuel du Vlaams Blok qui fournit régulièrement des orateurs pour animer ces rencontres amicales.

2. Le racisme supplante la "cause flamande" - [Table des matières](#)

Sans doute enfonçons-nous une porte ouverte en affirmant que le Vlaams Blok a été, en Flandre (et en Belgique!) le principal moteur de l'entrée en jeu du racisme comme stratégie dans la politique locale et nationale. Lors des élections du 13 décembre 1987, il rafle à Anvers quatre sièges au conseil provincial, deux sièges à la Chambre et un au Sénat, sur base d'une campagne hostile aux immigrés - pour le dire en termes modérés. Depuis lors et pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le racisme joue un rôle clair et important dans la politique nationale. Bien qu'il ait toujours été un trait caractéristique du Vlaams

Blok, il a joué un rôle stratégique moins important dans les premières années du parti.

Dans le premier programme électoral du Vlaams Blok, publié en décembre 1978, figure un plan en quatre points qui doit conduire à une limitation du nombre d'immigrés: stricte application des lois sur l'immigration et le séjour des étrangers et application restrictive des lois sur la naturalisation; non renouvellement des permis de travail temporaire si la situation économique ne le permet pas et rapatriement des étrangers chômeurs de longue durée; non assimilation sur le plan culturel et politique; collaboration économique pour le développement de l'emploi dans le pays d'origine.

Lorsqu'en 1979 le Vlaams Blok se mue en parti politique indépendant, la problématique des étrangers est certes qualifiée de "très préoccupante" mais le thème ne figure pas à l'agenda des premiers congrès du parti.[\(31\)](#)

En raison de l'influence croissante du noyau dur du parti et de l'assimilation quasi complète des organisations néo-nazies telles que le VMO de Bert Eriksson, le Voorpost de Luc Vermeulen et Were Di de Bert van Boghout, les choses se mettent à changer, lentement mais sûrement. Les revendications traditionnelles - "Flandre indépendante", "Bruxelles flamand" - cèdent tout doucement le pas à la haine croissante à l'encontre des immigrés. Ainsi, le Vlaams Blok écrit à l'occasion des élections du 8 novembre 1981, sous le titre *400.000 chômeurs? Pourquoi des travailleurs immigrés?:* "Un pays temporairement confronté à un déficit de main d'œuvre comble ce vide en faisant appel à des travailleurs immigrés. Ce pays compte 400.000 chômeurs et deux fois autant de travailleurs immigrés. Le Vlaams Blok est le seul parti qui ose dire qu'il y a trop d'étrangers dans ce pays, que ces étrangers menacent la sécurité et la viabilité de nos villes et déséquilibrent notre sécurité sociale. Aussi, le Vlaams Blok veut une solution au problème des travailleurs immigrés. Il y va de l'intérêt de la Flandre, il y va de l'intérêt des travailleurs immigrés eux-mêmes. C'est pourquoi le Vlaams Blok exige:

- un arrêt complet de l'immigration et sa stricte application, - le renvoi immédiat des illégaux,
- le retour des travailleurs immigrés pour lesquels il n'y a pas de travail,
- le licenciement des travailleurs immigrés qui occupent des postes pour lesquels de la main-d'œuvre nationale est disponible,
- la réforme de l'aide au développement dans le seul but de procurer un avenir humain à ces gens dans leur propre région, dans leur propre milieu".

Les succès électoraux du Front National en France ne manquent pas de renforcer la direction du Vlaams Blok dans sa conviction que la problématique de l'immigration peut être

transformée, en Flandre aussi, en arme stratégique. En France, Le Pen et le Front National réalisent une première percée importante lors du premier tour des élections communales de mars 1983, après une campagne résolument raciste. Dans le vingtième arrondissement de Paris, Le Pen recueille même 11,26% des votes. Mais cette percée du Front National n'est pas un phénomène isolé. En septembre de la même année, le Front remporte 16,72% des voix aux élections communales dans la commune de Dreux, où la liste du FN est entraînée par le bras droit de Le Pen, Jean-Pierre Stirbois. Toujours en 1983, le Front réalise un score de 9,32% en octobre à Aulnay-sous-Bois et de 12,02% en décembre à La Trinité-sur-Mer (la commune d'origine de Le Pen). Peu après cette série de succès électoraux, un sondage d'opinion réalisé par la SOFRES révèle que 28% des Français partagent les positions de Le Pen en matière d'immigration.^{32,33}

La direction du Vlaams Blok en conclut qu'il y a des enseignements à tirer de Le Pen. Karel Dillen, Roeland Raes et Eric de Lobel, les initiateurs de ce revirement, ne sont cependant pas pressés.

Le feu vert n'est donné que quand il apparaît que la loi de juillet 1981, censée rendre punissable le racisme et la xénophobie, présente suffisamment d'échappatoires pour permettre au Vlaams Blok de faire en toute impunité de la propagande raciste. Le procès opposant le VOVOM (Vlaams Overlegcomité Opbouwwerk Migratie) à Roeland Raes, vice-président du Vlaams Blok, constitue à cet égard un test important. Raes, tête de liste à Gand lors des élections communales de 1982, avait publié un tract raciste caricaturant un Nord-Africain à qui il faisait dire: "Si c'est fini ici avec le chômage, la mutuelle et les allocations familiales, qu'ils gardent leur mauvais temps". Plus loin, le tract affirmait que "les étrangers en surnombre sont un élément d'incertitude, d'insécurité et de formation de ghettos". A cette période, des textes similaires paraissaient aussi dans le mensuel du Vlaams Blok, dont l'éditeur responsable était Roeland Raes.

Le VOCOM, l'asbl Samenlevingsopbouw Gastarbeiders Oost-Vlaanderen ainsi que treize antiracistes, à titre individuel, portent plainte contre Roeland Raes pour violation de la loi Moureaux. Interrogé par le Parquet de Gand, Raes nie toute intention raciste dans son propre chef ou dans celui de son parti. Nous citons le PV n°4273: "Il n'est certainement pas vrai que les passages incriminés stimulent la xénophobie et le racisme par des affirmations mensongères qui présenteraient les immigrés comme des profiteurs et la cause du chômage. Il est tout aussi faux que nous ayons utilisé ces publications comme moyen d'attirer des gens à notre parti sur une base raciste". Finalement, le tribunal correctionnel de Gand ne prend en considération que la plainte du VOCOM. En novembre 1983, cette juridiction déclare non recevable l'action du VOCOM parce que l'asbl dispose de la personnalité

juridique depuis moins de cinq ans. Le tribunal ne se prononce donc pas sur le fond.

Cette embûche est bel et bien présente dans la loi Moureaux. L'article 5 prévoit en effet que les organisations antiracistes peuvent déposer plainte directement contre des personnes qui incitent à la xénophobie, à condition qu'au moment de la plainte, l'association possède la personnalité juridique depuis au moins cinq ans et que la lutte contre le racisme soit inscrite dans ses statuts. Seules quatre organisations belges correspondent à ces exigences et la pratique a prouvé que les tribunaux déclarent irrecevables la majorité des plaintes. Les rares fois où la loi a effectivement été appliquée contre le Vlaams Blok, c'est quand les bourgmestres de Hoboken et de Turnhout ont fait enlever des affiches racistes par la police lors des élections de 1981 et 1984. Pour le reste, la loi Moureaux n'a pas empêché le Vlaams Blok ne poursuivre son petit bonhomme de chemin.

Le sixième congrès du Parti - [Table des matières](#)

Renforcé par ces expériences, le Vlaams Blok annonce son sixième congrès dans un communiqué de presse rédigé en ces termes: "Aujourd'hui, en raison de la crise économique qui s'étend, des notions telles que travailleur immigré et immigration sont mises en question dans des milieux sans cesse plus larges... Bien qu'en Belgique, un habitant sur dix soit un étranger, nous constatons dans le monde politique un manque d'intérêt étonnant pour la question. En tant que parti nationaliste, le Vlaams Blok, lors de son congrès sur la problématique de l'immigration, partira des besoins et des intérêts des gens de chez nous parce que nous sommes soucieux du bien-être spirituel et matériel de notre peuple". Autrement dit, le congrès doit prouver que la présence des immigrés dans ce pays met en danger la situation spirituelle et matérielle de "notre peuple".

Palais des Congrès de Bruxelles, 25 mars 1984. D'un point de vue stratégique, la date du déclenchement de ce qui va devenir la campagne politique raciste la plus longue et la plus acharnée de l'après-guerre est particulièrement bien choisie. Pour commencer, le congrès du Vlaams Blok coïncide avec la journée Internationale contre le racisme et, le même week-end, le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX) tient à Bruxelles un colloque de trois jours sur l'avenir de l'immigration en Belgique. Le congrès du Vlaams Blok se tient aussi à une période où le projet de loi Gol relatif au séjour et à l'accès des immigrés sur le territoire belge suscite des débats particulièrement animés. Ce projet de loi avait été approuvé par la Chambre quelques jours auparavant mais devait encore être débattu au Sénat. A la veille du Congrès, un meeting de protestation contre l'approbation de ce projet de loi est organisé au Théâtre de la Monnaie par la Coordination Nationale contre la violation des Droits des Immigrés (CNDI). Jean Gol, ministre de la Justice libéral, avait fini par défendre lui-même son projet de loi tant contesté en affirmant de manière prophétique - mais non

moins hypocrite - que "si les autorités ne s'intéressent pas au problème de l'immigration, il se pourrait bien qu'apparaisse à la Chambre un parti qui n'ait d'autre programme que le renvoi des immigrés". La similitude de contenu avec le communiqué de presse du Vlaams Blok précédemment cité est frappante. Qu'un ministre de la Justice affirme publiquement qu'en définitive, il est sans importance de ne pas s'attarder aux vrais problèmes aussi longtemps qu'on ne donne pas l'impression de n'y être pas intéressé, cela témoigne du reste d'une morale politique douteuse.

Pendant le congrès, différents orateurs jettent les bases de ce qui constitue jusqu'à aujourd'hui la base du "problème des immigrés" du Vlaams Blok. Le conseiller communal Eric Deleu (lui-même descendant de grands-parents turcs) tente, chiffres en main, de démontrer qu'il y a davantage de chômeurs parmi les immigrés, qu'ils profitent davantage des allocations sociales et que la criminalité est plus grande dans ce groupe que parmi les Belges. Le responsable du Vlaams Blok pour le Brabant, Eric de Lobel, se met à philosopher et invoque Schiller, Nietzsche et Aristote pour prouver qu'il est bien et normal que les individus et les races soient inégaux. (Eric Deleu a quitté le Vlaams Blok en 1990, en désaccord avec la ligne dure de Filip Dewinter). Le président des jeunes du Vlaams Blok de l'époque, Dirk Jacobs, de Zemst, met en garde les congressistes contre les dangers d'une Flandre dans laquelle six millions d'Arabes parleraient flamand. "Pour moi, ils pourraient tout aussi bien parler chinois", ajoute-t-il. C'est lui aussi qui propose de remplacer le terme d'immigration par celui de "politique d'importation d'esclaves du travail".[\(34\)](#)

Avant l'allocution de clôture du président Karel Dillen, le vice-président Roeland Raes prend la parole. Sans grandes précautions oratoires, il va droit au cœur nationaliste du racisme du Vlaams Blok: "Notre nationalisme est orienté vers l'Europe, il souhaite une Europe forte, bien ordonnée, dont les peuples vivent en paix et en bonnes relations. Les peuples européens ne peuvent survivre que s'ils aspirent à un avenir communautaire dans une solidarité mutuelle. Ceci implique que nous nous opposons, en tant que nationalistes, à tous ceux, à tout ce qui entrave ou combat la construction de notre communauté et de la solidarité des peuples d'Europe. Et ces adversaires sont nombreux. L'impérialisme soviétique avilissant et sa répression brutale de toute liberté, le dollar-impérialisme américain plus subtil mais nivelant, l'érosion anarchiste du vieil héritage culturel, religieux et éthique européen, la déstabilisation de nos habitudes de vie et de travail en raison notamment de l'immigration extra-européenne massive incontrôlée - surtout dans les régions industrialisées et dans les grandes villes... Et nous ne voulons pas non plus qu'on continue à développer ce complexe de culpabilité dont on veut charger les peuples blancs, européens, depuis quelques dizaines d'années. Il n'est pas vrai que nous - et nous seuls - sommes coupables de tout ce qui va mal dans le tiers monde. Il n'est pas vrai que nous soyons des exploiters, des asservisseurs-nés qui aurions pillé, asservi, mis à feu et à sang le reste du monde par

intérêt brutal. Et il n'est pas vrai non plus que nous ayons l'obligation, à l'égard des pays du tiers monde, d'offrir éternellement l'hospitalité à leur excédent de naissances, certainement pas si cela met en danger la sécurité, l'emploi, l'identité culturelle et ethnique de notre communauté... La gauche, de ses sympathisants les moins éhontés au troupeau de prêtres progressistes, part d'un idéal d'égalité qui, pour nous, est inacceptable. Avec Nietzsche, nous affirmons au contraire que l'injustice réside précisément dans la revendication de droits égaux pour tout et pour tous".[\(35\)](#)

Idéologiquement motivé par une telle prose, le congrès adopte douze "propositions pratiques pour résoudre la question de l'immigration":

- l'approbation immédiate du projet de loi Dillen en matière de 'rémigration';
- la stricte application de la législation existante en matière d'arrêt de l'immigration;
- le renvoi dans leur pays d'origine de tous les étrangers qui séjournent illégalement ou qui se sont rendus coupables de délits, ainsi que de leur famille;
- la 'rémigration' obligatoire des étrangers chômeurs de longue durée et des profiteurs des CP AS, en concertation avec leur pays d'origine;
- des sanctions sévères contre ceux qui emploient des immigrés illégaux;
- l'orientation de notre aide au développement essentiellement vers les pays dont proviennent les immigrés;
- la limitation sévère de l'octroi des permis de travail qui ne doivent être délivrés que dans des cas exceptionnels, par exemple si l'entreprise prouve qu'il est impossible de trouver des spécialistes de cet ordre, ou pour des stagiaires étrangers; suppression de la libre circulation de la main-d'œuvre et application du principe de la réciprocité;
- les lois sur l'établissement doivent être appliquées aussi strictement pour les étrangers que pour la population nationale;
- l'enseignement aux enfants d'immigrés doit être prodigué dans leur langue, leur religion et leur culture afin de permettre leur retour rapide et complet dans leur pays d'origine;
- l'organisation d'une campagne d'information parmi les immigrés afin de les informer des possibilités de 'rémigration';
- l'aspiration à un rejet international du principe du travail immigré comme étant contraire aux droits de l'homme.[\(36\)](#)

Ce programme est repris de manière synthétique dans le slogan "400.000 chômeurs, pourquoi encore des travailleurs immigrés?". Sans doute par analogie avec le NSDAP allemand qui, au début des années trente, s'est présenté aux élections avec le slogan "500.000 chômeurs, 400.000 Juifs". Ou comme le Front National français l'a formulé lors des élections de

1984: "Trois millions de chômeurs, ce sont trois millions d'immigrés de trop".

Ce n'est pas un hasard si le programme du Vlaams Blok en matière d'immigration présente une similitude frappante avec les positions nazies dans le même domaine, telles que les a formulées l'inspirateur du Vlaams Blok, Edgar Delvo.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Delvo était un des dirigeants de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels, l'organisation corporatiste d'inspiration allemande qui s'est installée en lieu et place des syndicats. En cette qualité, Delvo a entretenu des liens étroits avec le *Amt für Arbeitseinsatz*, le service chargé de la problématique de l'immigration (!) dans le Troisième Reich. Malgré la répugnance du national-socialisme à mettre des immigrés au travail en Allemagne, l'importation massive de forces de travail s'est imposée à partir de 1939, l'enrôlement massif dans l'armée allemande provoquant un important déficit de main-d'œuvre nationale dans l'industrie et l'agriculture. En 1944, des millions d'*Ausländische Arbeiter* étaient occupés en Allemagne.

En 1977, Edgar Delvo expliquait ainsi le phénomène de l'immigration dans le Troisième Reich dans *Dietsland-Europa*: "Toutes les forces de travail occupées dans une même entreprise ne peuvent appartenir à la collectivité de l'entreprise. Y appartiendront seulement les nationaux, jamais les étrangers... Il va de soi que les travailleurs étrangers occupés dans une entreprise peuvent être des forces habiles et méritantes; néanmoins, on ne peut pas attendre d'eux qu'à l'égard des objectifs de l'entreprise et du souci pour le bien-être général du peuple tout entier, ils se comportent psychologiquement comme s'ils étaient des nationaux... Nous voulons dire par là qu'une telle disposition d'esprit est limitée à des gens qui font partie d'un même peuple".

"Il serait tout à fait erroné de vouloir déduire de ce qui précède que les travailleurs étrangers ne doivent pas, autant que les nationaux, faire l'objet de toutes les mesures prises sur le plan social ou prises par l'entreprise au profit de son personnel. Le fait que la main-d'œuvre étrangère soit embauchée est déjà en soi une preuve que la collectivité tire avantage de son travail. Mais s'il s'agit des mesures sociales prises par la collectivité au profit du travailleur dans sa qualité de national, elle ne manque nullement à son devoir si elle estime nécessaire de n'en faire bénéficier que les nationaux. Considérée du point de vue de la justice, cette conception est entièrement défendable: alors que les devoirs du national sont différents et plus lourds que ceux de l'étranger, le salaire et les conditions générales de travail du travailleur national et du travailleur étranger doivent, il est vrai, être égaux en cas de prestations égales, mais on ne peut en déduire l'égalité devant la loi".[\(37\)](#)

A la même période que le Congrès et afin de donner plus large audience aux propositions et aux griefs exprimés par la direction du Vlaams Blok, un numéro spécial du mensuel du parti est intégralement consacré au thème de l'immigration et tiré à 100.000 exemplaires. Et le Vlaams Blok utilise aussi son temps d'antenne, dans le cadre des émissions pour les tiers à la BRT. Le 16 mars 1984, une semaine et demie avant le congrès, il diffuse sur les ondes le programme contesté de son Nationalistische Omroepstichting (Fondation pour une radiodiffusion nationaliste), dirigé par Wim Verreycken. Des fuites avaient révélé le contenu raciste de ce programme et, à la toute dernière minute, le député socialiste flamand Luc van Den Bossche et le VOCOM avaient vainement tenté de faire interdire en référé l'émission pour infraction à la loi sur le racisme. Une nouvelle fois, la procédure échoue pour "vice de forme". Van Den Bossche envoie aussi une lettre au ministre de la Culture, Karel Poma (organisateur à cette époque de la manifestation antiraciste 'Culturen als Buren') en lui demandant de visionner l'émission et, si nécessaire, de l'interdire. Le jour avant la date de diffusion prévue, Poma répond que le contrôle des émissions relève des compétences du Conseil d'Administration de la BRT, de l'administrateur général, de la Vaste Commissie (la Commission Permanente) et, le cas échéant, du service "Gastprogramma's". Pour le reste, Poma transmet la requête de Van Den Bossche à la direction de la BRT.

La direction de la BRT, en la personne du président du conseil d'administration, le professeur Herman Balthazar (SP), se scandalise elle aussi de la prose raciste et injurieuse du Vlaams Blok. Mais les émissions pour les tiers ressortent des compétences du service "Gastprogramma's" de la BRT, dirigé à l'époque par le libéral anversois Piet van Roe qui, lui, estime opportune la diffusion du programme contesté.

Jusqu'au dernier moment, Balthazar tente d'empêcher l'émission mais, en fin de compte, il doit se contenter de la suppression de quelques passages insinuant que la criminalité est inhérente aux immigrés: "Les victimes de l'insécurité sont souvent les enfants, les femmes, les personnes âgées et les isolés. Beaucoup font le lien avec la présence d'un nombre excessif d'immigrés. Nous ne sommes pas non plus un peuple de saints. Raison de plus pour ne pas importer de l'étranger davantage de criminalité. Et ce ne sont pas seulement les scientifiques qui sont arrivés, par diverses recherches, à la conclusion que la criminalité a plus de prise sur, par exemple, les Marocains et les Algériens que sur nos propres concitoyens... Nous trouvons tout simplement scandaleux que des femmes, des enfants, des personnes âgées ne puissent plus sortir le soir dans leur quartier, dans leur commune, sans courir le risque de se faire agresser, violer ou attaquer et qu'on ne fasse rien pour lutter contre cela... Les deux-tiers d'entre eux ne sont pas productifs. Ils n'ont pas de revenus ou vivent d'allocations. On associe vulgairement le chômage, la mutuelle et les allocations familiales aux étrangers. A tort? Je ne le pense pas".

Quand le programme est finalement diffusé sur les ondes, le 16 mars, il apparaît qu'il s'agit quand même de la version intégrale, contenant les passages incriminés. Cette bétise, volontaire ou non, fait l'effet d'une bombe. Dans un communiqué, le CNDI constate que la BRT s'est rendue coupable de l'émission d'un programme carrément honteux, raciste et hitlérien. "Le fait que ce programme ait été autorisé nous emplit de peur et de dégoût face à ce que l'avenir nous réserve", dit le CNDI. Dans son mensuel *De Volksmacht* du 6 avril 1984, l'ACW (le mouvement ouvrier chrétien flamand) écrit: "Ces idées semblent fort apparentées à ce que nous avons entendu il y a quarante ans, avec les conséquences les plus horribles qui nous dégoûtent". Une nouvelle fois, Herman Balthazar, choqué, réagit: "Nous sommes une nouvelle fois confrontés à la question des limites de défense d'une démocratie face à des conceptions ennemies, dont le racisme et la xénophobie sont parmi les plus exécrables. Que le racisme et la xénophobie refassent surface est en effet une tache noire sur notre démocratie mais, dans ce débat, ne tirez pas sur le pianiste, en l'occurrence la BRT, qui s'engage dans tant d'émissions pour la compréhension et l'intégration des immigrés dans notre pays".

Probablement la BRT n'a-t-elle aucune responsabilité dans cette affaire. Mais, selon toutes les apparences, elle a été menée en bateau par le Vlaams Blok, de la manière la plus vile. Des premiers éléments de l'enquête, il ressort que l'assistant de régie du programme du Vlaams Blok a transmis à la régie finale un numéro de bande incorrect, ce qui explique que ce soit finalement la mauvaise bande qui ait été diffusée.

Trois jours après l'émission, le service juridique de la BRT a été chargé d'enquête sur les responsabilités dans l'échange des bandes d'enregistrement. Pour sa part, le VOCOM s'est constitué partie civile dans un procès contre la BRT. Un procès dont on n'a jamais rien entendu, pas plus que de l'enquête interne de la BRT.

Les élections de 1987 et 1988: plus aucun frein - [Table des matières](#)

Pour la direction du Vlaams Blok, la situation est claire. Le parti peut se présenter sous tous les registres du racisme sans avoir à craindre aucune sanction de la part du pouvoir judiciaire. "500.000 chômeurs, pourquoi encore des travailleurs immigrés?": tel est son slogan le plus connu pendant la campagne électorale de 1987. La campagne raciste semble être la formule du succès.

Lors des élections législatives du 13 décembre 1987, le Vlaams Blok réalise sa première grande percée. Il obtient 116.594 voix à la Chambre et 122.925 au Sénat. Bien que cela ne représente qu'une augmentation relativement faible - de 1,9 et 2% respectivement, ce résultat signifie néanmoins que le Vlaams Blok rafle en une fois quatre sièges au Conseil

Provincial, deux sièges à la Chambre et un au Sénat: Hugo Heus, Wim Verreycken, Veerle Dillen et Guido Eggermont (province), Gerolf Annemans et Filip Dewinter (Chambre) et Karel Dillen (Sénat). La poussée la plus nette se situe une fois de plus à Anvers. Non seulement tous les élus sont anversoïses, mais il apparaît que, dans la métropole, un électeur sur dix a voté pour le Vlaams Blok.

A ce moment déjà, on pressent que le Vlaams Blok va connaître une rapide progression électorale hors d'Anvers. En 1987, il obtient pour le Sénat, avec dont Karel Dillen en tête de liste, 10,3% des voix à Anvers, 7,6% à Malines, 6,6% à Lier, 6,3% à Kapellen, 5,9% à Kontich et 4,9% à Saint-Nicolas.

Après ces élections particulièrement réussies du 13 décembre 1987, le Vlaams Blok entame "l'opération-charme". Un de ses objectifs principaux était de faire disparaître l'étiquette raciste particulièrement tenace qu'il s'était lui-même collée des années auparavant.

Dans des interviews ainsi que dans la revue de leur parti, Deleu, Annemans, Dillen et Dewinter ne cessent de répéter qu'ils ne sont pas racistes, alors qu'ils continuent sans désespérer à s'en prendre aux immigrés. Les tentatives du Vlaams Blok de se présenter comme un parti respectable restent donc transparentes et schizo-phréniques. D'autant plus qu'à souffler à la fois le chaud et le froid, la direction n'est pas parvenue (le souhaite-t-elle vraiment?) à maîtriser son arrière-ban échauffé depuis des années.

En perspective des élections d'octobre 1988, Gerolf Annemans et Filip Dewinter produisent, en mai de la même année, un "Dossier Immigration", une tentative transparente de se présenter avec un programme un peu plus "convenable" sur cette question. En fait, il s'agit ici d'une version retravaillée des documents du congrès de mars 1984, augmentée d'un passage empoisonné relatif aux réfugiés politiques. Citons-en le passage suivant: "Au milieu de l'ivraie se trouve encore ça et là du bon grain. En soi, les véritables réfugiés politiques constituent aussi une menace. Nous ne devons pas oublier que ces réfugiés politiques ont quitté leur pays pour des raisons politiques. Ce sont tous des gens engagés, qui viennent ici avec leurs idées politiques et leur lutte. Ils sont donc bien décidés à poursuivre leur combat à partir de notre pays. Aucun groupe terroriste, aucune secte islamique fondamentaliste ou intégriste, aucun groupement pro- ou anti-Khomeiny ou Khadafi ne doit venir faire sa petite guerre ici. Il y a assez de place pour ça dans leur propre pays!"

Et Annemans et Dewinter de terminer leur brochure avec ce qu'ils appellent les "propositions du Vlaams Blok pour une politique réaliste en matière d'immigration", une liste qui

reprend les douze propositions de 1984, complétées par d'autres: - refus de la "société multiculturelle";

- refus de la "politique d'intégration";

- suppression des droits à la sécurité sociale;
- suppression de l'Islam comme religion reconnue par notre pays;
- suppression des subsides alloués à toutes sortes d'organisations incontrôlables favorisant l'intégration culturelle des étrangers non européens;
- refus de tout droit de vote pour les immigrés, tant aux élections communales que provinciales et législatives;
- interdiction des abattages rituels, considérés comme indignes;
- plafonnement du nombre d'étudiants non-européens dans les universités et écoles supérieures;
- application du projet de loi Annemans en matière de réfugiés politiques (seuls sont autorisés dans notre pays les réfugiés politiques en provenance de pays européens);

- suppression du droit de vote et d'éligibilité des étrangers pour les élections sociales et réduction de l'influence des étrangers dans les syndicats;

- mise en place d'un secrétariat d'Etat pour l'encadrement de la politique décrite ci-dessus. [\(38\)](#)

Cette brochure servira en fait de point de départ au programme en 70 points en matière d'immigration présenté par Dewinter en mai 1992.

Dans le mensuel du Vlaams Blok - dont Dillen est l'éditeur responsable en tant que dirigeant du parti - le racisme a aussi tous les honneurs. Xavier Buisseret, responsable de la propagande, exmembre du VMO et ex-éditeur de sa revue *Alarm*, appartient à la ligne dure. Ainsi, en 1987, il fait la une des journaux flamands pour avoir agressé des homosexuels et, en juin 1988, il propose, dans le mensuel du Vlaams Blok, de donner au nouveau secrétariat anversoïse à la propagande le nom de Nationaal Secretariaat Dienst Algemene Propaganda (Secrétariat national au service général de la propagande), en abrégé: NSDAP. Un exemple d'humour qui fait fureur dans ces milieux.

Dans le numéro de juillet-août 1988 du même mensuel, Buisseret parle du *Festival van de Migrant*, le festival de l'immigré: "Imaginez: chaque année a lieu à Anvers une journée des travailleurs immigrés. En plus des subsides qu'ils reçoivent, une salle de fête communale est mise à leur disposition. Théâtre, chant, conférences, films, tout cela pour nous raconter à quel point ces immigrés vivent mal ici. Nous ne sommes pas assez aimables. Donc, jeune fille, quand vous vous faites violer, gardez le sourire. Ils ne sont pas assez

aidés. Heureusement, il y a encore des sacs à main à foison. Et ils veulent du travail. J'entends rire quelqu'un?"

"Le plus grave, c'est qu'ils ne peuvent pas participer aux élections. Ca, ce sont des méthodes racistes. Et qui prône le racisme dans ce pays? Le Vlaams Blok. Maintenant, c'est un autre qui vous le dit. Nous sommes mauvais pour eux, ils n'ont pas assez de liberté, ils ne peuvent même pas avoir une mosquée dans chaque rue. Pour les travailleurs immigrés, notre pays est un pays exécrable, où ils sont profondément malheureux. Et pourtant, rien ne les fait partir". Un mois plus tard, Buisseret part à nouveau en guerre contre la commission vicariale de l'évêché de Malines-Bruxelles qui, en prévision des élections communales d'octobre 1988, a lancé un appel bien motivé à "exclure toute expression de racisme latent". Xavier Buisseret: "Etant catholique d'éducation, il m'est parfois difficile de continuer à croire dans l'institution qu'est l'Eglise. Après avoir lu *Kerk en Leven* et toutes ses idioties, après avoir regardé à la télé *Kerkwerf* et toutes les absurdités qu'on y débite, je pense parfois: laissons-les faire, les évêques et les cardinaux les rappelleront bien à l'ordre. Allons donc. Les évêques appellent à être gentils envers les musulmans et demandent que vous soyez tous gentils pour eux, que vous vous pliez en quatre, et surtout que vous ne soyez surtout pas vous-mêmes - c'est presque un péché. Tout le monde est bon et gentil et nécessaire quand il a une autre couleur de peau, seuls nous autres, Occidentaux, ne valons rien, mais jusque dans les couloirs du palais épiscopal résonnera le cri *Notre peuple d'abord*".

Les résultats des élections communales du 9 octobre 1988 mettent en émoi le monde politique: en Flandre, le Vlaams Blok remporte 23 sièges aux conseils communaux, dont dix à Anvers. Ce résultat est d'autant plus significatif quand on sait que le parti ne s'est présenté aux élections avec une liste propre que dans 57 communes. Au total, il recueille 99.431 voix, soit 5,3% du total des votes émis. C'est surtout dans les villes, grandes et moyennes, qu'il obtient des sièges. A côté des dix sièges d'Anvers (sur un total de 55), le Vlaams Blok décroche aussi trois sièges à Malines, deux à Gand et Schoten et un à Mortsel, Edegem, Lokeren, Saint-Nicolas, Brasschaat et Lier. Pas moins de quinze sièges sur les 23 du Vlaams Blok se situent dans l'arrondissement d'Anvers, où les pourcentages obtenus dépassent toute attente, y compris celle du Vlaams Blok lui-même. A Anvers, le Vlaams Blok réussit à multiplier par six son nombre de voix par rapport aux élections communales précédentes, ce qui se traduit par un quintuplement de son nombre de sièges au conseil communal. Il devient ainsi le troisième parti en importance dans la métropole, talonnant de près le CVP dont l'avance sur son redoutable concurrent est de 500 voix à peine à Anvers-ville. A Borgerhout et à Deurne, le Vlaams Blok obtient même davantage de voix que le CVP, le PW, la Volksunie et Agalev. A Borgerhout, il devance tous les autres partis en raflant 27,37% des votes.[\(39\)](#)

Avant et après cette sombre journée électorale, il est beaucoup question de la corrélation possible entre la campagne raciste du Vlaams Blok et les scores élevés obtenus par le Parti dans les quartiers à forte population immigrée. Une ventilation des résultats à Anvers indique que ce lien existe bel et bien dans la métropole.

A Seefhoek, quartier immigré de Borgerhout, le Vlaams Blok réalise un score de 28,5%: un électeur sur quatre a voté pour lui. A Hoboken, son pourcentage passe de 4 à 16 et dans le quartier Sint-Andries, de 5 à 21,72. Dans les autres quartiers à forte concentration d'immigrés, Stuivenberg, Dam et Zuid, il obtient respectivement 24,22 et 21 % des voix. La corrélation entre la campagne raciste et le résultat électoral ressort aussi des résultats d'une enquête réalisée par Dimarso Gallup Belgium pour *De Standaard*, sur la motivation de vote de l'électorat du Vlaams Blok. De cette enquête par téléphone réalisée les 11,12 et 13 octobre 1988, il apparaît qu'à Anvers, 79% des électeurs du Vlaams Blok ont voté pour ce parti en raison de sa position sur la question de l'immigration. Selon Dimarso Gallup, on peut dire, en tenant compte des règles statistiques, que les positions du Vlaams Blok en matière d'immigration ont été décisives pour 71 à 86% de l'ensemble de son électorat. De plus, 80% des électeurs du Vlaams Blok interrogés ont déclaré que le point de vue de ce parti sur le renvoi des immigrés non-européens a influencé leur comportement électoral.

Le maigre score des autres motivations est significatif: 12% disent avoir voté pour le Vlaams Blok en raison de son radicalisme flamand ou de son opposition à la Volksunie, 10% en raison de l'insécurité, 7% contre les autres partis ou contre l'ordre établi et 15% pour d'autres motifs.

Les politiciens qui, juste après les élections, se hâtent d'expliquer la victoire du Vlaams Blok comme étant un rejet de la participation de la Volksunie au gouvernement Martens VIII ou une protestation contre la révision de la constitution sont donc - partiellement à tout le moins - à côté des véritables motivations. C'est surtout la campagne électorale hostile aux immigrés qui a poussé des milliers d'électeurs dans les bras du Vlaams Blok. Et ceci vaut apparemment aussi pour un certain nombre de communes où la proportion d'immigrés est réduite.

Même si, dans les milieux antiracistes, on sait depuis belle lurette que le racisme du Vlaams Blok agit à la manière d'un aimant électoral parmi certains groupes de population (essentiellement défavorisés), la direction du Vlaams Blok trouve plutôt irritant que son succès électoral soit associé aussi ouvertement à sa campagne raciste préalable, et ce, par un bureau de sondage respectable et par le journal en question. Le 21 octobre 1988, lors d'une conférence de presse, Filip Dewinter met en doute la représentativité de l'enquête de Dimarso et annonce que les jeunes du Vlaams Blok vont organiser leur propre sondage d'opinion auprès de 750 électeurs du Vlaams Blok.⁴⁰ Bien que le Parti harcèle

l'électeur avec sa prose raciste, il menace d'un procès quiconque fait une remarque à ce propos et s'en rapporte notamment à la loi... qui rend les déclarations racistes passibles de poursuites.

Et ces procès arrivent. En octobre 1988, Wilfried van Durme, parlementaire Agalev, avait, dans la revue des écolos flamands, qualifié Gerolf Annemans et Filip Dewinter d'"universitaires fous dangereux optant consciemment pour l'idéologie extrémiste et raciste de l'Allemagne nazie". Annemans réagit avec fureur et demande au président de la Chambre, Nothomb, de prendre des mesures. "A moins que van Durme ne présente ses excuses, Annemans déposera plainte". Van Durme ne s'est jamais excusé.

Deux jours après les élections communales d'octobre 1988, Filip Dewinter porte plainte contre *De Morgen* pour calomnie et diffamation parce que la journaliste Nadia de Beule l'a qualifié de raciste rabique et qu'elle a écrit que, depuis 1984, il est incontestable que "le parti est un Blok raciste".

Deux semaines plus tard, Voorpost et Dewinter portent plainte pour calomnie et diffamation auprès du Procureur du Roi contre la RTBF. Dans le journal du 6 novembre, la rédaction de la RTBF, dans un reportage sur les incidents au cimetière militaire de Lommel, avait qualifié Voorpost et Dewinter de néo-nazis, racistes et partisans d'Hitler. Selon Dewinter, "les insinuations de la rédaction du journal de la RTBF s'inscrivent dans une vaste campagne de calomnies montée contre l'aile droite nationaliste en Flandre".

Chamelières et tchouc-tchoucs - [Table des matières](#)

Trois émissions télévisées ont mis, chacune à sa manière, l'accent sur le caractère immoral du Vlaams Blok et ont conféré à tout le débat un caractère particulièrement sordide.

Lors de l'émission *Konfrontatie* de la BRT, le 10 octobre - au lendemain des élections - le journaliste Gui Polspoel lit quelques fragments d'un tract portant la signature du Vlaams Blok et diffusé pendant la campagne électorale par les frères Jef et Wim Elbers à Schaerbeek. Pour une bonne compréhension, nous vous en proposons ici le texte intégral.

"A tous les habitants de Schaerbeek, présents et à venir, salut!

Etant donné la Constitution, et particulièrement les articles 14 et 18, par laquelle nous avons encore le Droit et la Liberté de dire et d'écrire ce que pensent tous les vrais Schaerbeekois,

Etant donné le fait que Schaerbeek est devenu un petit Casablanca et le bazar d'Istanbul, surtout dans le quartier de la rue Josaphat, de la place Liedts et des environs de la gare de Schaerbeek;

Etant donné la présence en trop grand nombre de tchouc-tchoucs, de chameliers, de macaques, de bougnouls, de bachi-bouzouks et autres marchands de tapis dans la commune de Schaerbeek;

Vu qu'ils se reproduisent comme des lapins, qu'ils prennent le travail (et donc le pain) de notre peuple et qu'ils profitent largement de ce que nous avons acquis en travaillant durement;

Vu que des bandes de jeunes têtes frisées chocolat au lait sèment l'insécurité dans nos rues la nuit comme le jour;

Vu que le Brave Citoyen qui, toute sa vie, a dû bosser et trimer n'ose même plus descendre dans la rue par crainte pour sa vie et son argent; Etant donné la surcharge, le tapage nocturne et la saleté de certains de ces prétendus 'travailleurs immigrés' qui ne travaillent jamais;

Considérant qu'à cause de cela les vrais Schaerbeekois sont maintenant devenus la poire de l'histoire et que la racaille étrangère est venue ici nous imposer ses lois;

Considérant que les vrais Schaerbeekois sont peut-être qualifiés d'ânes mais qu'ils ne sont pas assez sots pour laisser aller les choses ainsi sans réagir;

Nous avons décidé et nous décidons, le 9 octobre 1985.-

article 1: Schaerbeek aux Schaerbeekois!

article 1 bis: Notre peuple d'abord!

article 2: Racaille étrangère, rentrez chez vous, avec paquets et bagages, famille et chameau!

article 3: Pour organiser ce départ le plus vite possible et dans le meilleur ordre, les vrais Schaerbeekois votent sur la liste n°2 - Vlaams Blok -Jef & Wim Elbers.

Les hommes qui disent ce que vous pensez méritent votre voix. "

Bien que le tract ne mentionne pas d'éditeur responsable, il provient quasi certainement de Jef et Wim Elbers. Il est bon de savoir que Jef Elbers, ce chanteur et ancien membre du VMO, travaille comme scénariste à la BRT sous un nom d'emprunt (ses disques sont vendus par le service de vente de livres de Voorpost) et que son frère Wim est commissaire au Comité Supérieur de Contrôle. De plus, Jef Elbers siège depuis le début de 1992 au conseil d'administration de la BRTN, où il représente le Vlaams Blok.⁴¹

La lecture de ce tract provoque d'abord un vent de panique à la direction du Vlaams Blok. Gerolf Annemans tente encore, pendant le débat télévisé, de nier que ce pamphlet ait été rédigé et diffusé par le Vlaams Blok ou par un de ses candidats. Mais quand il apparaît que plusieurs témoins ont vu Wim Elbers en personne distribuer le tract dans un café, la

direction du parti change son fusil d'épaule. S'il apparaissait qu'effectivement Jef et Wim Elbers sont les auteurs de ce texte raciste, le parti leur retirerait leur carte de membre. Une semaine et demie après la lecture du pamphlet à la BRT, Annemans, interrogé à ce sujet, déclare qu'il n'est toujours pas parvenu à trouver Jef et Wim Elbers. Et il ajoute que pour lui, toute cette histoire est une tempête dans un verre d'eau et qu'il n'est pas du tout pressé de leur demander des comptes. Pourtant, Karel Dillen et Gerolf Annemans tiennent avec beaucoup d'insistance à se démarquer du contenu raciste du pamphlet.

Cependant, le Vlaams Blok ne se risque pas à tenter un procès ni à la BRT tant exécrée ni à Gui Polspoel, mais une vive réaction paraît dans le numéro de novembre de son mensuel. Dans un article d'une page entière, on admet que le pamphlet "manie un langage quelque peu offensant à l'adresse des immigrés", qu'il faut désapprouver les offenses mais que le tract ne peut pas être mis sur le compte du Vlaams Blok. Le parti tente ainsi de susciter une nouvelle fois l'impression de n'être pas d'accord avec le tract, ni dans l'esprit ni dans la lettre.

Trois semaines après l'"incident Elbers", *Strip-tease*, l'émission de la RTBF, propose un reportage de Lucas van der Taelen sur la campagne électorale du Vlaams Blok à Anvers. On y voit notamment Filip Dewinter au travail, déambulant sur les marchés, dans les quartiers immigrés, et faisant du porte à porte pour dresser les électeurs contre les immigrés et récolter des voix pour son parti. Au cours de ces actions de rue, un homme solidement bâti ne le quitte pas d'une semelle: c'est l'ancien membre du VMO Gust Moors, le "garde du corps" de Bert Eriksson, qui a accompagné ce dernier en février 1982 lors de sa visite à Léon Degrelle à Barcelone. Depuis la grande percée électorale du parti le 24 novembre 1991, Gust Moors travaille pour le groupe parlementaire du Vlaams Blok. Le reportage présente aussi des images d'une "fête de la victoire" du Vlaams Blok, au cours de laquelle un partisan de ce parti, se référant aux résultats électoraux, déclare fièrement qu'un seul politicien a déjà fait mieux: Adolf en 1933. Jamais le Vlaams Blok n'a réagi officiellement à cette émission.[\(42\)](#)

Le troisième programme qui a fait du bruit est l'émission du 17 novembre de *Panorama*, sur les ondes de la BRT. Paul Muys, journaliste de la BRT, s'était rendu dans le quartier populaire de *Seefhoek*, où le Vlaams Blok avait récolté près de 30% des voix le 9 octobre, pour se rendre compte de l'attitude de la population locale à l'égard des immigrés. Pour réaliser ce reportage, Muys avait suivi à *Seefhoek* environ le même scénario que lors d'un précédent reportage sur les électeurs du Front National à Marseille et il avait obtenu à peu près le même résultat choquant. Des Anversoises déclarant n'avoir avec les immigrés que de minimes problèmes de coexistence comparent dans la foulée les immigrés à "des sauterelles, des poux, des mangeurs de bananes". "Ils se reproduisent comme des lapins", déclare un interviewé, "ils

baisent leur femme à la maternité". Un autre électeur du Vlaams Blok rêve tout haut du retour d'Hitler et se demande si nous "aurions assez de gaz pour eux tous".

La moitié de la Flandre est sous le choc et la presse quotidienne regorge de commentaires indignés. Même Gerolf Annemans se distancie des déclarations racistes de l'émission de *Panorama*. "Ce sont peut-être nos électeurs, mais ce n'est pas notre programme", dit-il en substance au journal *De Morgen*: le Vlaams Blok est favorable à une réintégration encadrée et active de la majorité des immigrés.

Quelques semaines plus tard, une fois la tempête médiatique apaisée, Filip Dewinter s'exprime d'une manière moins subtile dans le magazine *Exclusief*: "Etant donné que les étrangers refusent de s'adapter, il faut les renvoyer. Qu'ils le veuillent ou non".

Dans ce contexte, les tentatives de la direction du parti de nier le racisme du Vlaams Blok et la menace permanente de procès ne peuvent être qualifiées que d'hypocrites. D'autant plus qu'un aperçu de sa propagande révèle que le racisme et autre violence verbale à l'égard des immigrés sont la règle plutôt que l'exception.

Pour preuve, ce tract infâme diffusé à Gand, au nom du Vlaams Blok, à l'occasion des élections communales d'octobre 1988: *"Cher ami Mustapha, par la grâce d'Allah, nous sommes devenus les Seigneurs de Gand, qu'on appelle aussi la petite Turquie. Je me demande pourquoi tu hésites encore à venir ici! La vie est tellement facile! Naturellement, à ton arrivée, tu devras travailler un peu, mais n'aie crainte, après quelques jours ce sera fini; tu auras alors beaucoup de temps pour te faire des amis dans les cafés et tu seras bien reçu partout. Toutes tes femmes et tes enfants peuvent aussi venir. C'est beaucoup plus avantageux. Attention: une seule femme est inscrite comme 'légale'. Tes autres femmes seront inscrites comme célibataires avec enfants à charge. Avec les lois sociales, c'est très intéressant. Il est aussi facile défaire inscrire les enfants de tes frères et soeurs comme s'ils étaient les tiens, car les allocations familiales rapportent ici beaucoup d'argent. Avant de partir, glisse un billet à l'employé de la mairie pour qu'il te fasse plus vieux que tu n'es: tu pourras ainsi bénéficier plus rapidement de la pension... Les Belges sont incroyants, car ils ne prient pas Allah. Il est temps que notre grand patron Khomeiny fasse immigrer ici ses Gardes de la Révolution bien-aimés pour changer les choses. Il y a ici cependant un saint qui mérite d'être protégé par Allah et que nous avons donc adopté car c'est un brave saint: il s'appelle Saint-Dicat. Saint-Dicat nous est très favorable et protège surtout les immigrés qui lui sont fidèles et qui ont une carte de lui. Il est très puissant: si par exemple tu oublies d'aller pointer parce que tu as trop bu ou que tu as dormi trop longtemps, il arrange tout cela pour toi... "*

Le texte de ce tract ne nous est pas inconnu. Il a été publié comme lettre de lecteur - anonyme - dans le numéro de février 1977 du mensuel du VMO, *Alarm*, qui était alors édité par l'actuel responsable de la propagande du VMO, Xavier Buisseret.

Les deux tracts cités ne sont pas des exceptions. Les habitants de Geel ont reçu dans leur boîte aux lettres cette lettre écrite à la main et photocopiee:

"A juste titre, vous aurez remarqué que vous habitez dans un quartier de nègres. C'est comme cela aussi que ça a commencé à Schaerbeek... Le Vlaams Blok dit clairement que c'en est trop... Nous ne pouvons plus accepter que des étrangers reçoivent gratuitement l'asile ici et doivent être entretenus par nous tous - logement, chauffage, nourriture sont payés avec notre argent... C'est pourquoi, dimanche, vous voterez pour le Vlaams Blok ".

A Malines également, un appel anonyme et manuscrit à voter pour le Vlaams Blok a été distribué, tract contre lequel Agalev a du reste déposé plainte:

"Le problème des immigrés dans notre ville est connu de vous tous. La criminalité et les agressions se multiplient. Notre propre peuple n'est plus en sécurité dans sa propre ville. Chaque année, plusieurs milliards sont payés à ces profiteurs".

A Schaerbeek encore, où Roger Nols attire traditionnellement toutes les voix racistes, Inge Vanpaeschen, tête de liste du Vlaams Blok, s'adresse en ces termes à l'électeur:

"Il y a quelques années, je ne pensais pas faire de la politique, mais depuis que j'ai été candidate aux élections législatives de l'an dernier, il est devenu clair pour moi que nous devons prendre nous-mêmes les commandes pour nous libérer de l'occupant étranger qui terrorise notre commune et notre population. La criminalité triomphe, la taudification de nos quartiers progresse, l'immigration angoisse nos habitants... "

Comme on peut le prévoir et l'attendre, c'est Anvers qui ravit la vedette, en la personne du docteur André Wuyts, un gynécologue qui a son cabinet à l'Amerikalei et qui occupe la 51ème place sur la liste du Vlaams Blok. Alors qu'il figurait comme suppléant sur la liste du parti à la Chambre en décembre 1987, il avait fait sensation avec un tract électoral sous forme de prescription médicale pour la préparation magistrale d'un

"Vomitif pour la s.a. Belgique: 1 gr de poudre Happart, 2 gr Mohamed(ecine), 3 bulbes rouges de SP, 4 citrons d'avortement, 1 l eau bleue de PVV, 5 gr de sirop jaune CVP,

2 feuilles vertes d'Agave, 6 gr d'herbe à moules VU, 4 gr d'extrait de mosquée... "

En octobre 1988, il fait parvenir aux habitants du quartier anversoïse Het Zuid l'invitation suivante:

"Monsieur Nouredine Achmed El Asbath, bourgmestre d'Anvers a l'honneur de convier Monsieur et Madame Antverpicus Originalis à la prestation de serment du nouveau collège échevinal multiracial, le 10 octobre 1988. Cette cérémonie aura lieu à la Mosquée Centrale, l'ancienne maison communale du Grote Markt. Vêtement traditionnel souhaité. L'Orchestre Symphonique Musulman et le chœur de l'ACOD (CGSP, ndlr) sous la direction du chef d'orchestre invité Bob Cools, vous proposeront 'Anvers hospitalier', un conte musical oriental".

Den Blokduvel et le docteur - [Table des matières](#)

Jos Rogiers, rédacteur final au groupe *De Standaard* jusqu'au début de 1992 et fervent partisan d'Hitler, est sans aucun doute un des champions du Vlaams Blok en matière de charabia raciste. Rogiers, ancien para et, selon ses propres dires, licencié en histoire et philosophie, habite à Asse dans le Brabant flamand, où, à lui seul, il a présenté une liste du Vlaams Blok lors des élections communales de 1988. Il jouit dans cette commune d'une inquiétante réputation en tant qu'éditeur de *Den Blokduvel*, pamphlet raciste largement subsidié par la classe moyenne locale. A Asse habitent 780 immigrés, à côté d'une population de 26.000 Belges. Raison suffisante apparemment pour Rogiers de harceler ses concitoyens de tracts racistes. Rogiers est aussi un révisionniste endurci. Ces dernières années, il a publié plusieurs ouvrages glorifiant les nazis, niant l'holocauste et attribuant aux Juifs la responsabilité de la Seconde Guerre mondiale. Fin 1991, il a démissionné de son poste au groupe *De Standaard* et a fait savoir par une circulaire qu'il s'occuperait désormais à temps plein de sa revue (révisionniste) *Achtergrond Dossier*.⁴³ Il a depuis lors aussi démissionné du Vlaams Blok.

Sa prose raciste vaut toutefois encore la peine d'être citée ici. C'est pourquoi nous reprenons intégralement un de ses écrits.

"Notre peuple d'abord

Dans votre commune aussi!

Vlaams Blok

Tobback n'est pas le seul à avoir peur à Bruxelles

A en croire le journal, Tobback, le ministre de l'Intérieur, a peur à Bruxelles. Eh bien, nous pouvons rassurer le ministre: il n'est pas le seul à avoir peur à Bruxelles.

Les gens ont raison d'avoir peur dans la capitale, envahie par les étrangers. Non seulement parce que la criminalité y prospère et parce qu'il ressort de chiffres officiels (difficiles à obtenir) qu'elle prospère surtout parmi les étrangers (p1), mais aussi pour d'autres raisons, beaucoup plus graves.

En premier lieu, il y a la menace, bien perceptible à Bruxelles, de l'Islam qui, depuis l'an 711, tente de conquérir l'Europe. Pendant des siècles, les Européens ont dû lutter pour repousser les Musulmans d'Espagne et des Balkans - à une petite région près, autour de Constantinople (Istanbul en turc), qu'ils occupent encore maintenant. Après la Seconde Guerre mondiale, les mahométans ont à nouveau réussi à instaurer de nouvelles têtes de pont partout en Europe. Grâce à nos idiots de politiciens, qui les ont amenés ici et qui, du temps où ils étaient à l'école, ont manifestement mal écouté leur professeur pendant la leçon d'histoire.

En second lieu, il y a la menace de la Révolution - et on la sent aussi très bien à Bruxelles.

Pour une révolution, les ingrédients suivants sont nécessaires: un tas de poudre et un détonateur. Le tas de poudre, c'est une bande de déracinés, d'aigris, de vagabonds, de ratés, de criminels et autres: bref, des gens qui vivent en marge de la société et qui ne demandent pas mieux que de pouvoir aller leur chemin. Ils constituent la piétaille de chaque révolution. Le détonateur qui est nécessaire pour faire exploser ce barril de poudre, c'est un groupe de fanatiques bien organisés qui ne regarde à rien et qui réussit à atteler la piétaille devant son char. Ainsi par exemple, les francs-maçons ont été les détonateurs de la sanglante Révolution française. La Révolution "russe", beaucoup plus sanglante encore, a été principalement l'œuvre des Juifs communistes (p2).

En Flandre, nous n'avons pas encore connu de vraie révolution. Nous n'avons pas encore découvert les horreurs qui l'accompagnent. Nous ne les connaissons même pas. On ne nous les raconte pas. On ne nous raconte rien, par exemple, des génocides d'Ukraine et d'autres endroits en Union soviétique, pendant l'hiver 1932-1933, quand 7 millions de paysans, femmes et enfants, ont été condamnés à mourir lentement de faim, sur ordre du gouvernement juif-communiste. Quand les militants bien nourris du parti communiste, au nom de la Révolution, ont perquisitionné systématiquement les fermes à la recherche de provisions cachées, et les ont saisies sous les yeux des mères suppliantes et de leurs enfants en pleurs (p3). Quand, aux postes-frontières d'Ukraine et de Russie, tous ceux qui pénétraient en Ukraine ont été contrôlés pour vérifier s'ils ne possédaient pas de nourriture. Quand, dans des villes

ukrainiennes comme Kiev, des chars faisaient chaque matin la tournée des rues pour ramasser les cadavres d'enfants faméliques, morts de faim en rue durant la nuit (p4). De toutes ces horreurs, on commence depuis quelque temps à parler et à écrire en Union soviétique. Notamment l'historien Vassily Grossman qui dit du décret d'août 1932, procurant l'arme légale du génocide: "Le décret a favorisé l'assassinat des paysans d'Ukraine, du Don et de Kuban au moyen de la famine. Leur assassinat ainsi que celui de leurs petits enfants" (p5).

Le plus grave de tout est que ce génocide des paysans anticomunistes était déjà prévu de longue date. C'est ce qu'on peut en tout cas déduire de déclarations comme celle du dirigeant soviétique Zinoviev (de son vrai nom: Apfelbaum), qui déclarait déjà en 1918: "Nous devons entraîner avec nous 90 millions des 100 millions de Soviétiques. Pour ce qui est des autres: nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être exterminés" (p6).

Les gens sont systématiquement tenus dans l'ignorance de toutes ces atrocités commises par les progressistes. Ce n'est pas étonnant: la politique, la presse et la science sont dominées par des intellectuels progressistes. Les gens ne comprennent donc pas tout ce qui leur pend au-dessus de la tête. Pendant qu'ils travaillent et qu'ils dorment, une masse d'étrangers, de déracinés, n'ayant rien à voir avec les Européens, n'ayant rien à perdre et convoitant avidement notre bien-être, se prépare dans nos villes européennes. Pendant que nous regardons le football, la piétaille de la Révolution se prépare dans nos villes.

La seule chose qui manque encore pour faire exploser cette poudrière, c'est ce groupe bien organisé qui réussirait à accrocher devant son char cette masse d'étrangers déracinés. Il y a chez nous assez de fous qui rêvent de la Révolution. Pensez donc aux CCC. Pensez à ces fanatiques du PTB (ex-AMADA), qui déploient de grands efforts pour avoir pied dans les milieux immigrés. Pensez à tous ces progressistes favorables aux étrangers, dans les rangs du SP, d'Agalev - un parti à propos duquel nous voulons tout particulièrement mettre les gens en garde -, du CVP, de la VU, des syndicats, de la presse, de l'Eglise. Ils sont si influents qu'ils parviennent à imposer le silence aux gens sensés (mais peu courageux) de leur entourage. Le PVV lui non plus n'ose pas ouvrir la bouche quand il s'agit des étrangers.

Le Vlaams Blok, lui, ose. Nous sommes la seule force politique fermement décidée à résoudre le problème des étrangers: en les renvoyant dans leur pays, là d'où ils viennent. En les réimplantant dans leur propre coin de la planète Terre, d'où ils n'auraient jamais dû partir. Certainement pas quand ça va mal. Car c'est le devoir de chacun d'aider son pays à se remettre sur pied quand il chancèle. Et pas de quitter le navire.

C'est pourquoi nous vous demandons de soutenir autant que possible le Vlaams Blok, dans notre intérêt à tous. Avec vos muscles, votre intelligence ou votre argent. Ou au moins avec votre voix, le 9 octobre. Si nous demandons votre soutien, ce n'est pas pour des raisons politiques. Car il ne s'agit pas de politique: il s'agit de votre peau et de celle de vos enfants. Pour ma part, une fois les étrangers partis, le cirque politique peut continuer à tourner comme avant (jusqu'à ce qu'une autre fois, il y ait tant de dégâts qu'il faille un nouveau Vlaams Blok pour remettre de l'ordre dans les affaires). Mais aidez-nous, au nom du ciel, à résoudre le problème des étrangers avant qu'il ne soit trop tard.

Ne pensez pas que ce qui s'est si souvent produit ailleurs ne peut pas se passer chez nous.

Jos Rogiers, premier et dernier sur la liste du Vlaams Blok, ancien paracommando, licencié en histoire et en philosophie.

Notre peuple d'abord

Dans votre commune aussi!

Vlaams Blok"

(p1) Par exemple: selon le Parquet de Bruxelles, 50% de tous les hold-ups commis à Bruxelles en 1978 étaient l'oeuvre d'étrangers. Pour des chiffres similaires, voir: Gerolf Annemans et Filip Dewinter, Dossier Gastarbeid.

(p2) A propos de la participation des Juifs à la Révolution "russe", voir notamment: Elizabeth Dilling, The Jewish Religion - Its Influence Today (Californie, 1983) et Gerhard Müller, Vberstaatliche Machtpolitik im 20. Jahrhundert - Hinter den Kulissen des Weltgeschehens (München, 1972). A propos des francs-maçons et de la Révolution française, voir notamment: Dr. Frans Wichtl, Weltfreimaurerei, Weltrevolution, Weltrepublik - Eine Untersuchung über Ursprung und Endziele des Weltkrieges (München, 1923).

(p3) Un de ces militants, un certain Lev Kopelev, a décrit de telles perquisitions, auxquelles il a lui-même participé, dans un livre repentant: The Education of a True Believer (New York, 1978)

(p4) A propos de l'holocauste dissimulé en Ukraine, voir: Robert Conquest, The Harvest of Sorrow - Soviet Collectivization and the Terror-Famine (New York/Oxford, 1986). Voir aussi: Dr. Dmytro Zlepko, Der Ukrainische Hungerholocaust - Stalins Ferschwiegener Völkermord 1932/33 an 7 Millionen Ukrainischen Bauern im Spiegel geheimgehalter Akten des Deutschen Auswartigen Amtes (Sonnenbühl, 1988). Entre parenthèses, il y a un parallèle frappant entre la famine organisée en Ukraine et celle qu'a

*provoquée (ou provoque encore) le régime communiste en
Ethiopie*

(p5) Cité dans R. Conquest, o.c.,p.225.

(p6) Idem, p.24.

*Imprimé électoral
Ed. Resp. Jos Rogiers, 1700 Asse. "*

Immédiatement après les élections communales de 1988, Hugo Camps, collaborateur belge de l'hebdomadaire néerlandais *Elsevier*, réalise un reportage sur l'ambiance régnant dans le milieu du Vlaams Blok à Anvers. Son récit ne laisse planer aucun doute sur la véritable nature de la politique du Vlaams Blok et sur la manière dont elle est reçue par une certaine catégorie d'électeurs. Le reportage de Camps commence au moment où il va éclairer sa lanterne au café Odal, à Anvers, un établissement exploité par le dirigeant du VMO, Bert Eriksson. Les clients présents sont encore en pleine fièvre électorale. "Les Hollandais n'ont rien à faire ici. Ce sont tous des trafiquants de drogue et des pédophiles", lance Willy Corten, un restaurateur de bateau en veste de parachutiste. "Va d'abord te faire châtrer, après tu peux revenir ici", ajoute son camarade.

Il paie une tournée... "Tu sais ce qu'il y a?... ", dit Corten, un ton plus bas mais toujours avec un regard d'aigle. "Tu écris que je suis un fasciste, et je n'en suis pas un. A Braschaat, sur la liste du Vlaams Blok, j'ai eu 74 voix de préférence. Tu penses peut-être que ces voix sont celles de fascistes? Ce sont des jeunes gens qui cherchent depuis longtemps quelqu'un qui ose dire ce qu'ils pensent. J'ose dire que tous ces Mustapha doivent quitter le pays. Ils viennent ici prendre notre place, ils travaillent encore pour cent vingt francs l'heure. Les travailleurs de chez nous ne peuvent l'avaler. Je suis pour une jeunesse propre. Et contre les skinheads qui ne savent pas ce qu'est le travail. Tu peux le savoir, si j'en rencontre un qui me marche sur le pied, je le cogne. Avec plaisir". Le juke-box débite des marches allemandes. Les habitués chantent à plein poumons le *Horst Wessellied* et *Liebe Freunde*. Au mur, Rudolf Hesse et Staf de Clercq contemplant l'assemblée. [\(44\)](#)

On pourrait expédier le cas Corten en disant qu'il s'agit d'une exception locale, ayant atterri par hasard sur une liste électorale sans importance du Vlaams Blok. Mais rien n'est moins vrai. Lors des élections communales d'octobre 1988, Willy Corten figurait en quatrième position sur la liste du Vlaams Blok à Braschaat, la commune de Filip Dewinter et Gerolf Annemans. Ce parti y a décroché un siège au conseil communal, un résultat difficilement attribuable à la présence d'immigrés: dans la commune résidentielle de Braschaat, résidaient à cette époque 982 Néerlandais, 128 Britanniques,

124 Allemands, 79 Américains, 3 (trois!) Marocains et 12 (douze!) Turcs.

Encore une chose à propos de Willy Corten: jusqu'il y a peu, il appartenait au noyau dur du VMO. Il y a quelques années, il a participé, en compagnie d'autres membres du VMO, Léo Robbijns et Jean-Philippe van Engeland, à des camps d'entraînement paramilitaire de la milice néo-nazie allemande WSG Hoffmann, dans les environs de Nürenberg. Pendant le procès du VMO, Corten était accusé d'appartenance à une milice privée, constitution de bande, tentative d'agression, port d'arme prohibée et participation aux bagarres du VMO dans les Fourons.

Dans l'article *d'Elsevier* mentionné ci-dessus, Hugo Camps donne aussi la parole à un certain docteur van Dessel, spécialiste d'urologie à l'hôpital Saint-Augustin à Anvers. Van Dessel se qualifie lui-même d'"électeur moyen du Vlaams Blok" et il explique pourquoi il a voté pour ce parti: *"Parce que le Vlaams Blok est le seul parti qui défend encore les valeurs que je chéris de tout cœur. Dans la presse, on ne s'intéresse qu'au thème des immigrés. Ce n'est pas correct. Oui, j'ai vécu au Zaïre et j'y ai travaillé comme professeur à l'université de Lovanium. Et je sais aussi qu'il est impossible de dormir dans le même appartement qu'un colonel zaïrois. Il pue. Ou sa femme va piler du manioc à deux heures du matin. Mais ce qui est plus important, c'est que le Vlaams Blok m'offre à nouveau la perspective d'un Etat élitiste. En totale contradiction avec la culture politique qui veut que les politiciens doivent leur pouvoir à une pensée antiélitiste..."*

"A mesure que vous allez vers le Nord, vous trouvez plus de décadence. Aux Pays-Bas et en Scandinavie, les saunas collectifs sont monnaie courante. Nous, les Flamands, nous avons trop de pudeur pour ce genre de choses. Je suis membre du comité Pro Vita, contre la légalisation de l'avortement. Pourquoi, osez-vous encore demander? Parce qu'autrement, on devient des putains et des paysans et que ça se termine par le sida, la juste punition de la nature pour toute cette débauche". [\(45\)](#)

A Mol enfin, en prévision d'une conférence de Filip Dewinter sur les immigrés, le Vlaams Blok diffuse vers la fin de l'année un tract dans lequel les immigrés et les réfugiés politiques ghanéens résidant à Mol sont décrits comme "des écumeurs de rue, des bandits et des criminels". Cette expression de racisme provoque tant d'agitation à Mol que la conférence prévue est annulée au dernier moment. Et au cours de sa première session de 1989, le conseil communal de Mol approuve une motion dans laquelle le tract du Vlaams Blok est comparé "à la campagne antijuive des années trente".

Toutes les critiques à propos de la progression du racisme du Vlaams Blok sont niées par la direction du parti. La troïka Dillen-Dewinter-Annemans comprend mieux que quiconque que l'emploi du racisme comme stratégie ne lui procure aucun

avantage. En 1989, Dewinter publie le livre *Eigen volk eerst-Antwoord op het Vreemdelingenprobleem* (Notre peuple d'abord-Réponse au problème des étrangers), qui redéfinit et précise les dix propositions de base en matière d'immigration.[\(46\)](#)

La campagne pour les élections européennes de juin 1989 n'est qu'une étape sans importance dans cette évolution. En présentant une fois de plus les immigrés comme des boucs émissaires, ("L'Europe aux Européens"), Karel Dillen est élu au Parlement européen. En perspective des élections parlementaires du 24 novembre 1991, on ressort encore la grosse artillerie. A y regarder de plus près, il apparaît que le slogan électoral "*Uit zelfverdediging*" ("Par autodéfense"), agrémenté de quelques gants de boxe, a déjà été employé dans le passé par Adolf Hitler: c'est le titre d'un chapitre de *Mein Kampf*. Tous les maux de cette société, la criminalité, les sentiments d'insécurité, le chômage, les problèmes dans l'enseignement,... tout cela est attribué aux immigrés. Et quiconque - comme le Commissaire Royal Paula D'Hondt - prend la défense des immigrés est qualifié de "putain" par Filip Dewinter. Les partis traditionnels retiennent leur souffle, gardent autant que possible le silence sur la question de l'immigration.

Le résultat est connu. Le Vlaams Blok obtient une victoire électorale éclatante. Il rafle dix-huit sièges au Parlement, douze à la Chambre et six au Sénat. La liste du parti à la Chambre, qui avait obtenu 116.534 voix en 1987, en obtient cette fois 405.281. Pour la liste du Sénat, les chiffres sont de 122.953 voix en 1987 et de 414.476 en 1991. Avec un gain de 10,4% à la Chambre (10,8 au Sénat), le Vlaams Blok est aussi le grand vainqueur des élections. Par rapport à 1987, il a triplé son impact électoral.

Depuis lors, les partis traditionnels parlent du "signal des électeurs", un signal que le Vlaams Blok interprète à sa manière: le parti va poursuivre sur la voie choisie. Bien vite, on va comprendre comment cette décision est interprétée. Le 6 juin 1992, il organise à Anvers un "colloque" au cours duquel Filip Dewinter présente un "programme en 70 points pour résoudre le problème des immigrés".[\(47\)](#) Le programme fait l'effet d'une bombe. Non seulement les 70 mesures proposées présentent une grande ressemblance avec le dernier programme anti-immigrés du Front National français, mais encore différents politiciens lui trouvent de tout aussi grandes ressemblances avec les tristement célèbres lois de Nuremberg d'Adolf Hitler. Pour une fois, la presse et la rue de la Loi sont unanimes: le Vlaams Blok a révélé son vrai visage; maintenant, il est allé trop loin, définitivement.

Alors que la tempête gronde encore dans les médias et au Parlement, le Vlaams Blok montre une nouvelle fois les dents lors de la célébration du 11 juillet 1992. C'est une édition encore plus musclée que la fête du 11 juillet 1991 avec Alida Neslo. Le chahut commence quand le chanteur flamand Willem Vermandere entre en scène. Un commando d'une

soixantaine de sympathisants, sous l'oeil approbateur de Filip Dewinter, Gerolf Annemans, Francis Van den Eynde, Wim Verreycken et Xavier Buisseret, tente d'empêcher le concert de l'artiste en scandant des slogans, en entamant un concert de sifflets et en jetant des pétards. Mais le chanteur ne se laisse pas impressionner pour autant et poursuit son récital. Lorsqu'il entonne son morceau *Bange Blankeman*, une chanson sur les réfugiés, bien connue en Flandre, les chahuteurs tentent d'envahir le podium. Mais le public les en empêche, et les partisans du Vlaams Blok engagent un combat en règle avec la police.

Bien que le parti nie toute implication dans ces incidents et accuse de provocation les organisateurs de la fête du 11 juillet, les médias et tous les partis politiques le condamnent. L'indignation consécutive au chahut du 11 juillet et au programme en 70 points prend des proportions telles que Karel Dillen et Filip Dewinter organisent, le 24 juillet au Parlement, une conférence de presse commune au cours de laquelle Dillen affirme que l'indignation est la conséquence d'une campagne de haine orchestrée par les médias et les politiciens. Selon Dillen, on peut classer les réactions des médias et des politiciens sous le titre d'"éloge de la fantaisie méchante". Et d'ajouter, à propos de la célébration du 11 juillet, que "le Vlaams Blok n'a ni préparé ni organisé aucune bagarre" et que, "si cela avait été le cas (...), les bagarres auraient été beaucoup plus graves".[\(48\)](#)

Pendant ce temps, la campagne anti-immigrés s'étend aussi à l'Islam. Lors d'une intervention au Parlement européen, le 12 septembre 1990, Karel Dillen avait formulé la prévision suivante:

"... la politique catastrophique en vertu de laquelle des millions d'étrangers musulmans affluent en Europe doit prendre fin; les étrangers non européens doivent rentrer dans leur pays d'origine. L'Europe ne doit pas rester soumise à la menace d'une cinquième colonne islamique, infrastructure d'un terrorisme potentiellement terrible".

Et le 23 janvier 1991, il dit, à la même tribune:

"Nous constatons - pas pour la première fois, mais plus que jamais - qu'avec l'Europe nous ne sommes encore nulle part, que nous restons tributaires des Etats-Unis, instables à l'égard de l'Union soviétique et toujours sous sa menace, avec un flanc sud qui, à cause de la menace de l'Islam, peut devenir fatal à l'Europe".[\(49\)](#)

Dans son programme en 70 points, Filip Dewinter plaide pour le retrait de la reconnaissance de l'Islam comme religion officielle. Et pour qui ne l'avait pas encore compris, Gerolf Annemans déclare au *Standaard*, début août 1992:

"Nous voulons la suppression des avantages financiers pour les pratiquants de ce culte, ce qui ne signifie pas qu'on

toucherait à la liberté de religion reconnue dans la Constitution. Les Musulmans peuvent avoir leur propre religion, mais ne doivent pas être mis sur pied d'égalité avec les adeptes des religions occidentales. A propos de l'Islam, je suis assez clair: je ne le supporte pas...".[\(50\)](#)

Tensions - [Table des matières](#)

Jusqu'à ce jour, le militantisme dur, avec tout le racisme que cela suppose, est le ciment qui unit les militants et partisans du VMO, de Voorpost et de Were Di. Lorsqu'en avril 1987, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Humo*, le dirigeant du VMO de l'époque, Bert Eriksson déclare qu'il possède une carte de membre du Vlaams Blok et qu'il soutient à 100% le programme de ce parti, il sait pourquoi il fait cette déclaration d'adhésion. La direction du Vlaams Blok, Dillen, Dewinter et Annemans en tête, ont toujours soutenu et légitimé politiquement les actes de violence du VMO. Quand les militants d'Eriksson tabassent des gens qui pensent autrement qu'eux, participent à des camps d'entraînement illégaux, boutent le feu à des mosquées et à des librairies progressistes, tirent sur des cafés ou coupent la gorge à des immigrés et qu'ils sont jugés pour de tels faits, le Vlaams Blok ne manque jamais de les promouvoir au titre de "prisonniers politiques". On rencontre des héros de cette trempe dans les congrès du Vlaams Blok et ils fourmillent dans ses services d'ordre et ses équipes de colleurs. On s'en rend compte une fois de plus, et de manière particulièrement violente, à l'occasion des élections communales d'octobre 1988 et des élections législatives de novembre 1991, quand les équipes de colleurs du SP, d'Agalev, du PTB, du POS, du PC et delà Volksunie sont terrorisées, surtout à Anvers, par les "équipes de colleurs" du Vlaams Blok.

D'autre part, les adhérents traditionnels et les cadres moyens du parti sont principalement des nationalistes traditionnels, d'anciens nazis, d'anciens collaborateurs et leur famille, pour la plupart partisans de la notion des Grands Pays-Bas. Ce milieu, essentiellement regroupé autour de la personne de Karel Dillen, réclame encore et toujours l'amnistie inconditionnelle et la réhabilitation des criminels de guerre et des collaborateurs. Avec le vieillissement et le décès de ceux qui étaient directement concernés par ce thème, l'attrait politique de ce terrain d'action, initialement très important pour le Vlaams Blok, diminue à vue d'oeil. Il y a des années que le Vlaams Blok a fait le plein de voix dans ce milieu. Et il n'est pas rare d'entendre les jeunes à la tête du parti déclarer qu'ils n'ont rien à voir avec la Seconde Guerre mondiale et la collaboration pour la simple raison qu'ils sont nés après cette guerre. Ces mêmes jeunes mandataires, par contre, aiment se faire voir lors de rencontres et de commémorations de combattants du Front de l'Est, comme celles qu'organisent régulièrement le Sint-Maartensfonds et l'asbl Hertog Jan Van Brabant.

L'ambiguïté entre le penchant pour la respectabilité et la pratique quotidienne a aussi conduit à la naissance de

différents courants au sein du Vlaams Blok. Ainsi, en exclusivité, le magazine *Tegenstroom*, édité par le KVHV, annonce, le 4 mars 1988, que Jaak Peeters, secrétaire national du Vlaams Blok depuis des années, démissionne du parti. Peeters estimait inacceptable que le Vlaams Blok fasse ainsi passer à l'arrière-plan la problématique flamande au profit des points de vue anti-immigrés, "surtout au moment où la Volksunie est en train de vendre la Flandre sous notre nez".[\(51\)](#)

Quelques mois plus tard, Geert Wouters, lui aussi membre du conseil du parti et fils de Léo Wouters, suit l'exemple de Peeters.

Dans la perspective du congrès de fin d'année de son parti et des élections communales du 9 octobre 1988, Wouters adresse, en août de la même année, une "note" à Karel Dillen dans laquelle il demande que le parti s'inspire à nouveau du vieux slogan "*Vlaanderen ééerst*" ("La Flandre d'abord") et qu'il se profile moins autour de la question de l'immigration. Bien que des dizaines de personnalités influentes du Vlaams Blok aient signé cette "note" avec lui, elle n'a que peu d'influence sur Dillen, Dewinter et Annemans et ne change rien à la ligne politique du parti. Jaak Peeters avoue dans *Tegenstroom* avoir dû se soumettre au "clan Dewinter". Ce clan, dirigé par Filip Dewinter, Eric Deleu et Wim Verreycken, a la réputation d'être la fraction favorable à Jean-Marie Le Pen, une fraction qui, on le verra plus tard, gagne en influence au sommet du parti.

La discorde avec les "Le Penistes" conduit, fin janvier 1989, à une rupture ouverte entre l'aile grand-néerlandaise et le parti. Au beau milieu d'une conférence de presse, le 27 janvier, les chefs de file des dissidents, Geert Wouters, Renaat van Heusden, Edwin Truyens et Gérard Sleghers annoncent la fondation d'un nouveau "mouvement nationaliste". En première instance, ils en appellent à un "ressourcement des conceptions nationalistes de la vie" et espèrent que leur manœuvre amènera la direction du Vlaams Blok à redresser la barre. Etant donné le succès électoral de la formule Le Pen et les approches faites par Le Pen à la direction du Vlaams Blok, un tel renversement de situation est peu probable. On remarque en tout cas qu'aucun des ténors (Dillen, Annemans, Buisseret, Dewinter, Eggermont, Raes, Van den Eynde et Verreycken) ne semble soutenir les dissidents. Il est frappant de constater qu'aussi bien la "note" de 1988 que la création du mouvement nationaliste sont, tous deux, lancés à quelques mois d'une échéance électorale, ce qui pourrait indiquer qu'un certain électoralisme ne serait pas étranger à l'affaire. Un soupçon qui sera du reste confirmé en 1991. Le groupe a pris part aux élections législatives en Flandre orientale sous une dénomination propre, sans résultat notable. Mais cet exode - pourtant non négligeable - d'un certain nombre de nationalistes n'a toutefois pas eu grand effet, lors des élections législatives de novembre 1991, sur le succès électoral du Vlaams Blok.

3. Les principes du Vlaams Blok - [Table des matières](#)

"La grève nuit, le travail profite" - [Table des matières](#)

Le solidarisme, aussi appelé le national-solidarisme, constitue une des principales pierres angulaires de l'idéologie du Vlaams Blok. Si on lit la littérature à ce sujet, on constate qu'il n'existe aucune définition absolue de ces concepts. Le grand dictionnaire néerlandais van Dale explique que le solidarisme est la "doctrine sociale qui pose comme principe de la société: la solidarité de la communauté nationale et de ses membres". Une bien maigre explication qui correspond peu à la doctrine sociale propagée par le Vlaams Blok et les groupes qui lui sont apparentés.

Le solidarisme est la "doctrine sociale" développée à la fin des années vingt par le dirigeant du Verdinaso, Joris van Severen, qui lui même s'était inspiré de penseurs de droite tels que La Tour du Pin, Sorel et surtout le dictateur italien Mussolini. En 1932, *Jong Dietsland*, un hebdomadaire inspiré par le Verdinaso, décrivait le solidarisme comme suit: "Le solidarisme est plus que quelques principes de justice régissant les relations entre les individus, ou entre le gouvernement et l'individu, dans un Etat libéral-démocratique. C'est aussi plus que quelques principes de politique sociale destinée à replâtrer les principales séquelles du désordre libéral-capitaliste toujours accepté. Le solidarisme est autre chose et il est plus que cela: Il veut rétablir la véritable cohésion organique de la société, de l'Etat, de l'économie (...). C'est pourquoi il faut en finir avec l'esprit libéral-démocratique et avec les formes libérales-démocratiques: le parlementarisme, la démocratie des masses, l'Etat de partis (...). Le solidarisme est orienté contre la lutte de classes de la gauche, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, et la lutte de classes de la droite, c'est-à-dire la dictature des puissances financières ?

Même dans le camp national-flamand, on était conscient, à l'époque, des dangers de la conception national-solidariste de la société. En 1932, Elias en personne qualifiait le national-solidarisme de "camouflage du fascisme, du national-socialisme et d'Action Française". Mais Dillen et ses partisans ne s'embarrassent pas pour autant. Dans les *Principes*, le manifeste du Vlaams Blok, la vieille définition de Van Severen est habillée de neuf: "Le solidarisme est, pour le Vlaams Blok, la vraie expérience de la solidarité du peuple. Cette solidarité qui doit être reconnue par l'Etat comme la base de la société. (...) En tant que parti solidariste, le Vlaams Blok exige la restauration de l'Etat de droit contre la dictature de partis, de groupes de pression et de personnes. En tant que parti solidariste, le Vlaams Blok s'oppose aussi bien au capitalisme libéraliste d'exploitation qu'aux systèmes marxistes et communistes contraignants".

"Contrairement au marxisme et au collectivisme asservissants et opprimants, contrairement au libéralisme individualisant et

égoïste, le Vlaams Blok rejette toute lutte des classes et toute exploitation. Le société et l'individu ne peuvent tirer profit que d'une collaboration serviable de tous, jeunes et vieux, de toutes les catégories, de toutes les professions, de tous les groupes qui vivent et travaillent dans une communauté nationale". "En tant que parti solidariste, le Vlaams Blok rejette les syndicats incontrôlés dépendant des partis ainsi que les excès incontrôlés du capitalisme libéral". "En tant que parti solidariste, le Vlaams Blok est en faveur d'une économie équilibrée dans laquelle aussi bien les droits de l'individu que ceux de la société sont garantis. L'individu n'a pas seulement le droit, mais aussi le devoir de la libre initiative. C'est pourquoi il a également le droit aux fruits de son travail, le droit à la possession et à la propriété".

Dans la pratique politique, ce sont surtout les syndicats qui sont les ennemis désignés du Vlaams Blok. Comme Edwin Truyens l'écrivait en 1980 dans la brochure du Vlaams Blok *Vlaams-nationale Economie*(53): "En condamnant la lutte des classes comme irréelle, on condamne du même coup le syndicalisme comme forme particulière de la lutte des classes".

Traduit en revendications politiques concrètes, le programme solidariste du Vlaams Blok se présente comme suit:

- attribution de la personnalité juridique aux organisations syndicales;
- interdiction de bons offices politiques;
- encouragement de la libre entreprise;
- mesures pour protéger le revenu familial (y compris le projet de loi Dillen qui, en cas d'engagement, veut donner la priorité aux chefs de famille et les épargner en cas de licenciements collectifs);
- revalorisation du travail ménager dans la famille;
- répression du profitariat social (sont visés les gens qui vivent d'une allocation de chômage ou de l'assurance-maladie).(54)

Le refus des "excès du capitalisme" n'est, en réalité, qu'une couverture afin de pouvoir défendre de manière plus flagrante les intérêts des employeurs face aux travailleurs, aux assurés sociaux et aux syndicats. "La hausse du coût salarial est une des principales raisons de la crise économique", écrit Edwin Truyens dans *Vlaams Nationalist* (22.02.1981). Dans les premières années du Vlaams Blok, Truyens s'est défini comme le spécialiste du parti en matière de politique sociale et économique. Pendant quelques années, il a dirigé le service d'étude du parti et il travaille aussi à un secrétariat social pour patrons (c'est Willy Smout qui lui a succédé il y a quelques années comme défenseur théorique du solidarisme du Vlaams Blok; Smout qui, chaque mois, dans l'organe du parti, commente de quelques annotations l'idéologie développée par Truyens).

Selon Edwin Truyens, le seul remède pour donner un nouveau souffle à l'économie chancelante est d'encourager "un esprit ouvrier positif", comme le travail non rémunéré et l'allongement du temps de travail. Truyens: "Le travailleur japonais fait preuve d'un grand engagement envers son entreprise, il travaille 40 heures par semaine, ne considère pas le travail à la chaîne comme abrutissant, est prêt à fournir des prestations supplémentaires non rémunérées et il faut presque l'obliger à prendre ses vacances légales". (*De Vlaams Nationalist*, 02.02.1981).

Truyens fustige donc la "mentalité négative" des travailleurs: "Le travailleur belge (comme ses collègues européens) s'en tient strictement à son horaire de travail et n'est presque jamais disposé à faire des prestations supplémentaires. Même pendant les heures de travail, on constate souvent un manque d'engagement. Un grand nombre de travailleurs se rendent souvent coupables d'obstruction au travail, sous prétexte d'incapacités de travail qui en réalité n'en sont pas. La semaine de 40 heures est systématiquement ramenée à une semaine de 39 et même 38 heures".

Cette "attitude négative" caractérise aussi, selon le Vlaams Blok, les malades, les chômeurs et les bénéficiaires d'allocations familiales, qui se plaisent à "parasiter et à profiter". C'est pourquoi il faut réduire de manière draconienne les droits sociaux, conclut-il. "Les allocations de chômage - ça tombe sous le sens - sont là pour venir en aide quand on est gravement touché par le sort, et pas pour en profiter aux dépens de la collectivité", écrivait Karel Dillen dans *De Vlaams Nationalist* du 25 décembre 1980.

Concrètement, le Vlaams Blok plaide en faveur d'une limitation du droit aux allocations de chômage à une seule personne par famille. "Trouvez-vous logique que madame travaille juste le temps qu'il faut pour avoir droit aux allocations de chômage et se fasse alors licencier pour pouvoir en profiter pendant des années aux frais de la collectivité?" argumente Truyens (*De Vlaams Nationalist*, 06.06.80). La femme comme profiteuse: voilà un des chevaux de bataille de l'idéologue du Vlaams Blok: "Le refus de travailler occupe une part de plus en plus importante dans les chiffres du chômage. Il n'est dès lors pas surprenant que ce soient précisément les femmes qui, proportionnellement, comptent le plus grand nombre de chômeurs dans leurs rangs. Parce qu'elles sont licenciées plus facilement? Non. Mais parce qu'elles veulent plus volontiers appartenir au profitariat". (*De Vlaams Nationalist*, 07.07.1980).

Pour le Vlaams Blok, les autres assurés eux aussi n'ont qu'à bien se tenir. Karel Dillen: "Chacun sait que la situation catastrophique de la Sécurité sociale est la conséquence directe et inévitable d'années de gaspillage sans fin et sans pareil. Les allocations familiales, par exemple, ne doivent pas

être payées à tous ceux qui y ont droit". (*De Vlaams Nationalist*, 25.10.1980).

Tout cela, selon le Vlaams Blok, est la conséquence de la toute-puissance des syndicats qui se sont rendus maîtres de tout le pays. Ainsi, Dillen déclarait le 8 avril 1981 au Parlement: "Celui qui a des yeux pour voir sait qu'aujourd'hui, et depuis des années, la démagogie syndicale, la tyrannie syndicale est en grande partie responsable de la situation catastrophique".

En octobre 1983, Dillen s'en prend à nouveau violemment aux syndicats, à l'occasion de la grève du personnel des services publics contre les plans d'austérité du gouvernement social-chrétien. Le périodique du parti lance un coup de griffe au gouvernement parce qu'il n'intervient pas de manière suffisamment énergique. Son attitude est qualifiée de folle et de criminelle. Et Dillen poursuit: "Il est tout aussi fou et criminel de mettre en question et de mettre en danger les maigres tentatives de redressement en faisant grève et en appelant à la grève. Personne ne pense à nier ou à minimiser les mérites que les syndicats ont eus dans le passé. Leur longue lutte a réellement contribué à apporter au travailleur une existence plus digne. Ca, c'est le passé. Aujourd'hui, les syndicats sont des groupes de pression qui veulent avoir un droit de décision, à la place de l'autorité politique, à la place de l'Etat. Ils ne portent aucune responsabilité légale. Ils ne doivent rendre de comptes à personne".

Dillen veut mettre des limites à tout cela et introduit, le 25 octobre 1983, un projet de loi visant à l'attribution de la personnalité juridique aux organisations syndicales. Dans son exposé des motifs, Dillen écrit "que précisément l'absence de toute personnalité juridique des organisations syndicales peut donner aux dirigeants l'occasion d'échapper à toute responsabilité morale, par exemple en renvoyant à la prise de décision collective, de telle sorte que, dans la forme actuelle, on a peu de prise sur les actes des organisations syndicales".

L'imposition de la personnalité juridique aux syndicats contraindrait ceux-ci à dévoiler leur comptabilité et leurs caisses de grève. La personnalité juridique implique aussi qu'en cas d'action ou de grève, les syndicats pourraient être traînés devant les tribunaux et condamnés à de lourds dommages et intérêts. Bref, la personnalité juridique constitue une atteinte à la liberté syndicale et au droit de grève, deux pierres angulaires de toute société démocratique.

Outre l'imposition de la personnalité juridique, le Vlaams Blok formule encore d'autres revendications antisyndicales: non au "monopole syndical" lors des élections sociales, suppression des primes syndicales, interdiction de faire grève dans les secteurs économiques clé et dans les transports en commun et caractère illégal des piquets de grève, assimilés à des "milices privées".[\(55\)](#)

Ceux qui ont cru qu'avec l'arrivée du jeune militant du Vlaams Blok Willy Smout (ancien du VNV-Leuven) en tant que nouveau spécialiste en économie du parti, le contenu ou le ton du solidarisme du Vlaams Blok changeraient un tant soit peu doivent bien déchanter. Voici quelques citations.

A propos du dividende au travail, comme une étape dans la voie vers le solidarisme: "... Le travailleur fera davantage de planning à long terme, ce qui lui fera prendre conscience que cette véritable solidarité entre capital et travail lui rapportera plus que la politique syndicale crispée des 'droits acquis'". (Smout dans le périodique du parti, mai 1987)

A propos de la perestroïka en Union soviétique: "Nous pouvons donc en conclure que, derrière le rideau de fer, le capitalisme tellement malsain est quand même le bienvenu quand il s'agit de venir au secours du modèle marxiste si parfait. Que ce soit une nouvelle leçon pour l'Occident: nous n'avons rien à apprendre de ce modèle socialiste. Le point de vue des médias, selon lequel les deux systèmes, capitalisme et communisme, doivent se développer en direction l'un de l'autre peut donc être considéré comme une invitation à s'enliser, avec leurs amis rouges, dans le marais prolétarien". (Smout dans le périodique du parti, juillet 1988)

A propos du climat social vers la fin de l'année 1988: "Une fois de plus, les grèves et les manifestations pour des augmentations salariales sont notre pain quotidien en ces derniers mois de 1988. Qui ne s'impatienterait pas, avec un Saint-Nicolas qui, après six mois de participation gouvernementale, distribue à pleines mains des cadeaux à Mobutu, à Liège, à la BRT et aux jeunes chômeurs marocains, mais qui ne s'adresse à son propre peuple que pour combler le puits sans fond de la Belgique?" (Smout dans le périodique du parti, janvier 1989)

Dans une réaction (mars 1992) à la formation du gouvernement Dehaene I, le Vlaams Blok a tenté de "criminaliser" les syndicats en affirmant que ce gouvernement était un "gouvernement des syndicats", dont le but premier était de défendre ses propres intérêts (lisez: ceux des syndicats. H.G.)

La vie avant la naissance - [Table des matières](#)

Le manifeste du Vlaams Blok, les *Principes*, contient un passage révélateur sur la famille: "Sur pied d'égalité avec l'être humain, avec la tradition, avec l'autorité, il y a la famille; la famille est indispensable et irremplaçable pour chaque peuple et pour l'humanité dans son ensemble. C'est pourquoi nous nous opposons à la débauche et à la dégénérescence actuelle ainsi qu'à tous les phénomènes de déchéance humaine et sociale et au mauvais usage des moyens de communication par lesquels se propage cette déchéance...

La famille n'est pas au service du versatile sentiment de bonheur de gens qui ne pensent qu'à eux-mêmes, mais elle est: la vie pour l'avenir, y compris - et même surtout - en veillant à une nombreuse descendance. Car c'est cela, la vraie foi en l'avenir: estimer qu'il vaut la peine que sa propre lignée, que sa propre famille se maintienne de sorte que la continuité de la communauté nationale à laquelle on appartient soit garantie".

Ces chimères sont aussi à la base de quelques inévitables revendications du Vlaams Blok. Ainsi, il exige une "politique audacieuse et protectrice de et pour la famille, une lutte active contre la dénatalité, la protection de la jeunesse contre toute forme de criminalité, le renforcement de la lutte contre le trafic de drogue et contre l'exaltation de perversions en tout genre". Les disciples de Dillen "rejetent toute libéralisation de la législation sur l'avortement" et exigent "la création d'organisations sociales favorisant la protection de l'enfant à naître, ainsi que la suppression des subsides aux organisations qui propagent ou favorisent l'avortement".

Sur le plan législatif, le Vlaams Blok a présenté au cours des dernières années un certain nombre de propositions de loi destinées à rendre punissable la sexualité parmi les mineurs et prévoyant l'interdiction absolue des activités des groupes qui "sapent toute conscience morale".

Quand il est question de sexualité et plus encore d'homosexualité, les responsables du Vlaams Blok s'emparent. Xavier Buisseret, député du Vlaams Blok, condamné en 1985 pour avoir tabassé un homosexuel, a qualifié les homosexuels de "saleté anormale et de cochonnerie d'égout", en 1990, dans le périodique du parti.⁵⁶

En 1990 également, Dillen a plongé les interprètes dans l'embarras, dans les cabines d'interprétation du Parlement européen, quand il a voulu, lui aussi, donner son avis sur l'homosexualité: "... dans une Europe libre, forte et en voie d'unification, il faut mettre fin à tous les phénomènes de dégénérescence comme les mariages d'homosexuels et autres élevages transsexuels".⁽⁵⁷⁾

Pour le Vlaams Blok, une prise de position éthique est toujours simple. Pour le parti, l'avortement est un meurtre, rien d'autre. Ainsi, dans le numéro de février 1989 du mensuel du Vlaams Blok, quelques personnes du mouvement pour la libéralisation de l'avortement sont mises en scène par Jan Stalmans sous le sous-titre subtil *"Avortement: Meurtres pour la révolution"*. Sur la même page, Gerolf Annemans élève le Vlaams Blok au rang de "seul parti clairement opposé à l'avortement" et annonce une "forte opposition à toute proposition visant à faire sortir l'avortement du droit pénal". Dans le même numéro de la revue, Philippe van der Sande donne la parole au docteur Sprengers de Pro Vita.⁽⁵⁸⁾

Sur ce terrain, le Vlaams Blok s'associe à la branche du VMO, le Vlaamse Werkgroep Anti Legalisatie Abortus (Groupe de travail flamand contre la légalisation de l'avortement), une asbl fondée au début de 1987 par François Pauwels, Hilde Wagemans, Guido et Jef Eggermont. Fin 1988, cette asbl a été rebaptisée Vlaamse Vereniging Leven.[\(59\)](#)

La légalisation de l'avortement en 1990 n'était pas du tout du goût du Vlaams Blok. Depuis lors, le parti continue à œuvrer pour que cette décision soit annulée et il a même fait de l'avortement un des thèmes de sa campagne électorale pour les élections du 24 novembre 1991.[\(60\)](#)

Après le succès électoral du 24 novembre 1991, le Vlaams Blok a annoncé que la lutte contre l'avortement (maintenant légalisé) resterait un des principaux chevaux de bataille du parti.

Mouchardage

Bien que la problématique de l'enseignement soit abordée de manière très succincte dans le manifeste de base du Vlaams Blok, la direction du parti accorde beaucoup d'importance à la lutte contre la démocratisation de l'enseignement telle qu'elle apparaît dans l'enseignement secondaire rénové notamment et dans l'introduction du système modulaire dans l'enseignement moyen.

"Nous exigeons une revalorisation complète de l'enseignement, certainement au niveau du contenu. La paix scolaire doit être garantie par l'équivalence des réseaux d'enseignement. Des normes de qualité sévères doivent à nouveau favoriser la formation de la personnalité". Voilà ce qu'en disent les *Principes*.

En 1985, Eric de Lobel a développé le point de vue du Vlaams Blok sur l'enseignement dans la brochure *Nationalistische Bedenkingen bij het VSO* (Considérations nationalistes sur l'enseignement rénové). Comme on pouvait le prévoir et s'y attendre, de Lobel - enseignant lui-même - bafoue le rénové qu'il qualifie successivement de non-démocratique, de négatif, d'œuvre de la gauche, de nivellement par le bas, de tromperie commise par des pédagogues de l'égalité, désorganiseurs et révolutionnaires de gauche. Après avoir couché ses railleries sur une trentaine de pages, il reste trois maigres pages à de Lobel pour proposer une alternative qui est en fait un plaidoyer en faveur de l'enseignement traditionnel, dont il ne faudrait corriger que quelques taches de beauté.[\(61\)](#)

La brochure de de Lobel serait déjà tombée dans l'oubli depuis longtemps si, en 1987, l'enseignement catholique n'avait été mis en émoi par le projet de la rue Guimard visant à introduire une structure unitaire pour toutes les écoles de l'enseignement moyen. Certaines directions d'école et associations de parents conservatrices, voyant dans ces

réformes une agression du rénové contre leur "Tradition Evangélique Occidentale", passèrent à la contre-offensive et se rassemblèrent dans l'Interprovinciaal Oudercomité (IPOC, Comité de parents interprovincial). Pour le Vlaams Blok - qui est, comme on le sait, une organisation aux brillantes qualités pédagogiques - c'est une occasion unique de se profiler comme ultime et unique défenseur de l'enseignement traditionnel.

Dans une tribune libre parue dans *Gazet van Antwerpen* (23.02.1988), Gerolf Annemans ne laisse planer aucun doute: toute la réforme a été concoctée par le lobby structurel du rénové, par la rue Guimard à la pensée et aux agissements bureaucratiques, par Karel van Miert et par la syndicatie chrétienne qui s'est nichée dans ces régions où il y a des gens à former et des milliards à gérer.

Et quand, le 10 octobre 1987, l'IPOC organise une manifestation de protestation culturelle à Anvers, Karel Dillen, Wim Verreycken et Gerolf Annemans marchent aux premiers rangs. Le trio était en bonne compagnie, aux côtés d'Anton van Wilderode, Alois Gerlo et René de Feyter.

Au début de 1989, Filip Dewinter annonça que le Vlaams Blok allait s'occuper de l'enseignement d'une manière très particulière. Dans une circulaire, il fit savoir que les Jeunes du Vlaams Blok iraient distribuer 100.000 dépliants dans les écoles flamandes pour protester contre ce qu'il appelait "la manipulation de gauche et l'endoctrinement". Le Vlaams Blok pensait qu'il fallait mettre fin à l'information mensongère délibérée des élèves", dont la responsabilité incombe, selon le Vlaams Blok, "à de nombreux enseignants qui utilisent leur position pour faire passer leurs idées progressistes".[\(62\)](#)

A côté de sérieux coups de griffe à l'adresse des immigrés, le dépliant contient un appel à dénoncer les "professeurs progressistes". L'appel est signé Filip Dewinter. Parents et élèves sont appelés à transmettre, même de manière anonyme, "des faits et données" sur les enseignants et les directions d'école, aux Jeunes du Vlaams Blok qui rassembleraient toutes ces informations dans un "livre noir".

Ce livre noir se termina en queue de poisson. Seules une douzaine de plaintes furent traitées, dont la moitié provenaient de milieux du Vlaams Blok. Le reste du "livre noir" contenait des commentaires et de l'information contextuelle sur de supposés complots marxistes dans l'enseignement.[\(63\)](#)

Après les élections du 24 novembre 1991, le Vlaams Blok tenta de donner un second souffle à la campagne de dénonciation. Le périodique du parti publia un nouvel appel à transmettre des informations sur les enseignants progressistes.[\(64\)](#) Mais il semble peu probable que cette

nouvelle tentative rencontre plus de succès que la campagne de 1989.

Un missile dans le jardin - [Table des matières](#)

La politique étrangère et la problématique du désarmement sont pour le Vlaams Blok un bac à sable où il peut laisser libre cours à sa fantaisie. Dans les *Principes*, on peut lire que le parti aspire à l'indépendance totale de la Flandre, "la communauté flamande disposant de la plénitude de l'autorité d'Etat".

"Dans une Europe des peuples en voie d'unification, la seule forme fédéraliste acceptable est un fédéralisme dans le cadre des "Lage Landen bij de zee". Vingt millions de Néerlandais du Nord et de Flamands doivent, dans l'Europe en construction, atteindre leur unité de langue, de culture, de peuple afin d'occuper leur place indépendante au sein de l'Europe et de maintenir ainsi leur particularisme", affirme le manifeste.

Ceci étant dit, le parti proclame que les Etats actuels ne peuvent pas servir d'éléments de construction pour l'Europe, mais que l'unité de l'Europe doit se faire sur base d'une collaboration des communautés ethniques. L'Europe doit en effet être une Europe forte qui rejette aussi bien l'impérialisme soviétique que la politique de pouvoir américaine".

Perestroïka et désarmement ne sont pas du goût de ces faucons. Les pacifistes sont à leurs yeux une bande d'idiot inutiles qui reçoit ses instructions de Moscou. Le démantèlement des missiles américains Pershing, à Florennes, est une infamie. Ces conceptions correspondent bien aux idées du Vlaams Blok telles qu'elles sont développées dans les *Principes*: "Le Vlaams Blok est d'avis qu'une future politique européenne doit être destinée à obtenir et à maintenir l'autonomie et l'indépendance de l'Europe... En guise de transition et aussi longtemps que l'Europe n'est pas unie et qu'elle ne dispose pas de la puissance nécessaire pour mener cette politique propre, il est clair que le maintien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord constitue un moindre mal. Pour le Vlaams Blok, une Europe devenue unie doit être à la fois une Europe forte et armée, capable de se défendre et de protéger sa liberté. Le Vlaams Blok refuse cette absence de défense absurde et extrêmement dangereuse entre deux blocs armés jusqu'aux dents".

Dans la pratique politique quotidienne, le Vlaams Blok traduit cette conception par le slogan "plutôt un missile dans mon jardin qu'un Russe dans ma cuisine". Que ce soit clair: le Vlaams Blok considère cette planète comme un terrain hostile. Comment expliquer autrement l'intervention de Filip Dewinter au Vlaamse Raad, à l'occasion du débat sur l'interdiction d'entreposer des armes chimiques sur le

territoire flamand? Ce parlementaire du parti, qui ne manque jamais une occasion de se présenter comme l'héritier politique et moral des anciens combattants flamands de la Première Guerre mondiale, est parvenu à tenir un plaidoyer vibrant en faveur du stockage d'armes chimiques en Belgique: "Le fait que, pendant la Seconde Guerre mondiale, on n'ait jamais fait usage d'aucun gaz de combat prouve bien que la théorie de la "réponse flexible" respectée par l'OTAN depuis plus de quarante ans fonctionne effectivement. Car Hitler savait qu'une attaque faisant intervenir une telle arme susciterait une contre-attaque mettant en œuvre la même arme horrible. Le fait qu'Hitler savait que les alliés disposaient de stocks considérables de munitions chimiques était apparemment suffisant pour l'intimider. Les Allemands aussi bien que les Alliés craignaient, à juste titre, que l'utilisation d'armes chimiques ne se retourne contre eux. C'est la théorie de la "réponse flexible" qui permet à l'Europe de construire son avenir en paix depuis plus de quarante ans".

"Du point de vue de la stratégie de défense de l'OTAN, il est nécessaire de disposer d'armes chimiques. On admet généralement que l'Union soviétique dispose de 100 à 300.000 tonnes de gaz énervant et de gaz moutarde. Elle dispose des installations militaires nécessaires pour utiliser ces munitions. Ses troupes sont équipées de manière telle qu'elles peuvent affronter sans grands problèmes la guerre chimique et bactériologique. La théorie de la dissuasion prévoit que les pays de l'OTAN, donc aussi la Belgique (y compris la Flandre, pour autant que ça dure) fassent voir qu'ils sont en mesure de réagir avec des moyens similaires à une agression chimique ou biologique, en d'autres termes, qu'ils sont capables de donner une réponse flexible, non seulement avec des armes nucléaires mais aussi avec des armes chimiques. De plus, la menace d'armes chimiques à elle seule a pour conséquence que l'efficacité des opérations de l'adversaire diminue en raison de toutes les mesures de protection qu'il doit prendre. En tant qu'armes de dissuasion, les armes chimiques font aussi partie de la nouvelle doctrine de l'OTAN *Air land Battle 2000*, aussi appelée *Deep Strike*. Cette doctrine consiste à anéantir, par des actions offensives massives, le deuxième, le troisième et les autres assauts de l'Union soviétique en les harcelant déjà sur le territoire des pays du Pacte de Varsovie. Les armes chimiques font donc toujours bien partie de la pensée tactique militaire".[\(65\)](#)

Après tout ce qui précède, personne ne s'étonnera de ce que le Vlaams Blok porte haut dans son cœur le régime blanc minoritaire d'Afrique du Sud. Dans les *Principes*, cette sympathie est formulée comme suit: "L'Afrique du Sud occupe une place particulière aux yeux du Vlaams Blok. Le Vlaams Blok souligne avec insistance sa solidarité avec l'Afrique du Sud blanche, en premier lieu parce que le peuple des Afrikaners est apparenté dans une forte mesure à notre peuple néerlandais; en second lieu parce que les Blancs d'Afrique du Sud ont le droit de vivre et donc le droit à l'autodétermination; et enfin parce que l'Afrique du Sud est

d'une importance vitale pour la liberté et la défense de l'Europe". Le manifeste ne souffle mot du droit à l'autodétermination et de la liberté des Noirs autochtones d'Afrique du Sud. Par contre, dans la liste des exigences du parti, figure la revendication que cesse "la campagne de haine contre les Blancs en Afrique du Sud" et que reprennent les relations culturelles avec le régime de l'apartheid. On pouvait difficilement s'attendre à autre chose de la part d'un parti dont le président fondateur est membre de Protea.

Pour le Vlaams Blok, cette prise de position ne reste pas lettre morte. Outre les inévitables manifestations racistes pro-apartheid et la propagande du même acabit, le lien de parenté avec les Blancs d'Afrique du Sud a été et est encore l'occasion de mener une propagande mercantile en faveur des vins et des fruits d'Afrique du Sud, de faire des voyages au Cap et d'engager des travailleurs au profit d'entreprises sud-africaines.[\(66\)](#)

Bien que depuis lors Protea ait perdu toute raison d'être, le Vlaams Blok continue à se considérer comme un partenaire privilégié de l'Afrique du Sud. C'est ainsi que pendant l'été 1992, le parti a organisé, sous la direction de Paul Beheydt (chef de groupe du Vlaams Blok au conseil provincial de Flandre Orientale) un voyage en Afrique du Sud pour lequel il a recruté des participants dans le journal du parti.[\(67\)](#)

Les médias - [Table des matières](#)

Le Vlaams Blok a toujours entretenu une étrange relation avec la presse en général et la BRT en particulier. C'est surtout la BRT qui a dû écoper. Pourtant, on ne trouve dans les *Principes* qu'une seule phrase sur la chaîne publique: "Nous condamnons le minage par la gauche de notre secteur public; pour le moment, nous exigeons une information objective à la radio et à la télévision, ce qui impose de briser le monopole de la BRT".

Les exemples de la prose insultante du Vlaams Blok à l'égard de la radio-télévision de service public flamande sont légion. Nous nous limiterons ici à quelques citations de l'intervention de Gerolf Annemans au Vlaamse Raad (20 avril 1988), à l'occasion du débat sur la création de la télévision commerciale: "...la BRT, dans son ensemble, dans son image, s'est transformée au cours de la dernière décennie en une épave agonisante. La BRT est devenue la victime inanimée des tentacules asphyxiantes que la politique et la bureaucratie ont lancées vers elle. Et par dessus tout, la BRT a toujours été et est restée le promoteur d'un esprit de gauche dont la Flandre aurait pu se passer comme de la peste... La contamination, le pourrissement montrent très clairement l'emprise politique et bureaucratique sous laquelle la BRT s'est retrouvée.

Relations de famille, nominations politiques, relations extraconjugales et soumission à la politique de parti ont fait

de la BRT un nid qui s'est mis à répandre une odeur de plus en plus nauséabonde. Cet écheveau, ce nid empêchent que la capacité, l'originalité, l'inventivité, la qualité, la soif de renouveau et la compétence puissent s'y épanouir librement. Ceci a provoqué le départ de personnes compétentes et l'institut a suscité de l'horreur chez des gens honnêtes, dès le moment où ils faisaient connaissance d'un peu plus près avec lui".[\(68\)](#)

L'aversion à l'égard de la presse libre - à l'exception de 't *Pallieterke* - va croissant au sein du Vlaams Blok. Après que Karel Dillen eut proposé, dans la période pré-électorale, de "placer devant le canon tous les journalistes" (voir plus loin), le Vlaams Blok a installé, au début de 1992, une véritable "cellule de presse" dont la tâche est d'enregistrer tout ce qui est opposé au Vlaams Blok et d'élaborer une contre-stratégie. La direction de cette cellule est entre les mains de Jürgen Ceder (ancien président du NSV).[\(69\)](#)

Bon nombre des positions citées dans ce chapitre sont empruntées aux *Principes* du Vlaams Blok. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que ce programme de base sera complété, le 24 novembre 1992 (!) lors d'une "Convention Nationaliste" qui se tiendra à Borgerhout (!), d'un "manifeste" écrit par Karel Dillen.

4. Le Groupe des Droites Européennes - [Table des matières](#)

Dans le giron de Le Pen - [Table des matières](#)

Pour les traditionalistes regroupés autour de Karel Dillen, le vieux "*volksnationalisme*" du Vlaams Blok s'accorde difficilement du nationalisme d'Etat de Le Pen. C'est pourquoi, pendant des années, Dillen s'est opposé à tout rapprochement entre le Vlaams Blok et le Front National.

En septembre 1984, Jean-Marie Le Pen donne à Schaerbeek une conférence particulièrement tumultueuse. Karel Dillen y réagit en publiant, dans le mensuel du parti, un commentaire acide à l'adresse de Le Pen. Ce que Dillen reproche à Le Pen, c'est d'être venu ici donner la leçon aux Flamands et "prêter ainsi main-forte au fransquillo-, nisme". Ce qui lui reste surtout en travers de la gorge, c'est la recommandation de Le Pen, de créer en Belgique un parti frère du Front National. "Il doit bien savoir qu'il rend ainsi le plus mauvais service qui soit à sa cause, à notre cause, à la cause de l'Europe de droite", affirme-t-il. "Il n'y a pas besoin en Flandre d'un Front National Belge-Belgisch Nationaal Front. Nous nous en passerons même comme de la peste".[\(70\)](#) Comme on va le voir, Dillen a dû faire quelque peu marche arrière sous la pression des jeunes loups de son parti.

Le rapprochement du Vlaams Blok et du Front National français repose sur le grand nombre de points communs que présentent leurs programmes ainsi que sur la conscience

réciroque que, dans une Europe unifiée, la collaboration entre les différents partis d'extrême droite s'impose tout naturellement. Le discours commun est basé sur la haine à l'encontre des immigrés non européens, le combat contre les syndicats, le rétablissement de la peine de mort, la lutte contre l'avortement et la corruption des mœurs, le maintien de l'enseignement traditionnel et l'exercice intégriste du culte religieux, la discrimination des minorités sexuelles, la défense de la vieille culture européenne. Aussi les allocutions et les textes officiels du parti présentés lors du congrès de 1991 sur la famille(71) de même que le programme en 70 points de Filip Dewinter correspondent-ils de plus en plus aux positions du Front National.

Si au début les contacts et les consultations avec le Front National se faisaient avec prudence et discrétion à cause des contradictions citées, les choses se sont mises à évoluer après le succès électoral du 9 octobre 1988. Ce résultat ouvrait en effet au Vlaams Blok la perspective de ravir un siège lors des élections européennes de juin 1989. Afin de pouvoir mettre un pied dans le manège européen, il était souhaitable qu'un éventuel élu du Vlaams Blok trouve un gîte dans un groupe reconnu. Pour le Vlaams Blok, seul entré en considération le Groupe des Droites Européennes de Jean-Marie Le Pen. Dans ce groupe siégeaient des représentants du Front National, du parti fasciste italien MSI, un Irlandais et un Grec. Des raisons suffisantes, donc, pour resserrer quelque peu les liens avec les partis frères européens.

Les contacts avec Le Pen étaient déjà établis longtemps auparavant. Depuis 1963, Le Pen possède une société de production de disques, installée à Paris: la Société d'Etudes et de Relations Publiques (SERP). La SERP est spécialisée dans la production de 33-tours reprenant notamment des sermons de Monseigneur Lefèbvre, des discours du Maréchal Pétain, de Mussolini, d'Adolf Hitler et, bien entendu, de Le Pen. A son répertoire figurent aussi des marches nazies et des chants de Noël traditionnels.

Très vite, la SERP est entrée en relation avec "3 A-Diffusion", une société néo-nazie de distribution de films, de disques et de livres, installée dans les environs de Huy. Le matériel de la SERP est présenté à profusion dans le catalogue de "3 A". Par l'intermédiaire de "3 A", les contacts financiers et politiques se prolongent en direction d'organisations d'extrême droite flamandes très proches du Vlaams Blok. Dans la revue *Berkenkruis* - le mensuel du Sint-Maartensfonds, l'association d'anciens combattants du Front de l'Est - on peut lire régulièrement des publicités pour la marchandise de "3 A" et de la SERP. La même constatation vaut aussi pour *Alarm*, le périodique du VMO. Dans le catalogue des livres de la SERP, on trouve des best-sellers d'extrême droite comme *Le Mensonge d'Auschwitz* et *Six millions de Juifs morts... le sont-ils réellement?*. Ces classiques du révisionnisme sont distribués en Belgique par "3 A" en version française et par Voorpost en version néerlandaise. Pendant des années, ces articles ont été proposés par la librairie de

Bert van Boghout, le président de Were Di, sise à Anvers, au Jordaenskaai. A l'instar de Roger Nols, van Boghout tenta aussi de faire venir Le Pen à Anvers en mars 1985 afin de rehausser l'éclat de la célébration du trentième anniversaire de *Dietsland-Europa*, le périodique de Were Di.

Malgré la promesse de Le Pen, le rendez-vous a échoué en raison de la divergence d'opinion politique - provoquée par l'appel de Le Pen à fonder un Front National en Belgique - largement attisée par Karel Dillen. En remplacement, ce sont Gui van Gorp, Gerolf Annemans, Karel Dillen, Bert van Boghout, Arthur de Bruyne, Broer Wiersma (Frison et représentant du Heelnederlandse Beweging - le mouvement grand-néerlandais) et Peter Dehoust (rédacteur en chef du mensuel allemand *Nation Europa*) qui ont rehaussé de leur présence la cérémonie de Were Di. Les contacts avec Le Pen ont cependant été chaleureusement entretenus, en perspective d'une collaboration future éventuelle.[\(72\)](#)

Cette collaboration a pris forme, notamment, lors de différents congrès. Quand les Jeunes du Vlaams Blok, six mois après leur fondation, ont organisé leur premier congrès à Deurne sous la direction de Filip Dewinter sur le thème "*Rechts zonder complexen*" ("A droite sans complexes"), deux orateurs étrangers ont pris la parole: Martial Bild (président du Front National de la Jeunesse (l'organisation de jeunes du Front National) et Hermann Lehman, président des Junge Nationaldemokraten allemands (l'organisation de jeunes du Nationaldemokratische Partei Deutschland - NPD). C'est Karel Dillen qui a souhaité la bienvenue aux congressistes avec la boutade désormais populaire dans ces milieux: "S'il faut choisir entre Botha et Tutu, je choisis Botha et s'il faut choisir entre Jean-Marie Le Pen et Harlem Désir, je choisis Le Pen".[\(73\)](#)

Au cours du congrès, Martial Bild, notamment, plaide en faveur d'une collaboration accrue entre la jeunesse de droite en Europe, une proposition particulièrement bien accueillie par Filip Dewinter, le président du Congrès. Avant même que Bild ne regagne la France, on convient que les Jeunes du Vlaams Blok collaboreront à la Confédération Internationale de la Jeunesse, une organisation de droite servant de paravent au Front National. Sans perdre de temps, les intéressés se rencontrent à nouveau les 5 et 6 avril 1988 au Centre de Congrès de Strasbourg, cette fois à l'invitation du groupe des Droites Européennes et du Mouvement de la Jeunesse d'Europe (la Confédération Internationale nouvellement fondée). Quelque 500 jeunes de 25 nationalités différentes prennent part à ce congrès. Parmi eux se trouve une délégation de six jeunes du Vlaams Blok emmenée pour la circonstance par Frank Vanhecke, le secrétaire de Filip Dewinter, et Werner Marginet, secrétaire général de la section jeunesse. Filip Dewinter qui aurait dû diriger la délégation en tant que président des jeunes, avait manqué de peu son avion pour Strasbourg.

Le peu de divergences entre le Front National et le Vlaams Blok est encore apparu lorsque Werner van Steen, un dissident du VMO, s'est mis en quête du soutien et de la reconnaissance de Le Pen, par l'entremise de Gendron et de Ceyrac (respectivement le beau-fils de Le Pen et le chef de file du FN à Lille), pour l'organisation de son "*Ring-congres*" à Courtrai et la création d'un Vlaams Nationaal Front. La presse en ayant fait ses choux gras pendant l'été 1988, Filip Dewinter s'empessa de contacter le quartier général de Le Pen à Paris afin de faire reconnaître le Vlaams Blok comme seul interlocuteur flamand valable auprès du Front National, ce qu'il obtint sans trop de peine. La "réconciliation" avec Le Pen fut finalement scellée quand, en juin 1988, Frank Vanhecke acclama d'une manière particulièrement lyrique les mérites et les succès électoraux de "Menhir Le Pen" dans le mensuel de son parti.[\(74\)](#)

Tout ce scénario ouvrit aussi la voie, pour le Vlaams Blok, aux négociations plus concrètes qui suivirent la forte progression lors des élections communales de 1988. Le rapprochement était déjà tellement avancé que Jean-Marie Le Pen invita le dirigeant du Vlaams Blok pour un repas à Bruxelles. La rencontre eut lieu le 8 novembre 1988. Le Pen, accompagné du parlementaire européen Jean-Marie Chevalier et de son collègue grec de l'EPEN, reçut Karel Dillen, Filip Dewinter et Franck Vanhecke dans le restaurant bruxellois select *L'Ecailler du Palais Royal*. Outre le champagne, les huîtres et le turbot, les élections européennes figuraient aussi au menu.

L'ouverture était surtout importante pour Le Pen. A quelques mois des élections européennes, son groupe des Droites Européennes était mis à rude épreuve. En France, la base électorale propre de Le Pen était en train de s'effriter. De plus, deux des membres du Groupe - les chefs de file du MSI italien Almirante et Romualdi - étaient décédés l'un après l'autre et une violente lutte de pouvoir pour la succession d'Almirante déchirait les fascistes italiens. Enfin, Chrysanthos Dimitriadis, le représentant du parti fasciste grec EPEN de l'ancien chef de la junte George Papadopoulos, venait lui aussi de décéder. La survie des Droites Européennes en tant que groupe reconnu était de ce fait mise en danger. Outre bon nombre d'avantages matériels et politiques, une telle reconnaissance a pour conséquence que la Communauté européenne met à la disposition de Le Pen une vingtaine de personnes ainsi qu'une somme de 20 millions de francs par an pour frais de fonctionnement. Aussi bien le Front National que le Vlaams Blok avaient donc tout intérêt à s'associer (fût-ce uniquement sur le plan technique).

Comme on le sait, Karel Dillen a été élu lors des élections européennes de juin 1989 et, depuis lors, il fait partie - avec le Republikaner allemand et le Front National - du Groupe technique des Droites Européennes (le MSI a quitté le navire en dernière minute). Bien que le Vlaams Blok ne soit, dans ce contexte, qu'un petit parti, le Groupe a cependant jugé utile

de publier sous forme de livre certaines des interventions de Karel Dillen au Parlement européen en 1991.[\(75\)](#)

De plus, en janvier 1992, le Groupe a présenté Dillen comme candidat (sans aucune chance) à l'élection d'un nouveau président du Parlement européen. Dillen a obtenu 16 voix sur 518.

Le Parti du Progrès, DVU, NPD - [Table des matières](#)

Le Vlaams Blok et ses mandataires entretiennent aussi des contacts internationaux révélateurs d'un certain penchant pour la descendance politique du nazisme. Non satisfait de faire politiquement la cour à Le Pen, Frank Vanhecke ne cache pas non plus son admiration, dans les colonnes du mensuel de son parti, pour le Parti du Progrès danois, raciste, et pour la formation norvégienne du même nom, de Karl Hagen. Les dictatures d'Afrique du Sud et du Chili y sont aussi régulièrement à l'honneur. De plus, il existe encore des contacts de longue date avec les sections néerlandaises de Voorpost et de Were Di, avec les restes du Centrumspartij de Janmaat et avec la Vikingjeugd néerlandaise. Lorsque la Vikingjeugd a lancé un appel invitant "toutes les forces de droite et nationalistes" à participer, le 13 décembre 1988, à la commémoration au cimetière néerlandais de Ysselstein (où sont enterrés des soldats allemands), c'est son vice-président Roeland Raes qui s'y est rendu, au nom du Vlaams Blok.[\(76\)](#)

Mais c'est avec la Deutsche Volksunion et le Nationaldemokratische Partei Deutschland (NPD) que le parti entretient les contacts les plus étroits. Dans le périodique du parti, Frank Vanhecke flirte continuellement depuis quelques années avec la Deutsche Volksunion et le NPD. Depuis que les deux partis ont constitué un cartel électoral en septembre 1987, sous le nom de Deutsche Volksunion-Liste D et ont recueilli 3,41 % des voix lors des élections dans l'Etat fédéral de Brême, Vanhecke est aux anges. Le succès du DVU-Liste D n'est pas un feu de paille, a prédit Vanhecke en novembre 1984. Le bras droit de Filip Dewinter est bien placé pour le savoir, car un mois auparavant, une délégation de Jeunes du Vlaams Blok, dirigé par le président Filip Dewinter et le vice-président Hans Carpels (du reste accompagnés d'une délégation de Voorpost) avait participé au seizième congrès des Junge Nationaldemokraten, la section jeunesse du NPD. Un mois plus tard, une délégation de la section jeunesse a pris la parole à Anvers lors du congrès des jeunes du Vlaams Blok.

Quand le DVU-Liste D remporte 2,1% dans le Bade Wurtemberg lors des élections au Landtag en mars 1988, Vanhecke ne se tient plus de joie. Il ne laisse planer aucun doute sur la raison de son euphorie dans le périodique du parti: le dépassement de la barre de 1% signifie que le DVU-Liste D a désormais droit lui aussi à un sérieux subside de l'Etat. Dans ce cas, le parti a droit à 16 millions, que Vanhecke qualifie de "bonne petite tirelire". Et d'émettre

l'espoir que le DVU-Liste D provoquera une "bonne surprise" lors des élections européennes.

L'amitié réciproque entre le Vlaams Blok, le DVU et le NPD est celle de "*alte Kameraden*" qui vénèrent encore le slogan "*Meine Ehre heisst Treue!*" ("Mon honneur s'appelle fidélité"). Le NPD a été fondé en 1964 par Adolf von Thadden et un groupe de partisans fanatiques d'Adolf Hitler. Les principaux points de son programme sont le renvoi des immigrés installés en Allemagne, la réunification des deux Allemagnes, une politique fortement anticomuniste et l'aspiration à davantage de loi et d'ordre ("*law-and-order*"). Au cours des années septante, le NPD était dirigé par l'avocat Muschg, le conseiller de Karl-Heinz Hoffmann, le führer redouté du groupe WSG Hoffmann. C'est pendant cette période que le VMO a participé à des camps d'entraînement paramilitaire du groupe Hoffmann et que le périodique du VMO a accordé beaucoup d'attention au NPD. Le leitmotiv du parti était: "Nous sommes les porteurs de la volonté de résister à l'exploitation, à la rééducation et au génocide. Nous puisons nos forces pour cette lutte horrible dans notre exemple: Rudolf Hess". Rudolf Hess, décédé en 1988 dans la prison de Spandau à Berlin, était le remplaçant d'Hitler. Lorsqu'en avril 1987, le Vlaams Blok a organisé une fête pour célébrer les dix ans d'existence du parti, Karel Dillen s'est vu remettre un "*Liber Amicorum*" ("Livre des amis"), contenant des textes manuscrits d'amis et de partisans, belges et étrangers, parmi lesquels un texte du fils de Rudolf Hess.

Le NPD dispose de sections de jeunesse spécifiques, organisées séparément dans les écoles et les universités. Selon un rapport de la Sûreté de l'Etat allemande, ces sections de jeunes, avec lesquelles le Vlaams Blok aime tant collaborer, sont plus dures et plus actives que le NPD lui-même. Elles affirment entre autres ouvertement qu'elles aspirent à un retour de l'Etat national-socialiste. Les premières années, le parti a connu un succès électoral relatif. Lors des élections au *Bundestag* (Parlement fédéral) en 1965, le NPD a obtenu 2% des voix, en 1969, 4,3%. Cet électorat s'est pourtant effrité, de sorte qu'en 1983, le NPD ne pouvait plus compter que sur 0,2% des votes. A son apogée, le nombre de membres payants du NPD était estimé à 15.000.

Cette débâcle est la conséquence de querelles internes incessantes qui ont conduit à la démission, fin 1981, de Von Thadden. De plus, les réunions du NPD étaient sans cesse l'occasion de scènes de violence qui, en 1985, ont provoqué la mort d'un antifasciste.

Le Deutsche Volksunion-Liste D (DVU-Liste D), créé en 1987 par le magnat d'extrême droite de la presse Gerhard Frey, profère ouvertement une politique néofasciste et antisémite. Le parti est en fait un prolongement de la Deutsche Volksunion fondée en 1971 par Gerhard Frey et Erwin Arlt, qui présentait un programme similaire. Le nouveau DVU-Liste D fonctionne surtout comme une coordination des organisations de droite et néo-nazies telles que Aktion

Deutsche Einheit, le Volksbewegung für Generalamnistie et le NPD. Selon ses propres dires, le DVU-Liste D compte 6.000 membres. La Sûreté de l'Etat allemande quant à elle avance le chiffre de 2.500.[\(77\)](#)

Le président Gerhard Frey jouit d'une certaine notoriété en Allemagne depuis qu'en 1976 il a conçu le projet d'élever un monument à Dachau en l'honneur du criminel de guerre SS Joachim Peiper. Un projet que le tribunal de Karlsruhe lui a interdit de concrétiser, si bien que Frey, contraint et forcé, a dû limiter son action à une veillée de commémoration à Dachau, qui s'est terminée par de graves affrontements avec des contre-manifestants antifascistes.

Le parti a libre accès aux colonnes du plus grand journal d'extrême droite de la République fédérale d'Allemagne, le *Deutsche National Zeitung*, dont Frey est le propriétaire. Ceci vaut aussi pour d'autres publications de Frey, moins importantes, comme le *Deutsche Soldaten Zeitung* et le *Deutscher Anzeiger*. Dans la meilleure tradition nationaliste, ces journaux se répandent en vénération du national-socialisme, en négations de l'holocauste, en insultes à l'adresse des immigrés et des Juifs et en glorification de la "supériorité" de la race arienne. Ils accordent aussi beaucoup d'attention aux organisations sœurs autrichiennes et tyroliennes ainsi qu'au Front National de Jean-Marie Le Pen, souvent interviewé. Le Vlaams Blok et notamment Filip Dewinter peuvent aussi se réjouir de bénéficier de toute l'attention nécessaire de la part du *Deutsche National Zeitung*. Ce journal publie aussi régulièrement des appels à soutenir financièrement les nazis ayant trouvé refuge en Amérique latine.

Le DVU-Liste D et le Vlaams Blok s'inspirent mutuellement. Les liens ont été resserrés en vue des élections européennes de 1989. C'est ainsi qu'une délégation flamande du Vlaams Blok composée de Filip Dewinter, du vice-président Roeland Raes et de Hans Carpels, rédacteur en chef du périodique du parti, a participé début novembre 1988 à la réunion de fondation d'une nouvelle section du DVU-Liste D en Rhénanie-Westphalie. Filip Dewinter et sa délégation y ont été reçus en invités d'honneur et ont partagé les applaudissements, aux côtés du commandant des blindés de la Wehrmacht Anton 'Toni' Muller et de Gerhard Frey. Un fait largement commenté dans le *Deutsche National Zeitung* du 18 novembre.[\(78\)](#)

Les relations froides entre les partis d'extrême droite français et allemand se sont à peine réchauffées depuis lors. Ce qui explique que Filip Dewinter tente de créer, aux Pays-Bas, un rassemblement de l'extrême droite. Le 28 septembre 1992, Dewinter a annoncé lors d'une conférence de presse à Anvers que quatre partis néerlandais formeraient un cartel lors des élections européennes, dans une tentative de conquérir au moins un siège au Parlement européen. L'accord a été signé par Janmaat au nom des Centrumdemokraten (Démocrates du Centre), Wijngaarden au nom du Centrumpartij (Parti du Centre), Vierling au nom du Nederlands Blok (Blok

néerlandais) et Geurts au nom de Demokratisch Alternatief Nederland (Alternative Démocratique Pays-Bas).

5. Les bêtes de concours du Vlaams Blok - [Table des matières](#)

Jusqu'au 24 novembre 1991, on pouvait considérer le Vlaams Blok comme un parti marginal sans aucun poids dans la politique nationale. Mais les choses ont quelque peu changé lors des élections législatives de ce fameux jour. Le Blok, comme on l'appelle aussi en Flandre, a raflé pas moins de dix-huit sièges au Parlement, douze sièges à la Chambre et six au Sénat. Les faits et gestes de ces parlementaires laissent le pays stupéfait. Par leur attitude politique quotidienne, leurs actes et leurs déclarations, ce sont eux qui déterminent dans une large mesure le visage du parti. On peut donc à juste titre se demander: qui sont ces élus? D'où viennent-ils? Où veulent-ils en venir? Des questions auxquelles on peut trouver réponse, du moins en partie, en examinant leur vie. Voici donc un album de famille, contenant le portrait de dix-huit parlementaires.

Gerolf Annemans - député (°1958), est un protégé de Karel Dillen. Vers le milieu des années quatre-vingt, Annemans se situe lui-même à l'extrême droite de Dillen (!). Avocat, il a fait ses études aux facultés anversoises UIA et UFSIA. Il est à cette époque un membre actif de l'aile droite du Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV). Dans une interview accordée à la revue d'extrême droite *Dietsland-Europa* (décembre 1985), Annemans déclare: "En fait, quand j'étais étudiant, j'étais déjà un partisan du NSV, avec une casquette du KVHV..."

A la mi-1985, Karel Dillen le fait entrer dans le parti, pour lui succéder. Le 12 mars 1987, il succède effectivement à Dillen au Parlement. Depuis lors, il met encore davantage en évidence son ancienne aversion bien connue à l'égard des immigrants, de l'avortement et de la BRT.

Mais, Annemans est avant tout un adversaire virulent des syndicats: "Remarquez les attaques des rouges contre la gendarmerie: elles portent la signature de la FGTB (le syndicat socialiste). On connaît les tentatives visant à remplacer, par toutes sortes de manœuvres, ce corps d'élite indépendant par des corps où triomphent la corruption dans les nominations et la manipulation dans la gestion, caractéristiques de la gauche". (*Gazet van Antwerpen*, 15.01.1986)

Annemans aime se présenter comme un politicien fidèle à ses principes. Il se veut un légaliste, qui ne s'aventure pas dans le mensonge ni la violence. Une image bien astiquée, pourtant fortement ternie à la fin 1988. A ce moment, Annemans est contacté par deux journalistes de l'hebdomadaire néerlandais *De Nieuwe Revu* qui se présentent comme des hommes d'affaires rotterdamois,

représentants du "Havenclub" de Rotterdam. Ils lui proposent 50.000 florins pour leur fournir une équipe de colleurs de 25 à 30 membres du Vlaams Blok afin de couvrir les murs du centre d'Amsterdam d'affiches racistes. Annemans mord à l'hameçon et propose même d'établir une fausse facture de 50.000 florins pour "conseil juridique". Quand toute l'affaire est révélée par *Veronica* et *De Nieuwe Revu*, Annemans tente de tout nier en bloc. Malheureusement pour lui, les journalistes avaient filmé et enregistré les négociations au moyen de caméras cachées et de microphones.

Annemans est membre du bureau du parti, président de la Vereniging van Vlaams Blok-Mandatarissen (WBM-Association des mandataires du Vlaams Blok) et coordinateur du Groupe Parlementaire.

Filip Dewinter - député (°1962) représente la tendance Le Peniste au sein du parti, tendance qui mène une lutte de pouvoir discrète contre le vieux groupe des nationalistes flamands. Selon beaucoup d'observateurs, il est le nouvel homme fort qui reprendra les rênes après Karel Dillen. Dans son ascension vers le sommet du parti, il n'a en effet à craindre que la concurrence de Gerolf Annemans et de Wim Verreycken. Electoralement parlant, Dewinter joue surtout la carte de sa jeunesse et - il ne faut pas l'oublier - son image bien brossée de beau-fils idéal.

Quand il a été élu en décembre 1987 sur la liste du Vlaams Blok pour la Chambre, il était le plus jeune député de Belgique. En dépit de son jeune âge, il présente toutefois un palmarès musclé. Au début des années 80, le Brugerois Dewinter était président de la section anversoise du Nationalistische Studentenvereniging (NSV), la dissidence d'extrême droite du KVHV. Dewinter a dirigé sa section pendant trois ans, puis est passé à la direction du Nationalistisch Jong Studenten Verbond (NJSV). A cette époque, le secrétariat national du NJSV était installé à son adresse privée.

Sous la direction de Filip Dewinter, le NJSV-NSV se transforme en un groupe de choc, néo-nazi et bagarreur. Les deux organisations sœurs entretiennent leur propre milice privée, la Verbondswacht. Cette équipe de choc rassemble les militants actifs et veille à l'ordre et à la protection des sections locales.

En 1987, les Vlaams Blok Jongeren (VBJ), les Jeunes du Vlaams Blok sont créés sous la direction de Filip Dewinter. Fin 1990, Jan Huybrechts lui succède à la présidence du VBJ.

Filip Dewinter est un violent qui se sent bien à sa place parmi les "*alte Kameraden*", les vieux camarades. Bien qu'il nie sur tous les tons avoir quelque chose à faire avec le nazisme ou la collaboration, Dewinter est un hôte bienvenu lors des commémorations nazies annuelles au cimetière de Lommel dans le Limbourg. Dans une interview accordée à

l'hebdomadaire allemand néo-nazi *National Zeitung* (18.11.1988), Dewinter dévoile d'ailleurs son jeu.

A la question de savoir quelles ont été, selon lui, les plus grandes batailles de l'histoire, il répond: "La bataille de Poitiers, la bataille des Eperons d'Or et le combat de la Légion flamande au Front de l'Est en Russie".

A l'occasion, le jeune député n'hésite pas à se retrousser les manches. Ainsi, le 9 juin 1989, un jeune homme de dix-sept ans est tabassé, sur le Meir à Anvers, par Filip Dewinter et quelques acolytes parce qu'il refuse d'accepter un imprimé électoral du Vlaams Blok. Un témoin néerlandais, qui a photographié la scène, est ensuite pris en chasse et menacé par Filip Dewinter. Une semaine plus tard, on apprend que, le 3 juin, Dewinter et trois de ses disciples ont envoyé à l'hôpital une dame de 53 ans, à Saint-Nicolas, parce qu'elle tardait à déplacer son vélo de l'endroit où ils voulaient parquer leur bus électoral. Et le 16 juin de la même année, l'agence de presse Belga signale qu'un groupe de militants du Vlaams Blok, dirigé par Filip Dewinter, a maltraité, à Gand, quelques membres des "Jeunes contre le Racisme" et du "Gentse Initiatiefgroep voor een Multiculturele Samenleving" (Groupe gantois d'initiative pour une société multiculturelle).

A la lecture de documents du parti et de diverses revues étrangères d'extrême droite, nous apprenons que Dewinter entretient des contacts étroits avec le Front National de Jean-Marie Le Pen, les fascistes grecs du EPEN, les néo-nazis du Deutsche Volksunion et le Nationaldemokratische Partei Deutschland, ainsi qu'avec quelques feux follets racistes du Centrumpartij et des Centrumdemocraten aux Pays-Bas.

Tout porte à croire que Filip Dewinter veut sans cesse reculer les frontières de son agressivité politique. Il essaie sans cesse de tester jusqu'où il peut aller. En mai 1992, il s'est attiré les foudres de tous les médias et des autres partis politiques en présentant un programme en 70 points avec lequel il veut engager la lutte contre les immigrés. La ressemblance de ce document avec les lois de Nuremberg d'Adolf Hitler est si évidente qu'elle a été soulignée par tous les journaux flamands.

Xavier Buisseret - député (°1949) présente, même si l'on s'en tient aux normes du Vlaams Blok, un état de service particulièrement violent. Dans le mensuel du Vlaams Blok, Buisseret signe ses articles du cryptogramme XA4. Un code facile à déchiffrer car, depuis quelques dizaines d'années, ce chauffeur de taxi d'Edegem est connu, bien au-delà d'Anvers, pour être un incorrigible bagarreur sur la scène de l'extrême droite. Une réputation qui se confirme une fois pour toutes en 1973 quand il participe à l'"Opération Brevier": il s'agissait d'aller "enlever" de sa tombe en Autriche la dépouille du prêtre-collaborateur Cyriel Verschaeve. La réputation de Buisseret se renforce encore au cours de la période allant d'avril 1974 à octobre 1977: il est alors le *Führer* incontesté

du VMO. Sous sa direction, le VMO fait à plusieurs reprises la une de l'actualité pour des actions violentes en tout genre: bagarres lors du pèlerinage de l'Yser, obstruction lors de la représentation d'une pièce de théâtre sur Verschaeve, coups et blessures portés à des étudiants progressistes à Louvain. Le tapage autour de Buisseret atteint son apogée - provisoire - lorsque le mensuel du VMO publie en juin 1977, sous la responsabilité du dirigeant du VMO, un "éditorial" appelant à entamer une guérilla en bonne et due forme contre les francophones.

Peu après cet incident, Buisseret quitte le VMO pour fonder, en octobre 1977, avec Roeland Raes et Siegfried Verbeke, un nouveau périodique: *Haro*, "mensuel pour une révolution conservatrice".

Dès le premier numéro, Buisseret y étale un antisémitisme et une xénophobie peu ragoûtants.

En juin 1979, *Haro* met la clé sous le paillason et la plupart des rédacteurs passent au Vlaams Blok. Comme responsable de la propagande et chef de Jongeren-Actief (le précurseur des Vlaams Blok Jongeren, Jeunesse VB), Buisseret devient cadre du Vlaams Blok et fait son entrée au bureau du parti. Ce qui ne l'empêche pas de rester un client fidèle du Tribunal d'Anvers. En 1980, il comparaît lors du procès du VMO et, en 1985, il doit répondre, devant le tribunal correctionnel, de la diffusion d'autocollants anti-Juifs. En octobre 1989, la Cour d'Appel le condamne à une amende pour une agression contre un homosexuel en 1985. Deux semaines avant les élections du 24 novembre 1991, il est condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir rossé et détrossé un jeune Marocain de quinze ans. Une condamnation annulée par la Cour d'Appel en mai 1992.

Marijke Dillen - députée (°1960) est la fille aînée de Karel Dillen. Elle a passé sa jeunesse politique au NSV. Elle habite Borgerhout, le bastion du Vlaams Blok. Avocate, elle a notamment défendu Xavier Buisseret. Elle est mère de trois enfants.

Introduite au Vlaams Blok par Filip Dewinter, elle est élue, lors du scrutin du 9 octobre 1988, au conseil communal d'Anvers où elle dirige depuis lors le groupe du Vlaams Blok (dix représentants). Marijke Dillen succède alors au président du groupe, Eric Deleu, qui avait démissionné parce qu'il était en désaccord avec la ligne dure dont il tenait Filip Dewinter pour responsable. Dans une interview avec le journal syndical *De Basis*, le conseiller communal Lode Hancké disait de cette démission: "En son temps, Deleu a quitté la Volksunie sur une dispute quand le Vlaams Blok n'avait pas encore un profil anti-immigrés aussi net. Il n'est pas du tout d'accord avec la ligne dure de Dewinter. Par exemple, il a eu les larmes aux yeux en voyant, dans un musée d'Israël, ce qu'on a fait subir au peuple juif. Lors d'un des derniers conseils communaux, Deleu a dit que c'était un scandale que des gens nient ou

minimalisent l'holocauste. "Des gens comme Le Pen doivent aller en prison", dit-il. Des considérations qui ne pèsent absolument pas sur la conscience de Marijke Dillen.

Bien que le Vlaams Blok n'ait jamais fait aucune proposition au conseil communal d'Anvers, Marijke Dillen ne manque pas d'ambition politique. Le 16 décembre 1991, elle a exigé, lors d'une conférence de presse à Anvers, l'écharpe de bourgmestre de la métropole ainsi que deux sièges d'échevins, celui du personnel et celui du port. Une exigence insensée, car le conseil communal anversoise ne pourra être refaçoné qu'après les élections d'octobre 1994. Cela n'empêche pourtant pas la classe politique anversoise d'avoir dès maintenant des cauchemars à l'idée qu'elle pourrait être rayée de la carte par le Vlaams Blok (le plus grand parti d'Anvers depuis le 24 novembre 1991).

Karim Van Overmeire - député (°1964) plonge lui aussi ses racines politiques dans le NSV. Gantois, il a été élu à Audenaerde le 24 novembre 1991. Il a étudié le droit et travaillé un certain temps au secrétariat de Filip Dewinter. Jusqu'à sa prestation de serment, il était secrétaire d'administration stagiaire au service juridique du ARGO (Autonome Raad van het Gemeenschapsonderwijs, Conseil autonome de l'enseignement communal). Van Overmeire a une activité politique à Grammont, en Flandre Orientale, où son père était commissaire de police adjoint. Il y était membre du bureau du NJSV et a participé à des distributions de tracts contre Broederlijk Delen (une ONG/équivalente de Entraide et fraternité), la BRT et le mouvement pacifiste.

Sous la direction de Van Overmeire, le NJSV organise une "marche flamande", au cours de laquelle une cinquantaine de manifestants exigent plus de facilités pour les Flamands d'Enghien, la suppression des facilités pour les francophones de Bever, la création d'une école flamande à Deux-Acres, etc. Partout où le groupe s'arrête, des bagarres éclatent. Personne ne comprend vraiment bien pourquoi il faut allumer un brûlot communautaire dans cette région.

Sur ces entrefaites, Van Overmeire fait une première fois son entrée au Parlement, mais c'est à travers un texte du socialiste flamand Herman De Loor, qui se demande s'il est bien normal que les tracts du NJSV à Grammont portent comme adresse de contact le numéro de téléphone du commissaire de police adjoint. Le NJSV disparaît de la scène.

En octobre 1985, le Vlaamse Jeugd Geraardsbergen (VJG - Jeunesse Flamande de Grammont), regroupant diverses initiatives antérieures, voit le jour. Karim Van Overmeire est le rédacteur du périodique *VJG-tribune*. Le VJG affirme lutter contre le totalitarisme et demande le "bannissement de notre société de partis tels que le POS, le PCB et le PTB". Le VJG affirme en outre qu'on n'a jamais pu imputer des tendances totalitaires au Vlaams Blok et au Nationaal Front (la formation de combat de Werner van Steen, ancien du VMO). Dans

chacune de ses éditions, le VJG de Van Overmeire ne manque pas de présenter le solidarisme comme la voie entre le communisme et le capitalisme. La doctrine de Mussolini offre, selon Van Overmeire et les siens, l'occasion de réduire la distance entre les patrons et les travailleurs. Le VJG affirme aussi que l'apartheid en Afrique du Sud a bénéficié de trop d'attention. Puis, le VJG disparaît à son tour de la scène à Grammont et la plupart de ses membres actifs se retrouvent, tout comme Van Overmeire, à Gand.

Van Overmeire était un membre actif du NSV, le grand frère étudiant du NJSV, et a participé à presque toutes les actions dures du mouvement. Et quand les voisins gantois étaient appelés à la rescousse par le NSV louvaniste à l'occasion de l'une ou l'autre manifestation violente, Van Overmeire était de la partie. Avec lui, c'est un nouveau costume-cravate en *combat-shoes* qui vient occuper un siège au Parlement.

John Spinnewyn - député (°1953) est issu de la fameuse famille brugeoise Spinnewyn. Il est sous-chef de gare aux Chemins de fer belges à Turnhout. John est le fils du fameux "*gouwleider*" du VMO, Roger Spinnewyn de Bruges. Sous l'aile protectrice de son père, il milite depuis son enfance, avec ses frères Jim et Willy, dans les rangs de la Volksunie et du VMO. C'est ainsi qu'en 1973, en compagnie de son père, de Bert Eriksson et de Xavier Buisseret, il prend une part active à l'"Opération Brevier", l'exhumation de la dépouille du prêtre-collaborateur Cyriel Verschaeve en Autriche. En 1978, il porte le Vlaams blok sur les fonts baptismaux. En 1980, lors du procès du VMO, il est condamné à six mois de prison avec sursis, à une amende de 8.000 francs et à des dommages de 650.000 francs (notamment en raison de sa participation à l'attaque de la Tour des Halles de Bruges en avril 1980, au cours de laquelle le carillonneur avait été gravement blessé, et de l'attaque de la maison communale des Fourons en octobre 1979).

En 1984, il est une nouvelle fois condamné à six mois de prison et à une amende de 18.000 francs pour sa participation à différentes attaques de cafés progressistes à Bruges. En 1989, il dirige un raid du Vlaams Blok contre le centre culturel de Mol, où se tient un débat sur le Vlaams Blok.

John Spinnewyn est membre du Club Hertog Jan van Brabant, une organisation brabançonne qui regroupe d'anciens SS, des combattants du Front de l'Est et leurs sympathisants ainsi que des membres de la section jeunesse de ce club, De Vlaams Jeugd.

Luk Van Nieuwenhuyzen - député (°1952) était, jusqu'à son élection, secrétaire d'administration à l'Office flamand du commerce extérieur. Il est un des nombreux membres de la Volksunie à avoir quitté le parti après la signature du Pacte d'Egmont. En 1981, l'année où il quitte Bruxelles pour s'installer à Saint-Amand sur l'Escaut, il rejoint le Vlaams

Blok. Pendant les années 70, il a été membre de WERE Di, puis de Voorpost. A son adresse privée à Bruxelles était aussi installé le secrétariat local de Voorpost. Van Nieuwenhuyzen a également été président du Club Henri Conscience pour jeunes nationalistes flamands.

Avec Marijke Dillen, il tente d'obtenir une allocation pour les mères au foyer. Van Nieuwenhuyzen est secrétaire de la section Klein Brabant-Vaartland du Vlaams Blok, rédacteur du journal (raciste) du parti pour les membres de l'arrondissement et collabore au mensuel du Vlaams Blok.

Filip De Man - député (°1955) a rompu dans sa jeunesse avec la tradition progressiste de son père pour devenir un militant antimarxiste, qui a fait de son aversion pour les immigrés son cheval de bataille. De Man est originaire de Flandre occidentale, il habite actuellement Ternat et se dit publiciste. Il a étudié, non sans peine, les sciences de la communication à la VUB. (A l'époque, il s'appelait encore Jean-Philippe). Pendant ses années d'études, il combat du côté du VNV, le mouvement étudiant progressiste à l'université de Bruxelles. Pendant l'année académique 1978-1979, il obtient de justesse son diplôme. Le sujet de son mémoire de licence ne trompe pas: *Vrijdag: enjeu et échec d'un hebdomadaire progressiste*.

En 1989, Filip De Man collabore au *Zwartboek progressieve leraars* (Livre noir des enseignants progressistes) qui est le résultat de la fameuse campagne de dénonciation, lancée par Filip Dewinter dans les écoles flamandes. Ce livre noir était une co-production du service d'espionnage du Vlaams Blok (KOSMOS, dirigé par l'ancien membre du VMO Luc Dieudonné) et des Jeunes du Vlaams Blok.

Actuellement, De Man occupe différentes fonctions au sein du Vlaams Blok: rédacteur final du mensuel du parti et président du Vlaams Blok pour l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde.

Joris Van Houthem - député (°1963) forme avec De Man et Van Walleghem un trio qui mène depuis des années des campagnes terre à terre contre les immigrés et les réfugiés politiques.

Van Houthem a étudié l'histoire à la KUL où il était un membre actif du NSV. En 1986, il devient rédacteur en chef du périodique de cette organisation, *Branding*. En 1988, Van Houthem devient secrétaire de Filip Dewinter et, un an plus tard, il est élu membre du Conseil de Bruxelles-capitale. En sa qualité de rédacteur en chef du mensuel du Vlaams Blok, Van Houthem est membre du bureau du parti.

Frans Wijmeersch - député (°1953) est le petit-fils d'un échevin de guerre de Saint-Nicolas. Bien qu'il plonge lui aussi ses racines politiques dans le VNJ, il doit essentiellement sa popularité électorale locale à sa qualité de membre du

Davidsonfonds et de la Fabrique d'église. Jusqu'au 23 décembre 1986, date à laquelle il démissionne parce qu'il a atteint la limite d'âge, Wijnmeersch était vice-président du VNJ. En 1976, il a fondé, avec Wim Verreycken et Piet De Pauw, le BR (Republikeinse Beweging, Mouvement républicain), un mouvement d'extrême droite qui, en septembre 1977, s'est transformé en VRP (Vlaams Republikeinse Parti), Parti républicain flamand). Il était aussi membre de la Volksunie, du TAK et du Vlaams Nationale Partij et a participé à la création du Vlaams Blok. A Saint-Nicolas, les amis politiques du fabricant de tapis failli Frans Wijnmeersch terrorisent depuis des années les étrangers en tirant sur le centre des immigrés, en démolissant à plusieurs reprises un café d'immigrés, en commettant une tentative d'assassinat sur la personne d'un jeune Marocain et autres actes de la même veine. Le cher député a mené, au cours des dix dernières années, une campagne de haine contre les immigrés.

Jan Cauberghs - député (°1930) a récolté le 24 novembre 1991 le fruit des efforts consentis par le Vlaams Blok afin d'implanter plus solidement le parti dans le Limbourg. Depuis la percée parlementaire lors des élections de 1988, le Vlaams Blok n'a épargné ni les moyens financiers ni les moyens humains pour parvenir à ses fins. Par une campagne haineuse contre les mosquées limbourgeoises, des tournées d'affichage, des soirées de conférence et des caravanes de voitures, le Blok a préparé sa percée. Ce ne sont pourtant pas les vétérans qui ont récolté les fruits de cette campagne, mais bien le transfuge Jan Cauberghs qui, de 1982 à 1989, a siégé au nom de la Volksunie au conseil communal de Beringen. Ce jardinier pensionné était, en 1954, un des co-fondateurs de la Volksunie. Depuis 1990, il est président du Vlaams Blok pour l'arrondissement.

Francis Van den Eynde - député (°1947) peut, en raison de son passé (et de son présent) d'extrême droite, être considéré comme le cadre moyen type du Vlaams Blok. A 21 ans, il était déjà président des jeunes de la Volksunie, les VU-Jongeren. En 1977 - après la signature du Pacte d'Egmont - il quitte le parti. A ce moment-là, Van den Eynde était déjà actif à Were Di et *Dietsland-Europa*. En avril 1979, on le retrouve parmi les membres fondateurs de l'asbl Voorpost et, peu après, il succède à Roeland Raes à la direction de l'association. C'est de cette époque que datent les contacts intensifs de Van den Eynde avec la section néerlandaise de Voorpost.

La même année, il participe à la création du Vlaams Blok. Avec Filip Dewinter, il fonde le Uilenspiegelcomité, une couverture du Vlaams Blok qui assure la défense politique des condamnés du procès du VMO. Bien qu'en fin de compte seuls quatre néo-nazis aient été condamnés à des peines de prison effectives (en raison de leur casier judiciaire faisant notamment mention d'actes de violence répétés, de vol, de coups de feu, de viol avec violence...), les fondateurs ont cependant estimé que ces condamnés étaient des martyrs flamands: "Cette troisième répression, qui touche durement

le mouvement nationaliste de droite, est la énième expression de la haine que l'Etat belge voue aux Flamands".

Francis Van den Eynde appartient au noyau raciste dur du Vlaams Blok. Dans son fief gantois, il mène depuis des années une campagne hostile aux immigrés, fulminant contre l'intégration des étrangers et les accusant d'être responsables du "problème du tapage nocturne, du vandalisme, de l'insécurité, de la multiplication des taudis".

Lorsqu'en 1992 l'exposition antiraciste de la Fondation Anne Frank s'installe à Gand pour quelques mois, ce n'est manifestement pas au goût de Van den Eynde. Il annonce des poursuites judiciaires à l'encontre de l'exposition et envoie un communiqué de presse dans lequel il qualifie la fondation Anne Frank d'"association hollandaise d'extrême gauche".

Wim Verreycken - sénateur (°1949) est un ancien compagnon de route de Karel Dillen. Depuis qu'il a succédé à ce dernier au Sénat, sa popularité et donc aussi son importance au sein du parti ont augmenté. Ses cheveux grisonnants et sa voix harmonieuse en font le meneur par excellence qui, lors des congrès du Blok, entonne les chants repris en chœur (*De Vlaamse Leeuw*, le *Wilhelmus* et *Stem van Zuid-Afrika*).

Son rayonnement dépasse aussi le noyau dur des fidèles du parti. Le 24 novembre 1991, il obtient 10.440 voix de préférence à Anvers (contre 1.063 en 1987). Seul Dewinter (11.840 voix de préférence) fait mieux.

Ce succès personnel ne lui tombe pas du ciel: Verreycken présente en effet un palmarès musclé. Membre du VMO dès le début des années soixante, il est impliqué dans des bagarres violentes à Ostende, pour lesquelles il a du reste été condamné. Verreycken, qui est aussi membre du bureau du TAK, a joué un rôle actif au sein du VNJ dans lequel il dirigeait le service culture, le chœur et était responsable pour la presse et la propagande. En 1977, Verreycken faisait partie de la commission provisoire d'experts du Vlaams Nationale Parti (VNP), le précurseur du Vlaams Blok. De décembre 1987 à juin 1989, date à laquelle il succède à Dillen au Sénat, Verreycken a siégé au conseil provincial d'Anvers.

En tant que responsable de l'association titulaire d'une licence d'émission du Vlaams Blok, le Nationalistische Omroep Stichting, Verreycken siège aussi au bureau du parti. C'est en cette qualité qu'il est responsable de la diffusion de la version intégrale - en dépit de l'épuration qui avait été imposée - d'une émission raciste particulièrement contestée sur les ondes de la BRT, le 16 mars 1984. Cette émission avait constitué le point de départ du grand tournant raciste du parti, un virage entériné lors du sixième congrès du parti (le 25 mars 1984).

Roeland Van Wallegghem - sénateur (°1949) n'est sans doute pas un inconnu pour de nombreux francophones du pays. Commerçant en produits laitiers à Bruxelles, il présente un passé politique violent, comparable à celui de Verreycken. Van Wallegghem était lui aussi membre de l'annexe de la Volksunie, le VMO, au début des années 70. Le 12 septembre 1970, il est directement impliqué dans l'agression d'une équipe de colleurs d'affiches du FDF à Laeken, au cours de laquelle trois membres du FDF sont blessés et un quatrième, Jacques Georgin, est décédé avant son transfert à l'hôpital.

Selon l'ancien sénateur Emile Guillaume (FDF), témoin de l'agression, les colleurs du FDF étaient en train de coller des affiches dans l'avenue Houba de Strooper lorsque, vers une heure du matin, deux voitures se sont arrêtées à la hauteur de Jacques Georgin; il a immédiatement été mis à l'écart et battu. Alors qu'il gisait sur le sol, il a été frappé à coups de pieds de table par ses agresseurs. En le quittant, ils se sont écriés: "*Geschenk van de VMO* " ("Cadeau du VMO"). Georgin s'est encore traîné jusqu'à un café proche, a commandé un verre d'eau et est décédé quelques instants plus tard d'un infarctus. D'après Emile Guillaume, le raid était en fait une tentative d'assassinat sur sa propre personne en raison de sa ressemblance avec Georgin; l'équipe du VMO se serait trompée de victime. Les coupables ont été arrêtés la même nuit. Il s'agissait d'un commando de neuf personnes, parmi lesquelles Roeland Van Wallegghem. Suite aux manœuvres des avocats du VMO afin de ralentir le procès et à la mise en question de la "véritable" cause de la mort de Georgin, il a fallu attendre jusqu'en mars 1978 avant que la Cour d'appel de Bruxelles ne clôtüre cette affaire. Les neuf ont été condamnés, pour coups et blessures involontaires ayant entraîné la mort, à des peines de prison de 3 mois à un an avec sursis et au paiement de deux millions de dommages et intérêts à la veuve et aux enfants de Georgin. Van Wallegghem s'est vu condamné à quatre mois avec sursis pour sa participation au raid (il avait en fait déjà purgé trois mois de préventive).

Le laitier Van Wallegghem a poursuivi ses activités. Il est passé de la Volksunie au Vlaams Blok et est devenu président de l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvorde. Ces dernières années, il a chaque fois pris part aux élections, mais sans succès. Lors des élections européennes de juin 1989, il s'est présenté sous le slogan "*Stem vijf - stem veilig* " ("Votez cinq - votez sûr") (sic).

Roeland Raes - sénateur (°1934) est présent depuis des dizaines d'années sur la scène de l'extrême droite en Flandre. Le 24 novembre 1991, il a été élu sénateur. Avant son élection, il travaillait comme fondé de pouvoir à la compagnie d'assurances De Noordstar en Boerhaave. Ces dix dernières années, il s'est aussi révélé l'idéologue du néo-nazisme en Flandre, entretenant de nombreux contacts avec l'étranger.

Dans les années soixante, Raes était Président de la section gantoise de la Volksunie et vice-président de Were Di (dont

Dillen était le président). Au cours de cette période, Raes et Dillen ont mené un combat d'arrière-garde contre la montée de personnalités démocratiques au sein de la Volksunie, comme André De Beul, Nelly Maes, Hugo Schiltz et Mauritz Coppieters.

A cette époque déjà, Raes mettait en garde contre un "raz-de-marée de peuples de couleur" (1968). C'est aussi grâce à Raes que l'auteur français Alain de Benoist est devenu la source d'inspiration par excellence de Were Di et de la revue *Dietsland-Europa*. Précisons que de Benoist est le promoteur de théories pseudo-scientifiques sur le réalisme biologique, l'eugénisme et la pureté de la race pour renforcer ses idées racistes.

Pour propager ses idées néo-nazies, Roeland Raes se plaît à évoquer d'obscurs auteurs français. Ainsi, en 1979, il publie dans *Haro*, la revue de Buisseret, un long article élogieux sur le travail du théoricien français du racisme, René Binet. En même temps, il recommande aux lecteurs de *Haro* la lecture de la bible du racisme de Binet, *Contribution à une éthique raciste*.

Plus récemment, en octobre 1989, Raes publie dans *Dietsland-Europa* sous le titre *Een steen in de kikkerpoel* (Un pavé dans la mare) un éloge de Robert Faurisson. Cette éminence grise des révisionnistes français est connu parce qu'il nie l'existence des chambres à gaz pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans le même article, Raes dit aussi beaucoup de bien de la revue *Annales d'histoire révisionniste*, un périodique qui nie l'holocauste.

En 1971, Joop Glimmerveen fonde la NVU (Nederlandse Volks Unie, Union du peuple des Pays-Bas) et Roeland Raes en devient le vice-président. Depuis lors, Raes est un invité apprécié des rencontres néo-nazies aux Pays-Bas. En 1976, le groupe d'action Voorpost voit le jour, sous l'impulsion de Luc Vermeulen. Ici aussi, Roeland Raes prend place dans le noyau dirigeant.

Sous la direction du duo Raes/Van den Eynde, Voorpost devient très vite un groupe néo-nazi radical.

Voorpost organise aussi des camps d'entraînement paramilitaire dans les Ardennes et à Wittgenstein en Allemagne (avec les Junge Nationaldemokraten, l'organisation de jeunesse du NPD néo-nazi). Même si l'aspect extérieur de Raes ne le laisse pas deviner, on y travaille en permanence la condition physique des militants. Depuis octobre 1985, Voorpost tient sa propre école de sport nationaliste flamande. Chaque semaine, les militants de Voorpost s'entraînent aux sports de combat dans une salle de gymnastique mise à leur disposition par une école catholique locale, Sint-Amelberglaan à Tamise.

Quand le WP (Vlaamse Volkspartij, Parti populaire flamand) est mis en chantier en novembre 1977 à l'initiative de Lode Claes, Roeland Raes est une fois de plus de la partie. Lors de la fondation du Vlaams Blok en mai 1979, Dillen en devient le président et Raes le vice-président.

En dépit de ses nombreuses affiliations, Roeland Raes trouve encore le temps de recruter de nouveaux abonnés et de nouveaux fonds pour le périodique *De Schakel*.

Roger Bosman - sénateur (°1928) est un médecin-radiologue pensionné qui était attaché à l'hôpital Sint-Jozef de Malines. Il y est connu comme un fervent partisan de Pro Vita. Bosman est membre du Vlaams Blok depuis 1982 et il siège depuis 1989 au nom du parti au CP AS de Malines.

Bosman est un ardent défenseur d'une Flandre indépendante, sans immigrés. Dans *Vrij Nederland* (16.11.1991), il formule ainsi cette aspiration: "Nous avons un programme très cohérent. Tout est placé sous le signe de la sécurité de nos concitoyens. Ici en Flandre, nous nous sommes si longtemps battus contre les francophones. Maintenant, on n'est plus chez soi. C'est une question d'autodéfense, de sécurité de nos propres citoyens et de maintien de notre propre identité... Les différences de culture sont naturellement impossibles à comparer. Les Wallons parlent une autre langue et ont une autre mentalité. Ils sont moins honnêtes dans l'application des lois. Il règne en Wallonie une mentalité de profiteurs, si on la compare à l'honnêteté plus innée du Flamand".

Walter Peeters - sénateur (°1925) est le plus vieux partisan de Karel Dillen au Parlement. Il habite Schoten et est actif, depuis le temps des catacombes, dans l'aile extrême droite du mouvement flamand. Avec Karel Dillen, il a milité dans la Concentration Flamande depuis 1948. A l'époque du procès du VMO, Peeters était administrateur du Stracke Noodfonds.

Walter Peeters siège comme conseiller financier au bureau du Vlaams Blok. Il est aussi membre du conseil d'administration du Vlaams Nationale Debatclub.

Isidoor Buelens - sénateur (°1936) est connu, dans les rangs du Vlaams Blok, pour être un chevalier de la morale. Buelens milite depuis les années soixante dans le mouvement flamand. En 1965, il était membre de la section bruxelloise de la Volksunie, dont il a aidé à créer les sections de Jette, Molenbeek et Dilbeek. Délégué d'arrondissement de la Volksunie, il était très proche de l'aile extrême droite du parti, occupée par le VMO. En tant que membre du Vlaams Volksbeweging, il était opposé à la signature du Pacte d'Egmont et il est passé au Vlaams Blok en 1979. Buelens qui a depuis lors déménagé à Edegem, est représentant de commerce en techniques frigorifiques. Il est président de la section provinciale du Vlaams Blok à Anvers. Glossaire des organisations et partis flamands

GLOSSAIRE - [Table des matières](#)

Glossaire des organisations et partis flamands

ACW: syndicat chrétien flamand

Agalev: parti écologiste flamand

Aktiekomitee Zuidelijk Afrika (AKZA): Comité d'action Afrique du Sud

Algemeen Christelijk Middenstandsverbond: Union des indépendants chrétiens

Algemeen Katholiek Vlaams Studentenverbond (AKVS): Union des étudiants catholiques flamands

Algemeen Nederlands Suid-Afrikaans Vlaams Verbond (AN-

SAV): Union néerlandaise-sud-africaine-flamande

Algemeen Nederlands Zangverbond (ANZ): Ligue de chant néerlandais

Algemeen Vlaams Nationaal Jeugdverbond (AVNJ): Union de la jeunesse nationale flamande

Algemene SS-Vlaanderen: les **SS** flamands

Aile macht aan de arbeiders (AMADA): Tout le pouvoir aux ouvriers (TPO)

Anti-fascistisch Front (AFF): Front anti-fasciste

Autonome Raad van het Gemeenschapsonderwijs (ARGO): Conseil autonome de l'enseignement communal

Avondland vzw: Pays d'Occident asbl (littéralement: Pays du couchant asbl)

Boerenbond: Union belge des paysans

Boerenfront: Front des paysans

Broederband: association d'anciens collaborateurs

Broederlijk Delen: équivalent flamand d1 Entraide et fraternité

Christelijke Volkspartij (CVP): parti social-chrétien flamand

Club Hertog Jan van Brabant: Club Duc Jean de Brabant

Dauidsfonds: association culturelle flamande

Dietse Blauwvoetvendels (DBV): Brigades des pieds bleus thiois

Dietse Militie-Zwarte Brigade: Milice thioise-Brigade Noire

Dietse Opvoedkundige Beweging (DOB): Mouvement d'éducation thiois

Dietse Solidaristische Beweging: Mouvement solidariste thiois

Dietse Nationaal Solidaristen (Dinaso): Solidaristes nationaux thiois

Economische Raad voor Vlaanderen: Conseil économique flamand

Glossaire

Gentse Initiatiefgroep voor een Multiculturele Samenleving: Groupe gantois d'initiative pour une société multiculturelle

Hendrik Conscienceclub voor Vlaams-Nationalistische Jongeren: Club Henri Conscience pour jeunes nationalistes flamands

Hitler Jugend Flandern: Jeunesse hitlérienne de Flandre

Hulpkomitee voor Nationalistische Politieke Gevangenen (HNG): Comité d'aide aux prisonniers politiques flamands

Jeugdverbond der Lage Landen: Ligue de la jeunesse des Pays Bas

Jeugdverbond voor Katholieke Actie: Jeunesse pour l'action catholique

Jong Nederlandse Gemeenschap (JNG): Association jeune néerlandaise

Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV): Union des étudiants catholiques flamands

Katholieke Vlaamse Landsbond: Coordination des mouvements de jeunesse catholiques

Katholieke Vlaamse Volkspartij (KW): Parti populaire catholique flamand

Landelijke Vereniging van Vlaams Nationale Ouders en Op-voeders: Union des parents et enseignants nationaux-flamands

Nationaal Actiecomité (NAC): Comité d'Action National

Nationaal Secretariaat Dienst Algemene Propaganda (NSDAP): Secrétariat national au service général de la propagande

Nationaal Socialistische Beweging (NSB): Mouvement national-socialiste

Nationaal Socialistische Beweging in Vlaanderen (NSBiV): Mouvement national-socialiste en Flandre

Nationaal Socialistische Jeugd Vlaanderen (NSJV): Jeunesses nazies de Flandre

Nationalistische Studentenvereniging (NSV): Association des étudiants nationalistes

Nationalistische Omroep Stichting (NOS): Fondation pour une radiodiffusion nationaliste

Nationalistisch Jong Studenten Verbond (NJSV): Union nationaliste des jeunes étudiants

Nederlandse Volks Unie (NVU): Union populaire néerlandaise (organisation néerlandaise d'extrême droite)

Noordstar en Boerhaave: compagnie d'assurances qui finançait des agitateurs flamands

Odal: organisation néo-nazie flamande

Patro: organisation catholique belge pour jeunes

Pro Vita: association opposée à l'avortement

Protea: association d'amitié avec l'Afrique du Sud

PVV: parti libéral flamand

Republikeinse Beweging: Mouvement républicain Sint-Arnoutsvendel: Brigade de Saint Arnaud SP: parti socialiste flamand

Stracke Noodfonds: fonds de solidarité lié au Were Di

Studenten Vakbeweging (SVB): Mouvement syndical étudiant

Taal Aktie Komitee (TAK): Comité d'action linguistique

Verbond van Dietse Nationaal-solidaristen (Verdinaso):
Union des solidaristes nationaux thiois

Vereniging van Vlaams Nationale Auteurs (WNA):
Association des auteurs nationalistes flamands

Vlaams Actiecomité: Comité d'action flamand

Vlaams Blok (VB): Bloc flamand

Vlaams Blok Jongeren (VBJ): Jeunesses VB

Vlaamse Democraten: Démocrates flamands

Vlaams Economisch Verbond (VEV): Union économique flamande

Vlaamse Jeugd (VJ): Jeunesse flamande

Vlaams Legioen: Légion flamande

Vlaamse Militanten Orde (VMO): Ordre des militants flamands

Vlaams Nationaal Directorium (VND): Directoire national flamand

Vlaams Nationaal Front (VNF): Front national flamand

Vlaams Nationaal Jeugdverbond (VNJ): Union des jeunesses nationalistes flamandes

Vlaams Nationaal Verbond (VNV): Union nationale flamande

Vlaams Nationale Debatclub (VND): Club de débat nationaliste flamand

Vlaams Nationale Partij (VNP): Parti national flamand

Vlaams Nationale Raad (VNR): Conseil national flamand

Vlaams Nationale Sportkring (VNSK): Cercle de sport nationaliste flamand

Vlaams Republikeinse Partij (VRP): Parti républicain flamand

Vlaamse Scholieren Aktiegroep (VSAG): Groupe d'action des lycéens flamands

Vlaamse Volksbeweging (WB): Mouvement populaire flamand

Vlaams Volksblok: Bloc populaire flamand

Vlaamse Volkspartij (VVP): Parti flamand populaire

Vlaamse Wacht: Garde flamande

Vlaamse Werkgroep Anti Legalisatie Abortus: Groupe de travail flamand contre la légalisation de l'avortement

Vlaams Overlegcomité Opbouwwerk Migratie (VOCOM): Comité flamand de défense des immigrants

Vlamingen in de Wereld vzw: Les Flamands dans le monde asbl

Volksunie (VU): Parti nationaliste flamand

Volksunie Jongeren (VUJO): Jeunesses VU

Voorpost: organisation flamande d'extrême droite (littéralement: Avant-poste.) Vrienden van Zuid-Afrika: Les amis de l'Afrique du Sud

Vrij Historisch Onderzoek: Recherche historique libre

Vrijwillige Arbeidsdienst (VVAD): Service de travail volontaire

Were Di: organisation d'extrême droite

Glossaire des expressions nationalistes flamandes

banleider: chef d'quipe ou de quartier

Dietsland: Pays thiois, nom donné, dans le vocabulaire nationaliste flamand, à un ensemble comprenant les Pays-Bas et la Flandre

gouwleider: chef de district ou de section

gouwcommandant: commandant de district ou de section

Hou zee!: cri de guerre des nationalistes flamands

Lage landen bij de zee: Les pays bas au bord de la mer (v. Dietsland)

NOTES - [Table des matières](#)

I. Les racines du Vlaams Blok. Dillen, Gardien de l'héritage de la collaboration - [Table des matières](#)

[1](#) *Het boek der stoute Waarheden*, W. Hermans, Langemark, 1935.

[2](#) *Volk en Staat*, 16 octobre 1938.

[3](#) *Volk en Staat*, 16 octobre 1938.

[4](#) *De Belgische publieke opinie tegenover de Joden 1933-1940*, L. Saerens, *Spiegel Historiael*, mai 1986.

[5](#) *Panorama*, 8 novembre 1988.

[6](#) *L'étoile et le fusil*, Maxime Steinberg.

[7](#) *Panorama*, 8 novembre 1988.

[8](#) *Le livre de commémoration Het Koninklijk Atheneum te Antwerpen 175 jaar*.

[9](#) *Panorama*, 8 novembre 1988.

[10](#) *Sous la régence: résistance et pouvoir*, Crisp, n°999.

[11](#) *Een Vlaamse Kolonie aan de Plata*, Joris Van Houthem, mémoire de licence, département d'histoire de la KUL, 1985.

[12](#) *Panorama*, 8 novembre 1988.

[13](#) *Opstanding*, 22 septembre 1951.

[14](#) *Dietsland-Europa*, mars 1985.

[15](#) *De Standaard, het levensverhaal van een Vlaamse krant*, Gaston Dumez.

[16](#) *Vlaams Nationalistische Jeugdbewegingen tijdens de repressie*, Wetenschappelijke Tijdingen n°2, 1986.

[17](#) *Van Repressie tót Egmont*, Vinks, Roerdomp.

[18](#) *De Volksbeweging*, 24 avril 1954.

[19](#) *Van het Vlaams Nationaal Zangverbond naar het Algemeen Nederlands Zangverbond*, Wetenschappelijke Tijdingen n°3, 1981.

[20](#) *Het taboe van Vlaanderen*, Willy Moons, Standaarduitgeverij.

[21](#) *Vlaams Nationalistische Jeugdbewegingen tijdens de repressie*, Wetenschappelijke Tijdingen n°2, 1986.

[22](#) *Opstanding*, 3 novembre 1951.

[23](#) *De Standaard*, 26 décembre 1984.

[24](#) *Opstanding*, 10 novembre 1951.

[25](#) *De Vlaamse Concentratie*, Van Linter Etienne, mémoire de licence en sciences politiques, VUB, Bruxelles, année académique 70-71.

[26](#) *Opstanding*, 1er juillet 1950.

[27](#) *Opstanding*, 11 mars 1950.

[28](#) *Opstanding*, 12 août 1950.

[29](#) *Opstanding*, 28 avril 1951.

[30](#) *Opstanding*, 7 avril 1951.

[31](#) *Opstanding*, 6 octobre 1951.

[32](#) *Opstanding*, 10 novembre 1951.

[33](#) *Opstanding*, 29 septembre 1951.

[34](#) *Opstanding*, 14 juin 1952.

[35](#) *De Standaard*, 23 juin 1952.

[36](#) *Opstanding*, 29 juin 1952.

[37](#) *De Katholieke Jeugdbeweging en de Vlaamse Nationale Zangbeweging 1945–1960*, Wetenschappelijke Tijdingen H, 1986; *Vlaanderen*, 13 juin 1953 et 23 mai 1953.

[38](#) *Vlaanderen*, 25 juillet 1953.

[39](#) *Opstanding*, numéro 1, 1956.

[40](#) *Opstanding*, 25 février 1956.

[41](#) *Lexicon Politieke en Jeugdcollaboratie*, BRT-Instructieve Omroep.

[42](#) *Mijn collaboratie*, Bert van Boghout, Edition de Were Di asbl.

[43](#) *Opstanding*, 31 mars 1956.

[44](#) *Dietsland-Europa*, novembre 1986.

[45](#) *Dietsland-Europa*, mai 1956.

[46](#) *Opstanding*, 14 juillet 1956.

[47](#) *Volksunie*, 4 janvier 1958.

- [48](#) *Volksunie*, 20 juillet 1957.
- [49](#) *Volksunie*, 5 avril 1958.
- [50](#) *Dietsland-Europa*, juillet 1958.
- [51](#) *De bewogen jaren. Mijn mémoires 1920/1958*, Van der Elst, Lanoo, 1985.
- [52](#) *Compte-rendu parlementaire*, Chambre, 17 février 1959, p.15.
- [53](#) *Volksunie*, 18 avril 1959.
- [54](#) *Dietsland-Europa*, juillet 1958.
- [55](#) *Dietsland-Europa*, mai 1959.
- [56](#) *Volksunie*, 5 janvier 1963.
- [57](#) *Volksunie*, 27 avril 1963.
- [58](#) *NRC-Handelsblad*, 15 novembre 1986.
- [59](#) *De Nieuwe Gazet*, 4 janvier 1947.
- [60](#) *Volksunie*, 27 avril 1963.
- [61](#) *Volksunie*, 5 octobre 1963.
- [62](#) *Dietsland-Europa*, octobre 1963.
- [63](#) *Dietsland-Europa*, octobre 1963.
- [64](#) *Gazet van Antwerpen*, 9 juillet 1966.
- [65](#) *Radicalisme in de Vlaamse strijd*, Brauns, Langemark, 1964.
- [66](#) *Dietsland-Europa*, n°10, 1978.
- [67](#) *Wij*, 20 mars 1965.
- [68](#) *Dietsland-Europa*, juin 1965.
- [69](#) *Wij*, 18 décembre 1965.
- [70](#) *Dietsland-Europa*, février 1966.
- [71](#) *Dietsland-Europa*, mai 1966.
- [72](#) *Sporenherdenking Were Di*, 14 octobre 1966.
- [73](#) *Wij*, 4 mars 1967.
- [74](#) *Wij*, 17 février 1968.

[75](#) *Wij*, 19 avril 1969.

[76](#) *Verkiezing van de partijvoorzitters van de VU*, mémoire de fin d'études, sciences politiques et sociales, KUL, 1984.

[77](#) *Wij*, 5 juin 1968.

[78](#) *Wij*, 22 juin 1968.

[79](#) *Wij*, 15 juin 1968.

[80](#) *Wij*, 2 novembre 1968.

[81](#) *Wij*, 12 octobre 1968.

[82](#) *Dietsland-Europa*, novembre 1968.

[83](#) *Wij*, 7 juin 1969.

[84](#) *Dietsland-Europa*, septembre-octobre 1971.

[85](#) *De Nederlandse Volks-Unie*, portret van een racistische splinterpartij, Het Wereldvenster, Bussum.

[86](#) *'t Pallieterke*, 2 juillet 1970.

[87](#) *Dietsland-Europa*, septembre-octobre 1970.

[88](#) *Compte-rendu de la direction de la VU*, 21 novembre 1970.

[89](#) *De Standaard*, 14 septembre 1970.

[90](#) *Het Volk*, 14 septembre 1970.

[91](#) *Wim Maes, Karel Dillen*, Berchem, Joris Ferir, 1970.

[92](#) *Wij*, 12 septembre 1970.

[93](#) *Dietsland-Europa*, juillet 1971.

[94](#) *Dietsland-Europa*, juillet 1971.

[95](#) *Dietsland-Europa*, octobre 1971.

[96](#) *La Libre Belgique*, 2 juillet 1971.

[97](#) *Dietsland-Europa*, juin 1971.

[98](#) *Alarm*, n°1, 1972.

[99](#) *Dietsland-Europa*, septembre 1973.

[100](#) *Van binnenuit bekeken: de herinneringen van een VU-parlementslid*, E. Raskin, De Nederlandse Boekhandel, 1980.

- [101](#) *Dietsland-Europa*, avril 1970.
- [102](#) *Gazet van Antwerpen*, 4 mai 1973.
- [103](#) *Pater Braunsfonds*, avril 1973.
- [104](#) *Dietsland-Europa*, mai 1971.
- [105](#) *Rebel*, septembre 1973; *Wij*, 6 octobre 1973.
- [106](#) *Dietsland-Europa*, décembre 1973; *'t Pallieterke*, 25 octobre 1973 et 15 novembre 1973.
- [107](#) *Dietsland-Europa*, janvier 1974.
- [108](#) *Dietsland-Europa*, mars 1974.
- [109](#) *Dietsland-Europa*, avril 1974.
- [110](#) *Dietsland-Europa*, juin 1974.
- [111](#) *'t Pallieterke*, 26 septembre 1974.
- [112](#) *De Standaard*, 25 octobre 1974.
- [113](#) *Alarm*, septembre 1977.
- [114](#) *Alarm*, janvier 1974.
- [115](#) *Alarm*, janvier 1974.
- [116](#) *Alarm*, janvier-février 1975.
- [117](#) *Zie*, 22 mai 1976.
- [118](#) *Alarm*, septembre 1976.
- [119](#) *Gazet van Antwerpen*, 24 mars 1976.
- [120](#) *Signaal*, 6eme année, juin.
- [121](#) *Haro*, n°1, 1979.
- [122](#) *Haro*, n°2 et 3, 1979.
- [123](#) *Knack*, 10 octobre 1977.
- [124](#) *Gazet van Antwerpen*, 2 juin 1977.
- [125](#) *'t Pallieterke*, 16 février 1978.
- [126](#) *Dietsland-Europa*, décembre 1974.
- [127](#) *Dietsland-Europa*, décembre 1977.
- [128](#) *Ter Waarheid*, juillet 1977.

- [129](#) *Dietsland-Europa*, juin 1977.
- [130](#) *Het Laatste Nieuws*, 6 juin 1977.
- [131](#) *Gazet van Antwerpen*, 20 juin 1977.
- [132](#) *VND-mededelingsblad*, 18 septembre 1977.
- [133](#) *'t Pallieterke*, 20 octobre 1977.
- [134](#) *De Nieuwe*, 3 mars 1978.
- [135](#) *'t Pallieterke*, 9 février 1978.
- [136](#) *Alarm*, 4 avril 1978.
- [137](#) *De Standaard*, 3 octobre 1977.
- [138](#) *De Standaard*, 3 octobre 1977.
- [139](#) *Wij*, 24 novembre 1977.
- [140](#) *De Standaard*, 21 novembre 1977.
- [141](#) *De Standaard*, 21 novembre 1977.
- [142](#) *Dietsland-Europa*, avril 1978.
- [143](#) *De Standaard*, 14 décembre 1978.
- [144](#) *De Nieuwe Gids*, 2 décembre 1978.
- [145](#) *De Morgen*, 2 décembre 1978.
- [146](#) *Knack*, 6 décembre 1978.
- [147](#) *Pater Braunsfonds*, novembre 1981.
- [148](#) *Alarm*, octobre 1980.
- [149](#) *Dietsland-Europa*, juin.

II. La percée d'un parti raciste - [Table des matières](#)

- [1](#) *Sociaal*, Antoon Verhulst, Hugo Gijssels, janvier 1981.
- [2](#) Documentation personnelle.
- [3](#) *Alarm*, février 1980.
- [4](#) *Les barbares*, Halt-Epo, 1988.
- [5](#) *Het Labyrinth*, Jan Cappelle, 1982.
- [6](#) *Het Labyrinth*, Jan Cappelle, 1982.
- [7](#) *Alarm*, année 1980.

- [8](#) Jugement du procès du VMO.
- [9](#) Invitation à la séance académique, mai 1981.
- [10](#) Invitation à la séance académique, mai 1981.
- [11](#) *Moniteur Belge*, 31 octobre 1985.
- [12](#) Tract Uilenspiegelcomité, 20 octobre 1984.
- [13](#) Discours de Filip Dewinter, 20 octobre 1984.
- [14](#) Document interne de fondation du groupe ODAL.
- [15](#) Circulaire non datée de Bert Eriksson, mars 1992.
- [16](#) *Dietsland-Europa*, octobre 1977.
- [17](#) *Knack*, 27 décembre 1978.
- [18](#) *Onze Grondslagen*, Bert van Boghout notamment, 1985.
- [19](#) *Moniteur Belge*, 2 avril 1975.
- [20](#) Invitation du Vlaams Nationale Debatclub.
- [21](#) *Moniteur Belge*, 2 avril 1979.
- [22](#) *Moniteur Belge*, 20 février 1977.
- [23](#) Listes électorales 1978.
- [24](#) Listes électorales 1985.
- [25](#) Années de parution de *Signaal* et de *Branding*.
- [26](#) *NJSV-Standpunten*, 1984.
- [27](#) *Onze Levensbeschouwing*, NSV.
- [28](#) Documentation Hait, André van Nieuwkerke.
- [29](#) *Wij Marginalen*, Karel Dillen, 1987.
- [30](#) *De Schakel*, décembre 1954.
- [31](#) *Les barbares*, Halt-Epo, 1988.
- [32](#) *L'effet Le Pen*, Edwy Plenel, Alain Rollat, 1984.
- [33](#) *Le Système Le Pen*, Serge Dumont notamment, 1985.
- [34](#) Enregistrement personnel, 25 mars 1984.
- [35](#) Intervention lors du Congrès du Vlaams Blok, 25 mars 1984.

[36](#) Intervention lors du Congrès du Vlaams Blok, 25 mars 1984.

[37](#) *Dietsland-Europa*, année 1977.

[38](#) *Dossier Gastarbeid*, G. Annemans et Filip Dewinter, 1988.

[39](#) *Halt*, décembre 1988.

[40](#) Enregistrement personnel, 25 mars 1984.

[41](#) Compte-rendu du Vlaamse Raad, 13 mai 1992.

[42](#) *Striptease*, RTBF, Lucas van der Taelen.

[43](#) Lettre de Jos Rogiers, novembre 1991.

[44](#) *Elsevier*, octobre 1988.

[45](#) *Elsevier*, octobre 1988.

[46](#) *Eigen volk Eerst*, Filip Dewinter, 1989, édition De Roerdomp.

[47](#) *Immigratie: de oplossingen - 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem*, Filip Dewinter, mai 1992.

[48](#) Texte de presse de Karel Dillen, 24 juillet 1992.

[49](#) *Vlaanderen in Straatsburg*, Karel Dillen, 1991, édition Technische Rechtse Europese Fractie.

[50](#) *De Standaard*, 1er août 1992.

[51](#) *Tegenstroom*, 4 mars 1988.

[52](#) *Jong Dietsland*, année 1932.

[53](#) *Vlaams Nationale Economie*, E. Truyens, 1980.

[54](#) Programme électoral du Vlaams Blok, 1985 et 1987.

[55](#) *De Vlaams Nationalist*, années 1979, 1980, 1981.

[56](#) *Journal du parti*, juin 1990.

[57](#) *Vlaanderen in Straatsburg*, Karel Dillen, 1991, édition Technische Rechtse Europese Fractie.

[58](#) *Journal du Vlaams Blok*, février 1989.

[59](#) *Moniteur Belge*.

[60](#) Dépliant électoral national du Vlaams Blok, 24 novembre 1991.

- [61](#) *Nationalistische Bedenkingen bij het VSO*, E. de Lobel, 1985.
- [62](#) Lettre de Filip Dewinter, 10 mars 1989.
- [63](#) *Zwartboek Progressieve Leraars*, éd. VBJ, novembre 1989.
- [64](#) *Journal du parti*, mai 1992.
- [65](#) Compte-rendu du Vlaamse Raad, 26 mai 1988.
- [66](#) *Journal du parti*, années 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989.
- [67](#) *Journal du parti*, mai 1992.
- [68](#) Compte-rendu du Vlaamse Raad, 20 avril 1988.
- [69](#) *Journal du parti*, mai 1992.
- [70](#) *Journal du parti*, octobre 1984.
- [71](#) Textes du Congrès sur la famille, 12 mai 1991.
- [72](#) *Halt*, septembre 1987.
- [73](#) Actes du congrès du Vlaams Blok, 4 octobre 1987.
- [74](#) *Journal du parti*, juin 1988.
- [75](#) *Vlaanderen in Straatsburg*, Karel Dillen, 1991, édition Technische Rechtse Europese Fractie.
- [76](#) Imprimé Fondation Anne Frank, janvier 1989.
- [77](#) *Rapport annuel Verfassungsschutz*, 1987.
- [78](#) *Deutsche National Zeitung*, 18 novembre 1988.

Index - [Table des matières](#)

A

Anciaux, Vic 89, 97, 110

Annemans, Gerolf 97, 98, 99, 100, 101, 102, 121, 122, 126, 128, 129, 135, 136, 139, 140, 149, 151, 155, 158, 164, 165

B - Table des matières

Babylon, Mic 110

Baertsoen, Liliane 97

Ballet, H. 65

Balthazar, Herman 119, 120

Bardèche, Maurice 41, 43

Beheydt, Paul 154

Belmans 32

Bessern, Piet 17

Bild, Martial 158

Binet, René 43, 176

Bocken, Piet 80, 81, 83

Boel, J. 65

Boels, Marc 110

Bogaerts, Dries 110

Bombeke, Dries 38, 41, 66, 96

Borms, August 28, 31, 96

Bosman, Roger 176

Bosmans, Phil 91

Botha 158

Bouchery, Walter 15, 19, 25, 32

Bouveroux, Jos 97

Brans, Jan 31, 83, 89, 97

Brauns, Marcel 53, 82, 91, 101

Broeckx, Ledy 69

Brognet, Juul 91, 92, 109

Brouns, Theo 32, 43, 67

Buch, Boudewijn 50

Buelens, Isidoor 177

Buisseret, Xavier 69, 71, 79, 86, 123, 124, 130, 139, 149, 167, 168, 170

C

Cailliau, Maurits 72, 96

Calewaert, Willy 71

Camps, Hugo 136, 137

Candries, Herman 97
Cappuyns 54
Carpels, Hans 101, 102, 104, 161, 163
Carrel, Alexis 96
Cauberghs, Jan 172
Ceder, Jürgen 155
Ceyrac 159
Chevalier, Jean-Marie 159
Claes, Ernest 24, 54
Claes, Lode 62, 76, 78, 79, 80, 82, 97, 101, 176
Claessens, Jet 108
Clinckemaillie, Leo 90
Colson, Jeanine 110
Coppieters, Maurits 56
Cornelissen, Michel 92
Corten, Willy 136, 137
Couvreur, Walter 40
Coveliers, Hugo 61, 65
Craeybeckx 46, 53
Creve, Jan 105
Custers, J. 23
Cuypers, Dolf 47

D

D'Haese, Bert 19, 34
D'Hondt, Paula 138
d'Oppuers 66
Daeis, Frans 35, 37, 47, 65
Daeis, Paul 47, 65, 70, 76, 78, 99

De Backer, Rika 109

de Benoist, Alain 60, 75, 80, 96, 98

De Beul, André 61, 175

De Beule, Nadia 126

De Bruyn, Jeanne 108

De Bruyne, Arthur 24, 25, 43, 50, 56, 65, 67, 91, 97, 98, 101, 158

De Bruyne, Hector 23, 25, 62, 74, 76, 89

De Bruyne, Jos 97, 98

De Clercq, Staf 31, 35, 89, 110, 136

De Cloedt, F. 65

De Cremer, Bert 110

De Feyter, Karel 28, 31

De Feyter, René 151

De Grauwe, Anton 104

De Gucht, Karel 109

De Hoon, Frans 80

De Lie, Staf 95

De Lobel, Eric 113, 116, 150

De Loor, Herman 169

De Man, Filip 100, 171

De Man, Hendrik 19, 70, 83

De Meulemeester, Karel 97

De Meyer, Willem 20

De Pauw, Lode 108

De Pauw, Piet 68, 69, 172

De Pesseroey, Luc 81

De Ridder, Clem 65, 76, 78, 91, 98

De Roover, Marcel 66

De Roy, Wim 18

De Schrijver, August 37

De Schuyffeleer, Jef 21

De Streel, Edouard 66
De Troyer, Arthur 110
De Villefagne de Vogelsanck 66

De Vleeschauwer, H. 65

De Waele, Robert 105

De Winter, Bruno 24

De Winter, Emiel 19, 24

Debusschere, Herman 108

Degrelle, Léon 16, 105, 106, 128

Delahaye, Karel 52

Deleu, Eric 116, 142, 168

Delvo, Edgard 83, 109

Delwaide, Leo 14, 22, 23

Denhaerinck, Albert 86

Derinne, Raymond 91

Dewinter, Filip 92, 93, 97, 98, 100, 102, 103, 105, 106, 116,
121, 122, 126, 128, 129, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142,
151, 152, 156, 158, 159, 161, 163, 165, 166, 167, 168, 169,
171, 173, 189, 190

Désir, Harlem 158

Diependaele 48

Dieudonné, Luc 171

Dijlst, Désiré 45

Dijlst, Johan 92

Dillen, Karel 10, 12, 28, 30, 33, 37, 38, 39, 46, 50, 53, 54,
68, 83, 86, 89, 90, 91, 95, 97, 98, 99, 101, 102, 106, 109,
110, 113, 116, 121, 128, 138, 139, 140, 141, 142, 145, 146,
151, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 164, 165, 168, 173, 177,
188, 189, 190

Dillen, Koen 104

Dillen, Marijke 100, 168, 171

Dillen, Veerle 98, 121

Dimitriadis, Chrysanthos 159

Dolfijn, Martha 65

Dosfel, Angela 43, 64, 79, 90, 110

Dosfel, Lodewijk 64, 67, 90, 91

Dujardin, Mia 75, 79, 90, 97

Duprat, François 98

E

Eggermont, Guido 121, 149

Eggermont, Jef 94, 102, 149

Eggermont, Vic 96

Eggers, Fons 110

Ehrhardt, Arthur 41, 42

Eichmann, Adolf 104

Elbers, Jef 126, 127, 128

Elbers, Wim 126, 127, 128

Elias 28, 33, 46, 47, 50, 111, 143

Engdahl, Per 43

Engelbeen, Karel 108

Eriksson, Armand 59, 86

Eriksson, Bert 86, 87, 88, 89, 90, 92, 105, 107, 112, 128, 136, 140, 170, 189

Everaert, Oswald 15

Evola 77, 98

Eyskens, Gaston 22

F

Faurisson 98, 110, 176

Franco 16, 31

François, Jef 89, 106, 107, 108, 110, 149

Frey, Gerhard 162, 163

Friant, Leo 108

G

Gabriels, Jaak 89

Galopin 16, 54

Gendron 159

Georgin, Jacques 174

Gerhard 95, 135, 162, 163

Gerits, Ludo 95

Gerlo, Alois 151

Geurts 163

Gladiné, Jef 90

Glimmerveen, Joop 60, 176

Goebbels 75

Goemans, Hector 49, 82

Goering 104

Goetghebeur, J. 65

Gol, Jean 115

Goossenaerts 64

Govaerts, Frans 91

Grammens, Flor 91

Grootaerts, Els 81

Guillaume, Emile 174

H

Haenen, Ludo 93

Hancké, Lode 168

Harmel, Pierre 66

Hendrickx, Bert 110

Hermans, Ward 12, 49, 50, 54, 59, 65, 75, 77, 91, 108, 110

Hess, Rudolf 41, 161, 162

Heus, Hugo 121

Hitler, Adolf 8, 95, 107, 109, 138, 139, 157, 161, 167

Holloway, J.E. 74

Hullebroeck, Emiel 33

Huybrechts, Jan 166

Huybrechts, Pieter 101, 102, 105

Huysmans, Camille 13, 50

I

Isorni, Jacques 97

J

Jacobs, Dirk 116

Jacobs, Reginald 83

Janmaat 160, 163

Jorissen, Wim 20, 28, 40, 50, 69, 74, 77, 89

K

Koninckx, Madeleine 43

Kunnen, Walter 25, 66, 67

L

Lacroix, Karel 95

Lagrou 17

Le Pen, Jean-Marie 107, 142, 156, 157, 158, 159, 163, 166

Leemans, Victor 19, 23, 31, 33

Leenaards, Paul 96

Leenaerts, Remi 110

Lefèvre 31

Leuridan, Jeroom 31

Leysen, André 87

Leysen, Vaast 70

Lorenz, Konrad 96

Lubanski 88

Luyten, Walter 49

M

Maes, Bob 27, 33, 40, 59, 62, 64, 89, 90, 95

Maes, Nelly 61, 65, 82, 175

Maes, Wim 27, 38, 45, 46, 47, 51, 58, 59, 62, 188

Marginet, Werner 101, 158

Martens, Ludo 55, 56

Maurissen, Karel 96, 107

Mens, Johan 96

Merckx, Boudewijn 100

Merckx, Jan 57

Merlevede, Daniel 24

Mermans, Anton 25

Mertens, André 80

Moens, Wies 15, 33, 43, 54, 58, 59, 65, 91, 96, 110

Moerman, Pieter 102

Moors, Gust 128

Moureaux 99, 114

Mulder, Flor 90

Muller, Anton 163

Mussert, Anton 52

Mussolini 77, 143, 157, 169

Muys, Paul 129

N

Naessens, Maurits 70

Naudts, Kris 95

Neslo, Alida 139

Nietsche 116, 117

Nothomb 126

Nuyts, Jan 57, 91, 110

O

Olaerts, Jef 61

Olsen, Jan 19

Orient, Robert 64, 90

P

Papadopoulos, George 159

Parisis, Albert 66

Pauwels, François 149

Pauwels, Luc 80, 81

Peers 66, 67

Peeters, Jaak 141, 142

Peeters, Piet 64, 87

Peeters, Walter 90, 97, 177

Peiper, Joachim 162

Pétain 97, 157

Pierlot 16

Poma, Karel 119

Poppe, Leo 54, 91, 108, 110

Portier, Valeer 33, 37, 58, 68, 71, 89

Poujade, Pierre 44

Preudhomme, Armand 56

R

Raes, Roeland 55, 60, 68, 70, 72, 75, 76, 80, 83, 86, 95, 96, 97, 100, 107, 113, 114, 116, 160, 163, 167, 173, 175, 176

Rassinier 42

Richard, J. 66

Robbijns, Leo 88, 137

Rochtus, Leon 64, 74, 87, 89, 90, 91

Rogiers, Jos 131, 135, 136, 190

Romsée 14, 19, 22, 28

Romualdi 98, 159

Roosens 48

Roppe 66

Ruys, Manu 19, 23, 58, 81

S

Schütz, Hugo 46, 175

Schmidt, Detlev Hendrik 80

Segers, P.W. 22, 23, 26

Senaeve, Herman 29, 75

Simons, Rudy 98, 99, 100

Siegers, Gerard 62, 86

Smekens, Willem 108

Smout, Willy 145, 147

Snoy, J. 66

Sorel 143

Spaak 19

Spinnewyn, John 170

Spinnewyn, Roger 170

Spitaels, Cesar 90

Stalmans, Jan 100, 102, 149

Steuckens, R. 106

Stevenheydens, Paul 99

Stirbois, Jean-Pierre 113

Swillens, Erwin 94

T

Tanrez, Hendrik 25

Thiriart, J.F. 47

Thuriaux, Herman 96

Tindemans, Leo 97

Todts, Herman 20, 28

Tollenaere, Reimond 27, 28, 29, 30, 35, 79

Truyens, Edwin 75, 83, 95, 101, 102, 142, 144, 145

U

Uytterhoeven, Mia 97

V

Valckeniers, Jef 77, 82, 89

Van Boghout, Albert 42

Van Cauwelaerts 31

Van Damme, Kamiel 51, 86

Van de Meulebroecke, Jaak 109

Van de Wiele, Marcel 21, 31

Van den Bossche, Luc 119

Van den Eynde, Francis 92, 95, 100, 139, 172, 173

Van den Eynde, John 42

Van den Ven, Carl 105

Van der Eist, Frans 28, 40

Van der Hallen, Ernest 15

Van der Hallen, Oscar 15

Van der Keilen, Eric 92

Van der Paal, Rudi 20, 28, 37, 38, 40, 51, 97

Van der Sande, Philippe 101, 149

Van derTaelen, Lucas 128, 190

Van Dieren, Edmond 20

Van Dingenen, Jef 50, 97, 110

Van Durme, Wilfried 126

Van Duynslager, Jan 94

Van Eisacker, Frans 75

Van Elsen, Carlo 89

Van Engeland, Jean-Philippe 137

Van Gorp, Guy 95

Van Hauthem, Joris 100, 171

Van Hecke, André 109, 110

Van Hecke, Stefaan 110

Van Hemeldonck, Marijke 109

Van Heusden, Renaat 142

Van Hulse, Raf 95

Van Isacker, Karel 91

Van Leemputten 52

Van Miert, Karel 151

Van Mossevelde, Willy 81

Van Nieuwenhuyzen, Luk 170

Van Onckelen, L. 98

Van Ooteghem, Oswald 89

Van Opstal, Norbert 110

Van Overmeire, Karim 100, 169

Van Overstraeten, Jozef 58, 110

Van Overstraeten, Toon 17, 28, 29, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 49, 56, 59

Van Raemdonck, Fred 100

Van Rompuy, Herman 97

Van Roosbroeck, Robert 65

Van Rossem, Piet 41, 52

Van Severen, Joris 21, 96, 143

Van Steen, Werner 88, 92, 94, 159, 169

Van Straeten, Werenfried 66

Van Thillo, René 17

Van Tonningen, Rost 109

Van Vlierberghe-Vleminckx 96

Van Wallegghem, Roeland 174, 175

Van Wilderode, Anton 151

Vandecauter, Jan 92, 93, 94

Vandermoere, Bart 101

Vandommele, Marleen 95

Vanhecke, Frank 86, 106, 107, 158, 159, 160

Vanheusden, Renaat 90

Vanpaeschen, Inge 131

Vansina, Dirk 110

Verbeeck, Ferdinand 90

Verbelen, Guido 97

Verbelen, Robert 16, 98

Verbist, Alois 95

Vercauteren, Gerda 75

Vercauteren, Jef 95

Vermandere, Willem 139

Vermeire, Staf 19, 28, 32

Vermeulen, Luc 86, 97, 98, 99, 100, 105, 112, 176

Vernimmen, Willy 109

Verrept, Staf 28

Verreycken, Wim 51, 79, 119, 121, 139, 142, 151, 165, 172,

173

Verschaeve, Cyriel 30, 54, 71, 96, 110, 167, 170

Verstraete, Achiël 108

Verstraete, Eric 75

Vefthe, Arthur 108

Vierendeels, Frans 108

Vierling 163

Vincken, Wim 100

Vincx, Jan 108

Vinkx, Jos 66

Vlerick, André 74

von Habsburg, Otto 89

Vögel, R. 106

W

Wagemans, Herman 20, 33, 39, 40, 65, 69, 91, 110

Wenmeekers, Renaat 61, 75

Wiersma 158

Wigny 54

Wijmeersch, Frans 86, 172

Wijninckx, Jos 89

Wildiers, Frans 110

Wilmots 33

Wouters, Geert 141, 142

Wouters, Leo 17, 29, 46, 48, 49, 53, 62, 65, 79, 86, 90, 110, 141

Wuyts, André 131

Z

Zegers 33

'Ce livre vous met pour quelque temps en compagnie de Karel DiUen, président du Vlaams Blok... Où veut en venir cet homme? Quelle utopie poursuit-il, au détriment de qui? Quelle Flandre DiUen a-t-il à l'esprit? Un paysage de carte postale de mers éternellement mouvantes, où toutes les filles ont les cheveux tressés, un chapelet et des chaussettes blanches? Un pays d'abondance où chacun va à la messe et où l'Angélus a encore un sens? Dillen ment et il le sait comme vous et moi. Si le Vlaams Blok est sérieux quand il parle d'une Flandre propre, il faut s'en prendre immédiatement aux BASF, Phillips Tessenderlo et autres pollueurs de grande taille. Le Blok doit immédiatement devenir vert et communiste. Mais son idéal est ailleurs. Le Vlaams Blok veut tenir les Flamands dans leur étroitesse d'esprit, leur myopie et leurs frayeurs. Le Vlaams Blok aime parader, aboyer, suspecter; il ne veut pas d'un soleil qui brillerait pour tous. '

Johan Anthierens, écrivain et journaliste

Une analyse systématique des idées et des structures du Vlaams Blok et de ses racines dans 'l'Ordre Nouveau' d'avant-guerre. Un livre que tous les démocrates doivent lire s'ils ne veulent pas être obligés de dire plus tard: 'Nous ne le savions pas'.

Jos Vander Velpen (1948) est docteur en droit et avocat au barreau d'Anvers. Il est auteur de Les CCC. L'Etat et le Terrorisme (Epo 1988) et d'un livre à paraître sur l'extrême droite en Europe.

Hugo Gijssels (1950) est journaliste à l'hebdomadaire flamand Humo. Il est auteur de L'enquête (La Longue Vue, 1991) et co-auteur de Les Barbares. Les immigrés et le racisme dans la politique belge (Epo/Haiti Celsius, 1988).

Ce livre vous met pour quelque temps en compagnie de Karel Dillen, président du Vlaams Blok... Où veut en venir cet homme? Quelle utopie poursuit-il, au détriment de qui? Quelle Flandre Dillen a-t-il à l'esprit? Un paysage de carte postale de mers éternellement mouvantes, où toutes les filles ont les cheveux tressés, un chapelet et des chaussettes blanches? Un pays d'abondance où chacun va à la messe et où l'Angélus a encore un sens? Dillen ment et il le sait comme vous et moi. Si le Vlaams Blok est sérieux quand il parle d'une Flandre propre, il faut s'en prendre immédiatement aux BASF, Phillips Tessenderlo et autres pollueurs de grande taille. Le Blok doit immédiatement devenir vert et communiste. Mais son idéal est ailleurs. Le Vlaams Blok veut tenir les Flamands dans leur étroitesse d'esprit, leur myopie et leurs frayeurs. Le Vlaams Blok aime parader, aboyer, suspecter; il ne veut pas d'un soleil qui brillerait pour tous.'

Johan Anthierens, écrivain et journaliste

Une analyse systématique des idées et des structures du Vlaams Blok et de ses racines dans 'l'Ordre Nouveau' d'avant-guerre. Un livre que tous les démocrates doivent lire s'ils ne veulent pas être obligés de dire plus tard: 'Nous ne le savions pas'.

Jos Vander Volpen (1948) est docteur en droit et avocat au barreau d'Anvers. Il est auteur de Les CCC, L'Etat et le Terrorisme (Epo, 1988) et d'un livre à paraître sur l'extrême droite en Europe.

Hugo Gijssels (1950) est journaliste à l'hebdomadaire flamand Humo. Il est auteur de L'enquête (La Longue Vue, 1991) et co-auteur de Les Barbares, Les immigrés et le racisme dans la politique belge (Epo/Halt/Celsius, 1988).



2100-80033758-4

